DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12637 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

– DIMANCHE 15-LUNDI 16 SEPTEMBRE 1985

M. Mitterrand aux « adversaires » de la France : nous resterons dans le Pacifique

Après avoir passé quelques heures à Mururoa sur le site des essais nucléaires français, M. Mitterrand devait regagner Paris, ce samedi 14 septembre, dans la soirée, et faire dimanche, une brève déclaration à la presse.

M. Mitterrand a haussé le ton. Sur « l'atoll aux bombes » de Mururoa, qui est comme l'un des symboles de la volonté de la France de fonder son indépendance sur la dissuasion nucléaire, le chef de l'Etat a, en quelque sorte, répliqué à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande qui l'accusaient de « *provocation* » à l'occasion de son voyage-éclair dans le Pacifique. Il a fait dire, officiellement, par son porte-parole : « *La souveraineté de la France ne peut pas être remise en cause. Personne ne peut se substituer à sa volonté lorsqu'il s'agit de ses intérêts dans le Pacifique, sauf à apparaître comme un adversaire.* »

« *Adversaire* ». Le mot est lâché et il est lourd de sens, même si de tels propos appartiennent à cette « gesticulation », si chère aux militaires, quand deux pays s'observent comme pour se défier.

Cependant, l'escalade des mots est sensible de jour en jour. On croyait la France affaiblie, dans cette région du monde, par les conséquences de l'affaire Greenpeace et la mise en cause de ses services secrets dans la destruction du *Rainbow-Warrior*. Depuis, il est évident que la France n'entend pas jouer les accusés et, au contraire, qu'elle relève le gant en affirmant, haut et fort, qu'elle est chez elle dans le Pacifique sud et, en particulier, sur ces atolls de Mururoa et de Fangataufa achetés par l'Etat et relevant de la souveraineté nationale.

C'est d'abord le chef de l'Etat, chef des armées, qui ordonne à la marine nationale de se tenir prête à repousser, au besoin par la force, toute intrusion dans les eaux territoriales qui bordent les deux atolls. C'est ensuite le premier ministre, qui dénie à tout pays et, à plus forte raison, à toute association le droit de dicter à la France sa politique de défense. C'est aujourd'hui le président de la République qui qualifie d'« *adversaire* » le gouvernement étranger qui contesterait la présence française dans le Pacifique sud.

La contre-attaque prend tout son sel si l'on se souvient, par exemple, que le gouvernement de M. David Lange, en Nouvelle-Zélande, est composé d'hommes qui appartiennent à l'Internationale socialiste à laquelle le PS français a adhéré.

Mais l'avertissement de M. Mitterrand va bien plus loin que ce simple aspect anecdotique. La France ne se contente pas d'affirmer qu'elle continuera ses essais nucléaires en Polynésie tant que les besoins de sa force de dissuasion l'exigeront. Elle s'installe, aussi, dans le Pacifique sud, avec la décision, annoncée pendant le séjour à Mururoa de M. Mitterrand, de commencer les travaux d'une base stratégique à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, sans attendre les résultats de la prochaine consultation électorale. Une initiative importante si l'on sait, en outre, que la France commandera, en 1986, un porte-avions nucléaire, un nouveau sous-marin d'attaque (le septième de la série) et un nouveau modèle de sous-marin stratégique.

JACQUES ISNARD.

(Lire nos informations page 7.)

Symboles et cymbales

par ANDRÉ LAURENS

Nous sommes de plus en plus gouvernés par des symboles, ou des gestes se présentant comme tels, orchestrés à grands coups de cymbales. Veut-on faire savoir que la France ne se laissera pas dicter sa politique de défense, ce dont personne ne doute sérieusement ? On donne la solennité et la publicité requises à un ordre adressé aux armées par le président de la République pour qu'elles assurent la sécurité de la zone des essais nucléaires. Nul ne soupçonnait les militaires chargés de cette mission de la prendre à la légère : le message ne leur était pas destiné et avait un autre usage, une valeur de symbole. Veut-on marquer la volonté de la France de rester dans le Pacifique, alors que sa présence est contestée et qu'elle paraît prête à se dégager de Nouvelle-Calédonie ? Il ne suffit pas de le dire, il faut aller sur place, et plutôt deux fois qu'une.

Voyage-éclair, voyage-surprise, déclaration inopinée et forte, geste sortant de l'ordinaire ou allant au-delà du protocole, dramatisation de l'initiative, mise en scène d'instants photogéniques de la vie privée, tels sont les ingrédients de la politique du symbole, à l'intention du bon peuple qu'il faut surprendre, *épater* ou attendrir.

S'il n'y avait pas, derrière tout cela, une recherche délibérée de l'effet d'image, le souci d'illustrer, jusqu'à la caricature, des qualités d'homme d'Etat qui n'occulteraient pas la simplicité de tout un chacun dans la vie courante, on ne comprendrait pas l'essentiel de l'actualité et les commentaires qui l'accompagnent. Ainsi s'explique que des décisions appropriées à des situations précises, et, en cela, acceptables par de bons esprits, soient présentées comme des actes majeurs, à l'heure du journal télévisé, à grand renfort de commentaires. Ainsi s'éclaire le fait que Michel Rocard ait donné sa démission du ministère de l'agriculture au milieu de la nuit. Comment comprendrait-on, autrement – et si agaçant que ce soit – que Ronald Reagan ait systématiquement l'air hilare, signe d'une bonne santé triomphant de toutes les épreuves, ou pénétré, signe du sérieux de la situation, comme s'il n'était capable de réagir que sur ces deux registres, outre sa faculté d'attendrissement, au demeurant réciproque, pour son épouse ?

Il serait injuste de s'en tenir à ces seuls exemples. Avant M. Mitterrand et sa visite au Panthéon, M. Giscard d'Estaing avait savamment utilisé les symboles et les effets d'image et, comme bien d'autres hommes politiques, il continue à se définir à travers des recettes, plus faites pour séduire et impressionner que pour convaincre. Bien avant, la symbolique gaulliste avait un rôle aussi important que la doctrine et, à certains égards, mieux établi.

L'évolution de l'action politique vers le spectaculaire est assez ancienne et répandue pour qu'on en distingue les éléments constitutifs. Certains sont bien connus et ont déjà été décrits. Il en est ainsi de la personnalisation de la vie politique, sous le double effet d'un mode de sélection qui favorise le vedettariat et d'une domination de l'image et de la diffusion en direct de l'événement qui caractérisent notre système de communication. Les intermédiaires traditionnels, les partis, les élus, la presse écrite, ont perdu du terrain et sont concurrencés par les publicitaires, dont la fonction est de vendre une *idée* et non de l'expliquer.

(Lire la suite page 7.)

La Fête de « l'Humanité »



« Fête le plein d'espoir » titre, ce samedi 14 septembre, le journal *l'Humanité*, pour présenter « sa » fête, qui se tient jusqu'à dimanche soir près de Paris.

L'« optimisme » de M. Giscard d'Estaing

La logique politique conduit l'ancien président à briguer le poste de premier ministre en 1986

M. Giscard d'Estaing ne participera pas aux Journées parlementaires de l'UDF qui s'ouvrent lundi 16 septembre à Strasbourg. Cette année pas plus que l'année dernière, quand, après avoir été élu à l'Assemblée nationale, il avait préféré rester auprès de ses électeurs du Puy-de-Dôme. Il dira ce qu'il a à dire au « Grand Jury RTL-*le Monde* » dont il est, dimanche, l'invité.

De 1985, M. Valéry Giscard d'Estaing voulait faire « *une année utile* » ; utile à la préparation d'une « *alternance ferme et calme* ». En réunissant au mois de juin les chefs de file de l'opposition, il voulait apporter une nouvelle pierre à la construction de la « *future majorité de gouvernement* ». En réunissant les experts des deux grandes formations et en les chargeant de coordonner les travaux de l'opposition, il a cherché à accélérer la préparation des « *mesures de redressement* » qui, selon lui, devront être mises en œuvre au lendemain des élections législatives de 1986.

Trois mois après la convention libérale organisée à son initiative, et qui devait concrétiser ce double effort, que reste-t-il, quel bilan peut tirer celui qui, un jour, aura pu apparaître comme le fédérateur de l'opposition ?

Tandis que M. Giscard d'Estaing continue de prêcher « *l'union et le libéralisme* », les deux autres chefs de file de l'opposition, après avoir sacrifié au rite orchestré par l'ancien président de la République, ont repris chacun son chemin.

M. Raymond Barre, qui se veut avant tout indépendant, relance avec la même intransigeance le débat sur la cohabitation, dénonce les unions tactiques et les « *manœuvres* », et s'installe plus confortablement sur son siège de présidentiable, laissant à l'opposition le soin de réaliser une difficile synthèse.

M. Jacques Chirac, lui, semble soucieux de desserrer les liens privilégiés qui, ces derniers mois, l'unissaient à M. Giscard d'Estaing et, s'estimant lavé du péché originel de « *trahison* », joue sa propre carte à la veille d'élections qui pourraient être considérées comme des primaires au sein de l'opposition.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(Lire la suite page 7.)

POUR LA PREMIÈRE FOIS

Les Américains ont expérimenté une arme antisatellite en conditions réelles

L'armée de l'air américaine a, pour la première fois, expérimenté avec succès, le vendredi 13 septembre, au-dessus du Pacifique, dans des conditions réelles, un missile antisatellite de type ASAT. La cible, un satellite ancien gravitant à quelque 500 kilomètres de la Terre, a été détruite comme prévu.

L'agence Tass a vivement critiqué, dans une dépêche publiée ce samedi, cette « *démarche dangereuse, conduisant au commencement du déploiement des systèmes cosmiques de frappe, nouvelle classe d'armements* ». Cette expérimentation montre, selon l'agence soviétique, que « *l'escalade de la course aux armements, son extension à l'espace, constituent l'élément principal de la politique des Etats-Unis* ».

(Lire page 3 l'article de BERNARD GUETTA.)

Albanie : les enfants sages d'Enver Hodja

Que peut-on voir de l'Albanie, en quarante-huit heures passées à suivre M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux relations extérieures ? Un pays conforme à son image de dernier vestige européen du stalinisme, ou une accueillante contrée qui a le charme sympathique des vieilles choses démodées ?

De notre envoyé spécial

Tirana. – « *En France aussi, vous lisez beaucoup Marx, Engels, Lénine ?* » « *Non, pas vraiment* ». « *Comment non ?* » Notre interlocutrice est plus que surprise : choquée. Elle a seize ans, un joli visage attentif, une blouse noire et un col blanc. Nous sommes en classe de français, à l'école des langues de Tirana, et pendant que, devant d'autres journalistes venus de Paris, un élève répond aux questions du professeur, nous bavardons un peu, en feuilletant son cahier. Première leçon, c'est normal, on raconte ses vacances. Dès la deuxième, c'est plus sérieux. Cela s'appelle « Avec Staline » – c'est le titre d'un des nombreux ouvrages d'Enver Hodja, qui fut pendant plus de quarante ans le maître à penser et le maître tout court de l'Albanie et qui est mort en avril dernier. Au-dessous du titre, explication des mots nouveaux : « *assassin, tyran, sanguinaire, cruel...* »

S'agirait-il du grand Staline, dont la statue reste illuminée toute la nuit au centre de Tirana, en face d'un Lénine qui, lui, est plongé dans l'obscurité ? Oui, mais il s'agit, bien sûr, d'un texte où Enver Hodja réfute de manière définitive les calomnies proférées par « *ceux qui ont jeté de la boue sur Staline* », comme l'explique notre voisine. « *Au fait*, poursuit-elle dans un très bon français – elle est en quatrième année de cette école secondaire spéciale, – *vous avez lu les livres du camarade Enver Hodja ?* » « *Oui, les khrouchtchéviens, par exemple* » (une dénonciation des révisionnistes soviétiques). « *Ah oui, c'est le meilleur* »... La réponse a fusé, aussitôt corrigée par un : « *Tous les ouvrages de notre cher dirigeant sont remarquables* »... Nouvelle question : « *Et vous, que pensez-vous de ses livres ?* » Faut-il biaiser, mentir par politesse à cette gamine qui vous regarde droit dans les yeux ? Non. « *Je ne suis pas du tout de son avis.* » Le regard, en face, se charge aussitôt d'une franche hostilité, presque de colère. Comment est-ce possible ?

A nous d'interroger, mais cette fois le professeur de français. Quand vous travaillez sur des textes politiques (tous ne le sont pas, il y a aussi des textes de littérature française, Victor Hugo, ou bien Robert Escarpit, président de l'association d'amitié franco-albanaise, et qui bien sûr est du voyage), arrive-t-il qu'un élève, parfois, ne soit pas d'accord avec la thèse exposée : « *Mais non, jamais, évidemment !* »

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 4.)

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 15 septembre. – *Suède :* élections générales. *RFA :* visite du président argentin, M. Raul Alfonsin.

Lundi 16 septembre. – *Roumanie :* visite du président indonésien M. Suharto. *Egypte :* visite de Mme Thatcher.

Mardi 17 septembre. – *New-York :* ouverture de l'Assemblée générale des Nations unies.

Mercredi 18 septembre. – *Paris :* visite du président Alfonsin. *Rome :* reprise du procès d'Ali Agça.

Jeudi 19 septembre. – *Washington :* le président mozambicain, M. Machel, reçu par M. Reagan.

Vendredi 20 septembre. – Echange de familles entre les deux Corées. *Hongrie :* visite de M. Suharto.

SPORTS

Dimanche 15 septembre. – *Automobilisme :* Grand Prix de formule 1 de Belgique à Spa-Francorchamps; *Motocyclisme :* arrivée du Bol d'or (championnat du monde d'endurance) au Castellet; *Rugby :* reprise du championnat de France; *Voile :* départ de la mini-Transat (monocoque de 6,50 m maximum) à Brest.

Lundi 16 septembre. – *Cyclisme :* arrivée du Tour de l'Avenir.

Mercredi 17 septembre. – *Cyclisme :* Paris-Bruxelles.

Dimanche 22 septembre. – *Automobilisme :* Grand Prix de formule 1 d'Europe à Brands Hatch; *Cyclisme :* Grand Prix des Nations à Cannes.

Le Monde
5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.




Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 550 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; E.-U., 1,10 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 110 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

IL Y A CINQ ANS, LA MORT DE SOMOZA

Le dictateur du Nicaragua est « exécuté » en exil

17 septembre 1980, vers 10 heures du matin ; la voix d'Osvaldo grésille dans le talkie-walkie : « *Blanco ! Blanco ! Blanco !* » Chronomètre en main, il ne fallait pas plus de trente secondes aux hommes du commando pour rejoindre leurs postes. L'entraînement leur a permis désormais de parvenir à quinze secondes. Armando, comme prévu, s'installe au volant de la camionnette pour interrompre la circulation sur l'avenue de Espana. Dans sa Mercedes blanche, le général Anastasio Somoza Debayle, « Tachito », fils cadet du général Anastasio Somoza Garcia, abattu le 21 septembre 1956 par un jeune poète révolutionnaire, quitte la résidence d'Asuncion, Paraguay, qu'il loue 2 700 dollars par mois.

Lorsque la voiture arrive à sa hauteur, Enrique Haroldo Gorriaran Merlo décharge sa carabine M-16 sur l'ancien président du Nicaragua : « *Je tirais coup par coup, et à chaque tir le corps de Somoza bougeait. Je voyais qu'ils allaient au but* », racontera-t-il. Armando a sauté sur la chaussée et arrose les gardes du corps de l'ancien dictateur au fusil automatique. Quand la Mercedes arrive en fin de course, Santiago fait feu avec le bazooka. « *Santiago me demanda : « Je l'ai eu ? » A quoi je répondis : « Tu l'as démoli.* » Le projectile a atteint le véhicule de plein fouet. L'opération Reptile n'a pas duré plus d'une minute.

Anastasio Somoza, second du nom, troisième de la dynastie, était né le 5 décembre 1925 à Leon, capitale historique du Nicaragua et fief du Parti libéral. En 1936, l'année où son père, Anastasio Somoza premier du nom, inaugurait par un coup d'Etat le pouvoir dynastique, il fut admis à St. Leo School, Floride, puis suivit l'enseignement de La Salle Military Academy, New-York. « *A part les quatre premières années, toute mon éducation s'est faite aux Etats-Unis.* » Il obtint en 1946 le diplôme de West Point, Etat de New-York.

Un anticommunisme obsessionnel

« *Je peux vraiment dire qu'à cette époque j'en savais plus sur les Etats-Unis que sur mon propre pays* », confiera-t-il dans un livre dicté au magnétophone l'année de sa mort. « *Les Etats-Unis seront toujours une part de moi-même ; et dans mon cœur je serai toujours une part des Etats-Unis d'Amérique.* » Somoza s'enorgueillissait d'être un « Latino de Manhattan », de s'émouvoir à la vue de la bannière étoilée, de maîtriser aussi bien l'anglais que l'espagnol, et d'avoir sur toutes choses un véritable « *West Pointer's viewpoint* ». (point de vue d'ancien de West Point).

La chose pourrait surprendre dans un pays qui eut à subir vingt ans d'occupation militaire américaine au vingtième siècle. Mais la famille ne devait-elle pas son ascension à la protection du grand voisin du Nord ? Que serait devenu son père, obscur étudiant de la Pierce Business School de Philadelphie, Pennsylvanie, bombardé général chez les libéraux pendant la guerre civile de 1926 (car le Nicaragua ne manquait pas de généraux en ce temps), si l'ambassadeur Matthew Hanna et le général Calvin Matthews ne l'avaient imposé à la tête de la toute jeune guardia nacional en 1933 ?

Jusqu'à la fin, Anastasio Somoza Debayle se sentira donc américain. Son épouse, Hope Portocarrero, possédait la double nationalité ; ses enfants étudiaient aux Etats-Unis. Moins de vingt jours avant sa défaite, il s'adressait avec amertume à l'ambassadeur Lawrence Pezzullo : « *Vous savez très bien que les Nicaraguayens se sont toujours tournés vers les Etats-Unis pour forger leur conception du bien et du mal.* »

Somoza fut une sorte de croisé. Il se fit photographier au côté du cardinal Spellman, apôtre de l'intervention américaine au Vietnam et qui inspira à Bob Dylan sa chanson satirique « *With God on our sides* » (Dieu est à nos côtés). A peine installé dans ses fonctions présidentielles, Tachito fait, au cours d'un voyage officiel aux Etats-Unis, la profession de foi de « *nettoyer les communistes de notre continent* », et, pour cela, il préconise une intervention contre Cuba : « *Castro est un cancer qui (...) rongera tôt ou tard* » les pays latino-américains. « *Personnellement, j'en ai assez de toute cette agression de la part de Castro.* »

Quelques mois plus tard, en novembre 1967, il présente à la presse son projet d'envoyer des « volontaires » au Vietnam apprendre les techniques anti-guérilla aux côtés des GI. Il vouait aux gémonies les jésuites « *qui prêchent le communisme* », les universitaires subversifs, Pedro Joaquin Chamorro, principale figure de l'opposition modérée (« *le plus grand sandiniste du Nicaragua* »), l'archevêque de Managua, Mgr. Obando y Bravo (« *un des leurs* »), le chef du gouvernement de Panama, Omar Torrijos (« *un dictateur socialiste* »).

Cet anticommunisme obsessionnel est le ciment du régime en même temps qu'il le légitime aux yeux du protecteur américain. « *Mon père, mon frère Luis et moi avons ouvertement travaillé, directement et indirectement, à vaincre le communisme en Amérique centrale. Ces activités anticommunistes ont été conduites en collaboration avec les Etats-Unis, et toujours avec leur approbation. Cela n'est pas une allégation, mais un fait établi.* » Plus ultra que les ultras, entraîné par une logique implacable, il finit pas s'en prendre au président Jimmy Carter : « *Nous avons identifié nos ennemis comme étant : un, les communistes ; deux, les modérés ; et trois, le baptiste.* »

Il ne lui vient pas à l'esprit que son mode de gouvernement puisse être pour quelque chose dans sa chute. Seule la « *félonie* » a pu venir à bout du régime sain d'un pays libre : « *La trahison du Nicaragua n'a pas été perpétrée par ignorance, mais plutôt à dessein. Cela, je le tiens pour un fait. On pourrait dresser une longue liste des alliés des Etats-Unis et demander pourquoi Carter s'est retourné contre ces nations anticommunistes. Pinochet, au Chili, pourrait vous donner la réponse : à dessein ! Et que penser de la Corée, de Taïwan, du Pakistan, de la Thaïlande, de l'Arabie saoudite, de la Rhodésie, de l'Afrique du Sud et de l'Argentine ?* »

Comme ancien ami de Nixon, dont il avait autrefois financé la campagne, Tachito a alors le sentiment d'être sur la liste noire de la « *coterie des radicaux* » qui, avec le président Carter, ont entrepris de « *changer la structure socio-économique des Etats-Unis* » en utilisant comme instrument de subversion la politique des droits de l'homme. Car il est des pays où l'on peut tenir de pareils discours sans déchoir.

Après la débâcle, cette lecture particulière de l'histoire peut rencontrer quelque écho dans la mesure où, aux Etats-Unis, le vent a tourné. Mais le 28 juin 1979 l'ambassadeur américain explique à Somoza : « *Je ne pense pas que ce soit Jimmy Carter, ou le secrétaire* [d'Etat] *Vance, ni aucun d'entre nous : ce sont les circonstances qui sont arrivées au point de rupture.* » Car tout au long de la crise nicaraguayenne, la politique des Etats-Unis a été celle du louvoiement, et *le Monde*, dans son éditorial du 23 septembre 1978 consacré aux « *hésitations de M. Carter* », souligne la prudence dont Washington fait preuve alors que « *la paix des cimetières et des fosses communes* » s'étend peu à peu sur le Nicaragua.

A la différence des fascismes européens, et bien que le père fondateur ait en son temps flirté avec les « chemises bleues » nicaraguayennes, la famille Somoza se réclame non seulement du « monde libre », mais de la « démocratie ». Tachito dit : « *Si vous parliez à mes adversaires les plus décidés au Nicaragua, ils vous diraient que j'étais M. Constitution.* » Il ne s'agissait pas là d'un trait d'humour destiné à rappeler que la famille avait modifié à son gré la Constitution en 1939, 1948, 1950..., et jusqu'en 1974, afin de conserver la réalité du pouvoir.


ROUIL

Par une étrange perversion du langage, dont on ne sait jusqu'à quel point il est dupe, le dictateur tropical identifie la liberté au « système américain » réduit à la libre entreprise. Ainsi peut-il voir en Alfredo Stroessner, le président du Paraguay, l'incarnation « *des principes démocratiques et de l'idéologie occidentale si essentiels à la paix et au progrès* ». Avec une candeur égale à celle avec laquelle il proclame son allégeance aux Etats-Unis d'Amérique, il affirme que la guardia nacional défendait « *le droit au capitalisme* », et qu'en prenant position contre lui l'administration Carter a travaillé « *philosophiquement* » contre l'un des principes fondamentaux qui avaient fait des Etats-Unis un grand pays : la propriété privée.

Le croisé est aussi un adorateur du Veau d'or. A tel point que, racontant à sa façon la prise d'otage organisée par le FSLN, le 27 décembre 1974, chez « Chema » Castillo, un dignitaire du régime, il a ces mots pour évoquer le dénouement des négociations : « *Nous nous sommes mis d'accord sur 1 million de dollars, ainsi on a épargné de l'argent.* » (Il en avait prévu 5.) « *La pensée de payer cette somme aux terroristes entraînés par les communistes qui avaient kidnappé et tué me faisait souffrir une agonie mentale.* »

Sur sa fortune, au temps de sa gloire, il aime à être énigmatique autant que fanfaron. « *A votre place, je commencerais par demander à combien se monte la richesse de l'empire britannique.* » Le journaliste Jack Anderson disait de lui qu'il était l'homme d'Etat « *le plus gourmand du monde* ». Le tremblement de terre meurtrier qui détruisit Managua dans la nuit du 23 décembre 1972 permit à Somoza d'accroître encore ses biens par la fraude et la spéculation.

En 1977, on évalue à quelque 600 millions de dollars les capitaux de Somoza. Dans le testament qu'il rédige cette même année à la suite du grave accident cardiaque dont il a été victime, Tachito lègue, entre autres, à sa maîtresse Dinorah Sampson vingt-six mille actions de la United Steel cotées à la Bourse de New-York, trente-sept mille neuf cents actions de la Valmac Industries, cotées à l'American Stock Exchange, etc.

Une incroyable fortune

Les terres qu'il possède couvrent une surface équivalente à la république voisine du Salvador, et son patrimoine industriel s'étend à peu près à tous les domaines, des cimenteries et des lignes aériennes jusqu'à la concession Mercedes-Benz. Un inventaire anonyme, *l'Incroyable fortune de la famille Somoza*, circule clandestinement à Managua et lui attribue trois cent quarante-six entreprises. Quand on l'interroge sur l'état de son pays, il répond : « *La misère est une notion relative. Il est moins dur d'être pauvre à Managua qu'à Bogota, par exemple, où le climat est plus rigoureux.* »

Cet homme, moitié Néron moitié Crésus, comme on a pu le dire, affectionne pourtant les poses populistes. « *Les masses étaient avec moi* », dira-t-il. Il sait, à l'occasion, mobiliser les fonctionnaires et ses partisans organisés dans l'AMOROCS (association militaire des officiers en retraite, ouvriers et paysans somozistes). « *Je vous accorde que, parmi les gens éduqués et argentés, je pourrais avoir la popularité la plus basse que j'aie jamais eue, mais pas dans le peuple. Si le peuple n'était pas avec ce régime, monsieur l'ambassadeur, je ne serais pas en train de vous parler* (novembre 1978). »

Grand, de forte corpulence (avant son attaque cardiaque, il pesait 120 kilos), il fait chaque matin les exercices de l'armée de l'air canadienne pour garder la forme. Une petite moustache noire barre son visage empâté. Avec ses lunettes d'écaille, ses cheveux plaqués en arrière et ses costume de bonne coupe, il a tout de l'homme d'affaires occidental.

La mégalomanie du personnage affleure pourtant. En premier lieu dans cette boulimie d'honneurs qu'ont tous les tyrans. En août 1973, *la Prensa* publie un télégramme adressé à Somoza fait de tous les titres et épithètes accolés à son nom et relevés quotidiennement dans son journal, *Novedades*, par trois citoyens de Managua courageux et impertinents. Ils composèrent ainsi un texte de plus de deux cent cinquante mots : « *Phare, timonier, pilote, commandant suprême, bienfaiteur inspiré, glorieux, magnétique, etc.* »

Avec un bandage de boxeur

En octobre 1978, un mois après l'écrasement de la ville d'Esteli sous les bombes et alors que le Front élargi d'opposition rend publiques ses propositions pour le rétablissement de la paix au Nicaragua, Somoza convoque les journalistes dans son bunker pour leur faire part « *d'un programme d'une grande importance pour l'avenir du pays (...) destiné à lutter contre la surnutrition* » ! Le spécialiste chargé de mettre en œuvre cet important programme, dans un pays où la mortalité infantile était de 46 pour 1000 en 1973 (17,6 aux Etats-Unis), est, évidemment, californien.

Pedro Joaquin Chamorro, le directeur de *la Prensa*, principal journal d'opposition, avait connu Somoza dans un rôle moins policé que celui de président, lorsque Tachito venait l'interroger dans son cachot au milieu des années 50. Somoza portait alors l'uniforme kaki qui « *lui allait comme sa propre peau* ». Colonel à vingt-trois ans, Anastasio avait été promu à la mort du père *jefe director* (chef suprême) de la guardia par son frère aîné, Luis Anastasio, lui-même nommé chef de l'Etat par un Congrès dont il était déjà président.

« *Des prisons des Somoza*, écrivait Pedro Chamorro, *j'avais une douloureuse expérience. (...) Je me souvenais avoir vu une fois Anastasio Somoza Debayle, avec un bandage de boxeur à la main droite, entrer dans une petite pièce d'où sortaient les plaintes du major Domingo Paladino, qui pieds et poings liés recevait stoïquement les coups du fils cadet de Somoza. (...) Je savais qu'avec Teodoro Picado fils, Anastasio Somoza Debayle avait écrasé les testicules de Jorge Rivas Montes ; je connaissais l'histoire de mes cousins Humberto et Tito Chamorro, de Julian Salaverry, de Fernando Solorzano et de centaines d'autres Nicaraguayens torturés au cours d'interrogatoires présidés par les Somoza.* »

Pedro Joaquin Chamorro fut criblé de balles le matin du 10 janvier 1978, au coin de l'avenue Bolivar, non loin de ce qui fut, avant le tremblement de terre, la Banque de Londres. Derrière les tueurs se profilait Anastasio Somoza junior, troisième du nom, chef des bataillons spéciaux de la garde nationale et héritier présomptif de la dynastie, qu'on surnommait El Chiguin (le Môme). Ce meurtre donna véritablement le signal de la guerre civile.

Il y eut ensuite la grève générale, l'insurrection de Monimbo, la prise du Palais national le 22 août 1978, l'insurrection de septembre, des barricades, des bombardements, le meurtre de sang-froid par la guardia du journaliste américain Bill Stewart, filmé par son caméraman, et pour finir la fuite à Miami d'Anastasio Somoza et de ses proches, le 17 juillet 1979. Avec opiniâtreté, il s'était accroché au pouvoir jusqu'à ce qu'aucun doute ne fût plus permis. Son règne avait commencé dans l'émeute et le sang en 1967, il finissait en révolution.

« Un âne fatigué »

Somoza s'en fut ensuite au pays d'Alfredo Stroessner. « *Je suis comme un âne fatigué luttant contre un tigre* », confiait le dictateur au *Washington Post* dans les derniers jours de son pouvoir. Au Paraguay, il reprend confiance dans l'avenir et achète 8 000 hectares de terres dans le Chaco pour y planter du coton. Lorsque, dans d'ultimes efforts pour sauver ce qui pouvait l'être, l'ambassadeur Pezzullo l'exhorte à céder la place, il dit à Somoza : « *Dans deux ans, vous penserez à la manière dont vous allez revenir* », et puis : « *Un jour, quand tout cela sera fini, nous en discuterons assis devant un bon whisky-soda.* » Le temps ne lui en sera pas donné.

En janvier 1980, les six hommes et les trois femmes du commando commencent à préparer l'élimination d'Anastasio Somoza Debayle, qu'ils désignent sous le nom de code d'Antonio. Tous sont argentins et membres de l'Armée révolutionnaire du peuple (EPR), organisation guévariste qui a eu son heure de gloire au début des années 70. Ils ont combattu aux côtés des sandinistes dans la guerre civile nicaraguayenne et veulent, en tuant Somoza, « *rendre la justice* » et « *exécuter un symbole* ».

De longs mois se passent à localiser l'objectif, échafauder un plan, approcher la cible. Une villa est louée sur l'itinéraire de l'ex-dictateur, au nom d'une Association des artistes argentins, censée accueillir au Paraguay Julio Iglesias. Enthousiaste, la propriétaire promet le secret. Trois curieux « électriciens » se tapissent dans la maison jusqu'à ce que l'occasion se présente enfin.

Le 17 septembre 1980, le Front sandiniste annonce solennellement que Somoza « *a payé ses crimes* ». Et les gens descendent dans la rue en tapant sur des casseroles. Les « commandants de la Révolution », juchés sur un command-car, sillonnent Managua en faisant le V de la victoire. Interrogé par la radio, un homme de la rue raconte comment Somoza a « *sali le drapeau de la République* ». Un autre, avec cet accent traînant, un peu plaintif, qu'ont les pauvres du Nicaragua, félicite le commando et lui suggère, à présent, de « *s'occuper du Chiguin* ».

Tomas Borge, ancien pensionnaire des geôles du dictateur, devenu ministre de l'intérieur, fait cette remarque : « *Le châtiment le plus grand pour Somoza n'est pas qu'ils l'aient tué. C'est la joie du peuple devant sa mort.* »

PHILIPPE VIDELIER.

Étranger

A DEUX MOIS DU SOMMET REAGAN-GORBATCHEV

Le succès du premier essai réel d'arme antisatellite américaine peut créer une nouvelle tension avec Moscou

De notre correspondant

Washington. – A deux mois de la première rencontre au sommet, à Genève, entre M. Reagan et M. Gorbatchev, et à moins d'une semaine de la reprise, dans cette même ville, des conversations soviéto-américaines sur les armes nucléaires et spatiales, l'armée de l'air américaine a réussi, vendredi 13 septembre, son premier essai d'une arme antisatellite contre une cible réelle (ASAT).

Ce succès devrait, considère-t-on dans les milieux officiels de Washington, renforcer les possibilités de parvenir à un accord des deux superpuissances sur une réduction du niveau des armements, dans la mesure où elle augmenterait les capacités de marchandage des Etats-Unis. L'Union soviétique dispose, en effet, pour sa part, depuis la fin des années 60, de son propre système d'armes antisatellites, et cet avantage est, depuis 1980, dénoncé par l'administration Reagan comme un grave déséquilibre auquel il faut remédier.

C'est la raison pour laquelle Washington s'est fermement refusé, jusqu'à présent, à s'imposer un moratoire sur les essais de telles armes, alors que l'URSS en avait unilatéralement déclaré un il y a deux ans, dans un geste analysé par les Etats-Unis comme une simple tentative de conserver son avantage en figeant la compétition tout en affectant la bonne volonté.

Le système dont dispose l'Union soviétique étant cependant moins fiable et efficace que celui dont l'armée de l'air américaine cherche à se doter, le programme d'essai des ASAT a de nombreux adversaires au Congrès, aux yeux desquels il ne fait en réalité que relancer la course aux armements. Or cette relance apparaît à beaucoup comme particulièrement dangereuse, car le peu d'accords conclus sur la limitation des armements reposent sur la capacité des Etats-Unis et de l'URSS à se placer sous surveillance mutuelle et constante, grâce à leurs satellites de renseignements respectifs.

Si cette capacité était, demain, remise en question, c'est en fait l'édifice de la dissuasion qui risquerait de l'être aussi petit à petit, la mise au point d'armes antisatellites permettant de surcroît d'avancer dans les recherches sur les armes antimissiles. Les pas faits dans ce premier domaine contribuent à donner une crédibilité technique à la « guerre des étoiles », et donc à l'hypothèse d'un prochain bouleversement radical des données stratégiques, dont Moscou voudrait à tout prix éviter le défi technologique et financier.

A court terme, en tout cas, l'essai de vendredi – auquel M. Reagan avait pris, en août, la décision de faire procéder – risque ainsi d'avoir pour conséquence essentielle une tension supplémentaire entre les Etats-Unis et l'URSS, laquelle avait récemment menacé de renoncer à son moratoire si ce premier test sur cible réelle avait bien lieu.

Tiré en vol d'un intercepteur F-15 Eagle parti de la base d'Edwards en Californie, le missile ASAT a frappé et détruit, au-dessus du Pacifique, un satellite militaire américain, le P-78-1, vieux de six ans, et qui n'était plus opérationnel. Selon le peu d'informations fournies par le Pentagone, le missile aurait été largué à environ 15 000 mètres et, conduit par son système de guidage à infrarouge, serait allé frapper sa cible à quelque 500 kilomètres d'altitude. Le secrétaire à la défense, M. Weinberger, a fait dire par son porte-parole qu'il en était *« absolument ravi »*.

BERNARD GUETTA.

La RDA et la Tchécoslovaquie proposent à Bonn des négociations sur le retrait des armes chimiques

De notre correspondant

Bonn. – La RDA et la Tchécoslovaquie ont officiellement proposé à l'Allemagne fédérale l'ouverture de négociations sur le retrait des armes chimiques d'Europe centrale. Une lettre du numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, et une autre du premier ministre tchécoslovaque, M. Lubomir Strougal, au chancelier Kohl, ont été transmises à Bonn, vendredi 13 septembre, par la voie diplomatique.

Le gouvernement ouest-allemand se dit prêt à étudier cette proposition avec soin. Il rappelle néanmoins que la création d'une zone sans armes chimiques en Europe centrale ne pourrait remplacer un accord sur l'interdiction du stockage et de la production de telles armes au niveau international. Un tel accord fait l'objet de négociations au sein des Nations unies, où il se heurte aux mêmes difficultés que toutes les autres négociations sur le désarmement.

Les Etats-Unis, qui disposent d'importants stocks d'armes chimiques en Allemagne fédérale, ont pris cette année la décision de moderniser leur arsenal. Les pays du pacte de Varsovie avaient, pour leur part, le 10 janvier 1984, lancé un appel aux autres pays européens pour négocier un accord régional, appel qui avait reçu un accueil positif de la part du Parti social-démocrate ouest-allemand.

L'initiative de Berlin-Est et de Prague fait suite aux propositions que le SPD et le Parti communiste est-allemand (SED) avait présentées ensemble, le 19 juin dernier, à Bonn. Après plusieurs mois de discussions, les responsables des deux partis s'étaient mis d'accord sur la marche à suivre pour parvenir à un retrait des armes chimiques d'Europe centrale. Le document, publié avec un maximum de publicité (1), prévoyait notamment qu'une telle zone devait englober, au minimum, les territoires des deux Allemagnes et de la Tchécoslovaquie. Il demandait, en outre, la constitution d'une commission internationale de contrôle, chargée d'aller vérifier sur place, en cas de soupçon « justifié », une éventuelle violation de l'accord.

A Bonn, les partis de la majorité avaient vivement réagi à cette initiative, accusant les sociaux-démocrates de faire le jeu de l'Est et de pratiquer une politique anti-américaine. Le 5 septembre dernier, le vice-président du groupe parlementaire chrétien-démocrate, M. Volker Ruhe, avait réaffirmé au Bundestag que les propositions faites par le SPD et le SED tendaient au découplage entre l'Europe et les Etats-Unis, sans diminuer la menace que les armes chimiques soviétiques font peser sur l'Europe. Il leur avait notamment reproché d'aboutir à un simple déplacement des stocks soviétiques installés en Europe de l'Est et non à leur destruction.

HENRI DE BRESSON.

(1) La radio et la télévision tchécoslovaques ont, au contraire, totalement passé sous silence, vendredi soir, la nouvelle proposition conjointe de Prague et de Berlin-Est.

LA SITUATION EN AFRIQUE DU SUD

L'ANC a demandé la nationalisation des grandes industries à ses interlocuteurs des milieux d'affaires

C'est finalement dans un hôtel du parc national de Luangwa, à 500 kilomètres de Lusaka, qu'une délégation d'hommes d'affaires sud-africains de premier plan, accompagnés de directeurs de journaux libéraux, a rencontré, vendredi 13 septembre, M. Oliver Tambo, chef du Congrès national africain (ANC) en exil en Zambie, entouré de cinq autres responsables du mouvement nationaliste interdit en Afrique du Sud. Le président Kaunda a assisté à la plus grande partie des conversations qui ont duré six heures.

Les discussions ont porté principalement sur l'avenir de l'économie sud-africaine, et M. Tambo a notamment informé ses interlocuteurs que l'ANC avait l'intention de nationaliser certaines industries et prévoyait la mise en place d'un système d'économie mixte dans le cadre d'une démocratie non raciale.

« Nous avons expliqué que nous ne pouvions pas laisser agir les grandes entreprises comme elles le font actuellement. Elles représentent une richesse formidable au milieu d'une pauvreté inqualifiable. Des mesures doivent être prises pour combler ce fossé, et il devrait y avoir une distribution plus équitable de la richesse dans le pays », a déclaré M. Tambo. Il a ajouté que les hommes d'affaires avaient compris le raisonnement de l'ANC, mais ne croyaient pas que sa politique soit applicable.

M. Relly, président de l'Anglo American Corporation, a, pour sa part, déclaré que *« les positions ne sont peut-être pas aussi antagoniques qu'on pourrait le croire »*, et que les options économiques modérées de M. Tambo étaient très différentes de celles que lui attribuait le gouvernement de Pretoria.

Rappelant que cette rencontre avait été organisée à l'initiative des hommes d'affaires, M. Relly a affirmé que *« quelles que soient leurs convictions, il est parfaitement légitime que les Sud-Africains se réunissent pour discuter de l'avenir de leur pays »*. Il a déclaré qu'il soutiendrait les appels lancés en faveur de la libération du chef de l'ANC, M. Nelson Mandela, affirmant qu'un *« grand nombre d'hommes d'affaires en Afrique du Sud sont d'avis que Nelson Mandela devrait être libéré »*.

Alors que les réformes proposées ces derniers jours par le président Botha sont plutôt bien accueillies par les milieux d'affaires et les libéraux sud-africains, Mgr Desmond Tutu a qualifié celles-ci de *« miettes de pain »*.

« Nous avons atteint le stade où toute déclaration du gouvernement sur ce qu'il appelle des ajustements ou des réformes laisse les gens indifférents », a-t-il déclaré.

Le prélat noir a aussi annoncé que son mot d'ordre de grève générale d'une semaine était *« suspendu »* et remplacé par un appel à l'arrêt du travail un seul jour, le 9 octobre. Les milieux syndicaux s'étaient montrés très réservés quant à la première initiative de l'homme d'Eglise.

La police a interdit la tenue d'une conférence religieuse, prévue ce week-end à Soweto, à l'occasion de laquelle le Prix Nobel de la paix devait prendre la parole. Les autorités ont refusé à cinq responsables religieux étrangers l'autorisation d'entrer sur le territoire sud-africain pour cette conférence.

Quelque huit cents lycéens noirs de Soweto, arrêtés jeudi en vertu de l'état d'urgence, étaient toujours détenus sans explication samedi matin. – *(AFP, Reuter.)*

Un complot ultra contre M. Botha ?

La marge de manœuvre du président Botha pour mener à bien la réforme de l'apartheid est-elle plus étroite qu'il n'y paraît ? C'est ce que croit savoir *la Lettre d'Afrique* du jeudi 12 septembre.

« Des membres importants de l'état-major sud-africain et des dirigeants politiques boers ultraconservateurs auraient décidé de suspendre la Constitution sud-africaine, de décréter l'état d'exception et d'appliquer la loi martiale sur l'ensemble du territoire sud-africain, écrit l'hebdomadaire *la Lettre d'Afrique.*

» Cette grave décision aurait été prise au début de cette semaine, après la tenue récente de plusieurs réunions secrètes organisées à l'instigation du Mouvement de résistance afrikaner (extrême droite) et de la société secrète boer Broederbond...

» En plus des dirigeants de ces deux organisations blanches, des hommes politiques, des hauts fonctionnaires et des officiers généraux de l'armée et de la police, participèrent à ces réunions, ainsi que des responsables des services civils et militaires. L'objectif de tous ces ultraconservateurs est de stopper, le plus rapidement possible, la politique de libéralisation (...) du président Pieter Botha, qu'ils jugent, non pas dangereuse, mais mortelle pour le pouvoir blanc. »

Selon *la Lettre d'Afrique*, les ultras sud-africains estiment qu'il faut faire vite pour s'opposer à tout processus de réforme parce que le temps joue contre eux. *« Ils partent du principe que M. Reagan a bel et bien un cancer et qu'il se retirera après sa rencontre avec M. Gorbatchev »* pour laisser la place au vice-président Bush, à leurs yeux trop libéral. Ils n'excluent pas la possibilité d'élections anticipées en Grande-Bretagne et d'un retour des travaillistes au pouvoir.

Il est probable que, si *la Lettre d'Afrique*, rédigée à Paris, a eu vent de ce complot, M. Botha en est également informé et qu'il a pris les mesures nécessaires pour le contrecarrer. On ne peut exclure cependant une opération d'intoxication menée par les amis du chef de l'Etat pour convaincre les Occidentaux qu'il doit tenir compte de son opposition et qu'il faut le ménager. On ne peut pas non plus écarter *a priori* l'hypothèse que M. Botha doit se battre sur deux fronts et qu'une partie des dirigeants de Pretoria cherche à le neutraliser.

Un fait trouble certains observateurs occidentaux. Quand M. Roelof « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a rencontré à Vienne deux émissaires de M. Reagan et un de Mme Thatcher (*le Monde* du 10 août), il leur aurait bel et bien promis la libération prochaine de M. Nelson Mandela. Or celle-ci n'a finalement pas été annoncée par le chef de l'Etat dans son discours du 15 août. Washington a haussé le ton à l'égard de Pretoria après ce discours jugé *« décevant »*. On comprenait mal l'attitude du président Botha, qui avait laissé son ministre faire des promesses en apparence inconsidérées de nature à aggraver les choses si elles n'étaient pas tenues. L'explication est peut-être qu'il a été empêché de tenir cette promesse au dernier moment. Selon *la Lettre d'Afrique*, M. Botha *« recula car trois de ses ministres menacèrent de démissionner »*.

J. G.

EN ALGÉRIE

La police traque un groupe d'activistes musulmans armés

Alger *(AP)*. – Un groupe armé d'une quinzaine d'activistes musulmans, rendus responsables d'un vol d'armes commis à la caserne de Soummaa dans la nuit du 26 au 27 août, est traqué depuis plusieurs jours par les forces de police dans la région de Larbaa (30 kilomètres au sud d'Alger). Trois d'entre eux ont été arrêtés mercredi, a-t-on appris jeudi 12 septembre, de source bien informée dans la capitale. Les autres ont réussi jusqu'à présent à échapper à la police grâce à la solidarité familiale et tribale manifestée par des habitants de cette région, dont est originaire leur « chef », Mustafa Bouiali, un ancien maquisard de quarante-quatre ans condamné par contumace à la réclusion à perpétuité lors du procès de cent trente-cinq intégristes au mois d'avril.

Sept membres du groupe ont été identifiés comme les auteurs, avec un huitième homme, de l'opération organisée contre l'école de police de Soumaa, à une quarantaine de kilomètres d'Alger, où ils s'étaient introduits en utilisant des uniformes volés et où ils sont parvenus à mettre la main sur une centaine de pistolets et de fusils de guerre MAS-36. Cette affaire avait causé la mort d'un policier, égorgé à l'arme blanche.

On s'étonne par ailleurs, de source officieuse, des allégations contenues dans un communiqué parvenu jeudi à la presse et signé par un mystérieux « Jihad islamique du cheikh Sadak El Moundhiri ».

Cette organisation inconnue en Algérie revendique l'opération de la caserne de Soumaa et l'attaque d'un commissariat de police à Oran, dans l'ouest du pays, qui aurait fait trois morts parmi des policiers. Le communiqué affirme également que trois gendarmes ont été tués par le « Jihad », sans préciser dans quelles circonstances.

Si le vol commis à Soumaa a été reconnu par les autorités algériennes, qui l'attribuent au groupe de Moustafa Bouiali, les deux autres actions revendiquées sont *« purement imaginaires »*, souligne-t-on de même source, en suggérant que ce communiqué constitue le prolongement d'une campagne anti-algérienne menée depuis quelques mois au Maroc.

AU DANEMARK

Remous politiques à la suite des révélations sur Oleg Gordievski

De notre correspondante

Copenhague. – L'affaire Gordievski risque d'avoir des retombées au Danemark au plan intérieur.

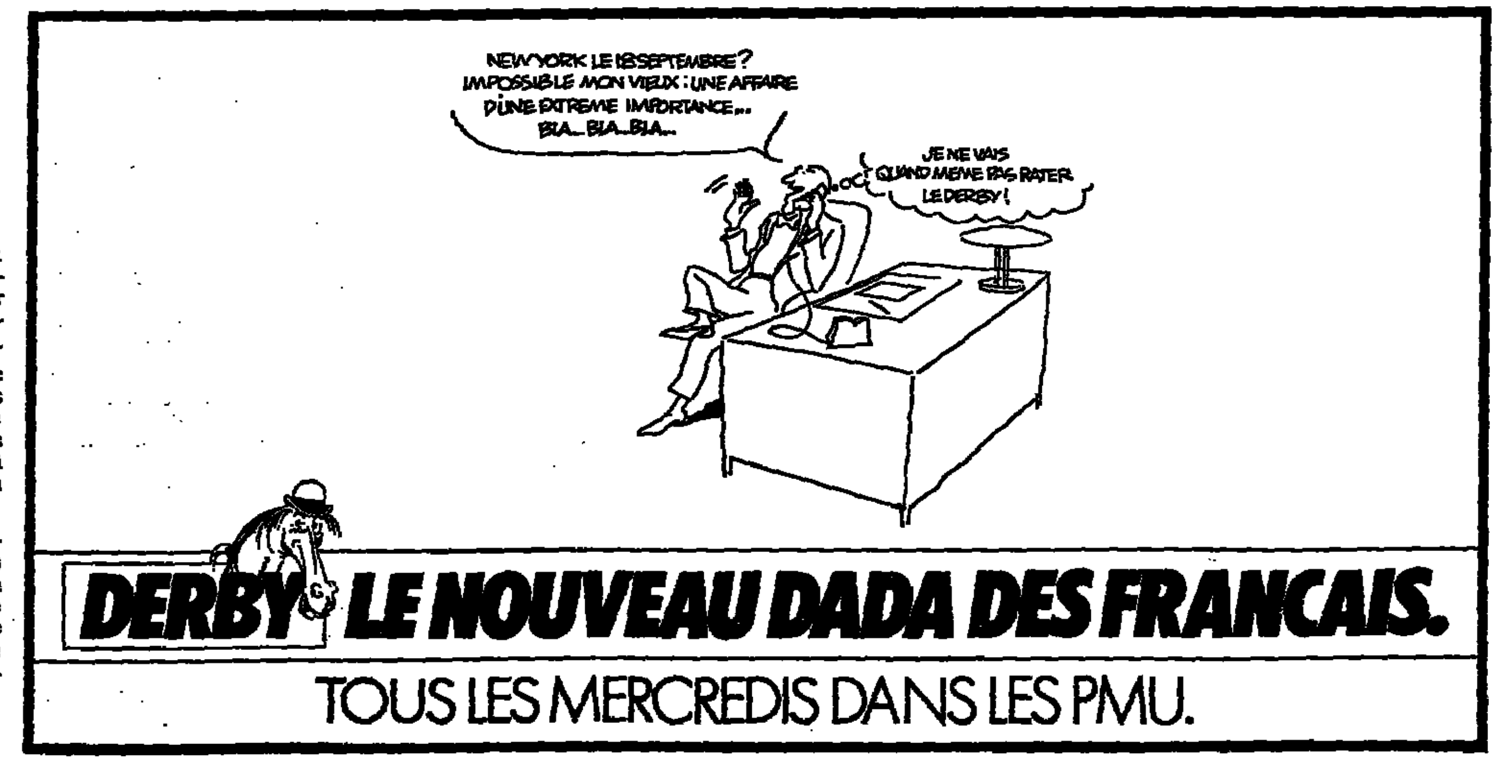
Plusieurs membres de l'opposition se sont, en effet, montrés « très surpris » que le ministre (conservateur) de la justice, M. Ninn-Hansen, ait pris l'initiative, jeudi 12 septembre, de raconter à la télévision que l'ancien diplomate soviétique avait « collaboré » de manière très utile avec les services de renseignements danois, le PET, quand il était en poste à Copenhague – et, ce, sans avoir consulté au préalable son premier ministre, M. Schlüter, qui venait de rentrer d'une visite officielle aux Etats-Unis.

Le prédécesseur de M. Ninn-Hansen, le social-démocrate Ole Espersen, a annoncé qu'il allait demander d'urgence des explications au gouvernement et réclamer la réunion de la commission parlementaire juridique pour en discuter.

Selon lui, en effet, la démarche de M. Ninn-Hansen est « très grave », car elle menacerait de compromettre les activités futures du PET et de poser des problèmes à d'autres ambassadeurs étrangers au Danemark.

Il semble par ailleurs que, à Londres, on n'ait guère apprécié les « révélations » de M. Ninn-Hansen qui auraient été démenties par le Foreign Office, si l'on en croit le correspondant de la télévision danoise dans la capitale britannique.

C. O.



Étranger

Albanie

Les enfants sages d'Enver Hodja

(Suite de la première page.)

Inutile d'insister. Mieux vaut lire, affichés dans le hall, sous l'inscription « jeunes talents », des poèmes écrits à la fin de la dernière année scolaire, par les meilleurs élèves de chaque section. En anglais, en français, en russe, on y pleure la mort du bien aimé Enver Hodja (« *Derrière les nuages le soleil se cache larmoyant* »), mais surtout on y chante sa gloire éternelle :

« *Il est toujours vivant. (...) Il reste invincible, comme alors qu'il se colletait, dent pour dent, avec la louve khrouchtchévienne et défendait la cause stalinienne...* » « *Avec lui, sans arrêt, nous marchons vers le communisme* » (...) « *Il salue de la main les pionniers qui l'acclament. Parti, Enver, nous sommes toujours prêts.* »

A pied et à vélo

Où est l'apparence, où est la réalité ? Le couple de lecteurs français qui travaille à la faculté des langues, juste en face de l'école, pourrait peut-être en dire un peu plus. Ils en sont à leur quatrième année d'Albanie et sont sans doute les seuls résidents étrangers de la ville, exception faite des diplomates. Peut-être sauraient-ils nous expliquer ce que pensent vraiment étudiants ou professeurs. Las, l'atmosphère du pays semble avoir déteint sur eux. Prudents, discrets, ils font des réponses évasives, avec un soupçon d'agacement à l'égard de ces journalistes qui voudraient tout savoir en quarante-huit heures. Comme si c'était facile ! Eux, au bout de quatre ans, n'ont toujours pas eu le moindre contact privé avec un élève, un professeur. Personne, jamais.

La rue sera-t-elle plus instructive ? Tirana, en dépit de ses 200 000 habitants (le pays tout entier en compte moins de 3 millions), ressemble à une tranquille bourgade, même si la place centrale s'est ornée récemment de quelques bâtiments modernes et d'un superbe musée qui exalte le passé (héroïque et misérable) et le présent (socialiste et heureux), tandis qu'un imposant Enver Hodja en bronze accueille les visiteurs. Les signes extérieurs de ce passé sont rares. Une mosquée, fermée bien sûr, et aussi un petit bâtiment jaune, l'ancien Parlement, devenu, cela ne s'invente pas, un théâtre de marionnettes. Pour le reste, les immeubles sont modestes, les façades un peu miteuses et les rues sans beauté, mais non sans un certain charme. La vie semble couler tout simplement, sans heurt : les policiers ne sont même pas armés. Pas de voitures individuelles — leur possession est interdite, — alors on va à pied, ou bien à vélo — une machine rustique qui coûte un bon mois de salaire, plus rarement, à moto (ce n'est pas interdit, mais cher). Il y a aussi quelques taxis, des camions, dinosaures qui ploient sous les couches de peinture successives, et puis des autobus délabrés où l'on s'écrase.

Pas de queues devant les magasins, où l'on prend tout son temps, et où les produits esentiels sont d'ordinaire présents (sauf la viande, beaucoup plus rare). De temps à autre, certains prix baissent, comme en URSS, ... sous Staline.

Les vêtements, dit-on, sont à présent plus variés, les femmes plus coquettes, et la foule qui déambule le soir dans les rues ne semble nullement dans la détresse. Pauvreté certes, selon nos critères, mais pas misère. Et ce petit garçon amputé qui joue au football en sautillant sur ses béquilles de bois ne sait sans doute pas qu'ailleurs il existe des prothèses. Alors...

L'attitude adoptée à l'égard de l'étranger, aussitôt repéré à ses vêtements et à son allure, reste distante. Les regards passent sans s'arrêter, on ne sourit pas, on n'engage pas la conversation. Est-ce de la fierté, ou bien autre chose. On peut bien deviner, mais comment en être sûr ?

Baïonnette au canon

En route vers la campagne, avec toujours l'espoir d'en savoir un peu plus. Mais auparavant, à la sortie de la ville, c'est le combinat textile Joseph-Staline qui défile sous nos yeux : une grosse fumée noire, des installations tout droit sorties des temps héroïques de l'industrie, et naturellement les inscriptions habituelles à la gloire d'Enver Hodja, et puis une autre, plus récente, « *Vive le comité central du parti avec à sa tête le camarade Ramiz Alia.* ». C'est le successeur de Hodja, désigné par ce dernier. La transition, la juxtaposition des pancartes le prouve, semble se faire en douceur. Il y a aussi, en lettres énormes, le rappel des consignes classiques « Organisation, conscience, discipline ». Et, pour compléter cette image d'Épinal, dans la cour de l'usine, une dizaine de jeunes femmes manient des fusils, baïonnette au canon. Une séance d'instruction militaire, conformément au principe du « peuple en armes », mobilisable à chaque instant pour défendre le pays. C'est à cette défense populaire que sont censées servir le dizaines de milliers de petites casemates en béton, disséminées dans la campagne, aux abords des routes, des villes, des rivières, partout. Ces points de tir individuels ont beau pulluler, on a peine à croire à leur efficacité face à une armée moderne. Mais peut-on imginer meilleur moyen de rappeler à chaque instant aux Albanais qu'il doivent rester « vigilants », face à « l'encerclement impérialisto-révisionniste », selon la formule consacrée.

Notre imposant cortège — près de soixante Français, industriels et journalistes, sans compter les très nombreux accompagnateurs albanais — est arrivé à la coopérative. Là comme ailleurs, on a bien, très bien fait les choses. De grandes tables nous attendent, chargées de raisins, de figues, de vin local et de raki (la boisson nationale).

L'accueil est, comme partout, remarquable, nos hôtes aussi prévenants qu'il est possible. Evidemment, en fait de visite, on se contentera d'entendre le directeur donner quelques chiffres et un ancien ambassadeur à Paris expliquer que la coopérative, malgré ses résultats déjà remarquables, n'est qu'une étape vers un stade supérieur. Ici, les paysans ont encore de petits lopins individuels, dont la surface est progressivement réduite. Ces lopins sont appelés à disparaître tout à fait, et la coopérative deviendra un jour ferme d'Etat, c'est-à-dire propriété du peuple tout entier, et non plus seulement des coopérateurs. Les travailleurs de la ferme d'Etat toucheront alors une retraite. Est-ce vraiment si extraordinaire ? Et que penser de ces perspectives d'étatisation totale, alors que presque partout ailleurs dans le monde socialiste, et en particulier en Chine, on prend, après tant de tragiques échecs, le chemin inverse ? « *Nous n'avons jamais imité les Chinois, et nous ne les imiterons jamais* », tranche l'ancien ambassadeur. Libre à nous d'imaginer ce que peuvent en penser les paysans eux-mêmes.

On barbouille les traîtres

Mais pourquoi s'obstiner à vouloir chercher l'envers du décor ? Les fruits ici sont si sucrés, le temps si radieux, les gens si charmants. Pourquoi résister à la séduction ? Peut-être parce que, il y a cinquante ans, de naïfs Occidentaux sont eux aussi tombés sous le charme des kolkhozes soviétiques, et qu'on s'en voudrait de commettre la même bévue, même si on semble bien loin, ici, des terribles témoignages réunis par Amnesty International dans son recueil consacré à l'Albanie.

Tout à côté de cette coopérative de Peza, un petit musée rappelle l'épopée des fondateurs du Front national albanais, qui entreprit de lutter contre l'occupant en 1942, avant de se transformer en Parti communiste. C'est évidemment une nouvelle occasion de célébrer Enver Hodja et ses amis. Enfin pas tous, car certains emplacements de photos sont vides et, sur quelques autres, des silhouettes ont été barbouillées. Des « traîtres », sans doute, ou des victimes des purges successives par lesquelles Hodja, selon les historiens « bourgeois », s'est débarrassé de ses rivaux en puissance ? Ces quelques barbouillages, au moins, viennent opportunément rappeler qu'il y a des choses qu'on n'est pas censé voir ni savoir.

De même, le lendemain, à Shkodra, il faudra s'éclipser, s'arracher à une table trop bien garnie, pour aller jeter un coup d'œil au « gymnase », cette ancienne église où les sportifs du « *premier Etat athée* » au monde jouaient tout normalement au basket. Encore faut-il reconnaître que personne ne nous a interdit d'aller y voir, et que les journalistes qui avaient envie de s'éloigner du groupe organisé, à Tirana ou ailleurs, n'en ont nullement été empêchés.

Ce qu'ils ont vu ou entrevu, c'est un pays tranquille, lisse mais étouffant à force d'unanimité, toujours fièrement accroché à son national-stalinisme, et où le temps semble parfois s'être arrêté quelque part au début des années cinquante. A moins que, derrière le paravent, quelque chose ne se mette à bouger, quelque chose de plus important que de maigres contrats avec des firmes occidentales ? Les enfants sages d'Enver Hodja ne nous ont pas fait leurs confidences ni livré leurs secrets. Ce sera peut-être pour la prochaine fois.

JAN KRAUZE.

Suède : le Loup et le Chien

Etre jeune et conservateur, c'est chic !

De notre correspondant

Stockholm. — Environ trois cent cinquante mille jeunes Suédois âgés de dix-huit ans devraient voter pour la première fois dimanche 15 septembre. Eux qui s'estiment d'habitude délaissés par les hommes politiques ont été l'objet ces dernières semaines de mille prévenances de la part des partis. Les états-majors électoraux ont mobilisé leurs dirigeants. M. Bo Holmberg, ministre de l'administration publique, s'est vu par exemple confisquer son almanach par les responsables de la campagne électorale. Ceux-ci ont déniché quelques « trous » dans son emploi du temps, pourtant chargé, en septembre, et ont vite fait de les remplir par des visites dans les écoles. On a d'ailleurs déjà voté cette semaine dans la plupart des établissements scolaires de Suède. Depuis les années 60, des élections-tests sont organisées parmi les quatorze-dix-huit ans dans les collèges pour « *prendre la température de la jeunesse* », et les enseignants profitent de l'occasion pour donner quelques cours d'instruction civique. La procédure doit ressembler le plus possible à la réalité avec isoloirs, urnes et volontaires qui contrôlent la régularité du dépouillement du scrutin. Les résultats ne seront communiqués qu'après la vraie consultation, afin de ne pas influencer les adultes.

Au lycée Södra Latin, un établissement de neuf cent cinquante élèves dans le centre de Stockholm, les cinq partis siégeant au Parlement ont envoyé chacun un représentant pour expliquer, pendant quarante minutes, devant deux classes, leurs options. Il est difficile de fausser compagnie au groupe car ces meetings, parfois très animés, sont « obligatoires », et le professeur demandera ensuite à quelques élèves de résumer par exemple la politique des centristes (ex-agrariens). Ici, le débat est franchement polarisé avec, d'un côté, les partisans des sociaux-démocrates et, de l'autre, les jeunes loups conservateurs, de loin les plus dynamiques. Les centristes, les libéraux et les communistes laissent plutôt indifférents. Alors qu'il y a une quinzaine d'années les conservateurs osaient à peine avouer leurs idées, ils arborent aujourd'hui fièrement leurs badges « M » (*Moderaterna* — Modérés) et, parmi les jeunes, ils progressent à grands pas.

En 1981, 19 % des moins de vingt-quatre ans poursuivant des études sympathisaient avec les communistes. Trois ans plus tard, ils n'étaient plus que 4 %. En 1970, les sociaux-démocrates comptaient 48 % de partisans dans cette catégorie. Aujourd'hui, seulement 20 %. Dans le même temps, le score des conservateurs est passé de 11 % à 58 % ! « *Après la vague rouge des années 60, la vague verte des années 70, la Suède connaît à présent la vague bleue des lycées et des collèges où l'on observe un net retour des idées individualistes, en particulier dans les grandes villes* », constate un spécialiste d'enquêtes, qui ajoute que chez les jeunes qui vont voter pour la première fois les conservateurs et les sociaux-démocrates sont pratiquement de force égale.

Un leader cool

Les « M » mènent une campagne à l'américaine : fêtes, rock, disco, vidéo, gadgets en tous genres. Samedi 7 septembre, ils avaient mis au point un super-show, digne du Palace, dans la banlieue de la capitale, avec comme clou final un lâcher de ballons bleu et blanc sur un rythme de samba. « *Vivre en Suède dans la liberté avec plusieurs chaînes de radio et de télévision !* » « *Pouvoir se baigner dans l'archipel de Stockholm en l'an 2000 en sachant que les Soviétiques ne le considèrent pas comme leur zone de manœuvres sous-marines...* », les slogans fusaient et faisaient mouche. Les jeunes trouvent leur leader, M. Ulf Adelsohn, *uffe*, cool. Il a quarante-quatre ans, quatorze de moins que Olof Palme. Sportif, athlétique, fervent de hockey sur glace, le sport d'hiver national, il n'a pas la roublardise du chef social-démocrate. Il commet quelques erreurs politiques mais elles lui sont vite pardonnées : « *C'est humain.* » D'une façon générale, il donne l'impression de ne pas considérer la politique comme la chose la plus importante de la vie. « *Les politiciens doivent être plus effacés et ne pas se mêler de tout* », aime-t-il à dire.

Au lycée Södra Latin, Nina, dix-huit ans et social-démocrate, constate qu'« *il est à la mode, à Stockholm du moins, d'être membre des Jeunesses conservatrices, le seul mouvement de jeunesse politique en Suède dont les effectifs sont en augmentation. On ne peut rien y faire, c'est dans le vent !* » Ce mouvement compte environ quarante mille adhérents. Les autres sont en régression : quarante-huit mille pour les sociaux-démocrates, quarante mille pour les centristes qui restent quand même bien implantés dans les campagnes, dix-huit mille pour les communistes et onze mille pour les libéraux.

Mais n'est-il pas curieux à dix-huit ans de voter pour un parti qui a gouverné le pays pendant quarante-sept ans depuis 1932, qui représente l'establishment, la génération des parents et des grands-parents, peut-être une sécurisation excessive de la vie ? « *Non*, répond Nina, *qu'y a-t-il de mal à cela ? Qu'y a-t-il de mal à rester attaché à la solidarité, à la justice sociale, à l'école publique, à la médecine publique pour tous ?* » A ses yeux, une éventuelle privatisation partielle du système de santé et des crèches conduirait inévitablement à des injustices sociales inacceptables, car « *seuls les riches pourraient mettre leurs enfants dans ces établissements* ». Mattias, un camarade de classe, lui aussi de gauche, ne se trouve pas « surprotégé » par l'Etat-providence. Les deux jeunes gens sont nés avec, et il leur serait apparemment difficile de s'en passer. Ce qu'ils souhaitent : moins d'agressivité et d'arrogance de la part des hommes politiques, un débat plus calme et modéré. Cette année, il faut en convenir, les coups bas et les attaques personnelles n'ont pas manqué, et M. Palme refuse rarement la bagarre.

En fait, pendant cette campagne électorale dans les écoles, les jeunes ont discuté exactement des mêmes sujets que les adultes : les impôts, la politique familiale, la situation économique. Aucune discussion sur l'avenir ou la menace que le contrôle croissant de l'individu par le biais des ordinateurs fait peser sur l'intégrité personnelle. Et s'il y a rejet de la politique et des politiciens, il ne s'exprime pas par une proportion d'abstentions particulièrement élevée : 82 % des nouveaux électeurs avaient pris part au scrutin de 1982 ; le taux national de participation avait atteint 92,4 %.

La « société de papa »

En Suède, les choix politiques des jeunes sont souvent proches de ceux de leurs parents. Le lien est ici beaucoup plus marqué que dans d'autres pays d'Europe. Selon une étude de l'université d'Uppsala, 65 % des jeunes votent comme leur père ou comme leur mère, ce qui semble indiquer qu'il n'y a pas de révolte de la jeunesse contre la « *société de papa* ». Une éducation plus libérale n'est sans doute pas étrangère à ce phénomène.

Nina dresse ainsi le portrait du social-démocrate moyen : « *Environ la cinquantaine, ouvrier, petit employé, technicien, puéricultrice ou infirmière, intellectuel, parfois aisé — il ou elle peut faire à vrai dire n'importe quel métier.* » Et le conservateur-type ? « *Jeune cadre performant, en pleine carrière, ou créateur d'entreprise, toujours souriant, positif, sûr de lui, confiant en l'avenir, efficace.* » Il représente assez bien la Suède d'aujourd'hui, où les idoles ne sont pas des artistes de cinéma ou des chanteuses pop mais les PDG à succès, comme le patron de Volvo, M. Gyllenhammar, et les grands capitaines d'industrie qui, partant de peu, ont réussi à monter des entreprises qui accumulent les bénéfices.

ALAIN DEBOVE.

L'ennemi de classe n'est plus ce qu'il était...

De notre correspondant

Stockholm. — L'une des affiches les plus surprenantes de la campagne électorale représente un jeune cadre, trente-cinq ans, tiré à quatre épingles, au volant d'une voiture de sport décapotable, avec à ses côtés un dalmatien de pure race. « *Je vote social-démocrate parce que je veux de l'ordre dans l'économie suédoise !* » dit-il.

Bien des militants du parti ont dû écarquiller les yeux en découvrant la « rose », l'emblème du parti, sous la photo de ce beau garçon qui est l'archétype de l'électeur conservateur — l'« *ennemi de classe* » — dans la caricature de la gauche ! Il y a belle lurette que les dirigeants du Parti ouvrier social-démocrate de Suède (SAP) ont éliminé le mot « *ouvrier* » de leur appellation mais, cette année, ils ont vraiment fait preuve de hardiesse.

Evidemment, un parti d'une puissance presque unique en Europe occidentale qui regroupe près de 45 % de l'électorat et qui ne donne guère de signes apparents de faiblesse ne peut se contenter de faire du charme à la seule « classe ouvrière ». Les effectifs de celle-ci décroissent régulièrement, et le travailleur suédois moyen, dans la société de bien-être, s'est embourgeoisé. Matérialiste, il pense d'abord à son confort personnel et peut être ainsi amené à faire d'autres choix politiques que le « choix de classe », surtout lorsque l'opposition lui promet moins d'impôts. En 1982, 21 % des ouvriers de l'industrie ont voté « bourgeois »...

Aujourd'hui, ce sont les employés du service public — fonctionnaires, « bureaucrates », agents communaux, personnel hospitalier — qui forment le gros des troupes de la gauche, M. Olof Palme n'a donc pas oublié de les choyer pendant la campagne en assurant, quitte à déplaire au syndicat de la métallurgie, que les salaires du public devaient suivre ceux du privé. « *Quel intérêt Volvo et Scania auraient-ils à construire des autobus s'il n'y avait pas d'employés de la régie des transports collectifs pour les conduire ?* » Tonnerre d'applaudissements, le mois dernier, parmi les délégués au congrès des fonctionnaires ! Un parti d'une telle taille a naturellement des électeurs dans toutes les couches sociales qu'il faut tour à tour ménager et soigneusement éviter de monter les unes contre les autres. M. Palme est passé maître dans cet art difficile. Il réserve ses banderilles à la Confédération du patronat et au Parti conservateur.

A. D.



Étranger

Les Suédois votent dimanche sur une certaine idée du bonheur.
Est-ce la solidarité, la justice sociale, la médecine et les crèches pour tous, les riches au piquet ? S'il le croit, l'électeur reste fidèle aux socialistes et à leur Etat-providence.
Les conservateurs dénoncent le bonheur factice d'une population sur ordinateur, le citoyen assisté, le « gagneur » à la merci d'un fisc qui « punit » le succès et l'effort.
A leurs yeux, l'Etat en fait trop. Seront-ils entendus ? C'est un vieux débat que celui-là.
Le Loup et le Chien de La Fontaine hésitaient déjà entre la pâtée au prix du collier et la liberté au risque de la faim.

Le royaume du « personnummer »

De notre correspondant

Stockholm. — *« Votre nom ? Jan Andersson. Votre numéro personnel ? 43-07-10 — 1374. »* Que ce soit à la banque, à la poste, dans un bureau de la sécurité sociale, au commissariat ou à l'hôpital, l'employé préposé à l'accueil demande presque automatiquement ces renseignements au client. Ce fameux « personnummer », chaque Suédois le connaît par cœur, justement parce qu'il lui est immédiatement réclamé dès qu'il a affaire à l'administration. S'il hésite ou le confond par étourderie avec une autre combinaison, on le regarde de travers. Un amnésique ou un escroc ?

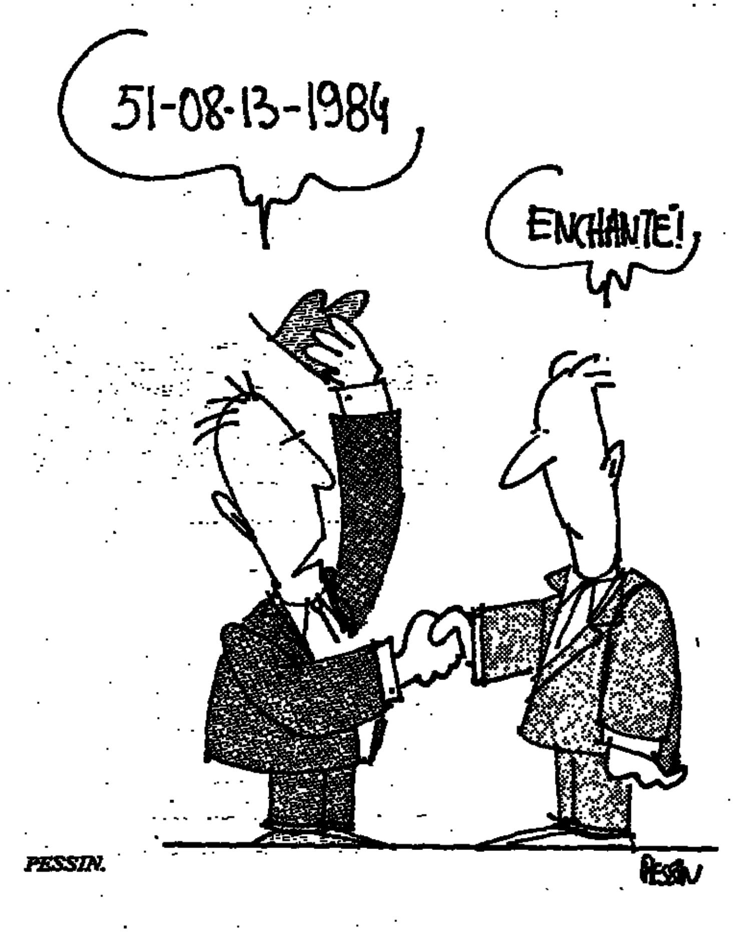
Ces dix chiffres accompagnent le citoyen de la maternité au cimetière et ils sont précis. Les six premiers indiquent la date de naissance. Dans l'exemple cité, Jan Andersson est né le 10 juillet 1943, car les Suédois ont l'habitude d'écrire la date en commençant par l'année. Le tiret qui suit indique qu'il a vu le jour au vingtième siècle. S'il avait plus de quatre-vingt-cinq ans, ce trait d'union serait remplacé par le signe « + ». L'ordinateur oublie parfois de rectifier ce petit détail. Johanna Jönsson, une gaillarde femme de cent six ans à Malmö fut ainsi très étonnée de recevoir au printemps dernier une lettre de la direction de l'éducation lui annonçant qu'elle était admise au cours préparatoire... Le « tiercé » suivant le signe de ponctuation montre qu'il est né dans le département de Stockholm et qu'il est de sexe masculin, l'avant-dernier chiffre étant impair. L'ultime sert au contrôle de la combinaison, contrôle qui est « presque » infaillible. Avant 1970, un « 9 » après le tiret désignait les immigrés — ce qui était plus que douteux.

Classé « toxicomane »

La décision de numéroter systématiquement les Suédois remonte à 1947. Elle partait d'une bonne intention et paraissait inoffensive : ne plus confondre les Suédois portant le même nom (les Johansson ou Andersson sont nombreux...) et nés le même jour, établir un recensement aussi correct que possible par communes. Le contrôle de la perception à la source fut aussi facilité. Mais personne — pas même son archiviste, Ingvar Lindberg, 220105-1915 — n'imaginait à l'époque que ce code d'identification serait appelé à remplacer le patronyme dans le jargon de certaines administrations et allait poser la première pierre d'un système très sophistiqué d'enregistrement et, par suite, de contrôle du citoyen. La banque nationalisée PK Sanken l'a trouvé si commode qu'elle a créé des comptes de dépôt dont le numéro est tout bonnement le « personnummer » du titulaire.

Bien qu'aucune loi ne l'exige, ce code est aujourd'hui employé à tout bout de champ : pour souscrire un abonnement à un journal, pour adhérer à un club de livres ou s'inscrire à un cours de danse. La carte de réduction de la Société des chemins de fer ressemble étrangement à la fiche d'un bagnard. Y figurent la photo, la signature et le numéro personnel du titulaire mais aucun emplacement n'est prévu pour le nom et l'adresse ! Ce serait, dit-on, guider d'éventuels cambrioleurs. Les dix chiffres permettent de restituer aisément une carte égarée à son propriétaire. Il suffit de consulter des registres informatisés.

Pratique mais un peu inquiétant. D'autant plus que les erreurs sont nombreuses et que ces fichiers publics peuvent réserver des surprises très désagréables. Un jeune homme d'Uppsala a ainsi appris qu'il était classé « toxicomane ». Il s'en est aperçu en recevant une facture de soins médicaux non réglée. Des chiffres avaient été permutés et il a dû se battre pour obtenir l'effacement de ces informations de son « casier ». M. Sergio Sarti a demandé, lui, à changer de matricule après avoir reçu une missive du percepteur lui réclamant 2 000 couronnes. En fait, la dette concernait un autre individu affublé du même numéro que lui — un cas théoriquement impossible. Personne d'abord n'a voulu le croire. On lui a ri au nez, alléguant que seuls les transsexuels étaient autorisés à changer de combinaison. Il lui a fallu quatre mois de palabres pour obtenir satisfaction.



PESSIN.

Après avoir docilement accepté ce système, qui fait la joie des statisticiens et des chercheurs, un nombre croissant de Suédois commencent à s'inquiéter de cette « manie » et de l'utilisation qui est faite du numéro personnel et surtout des registres informatisés qui les suivent tout au long de leur vie. Selon l'inspection à l'informatique, à Stockholm, il y avait en Suède en mai 1985 plus de seize mille registres homologués, mais le chiffre réel est sans doute bien plus élevé, et *« la Suède est le pays qui, proportionnellement à la population, possède le plus de registres automatisés de personnes au monde »*. Quantité d'informations, recueillies dans les enquêtes menées par l'Office central des statistiques, sur divers aspects de leur vie privée, y sont engrangées. Lorsqu'une bureaucratie tatillonne et pléthorique se voit dotée de ces outils sophistiqués — même si elle assure que *« ceux qui ont de la farine pure dans leur sac n'ont rien à craindre »*, — l'intégrité de l'individu est évidemment menacée.

« La technique est à bien des égards remarquable, dit Jan Froese, responsable de l'inspection de l'informatique, *mais elle est souvent utilisée à mauvais escient. Il est devenu techniquement possible de s'insinuer dans la vie privée par le couplage et le rapprochement de différents registres. Le danger est que l'on grignote les contours de notre société de droit. »* Les autorités fiscales doivent effectuer des contrôles efficaces — l'Etat les en a chargées — mais il estime que les vérifications systématiques facilitées par l'informatique mettent l'individu en position de suspect : *« Le citoyen loyal risque ainsi d'être la victime de la bureaucratie et de sa technique et d'être obligé de prouver son innocence. »*

« Panachages »

Dans un rapport récent, l'inspection de l'informatique, qui essaie de freiner ces « panachages » mais qui se voit souvent désavouée par le gouvernement, dresse un bilan plutôt sombre : les connexions de registres réclamées par l'administration dans sa chasse aux tricheurs augmentent et toucheront bientôt les quelque huit millions de Suédois. Les effets sont parfois désastreux. Dans une commune des environs de Stockholm, l'ordinateur (après avoir mis en parallèle les données contenues dans les fichiers sur les salaires, le logement, les signes extérieurs de richesse, la fortune, etc.) avait décelé avec certitude mille filous coupables d'avoir déclaré des revenus inférieurs à la réalité. L'affaire fut portée devant les tribunaux... qui innocenta les « tricheurs », sauf un.

Selon l'Office central des statistiques, qui possède quelque deux cents registres, ces couplages permettent des études plus précises et fiables sur la Suède « telle qu'elle est » et l'intégrité personnelle est protégée. *« Nous ne voulons absolument pas fouiner dans la vie de chacun »*, assure son directeur, qui dit ne pas toujours partager les appréhensions de l'inspection. Ces statistiques aident les communes et l'État à planifier plus rationnellement, par exemple dans les domaines du logement et de la santé publique. Les milieux scientifiques soulignent pour leur part que, grâce au numéro d'identification personnel et aux registres informatisés tenus sur certaines maladies comme le cancer, la Suède occupe une place de premier plan dans le monde pour ce qui est des études épidémiologiques.

Mais le prix n'est-il pas élevé ? Dernier exemple en date : début septembre, l'autorisation a été donnée à la direction des affaires sociales, contre l'avis de l'inspection, d'ouvrir un nouveau registre de santé contenant les noms des patients, numéros personnels, maladies constatées, médicaments prescrits, admis chaque année dans les hôpitaux et établissements psychiatriques. Au total : plus d'un million de Suédois sont concernés.

Les Suédois ne se révoltent pas bruyamment — ce n'est pas dans leur tempérament — contre ces pratiques mais ils n'en sont pas moins inquiets et s'interrogent à juste titre sur la valeur du secret médical. Ce sont des problèmes de société qui sont ici régulièrement discutés. Pour ce qui est du numéro personnel, la promesse faite par certains dirigeants bourgeois de le bannir n'a pas été réitérée pendant la campagne électorale, mais le gouvernement a mis en place une commission chargée d'étudier les possibilités de restreindre son utilisation ainsi que le coût de sa suppression.

A. D.

Afghanistan

● UN CHEF DE LA RÉSISTANCE TUÉ. — Un chef de la guérilla afghane et deux moudjahiddine ont été tués, vendredi 13 septembre, lors d'affrontements avec les troupes soviéto-afghanes dans la province du Paktia (sud-est de l'Afghanistan), a annoncé la résistance. Maulawi Fatehullah Haqqani, trente-huit ans, commandant de la province du Paktia, est le second responsable de la résistance tué en une semaine, après la mort, vendredi dernier, d'Ahmed Gul. Fatehullah était le bras droit du commandant en chef de la province, Jalaluddin Haqqani, qui dirige plusieurs milliers de combattants dans la région. — *(AFP.)*

Bangladesh

● PROCHAIN RÉTABLISSEMENT PARTIEL DES LIBERTÉS POLITIQUES. — Le président Ershad a déclaré qu'il autoriserait la reprise d'une activité politique limitée dans son pays à partir du 1er octobre. Le général Ershad, en visite en Arabie saoudite, a indiqué, dans une interview publiée vendredi 13 septembre par le journal *Janata* (proche du gouvernement) qu'il lèverait certaines des restrictions qui ont suspendu toute activité politique le 1er mars 1985. La levée des autres restrictions sera examinée plus tard, a-t-il dit. D'autre part, la police a arrêté plus de cent personnes et saisi des armes lors d'une perquisition effectuée vendredi dans des résidences universitaires de la capitale. En mars dernier, à la suite de désordres politiques sur le campus, l'université de Dakha avait été fermée pour une durée de cinq mois. — *(AFP.)*

Chili

● LE GOUVERNEMENT ENVISAGE L'EXPULSION DE DEUX PRÊTRES ÉTRANGERS. — Le gouvernement militaire « étudie » l'éventuelle expulsion de deux prêtres étrangers : un Français, le Père Pierre Dubois, et un Belge, le Père Guido Peters, a indiqué vendredi 13 septembre le ministère chilien de l'intérieur. Le Père Dubois a été accusé par le maire de la commune de San-Miguel (périphérie de Santiago), M. Nelson Murua, de s'être trouvé à la tête de manifestants qui avaient peint des slogans sur sa voiture et lui avaient crevé ses pneus, lors d'incidents survenus le 11 septembre dernier. Le Père Peters a été, pour sa part, accusé d'activités politiques contre le régime. Les deux prêtres exercent respectivement leur ministère dans les paroisses de La Victoria et de La Legua, deux quartiers pauvres de la capitale chilienne. — *(AFP.)*

[Trois prêtres étrangers ont été expulsés en 1983 et un autre, dirigeant d'une organisation chrétienne de défense des droits de l'homme, s'est vu interdire de regagner le Chili l'an dernier.]

Iran

● PENDAISON DE TRAFIQUANTS DE DROGUE. — Seize trafiquants de drogue ont été exécutés lundi 9 septembre à la prison de Ghezel-Hessar, dans la ville de Karadf, à 40 kilomètres à l'ouest de Téhéran. — *(AFP.)*

Philippines

● « RÉCONCILIATION » ENTRE LE CARDINAL SIN ET M. MARCOS. — Le cardinal Jaime Sin, l'un des critiques les plus constants de la politique du présisent Marcos, a célébré, mercredi 11 septembre, à Manille, une messe publique à l'occasion du soixante-huitième anniversaire du chef de l'Etat philippin. Dans son homélie, le prélat a appelé à la réconciliation nationale ainsi qu'au respect des droits de l'homme. Le même jour, la Cour suprême a validé la décision d'une commission parlementaire de s'opposer à une initiative de l'opposition en faveur d'une procédure de révocation *(impeachment)* de M. Marcos *(le Monde* des 1er et 2 septembre). — *(AFP, AP, UPI.)*

Étranger

Les animaux malades de la guerre

Les guerres qui ravagent le continent africain y ont fait affluer des armes meurtrières. Les braconniers les utilisent pour massacrer éléphants et rhinocéros. C'est une activité qui rapporte gros mais qui menace de disparition des espèces entières...

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. – Les animaux, malades de la guerre... Eux aussi. Jadis, le braconnage était un travail d'artisan qui exigeait un certain savoir-faire. Pour abattre un éléphant ou un rhinocéros, on utilisait des trappes, des flèches, voire des fruits empoisonnés. A ces techniques traditionnelles, s'ajoutent, aujourd'hui, celles qui ne demandent ni ruse, ni habileté : le fusil automatique G3, et le kalachnikov...

De 1971 à 1980, la valeur des importations d'armes en Afrique est passée de 500 millions à 4,5 milliards de dollars. Pendant la même période, les forces militaires sur ce continent ont passé de 141 000 à 441 000 hommes. Or, le braconnage a trouvé un terrain d'élection dans les pays agités par des troubles politiques. Ainsi le Soudan a-t-il perdu, depuis 1975, la moitié de son troupeau d'éléphants et l'Ouganda, en l'espace de cinq ans, environ 90 % du sien. Au Mozambique, miliciens et guérilleros chassent les éléphants pour leur viande et leur ivoire si bien que, entre 1982 et 1984, le nombre des pachydermes est tombé de 51 000 à 27 000.

Le braconnage gagne, comme une gangrène, les pays limitrophes de ces zones troublées. Ainsi, la République Centrafricaine est-elle directement exposée aux raids de bandes armées, venues du Tchad et du Soudan voisins. Même si ses dirigeants ont renoncé à la politique de l'empereur Bokassa, qui avait autorisé et encouragé la collecte de l'ivoire au seul bénéfice de la « couronne », ils sont impuissants face à cette invasion de tueurs qui, de novembre à juin, pendant la saison sèche, se livrent, en toute impunité, à un passe-temps – ô combien ! – lucratif.

Trop d'armes

La prolifération des armes automatiques aussi bien que la valeur des « matières premières » expliquent cette course folle aux trophées. De 1970 à 1982, le prix de vente de l'ivoire brut est passé de 7,44 à 52,80 dollars le kilo. Au Zaïre, son cours atteignait même, en début d'année, 115 dollars : 2 défenses d'environ 40 kilos représentent l'équivalent de dix ans d'un bon salaire local. Et que dire des cornes de rhinocéros qui se cèdent à 2 230 dollars le kilo au lieu de 40 dollars en 1970 !

Environ les trois quarts de l'ivoire brut qui quitte l'Afrique, prennent la direction de Hongkong et du Japon pour y être transformé en toutes sortes d'objets d'art ou d'artisanat. La demande est si forte sur le marché mondial – environ 1 000 tonnes exportées en 1983 au lieu d'une centaine dans les années 50 – que, pour y faire face, les jeunes éléphants ne sont plus épargnés : au cours des huit dernières années, le poids moyen des défenses ainsi commercialisées est tombé de 9 à 6 kilos. La corne de rhinocéros est, quant à elle, très recherchée par les pays arabes, notamment le Yémen du Nord, pour fabriquer des manches de poignards ou d'épées. Réduite en poudre, elle sert de base, en Extrême-Orient, à des produits aphrodisiaques.

Dans les années 80, on comptait environ un million d'éléphants sur le continent. Selon les spécialistes, il en disparaît, chaque année, entre 60 000 et 90 000. A ce rythme, le troupeau aura diminué de moitié en une décennie. Quant aux rhinocéros, le nombre des « noirs » ne dépasserait pas 9 000 et celui des « blancs », 4 000. D'aucuns soutiennent que la survie de ces animaux est plus menacée par l'expansion démographique que par le braconnage proprement dit. Or, même dans les zones à faible densité humaine, la protection de ces espèces n'est pas mieux assurée.

Comment combattre ce fléau ? Les autorités zambiennes ont arrêté, au cours des quatre dernières années, 1 061 braconniers dont certains étaient originaires du Mali et du Sénégal ! D'aucuns s'arrangent même pour contracter, sur place, des mariages de convenance afin de pouvoir bénéficier de complicités locales pour leurs activités clandestines et notamment de caches pour leurs prises.

En Tanzanie, 4 000 défenses d'éléphants ont été saisies, depuis 1980, dans la seule région d'Iringa. Mais, ces parties de gendarmes et de voleurs sont, souvent, inégales car les premiers sont beaucoup moins bien équipés que les seconds. Ainsi, au Zaïre, les 35 gardiens du parc national de Virunga doivent surveiller un territoire de 8 000 kilomètres carrés, à pied et armés d'antiques pétoires.

La plupart du temps, ces braconniers agissent pour le compte de puissants commanditaires et bénéficient de solides protections si bien qu'il est difficile d'en venir à bout.

Changements de domicile

Ici et là, des pas ont été faits dans la bonne direction pour tenter de remédier au désastre. C'est ainsi qu'au Kenya, le commerce des trophées est interdit depuis décembre 1977 : plus de licences gouvernementales, plus de compagnies privées de collecte. D'autre part, les autorités locales, soucieuses de mettre les espèces menacées à l'abri des braconniers, ont procédé à des « réinstallations » dans des sites protégés, comme des parcs nationaux. Depuis 1960, plus d'un millier de rhinocéros ont été « déplacés » en lieux sûrs.

« La bataille n'est pas perdue, affirment les défenseurs de la nature. *Il est possible de renverser le cours des choses en appliquant de strictes mesures de contrôle. »* Et de préconiser, dans l'immédiat, l'interdiction de la collecte des trophées et l'utilisation de l'armée pour la faire respecter. A plus long terme, ils proposent la formation d'unités spéciales, comme il en existe dans certains pays anglophones, équipées de moyens modernes – armes légères, véhicules tous terrains dotés de liaison radio, voire d'avions légers – pour dépister les braconniers.

L'an dernier, un défenseur de la nature américain, qui ne manquait ni d'enthousiasme, ni de foi dans l'avenir, avait même réussi à faire signer à une association japonaise, forte de quarante-huit sociétés spécialisées dans le travail de l'ivoire, une sorte de « cahier des charges » dans lequel, celles-ci s'imposaient des restrictions volontaires. Elles s'interdisaient notamment d'importer leur « matière première » de pays africains où sévit le braconnage comme le Zaïre, pourtant apprécié pour la qualité de sa production et acheter des défenses d'un poids inférieur à 8 kilos.

Certains n'ont voulu voir, dans cet accord, qu'un catalogue de bonnes intentions. Mais, la survie des éléphants et des rhinocéros ne tient-elle pas aussi à ce qui se décide du côté de Tokyo et de Sanaa ? Les animaux, malades de la mode...

JACQUES DE BARRIN.

SERGUEI.



INDE

Les « coupe-gorge » du Kérala

Devant les lenteurs et les lourdeurs des circuits officiels, l'économie parallèle – « submergée » comme disent les Italiens – a de grands mérites. Mais, en Inde, la façon dont les entrepreneurs du Kérala financent leurs rêves auprès des « coupe-gorge » est plutôt périlleuse...

Correspondance

Trichur. – Pour être « coupe-gorge » au Kérala, il suffit d'une table, d'une ou deux chaises, d'un carnet à souches et d'un stylo, et, surtout, d'un gros coffre-fort. Sans être indispensables, quelques « amis musclés » peuvent aussi rendre service... Le bureau d'un coupe-gorge possède parfois le courant électrique, mais pas toujours, et peut fort bien être un réduit sous quelque cage d'escalier. Certains exercent leur métier de père en fils, d'autres viennent d'y être admis.

Le mot « coupe-gorge » – dérivé de l'anglais *blade company* (« compagnie de la lame de rasoir ») – désigne ceux qui profitent du boom économique actuel dans l'Etat de l'Inde du Sud pour s'adonner à la bonne vieille pratique millénaire de l'usure. Ce sobriquet quelque peu sinistre fait allusion aux taux d'intérêt exorbitants qu'ils exigent.

Le Kérala vit une période de prospérité. Ses plantations de thé, de caoutchouc, de cardamone, de poivre et noix de coco rapportent gros sur les marchés internationaux. De plus, les retraités et leurs pensions affluent vers cette région au climat et aux paysages agréables. Mais surtout, héritiers des anciennes liaisons maritimes avec les pays arabes, de nombreux fils du Kérala partent chaque année faire fortune dans les pays du Golfe.

A leur retour, certains de ces « Gulf-Malayalis », comme on les appelle, décident d'investir sagement leur capital, construisant à tour de bras hôtels et cinémas. D'autres choisissent la solution de facilité, vont sonner à la porte de l'un des quelque douze mille coupe-gorge répertoriés dans l'Etat et agissent à la limite de la légalité. Alors que la banque centrale de l'Inde, la Reserve Bank of India (RBI), n'offre qu'un maigre 8 % sur l'épargne, un coupe-gorge en propose plus du triple.

Les coupe-gorge, qui préfèrent se qualifier plus aimablement de « petits financiers », opèrent en eau trouble. Si l'Etat leur reconnaît tout juste le droit d'exister, il leur impose aussi des restrictions sévères, notamment l'obligation ne pas faire de concurrence déloyale à la RBI en cassant ses taux d'intérêt. La loi prescrit un maximum de vingt-cinq clients par prêteur, mais les services administratifs sont dans l'impossibilité de contrôler ces marchés occultes. Le fisc tombera au mieux sur un reçu où figure un taux d'intérêt fictif, seuls les murs du bureau ayant entendu le véritable chiffre.

Des milliers de clients

Quand le « petit financier » met sa casquette de « prêteur », il devient coupe-gorge. Or des milliers de commerçants au Kérala cherchent avidement des fonds pour agrandir leur affaire, les planteurs veulent élargir leurs propriétés, d'autres sont en quête de capitaux pour bâtir ce lieu de rêve hautement lucratif qu'est la salle de cinéma en Inde.

Selon M. M.O. John, président de l'Association des petits financiers du Kérala (APFK) et un des coupe-gorge les plus accomplis, *« la RBI a introduit, il y a cinq ans, de nouvelles difficultés à l'obtention d'un emprunt. C'est à la suite de ces nouvelles restrictions que les petits financiers comme nous ont surgi. A la différence de la banque centrale, nous déboursons les fonds dans des délais très courts, sans pots-de-vin, sur une simple promesse verbale. Nous autres, au Kérala, nous nous faisons confiance ! »*

A en croire M. John, les petits financiers jouent un rôle utile à la société, en *« libérant les hommes d'affaires de moyenne envergure de la tyrannie des agents intermédiaires sans scrupules et des politiciens qui sucent le sang des pauvres paysans »*.

Noble vocation ! Pourquoi, diable, dans ces conditions, parle-t-on de coupe-gorge ? Le taux d'intérêt légal déterminé par la RBI est de 12 %. Suivant l'urgence et le besoin, un petit financier avancera parfois des fonds à plus de 45 % : la marge de profit est plus qu'honorable !

Lorsque le prêteur n'est guère protégé par la loi, il met au point une méthode pour obliger l'emprunteur récalcitrant à respecter le contrat. Il doit d'abord payer comptant, et d'avance, la totalité des intérêts exigés. Il signe ensuite une promesse sur laquelle ne figure que le principal de la somme empruntée. Une telle « note de promesse » a valeur légale et permet d'entamer, le cas échéant, une procédure judiciaire.

Toutefois, les petits financiers se plaignent d'être traités de façon injuste par la société. A les en croire, les affaires ne marchent pas très bien. M. Varghese Pulickan, secrétaire de l'APFK, déplore que *« les gens nous qualifient de coupe-gorge, car notre réputation souffre de ce préjugé »*. Il ajoute, attristé : *« A cause de cette mauvaise réputation, lorsque nous sommes forcés de faire appel aux tribunaux, les juges ont très souvent un* a priori *contre nous, et nous ne revoyons jamais notre argent. »*

Devant un tel « manque de compréhension » de la magistrature, certains coupe-gorge ont recours à des méthodes plus « persuasives », pour reprendre le terme employé par M. Pulickan. Celui-ci tient à préciser qu'il s'agit seulement de *« faire comprendre à nos clients difficiles que nous leur avons fait confiance et qu'ils ont le devoir moral d'honorer leurs dettes »*. Et s'ils s'y refusent ? *« Nous ferons une enquête afin d'estimer la valeur des biens de notre mauvais client, information que nous transmettons au juge pour prouver qu'il a de quoi nous rembourser. »*

Pourtant, M. Pulickan en convient, la « persuasion » de certains de ses collègues va bien au-delà : *« C'est vrai, il y en a qui vont jusqu'à séquestrer un membre de la famille du mauvais payeur, d'autres emploient les services de « goondas »* [voyous] *pour les ramener à la raison. »*

En fait, la « persuasion » des coupe-gorge du Kérala peut aller jusqu'à faire brûler la maison des clients réticents. Mais, selon notre interlocuteur, *« seuls les mauvais petits financiers, une minorité, vont jusque-là. D'ailleurs, aucun d'entre eux n'est membre de notre association »*. Ces « grigous-là », assure le secrétaire de l'APFK, travaillent à petite échelle, *« ils prêtent une centaine de roupies* [environ 80 francs français] *à un pauvre diable, généralement un chômeur, qui s'en va acheter quelques légumes pour les revendre à profit au marché et doit rembourser le prêteur le soir même, à défaut de quoi on lui fait des ennuis »*.

Les petits financiers sérieux usent de procédés plus adroits. Car si on mise beaucoup sur la confiance réciproque au Kérala, on y garde son bon sens. Selon M. T.J. Porinchu, ancien employé d'une banque d'Etat récemment reconverti à son compte dans la « petite finance », *« on se renseigne sur la solvabilité de tous nos clients avant de leur accorder quoi que ce soit »*. M. Porinchu se fait fort de *« tout savoir sur un client en moins d'une semaine »*. Les hommes de son agence vont discrètement rencontrer *« les voisins et les commerçants du quartier »*, et, surtout, *« nous connaissons des gens là où il faut »*, au Trésor public notamment.

Enfin, s'il est vrai que le financier n'exige pas la mise en gage de biens, il demande néanmoins que trois personnes viennent cautionner l'emprunt. Malgré tout, la procédure est plus rapide que les longs mois de vexations et d'attente aux guichets d'une banque d'Etat ; les petits financiers ont parfois trop de clients.

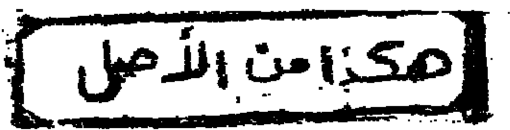
13 milliards de francs

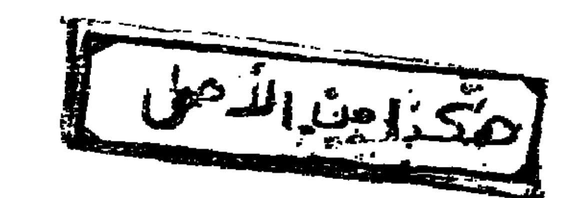
L'industrie de l'usure, dont on estime le chiffre d'affaires à plus de 13 milliards de francs, a aussi, selon les gens du métier, connu ses mauvais jours. La floraison des succursales pour emprunts rapides ainsi que certaines convoitises ont engendré des désastres. Selon M. John, *« les commerçants nous ont abusés ; ils venaient chez nous emprunter un peu d'argent, puis ils passaient chez un collègue, puis chez un deuxième et un troisième. A la fin, ils se retrouvaient endettés sans espoir pour avoir vu trop grand alors qu'ils savaient tout juste gérer une douzaine d'œufs »*.

Tourmentés par les clients réticents, les coupe-gorge du Kérala se plaignent aussi de la malveillance des autorités, qui font tout pour leur rendre la vie difficile. Quand on jongle avec des sommes non déclarées, on n'est guère tenté d'investir dans les grands projets d'utilité publique. Le gouvernement s'est donc mis en campagne. Au Kérala, on explique à ceux qui seraient alléchés par l'aubaine mirobolante que c'est de la *« folie de confier toute sa fortune contre la simple parole d'un usurier »*.

KIM GORDON-BATES.

FRANCHINI.





France

LA VISITE DE M. MITTERRAND A MURUROA

Le chef de l'Etat met en garde les « adversaires » éventuels de la France dans le Pacifique sud

M. François Mitterrand a quitté la base militaire de Hao, dans le Pacifique, le samedi 14 septembre à 16 h 26, heure locale (3 h 26 à Paris), à bord du Concorde. Le président de la République devait arriver à Paris en début de soirée, après des escales à Lima, Cayenne et Dakar.

Le chef de l'Etat doit faire, dimanche soir, pour rendre compte de son voyage à Mururoa, centre des expérimentations nucléaires françaises dans le Pacifique, une brève déclaration, qui sera diffusée au cours des journaux télévisés.

Au cours de son voyage à Mururoa, M. Mitterrand, après avoir visité le centre, a présidé la première réunion du comité de coordination du Pacifique sud. Rendant compte de cette réunion, M. Michel Vauzelle, porte-parole de la présidence de la République, a souligné que *« la souveraineté de la France ne peut pas être remise en cause »* et que *« personne ne peut se substituer à sa volonté lorsqu'il s'agit de ses intérêts dans le Pacifique, sauf à apparaître comme un adversaire »*.

M. Vauzelle a indiqué que le chef de l'Etat avait réaffirmé *« avec gravité et fermeté les droits de la France dans le Pacifique sud »*. Selon le porte-parole, le dispositif mis en place à Mururoa et la décision du chef de l'Etat de créer, en Nouvelle-Calédonie, une base militaire digne de ce nom *« procèdent de la même volonté de la France de rester présente et de préserver ses intérêts, ainsi que les moyens de son indépendance et de sa liberté »*. M. Vauzelle a rappelé que, l'indépendance de la France étant *« fondée sur la dissuasion nucléaire »*, le site de Mururoa reste *« indispensable pour les expérimentations auxquelles nous devrons procéder pour développer notre force de dissuasion »*.

Après que M. Mitterrand eut rappelé de manière très ferme et sans ambiguïté les positions de la France dans la zone du Pacifique sud, la réunion s'est poursuivie par un « tour de table », au cours duquel les hauts responsables militaires français et les ambassadeurs de France dans les différents pays de l'océan Pacifique ont exprimé leur point de vue sur la situation dans la région. M. Vauzelle a précisé que l'ensemble des aspects économiques, culturels et diplomatiques avaient été examinés.

Créé au début de la semaine, à l'initiative du chef de l'Etat, et composé des ambassadeurs de France en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Japon, aux Etats-Unis et dans les petits Etats de la région, ainsi que des autorités civiles et militaires de l'Etat français dans cette zone, le comité de coordination du Pacifique sud se réunira *« à la demande du chef de l'Etat »*, et le suivi de ses travaux sera assuré par la présidence de la République, a indiqué le porte-parole de l'Elysée. Quatre ministres participaient aux travaux : MM. Roland Dumas (relations extérieures), Charles Hernu (défense), Pierre Joxe (intérieur), Edgard Pisani (Nouvelle-Calédonie), ainsi que M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM.

Le président de la République s'est entretenu ensuite avec M. Gaston Flosse, président du gouvernement territorial de la Polynésie française, qui ne participait pas aux travaux du comité.

Au début de la matinée, M. Mitterrand avait survolé en hélicoptère, pendant près de deux heures, les principales installations industrielles, portuaires et expérimentales de l'atoll de Mururoa et avait visité les secteurs les plus secrets du centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique. En compagnie du ministre de la défense et des quatre autres membres du gouvernement, le président de la République avait survolé tour à tour les sites de tir, les plates-formes de forage pour les explosions souterraines ainsi que les anciens points de tir, situés sur la barrière de corail qui enserre le lagon.

M. Mitterrand avait visité aussi les ateliers de montage et de réglage des matériels, où sont notamment assemblés les conteneurs pour les charges nucléaires et les câbles coaxiaux de transmission en fibre optique utilisés pour le contrôle des essais. Il s'est intéressé aux têtes de forage en carbure de tungstène, spécialement conçues par la société Schlumberger, qui les utilise aussi pour les forages pétroliers. Pour la visite des points les plus sensibles, entourés du plus grand secret, le chef de l'Etat était seulement accompagné du chef de son état-major particulier, le général Forray, et du ministre de la défense.

Après un déjeuner au Lagon bleu, le mess des officiers supérieurs qui s'ouvre sur le lagon aux eaux bleu turquoise, le chef de l'Etat a quitté Mururoa pour retrouver le Concorde à Hao et regagner Paris.

L'ESCALE DE LIMA : UNE OCCASION MANQUÉE

En route pour Mururoa, M. Mitterrand a fait vendredi une escale de deux heures trente à l'aéroport de Lima. C'était largement suffisant pour un bref entretien avec le président Alan Garcia, au pouvoir depuis le 28 juillet. Ce dernier était tout disposé à ce premier contact officiel, même informel. Un communiqué du gouvernement péruvien avait laissé entendre jeudi qu'une rencontre aurait lieu.

Mais M. Mitterrand a préféré rester à bord et il a seulement demandé qu'on s'occupe du Concorde au directeur du protocole venu le saluer. Puis il est parti pour le Pacifique. Le président Garcia et son gouvernement sont mortifiés de cette attitude. *« C'est très triste »*, a dit un des conseillers de M. Garcia.

M. Garcia est jeune. Il n'a que trente-six ans. Mais il se bat avec ténacité depuis quarante jours sur tous les fronts. Le Pérou n'est pas une grande puissance. Mais c'est une démocratie. M. Alan Garcia a fait des études à Paris et est francophone. Comme plusieurs de ses ministres et de ses proches collaborateurs. Avec une seule poignée de main, M. Mitterrand pouvait conquérir le Pérou. L'occasion manquée de Lima est bien plus qu'un oubli, ou l'expression d'une certaine indifférence. C'est une faute politique.

MARCEL NIEDERGANG.

Chine nouvelle publie une analyse compréhensive de la politique française dans le Pacifique

Pékin *(AFP)*. – L'agence Chine nouvelle a publié vendredi 13 septembre une très longue analyse exposant de façon compréhensive la politique française dans le Pacifique, et notamment les essais nucléaires, alors que la Chine s'est officiellement prononcée pour une non-nucléarisation de cette zone. Dans un long texte daté de Paris, l'agence chinoise affirme notamment que, pour la France, la poursuite des essais nucléaires dans cette région du monde est *« essentielle* si Paris *désire maintenir une arme nucléaire dissuasive moderne et crédible, à un moment où ses intérêts traditionnels et sa position stratégique dans la région sont mises au défi par la rivalité entre les deux superpuissances »*.

Chine nouvelle reproduit notamment un commentaire de l'*International Herald Tribune* justifiant le choix de l'atoll de Mururoa comme base d'essais nucléaires dans le Pacifique, région *« dont l'importance économique et stratégique ne peut que croître »*. *« La France n'a pas l'intention de permettre à ces îles, y compris la Nouvelle-Calédonie, de tomber aux mains des superpuissances »*, ajoute l'agence chinoise, citant toujours le quotidien.

C'est la première fois que la presse chinoise s'exprime aussi longuement et dans une analyse de ce type sur ce problème, qu'elle avait abordé jusqu'à présent de façon plutôt discrète. Même sur l'affaire Greenpeace, elle s'était bornée à rapporter brièvement et de façon neutre les prises de position des parties concernées. On remarque, en outre, dans les milieux diplomatiques de Pékin, que ce long article de l'agence chinoise ne comporte aucune critique de la politique française dans le Pacifique, mais l'explique assez longuement, la justifiant presque. Cette analyse semble, au minimum, différente des récentes déclarations officielles de dirigeants chinois en faveur d'une non-nucléarisation du Pacifique, notamment celle du secrétaire général du PC chinois, M. Hu Yaobang, en avril dernier à Canberra, lors de sa tournée dans cinq Etats de la région.

L'Australie ne boycottera pas les produits français

Le ministre australien des affaires étrangères, M. Bill Hayden, a rejeté, vendredi 13 septembre, la suggestion d'un sénateur qui proposait, pour protester contre la poursuite des expérimentations nucléaires françaises dans le Pacifique, le boycottage général des produits en provenance de l'Hexagone. *« Si nous boycottons leurs produits, ils boycotteront rapidement les nôtres, et, si je me souviens bien, nous serons considérablement désavantagés, car nous exportons beaucoup vers la France »*, a-t-il dit.

M. Hayden a estimé peu probable que la France renonce à son programme d'essais nucléaires, en dépit des protestations des pays de la région. *« Les renseignements en notre possession laissent supposer que les Français, plutôt pour des raisons de politique intérieure que pour toute autre raison, cherchent à apporter la preuve convaincante de leur détermination à poursuivre leur programme d'expérimentation et de leur capacité nucléaire indépendante. »* *« Aussi impopulaire que cela puisse être dans cette partie du monde, cela semble apparemment populaire en France »*, a conclu M. Hayden.

Quant à la tension actuelle entre Paris et Wellington, elle pourrait, assure le quotidien conservateur de Vienne *Die Presse*, faire l'objet d'une tentative de médiation de la part du Parti socialiste autrichien, le SPOe, dans le cadre de l'Internationale socialiste, à laquelle appartiennent, outre cette formation, le PS français et le Parti travailliste au pouvoir à Wellington.

Symboles et cymbales

(Suite de la première page.)

Se contenter de déplorer la nature des choses serait s'enfermer dans la nostalgie d'un pouvoir exercé de manière moins identifiable, comme sous les III[e] et IV[e] Républiques, et d'un régime dominé par la pression diffuse des notables. Même la Grande-Bretagne, modèle des démocraties parlementaires, s'est donnée un chef à forte poigne en la personne de M[me] Thatcher. Il serait tout aussi négatif de nier la puissance des moyens modernes de communication.

Ces évolutions peuvent être prises en compte, mais il faut se garder d'en rajouter dans un processus qui est par nature amplificateur. Pour reprendre une recommandation classique, il ne faut pas que l'engouement pour les moyens audiovisuels d'information, les facilités qu'ils paraissent offrir, conduisent à privilégier abusivement la forme par rapport au fond, la politique de l'image par rapport à l'image de la politique. Or c'est une tentation naturelle encouragée actuellement par deux sortes de raisons.

La première est conjoncturelle : à l'approche d'échéances électorales décisives, la stratégie de conquête du pouvoir paraît aussi importante aux intéressés que l'usage qu'ils feront de celui-ci. Pour rassembler la plus large audience, on réduit le message à son contenu le plus simple, qui est de donner à croire que, de toute façon, on fera mieux que les autres.

La seconde raison procède d'une évolution plus profonde et, vraisemblablement, plus durable. Elle se traduit par le rejet d'un discours politique resté très traditionnel avec ses références à des valeurs moins bien reçues qu'autrefois, son assujettissement à des clivages jugés dépassés, sa propension à promettre plus qu'il ne peut tenir, son éloignement de la réalité. Elle se caractérise aussi par une désaffection à l'égard des idéologies et des grandes théories politiques, du moins celles qui ont régné depuis la seconde guerre mondiale et qui ont laissé tant de désillusions. Le sentiment qu'il est impossible d'accorder le progrès et la justice dans le monde, la découverte que même les pays pourvus ne peuvent pas garantir aux enfants la prospérité qu'ont connue leurs parents, contribuent à creuser le fossé entre les mots et les choses.

Aucun homme politique responsable n'ignore cela, et la plupart d'entre eux cherchent à adapter leur langage à une réalité qu'ils ne maîtrisent pas. C'est difficile et dangereux. Le risque est d'être marginalisé, quitte à être mieux entendu quand il sera trop tard avec l'amère satisfaction d'avoir eu raison trop tôt.

La tentation, les autres facteurs aidant, est de réduire le discours pour fignoler l'apparence. De laisser tomber les idées pour laisser croire que l'on détient les remèdes. De s'exprimer par des formules, des symboles, des anathèmes, qui illustrent des attitudes, des profils : la compétence, la fermeté, le pragmatisme, la jeunesse, pour ne citer que quelques-unes des poses à la mode. Il serait tout autant dangereux de s'en tenir là.

Les symboles ne doivent pas être employés à vide ; ils ont besoin d'avoir, derrière eux, une authentique signification. Lorsque le général de Gaulle, qui a tant fait école, revêtait l'uniforme pour s'adresser à ses concitoyens, c'était, à la fois, étrange et approprié à son message. Une manière de souligner la gravité d'une situation qui était vraiment grave. Il ne faut pas se contenter de lui emprunter l'uniforme, ni se satisfaire d'un effet d'image. Il vaut mieux, ainsi qu'il le recommandait, nourrir quelque grande querelle ou, simplement, quelque grand dessein. On en voit poindre parfois qui mériteraient que l'on ait plus de passion à leur service et qui, pour le coup, justifieraient le recours aux symboles et aux cymbales.

ANDRÉ LAURENS.

L'« optimisme » de M. Giscard d'Estaing

(Suite de la première page.)

M. Jacques Chirac accepte avec empressement de débattre avec M. Laurent Fabius et laisse l'état-major du RPR prôner des listes séparées pour les législatives.

Dans ces conditions, n'est-ce pas la capacité de l'opposition à « gouverner ensemble » qui est remise en cause ? M. Giscard d'Estaing lui-même reconnaissait que l'*« union suppose un effort durable et constante et pas une simple rencontre »*.

L'effort, ce sera pour M. Giscard d'Estaing, de réunir jusqu'au mois de décembre des conventions régionales à l'occasion desquelles il espère retrouver à ses côtés, à défaut de MM. Chirac et Barre, les responsables des Clubs 89, des club Perspectives et Réalités et du Conseil pour l'avenir de la France, ainsi que les élus des régions qu'il visitera, toutes tendances confondues. C'est aussi de veiller à ce que le « groupe des huit », réunissant des experts du RPR et de l'UDF, continue à préparer les *« mesures de redressement »*.

Le « parti de l'union »

M. Giscard d'Estaing se veut *« optimiste »*. Même s'il s'étonne de la brutalité des attaques de M. Barre contre la cohabitation, de l'attention croissante avec laquelle sont reçues les thèses de l'ancien premier ministre et de la faveur accordée par le RPR aux listes séparées, il s'obstine à croire au *« parti de l'union »*. Sans doute parce qu'il est indispensable, pour les partisans de la cohabitation, qu'une majorité unie puisse demain *« prendre des initiatives et accomplir des actions qui marqueront fortement l'opinion, prépareront les échéances suivantes »* ; initiatives auxquelles le président de la République *« ne pourrait s'opposer »*. Sans doute, aussi, parce que seule une opposition unie permettrait au député du Puy-de-Dôme de jouer un *« rôle »* en 1986 et au-delà.

A la différence de M. Barre, qui plane dans les sondages et a choisi son échéance, M. Giscard d'Estaing, tout comme M. Chirac, doit faire oublier le passé ; mais il ne peut le faire qu'en étant de nouveau impliqué personnellement dans les affaires de l'Etat. Le seul moyen, pour lui, de remonter son handicap est donc de devenir premier ministre.

Encore faudrait-il que l'écart entre le RPR et l'UDF ne se creuse pas trop. Encore faudrait-il que l'ancien chef de l'Etat puisse apparaître comme l'un des gagnants des élections législatives de 1986, ou comme celui qui pourrait conduire, traverser au mieux cette *« période exceptionnelle »*, dit-il, que seront les années 1986 à 1988. *« Giscard est pour le moment indispensable à l'union, comme il sera demain nécessaire pour le redressement national »*, prophétise le « fidèle » Michel d'Ornano. Grand maître des élections au PR, ce dernier peut, à tout le moins, permettre à M. Giscard d'Estaing de disposer à l'Assemblée nationale d'un groupe de trente députés giscardiens. Pour la suite, M. Giscard d'Estaing ne peut que faire savoir que, s'il n'est *« candidat à rien »*, il *« n'exclut aucune forme de service »*.

Dans les semaines et les mois à venir, M. Giscard d'Estaing, qui compte intervenir à l'Assemblée nationale dans la discussion sur le budget et la défense, ne souhaite pas *« s'impliquer dans les actions électorales »* si ce n'est dans sa région, l'Auvergne, où il veut mener une campagne *« exemplaire »* qui illustrerait sa volonté de *« faciliter l'union »*.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

MRG : LE CONGRÈS DE L'« AUTONOMIE »

Comme il est de tradition, le congrès du MRG, qui se réunit samedi 14 et dimanche 15 septembre à Paris, a été précédé, vendredi, d'un comité directeur à huis clos. Cette instance s'est refusée à anticiper sur le débat de politique générale qui constituera l'essentiel des travaux des congressistes et qui doit aboutir à la définition d'une stratégie pour les élections législatives. Le comité directeur a, en revanche, traité de deux points techniques.

D'abord, la question du sigle et du logo. Jugeant urgent d'attendre, il n'envisage un changement en ce domaine qu'après les législatives et éventuellement après le lancement d'un grand concours national. Quant à la réforme des statuts, elle vise à redonner un regain à la démocratie interne. Ainsi, les fédérations seront mieux associées à l'organisation et aux débats du bureau national et du comité directeur. Celles-ci devront toutefois mériter par leur activité les responsabilités qu'elles se verront ainsi conférer : les fédérations fantoches devraient se retrouver très pénalisées.

Bien que mineur, ce toilettage est révélateur de la *« nouvelle logique »* qui, selon le président du MRG, M. François Doubin, doit inspirer désormais le parti. La voie de l'autonomie, sur laquelle envisagent de s'engager les radicaux de gauche, suppose une meilleure organisation et des relais efficaces sur le terrain. En contrepartie du travail effectué localement, les militants auront plus que par le passé la possibilité de participer à la définition de la ligne politique de leur parti. C'est un changement dans une formation où le poids des notables est grand.

Les dirigeants du MRG attendent de cette orientation bien sûr une nouvelle dynamique, indispensable pour la réalisation de leurs objectifs électoraux : présence de listes autonomes dans quelque trente-cinq départements, qui, en moyenne, devraient atteindre 6 % des voix. Ils en espèrent aussi un renforcement suffisant pour permettre l'émergence de têtes nouvelles à l'occasion si ce n'est des législatives, du moins des régionales qui auront lieu le même jour.

A. Ch.

Situations 86

● **NORD : M. CHAUVIERRE REJOINT M. LE PEN.** – M. Bruno Chauvierre, ancien secrétaire départemental du RPR dans le Nord, vient de rallier le Front national. Il devrait ainsi conduire la liste de ce parti aux prochaines législatives, liste sur laquelle pourrait figurer en deuxième position M. Christian Baeckeroot, trésorier national du parti de M. Le Pen, originaire de Valenciennes. Ce ralliement de M. Chauvierre et le parachutage de M. Baeckeroot ont suscité quelques remous parmi les militants du Front national et entraîné la démission de M. Roger Lahaut de son poste de secrétaire départemental. Cependant, l'adhésion de M. Chauvierre devrait augmenter les chances des amis de M. Le Pen d'obtenir les deux sièges de députés qu'ils espèrent emporter dans le Nord. M. Chauvierre n'est en effet pas un inconnu surtout dans la métropole lilloise. Il fut le concurrent de M. Mauroy aux élections municipales de mars 1983, marquées par de nombreux incidents, dont l'incendie de la maison du leader RPR et une campagne de diffamation lancée à son encontre par l'un de ses colistiers.

Evincé de son poste de secrétaire départemental du RPR et de toutes ses responsabilités dans ce parti, M. Chauvierre quitta ensuite ses amis gaullistes. Il a cependant réussi aux cantonales de mars dernier à se faire élire conseiller général de Lille Sud-Ouest devant les candidats officiels de l'opposition. – *(Corresp.)*

● *M. Juppé (RPR) : « Des liens de cousinage entre le projet de M. Barre et celui du RPR ».* – M. Alain Juppé, secrétaire national du RPR, a déclaré, vendredi 13 septembre à Lyon, que *« le projet de M. Barre comportait des bases d'accord intéressantes pour l'établissement d'une plate-forme commune de l'opposition »*.

Sciences

Échec d'Ariane

NOMINATION D'UNE COMMISSION D'EXPERTS

La société ARIANESPACE, qui assure la promotion et la commercialisation du lanceur européen ARIANE, vient de décider de constituer une commission d'enquête, à la suite de l'échec essuyé par la fusée, dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 septembre. Cette instance d'experts devra remettre son rapport d'ici au 1er octobre.

ARIANESPACE a publié le communiqué suivant : « *La chambre de combustion du troisième étage ne s'est pas allumée au temps nominal correspondant à l'ouverture de la vanne d'injection d'oxygène, 8,4 secondes après l'extinction du deuxième étage. La chaîne séquentielle a fonctionné normalement, les ordres électriques d'initiation d'allumage de la chambre ont été envoyés normalement. Un allumage tardif anormal a eu lieu dans la chambre de combustion 0,4 seconde après le moment prévu.*

« *Les conditions de fonctionnement nominal n'étant pas atteintes, le moteur s'est arrêté. En l'absence de poussée, le lanceur s'est écarté de la trajectoire prévue et a été détruit volontairement par télécommande 4 minutes plus tard.*

« *Les causes possibles de cet échec sont :*

« 1) *Un défaut de fonctionnement de l'allumeur ;*

« 2) *Des conditions anormales d'alimentation des carburants à l'allumage.*

« *ARIANESPACE prend dès maintenant toutes mesures nécessaires pour minimiser les conséquences de cet échec sur le calendrier des prochains lancements.* »

Défense

La « guerre des étoiles »

LA FRANCE RESTE HOSTILE AU PROJET AMÉRICAIN MAIS SON INDUSTRIE POURRA Y PARTICIPER

« *Nous n'adhérons pas au concept général qui sous-tend l'initiative de défense stratégique, selon lequel les armes nucléaires deviendraient impuissantes et dépassées* », a déclaré, vendredi 13 septembre à Paris, le premier ministre, M. Laurent Fabius, à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), à propos du projet américain de défense spatiale antimissiles.

« *Cette conception*, a expliqué M. Fabius, *nous paraît hautement hypothétique et, donc, discutable. L'importance de technologies qui, pour certaines, n'existent pas encore ne saurait conduire à changer brutalement de concept stratégique. Dans l'état d'incertitude qui la caractérise, cette initiative américaine peut donc constituer un facteur de déstabilisation de l'ensemble de la scène stratégique. Dans ces conditions, la France n'est pas en mesure de lui apporter son adhésion.* »

Le premier ministre a ajouté : « *Dans ce cadre, il importe de mieux réfléchir à un développement efficace de la coopération stratégique entre Européens, sans méconnaître l'impérieuse nécessité d'une présence américaine significative à nos côtés (...). Quant au projet Eurêka proposé par la France, il veut mobiliser les nations européennes, dont certaines n'appartiennent pas à l'alliance, pour la production de matériels de très haute technologie nécessaire à la maîtrise du futur. Au contraire de l'initiative de défense stratégique, il ne s'agit pas d'un programme d'armement, même si des retombées sur le plan stratégique sont cependant évidentes pour ceux des pays qui le décideront.* »

Dans un entretien au mensuel spécialisé *NATO's Sixteen Nations*, proche des milieux de l'OTAN, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, déclare : « *Le gouvernement français a décidé de ne pas participer à l'initiative de défense stratégique. Cette décision ne signifie pas pour autant que l'industrie française n'ait pas la chance de participer à ce programme si cela est de son intérêt.* »

L'ÉPAVE DU « TITANIC »

Naufrage de l'« insubmersible »

On imagine quels titres à la une susciterait, de nos jours, une catastrophe aussi dramatique que celle du* Titanic. *Rien de tel dans* le Temps, *où jamais un titre ne s'étalait sur plus d'une colonne, mais qui, cependant, donna un place considérable au naufrage de l'« insubmersible ».

La première annonce du naufrage, survenu dans la nuit du 14 au 15 avril 1912, est donnée assez sèchement par *le Temps*, le 16 avril, en cinquante lignes en dernière page.

Dès le 17 avril 1912, l'affaire du *Titanic* débute à la une. Et, à partir de ce jour-là, les articles donnent une foule de renseignements techniques, de récits dramatiques, de listes de passagers qui parviennent par « marconigrammes » transmis par télégraphie sans fil.

Pour la technique, on apprend *que « le* Titanic *était le plus grand transatlantique qui eût jusqu'ici été construit. Sa longueur était de 268 mètres, sa largeur de 28,193 mètres* [...]. *Il jaugeait* [...] *46 382 tonnes, et sa construction avait coûté près de 46 millions de francs* [or] [550 millions de francs actuels]. *La distance de la quille au haut des cheminées est* [*le Temps* n'emploie plus l'imparfait] *de 53 mètres, c'est-à-dire que l'Arc de triomphe de l'Etoile placé sur la quille n'atteindrait pas le sommet de la cheminée. Chacune des quatre cheminées pourrait donner facilement passage à un train de notre Métropolitain* [...]. *Le* Titanic *a dix étages de ponts* [...]. *Il possède quinze cloisons étanches* [...]. *Le gouvernail pèse 101 250 kilogrammes, la plus grosse ancre pèse 15 740 kilogrammes* [...]. »

Vient ensuite une brève description du luxe des installations et de l'ingéniosité des passe-temps : «*Il y a piscine, bains turcs, salles d'exercices et appareils donnant l'illusion de la chevauchée.* » Il y avait à bord 316 passagers de première classe, 279 de deuxième classe et 698 de troisième classe, auxquels s'ajoutaient 903 membres d'équipage. Le prix du passage allait de 22 150 F [or] (265 000 francs actuels) pour les appartements de luxe pendant la saison d'été à 200 F (2 400 F actuels) en troisième classe.

Les approvisionnements « *comprenaient notamment 75 000 livres de viande fraîche, 25 000 livres de volaille, 35 000 œufs frais, 5 tonnes de sucre, 250 barils de farine, 15 000 bouteilles de bière, 20 000 bouteilles de vin...* ».

Quant aux objets précieux, *le Temps* cite des diamants évalués *à 1 million de livres sterling* [or](240 millions de francs actuels) et des perles appartenant à une dame américaine qui auraient une valeur de 120 000 livres sterling (1,45 million de francs actuels).

Le 18 avril, les circonstances de la catastrophe commencent à être connues mais, dès ce jour-là, on sait que tout espoir est perdu de retrouver les quelque 1 500 disparus. A Londres, on s'interroge déjà : pourquoi le *Titanic avait-il seulement 20 embarcations* de sauvetage capables de prendre 1 200 personnes ? (C'était pourtant supérieur à la réglementation britannique.) Deux jours plus tard, une autre question se pose : pourquoi certaines des *embarcations n'ont-elles pas été* remplies ? Ces deux anomalies s'expliquent en partie : le *Titanic* était réputé insubmersible.

En quatre heures et cinq minutes

Le paquebot *Carpathia*, qui *avait recueilli les survivants* (202 de première classe, dont Bruce Ismay, directeur de la White Star Lines, propriétaire du *Titanic* ; 115 de deuxième classe, 178 de troisième classe, 206 hommes et femmes d'équipage, quatre officiers), *est arrivé* à *New-York* le 19 avril. Alors furent connues les circonstances du naufrage. Mais, comme toujours en pareil cas, les récits sont parfois contradictoires.

L'iceberg toucha le *Titanic* à 22 h 15. Le choc fut si petit que les passagers le remarquèrent à peine. A une dame qui interrogeait un officier, il fut répondu : « *Ah ! ne craignez rien. Nous coupons une baleine en deux.* » *La confiance revint vite tant on était convaincu que le* Titanic *ne pouvait couler*. Mais l'étendue du désastre fut vite comprise par l'équipage, et ordre fut alors donné aux passagers incrédules de monter sur le pont avec leur gilet de sauvetage, tandis que l'équipage commençait à préparer les embarcations. Le télégraphiste continua à taper ses messages en morse avec le plus grand sang-froid et une parfaite régularité jusqu'à ce que l'électricité fût coupée, à 0 h 20.

Dans leur presque-totalité les passagers furent d'une extraordinaire dignité. Certains ne comprirent pas l'imminence du naufrage et refusèrent de prendre place dans les embarcations. Des hommes restèrent stoïquement sur le *Titanic* tandis que leur femme et leurs enfants prenaient place dans les chaloupes. Certaines femmes refusèrent de quitter leur mari. Un passager de première alla se mettre en habit : « *Nous disparaîtrons en gentlemen* », tandis que l'orchestre, qui comprenait un violoncelliste français, continuait impertubablement à jouer des airs gais jusqu'au cantique final *Plus près de toi mon Dieu.*

Pendant que les embarcations, parfois à moitié vides, s'éloignaient, la nuit était devenue claire. Les rescapés voyaient « *le* Titanic *entièrement illuminé, superbe dans son immobilité,* [qui] *apparaissait dans un fantastique décor... Le temps était très froid. Le bateau monstre commença à piquer du nez. Ceux qui n'avaient pas voulu partir comprirent alors toute l'horreur de leur situation. Une immense clameur s'éleva de toutes les poitrines en un appel suprême. Le* Titanic *s'enfonça peu à peu* [...]. *Parfois les voix se taisaient et nous imaginions que c'était la fin de tout. Mais non. Au bout d'un instant, le chœur tragique reprenait, plus émouvant, plus âpre, plus désespéré. Le* Titanic *s'enfonça presque sans bruit. Un grand remous, et ce fut tout. L'arrière se redressa complètement, puis ce fut la disparition définitive* ». Il était 2 h 20 du matin.

YVONNE REBEYROL.

Justice

DANS LE MASSIF DU MONT-BLANC

La « cueillette » du quartz reste illicite

De notre correspondant

Grenoble. – Trois guides chamoniards, Jean-Franck Charlet, Roland Cretton et René Ghilini, viennent d'être inculpés de « *dégradation de site classé* ». Ils auraient extrait pendant l'été plus de 400 kilos de cristaux et de minéraux des montagnes qui entourent Chamonix. Cette inculpation rappelle que la chaîne du Mont-Blanc est, depuis 1951, un site classé au-dessus de 2 000 mètres d'altitude.

C'est précisément à des altitudes souvent voisines de 3 500 mètres et dans de grandes phases rocheuses que gisent aujourd'hui les plus beaux filons de quartz fumé, les pentes plus basses ayant été depuis longtemps pillées.

Les trois guides ont extrait leurs « trésors » à l'aide de burins et de massettes. Certains blocs de rocher, qui pesaient plus de 80 kilos, ont nécessité l'utilisation d'un hélicoptère pour les rapporter dans la vallée.

En 1979, quatre guides suisses munis d'explosifs, de marteaux piqueurs et soutenus par un hélicoptère, avaient extrait dans la phase nord des Grandes Jorasses 600 kilos de cristaux. Arrêtés, puis détenus pendant plusieurs semaines, ils furent condamnés en 1981, par la cour d'appel de Chambéry, à quatre mois d'emprisonnement avec sursis et une forte amende. La cour avait alors estimé que « *le fait d'extraire des minéraux constitue en lui-même une dégradation portant atteinte à la substance même de la montagne ; celle-ci perd un des éléments de sa structure et subit une transformation de sa morphologie* ».

Les guides chamoniards, aujourd'hui inculpés, font remarquer que l'érosion fait disparaître, chaque année, de véritables trésors qui auraient beaucoup plus leur place dans une vitrine que sous un tas de cailloux informes et que leur activité doit être préservée.

CLAUDE FRANCILLON.

OUVERTURE D'UNE INFORMATION SUR LA MORT D'UN BÉBÉ

Le parquet de Paris a ouvert, vendredi 13 septembre, une information judiciaire pour rechercher les causes de la mort d'un bébé de quatre mois et demi survenue le 9 septembre à l'hôpital Trousseau. Les parents, membres du personnel de l'hôpital Saint-Antoine, avaient remis l'enfant à la crèche de cet établissement le 9 septembre en début d'après-midi, et, vers 16 h 30, la mère avait trouvé l'enfant inanimé. Malgré des soins intensifs et un transfert à l'hôpital Trousseau, spécialement équipé pour la réanimation, l'enfant devait décéder à 18 h 40.

Après la plainte des parents, qui soupçonnent un défaut de surveillance, le parquet de Paris a fait pratiquer une autopsie dès le 11 septembre par le docteur Raymond Martin, médecin légiste, qui a permis d'exclure la régurgitation d'aliments. Des examens histologiques et anatomopathologiques seront effectués sur les viscères par le docteur Dominique Lecomte, et une recherche toxicologique a été demandée au docteur Michèle Rudler.

● *Augmentation du nombre de détenus.* – Le nombre de détenus est de nouveau en hausse : 39 140 au 1er septembre contre 38 553 le 1er *août, soit une augmentation de* 1,52 %. La proportion de prévenus, c'est-à-dire de détenus en attente d'un jugement définitif, était de 50,16 % le 1er septembre. Sur un an, la baisse du nombre de détenus est de 4,59 %. Il y a environ 32 500 places dans les prisons françaises.

● *L'affaire Barbie et le secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants.* – M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants, vient de récuser l'incrimination de lenteurs faite à ses services dans la communication des renseignements que leur avait demandés M. Riss, chargé de l'instruction du dossier Klaus Barbie. Il précise que ces renseignements, sollicités le 1er mars 1985, furent transmis par envois successifs des 4 et 20 juin, 1er et 11 juillet et 14 août. Cette recherche – qui avait pour objet l'identification des trois cent huit personnes déportées à Auschwitz par le convoi qui partit de Lyon le 11 août 1944 – entraînait, précise M. Laurain, « *la consultation de deux cent cinquante-neuf listes comportant environ huit mille noms, de près de sept cents fiches individuelles, d'environ mille cinq cents dossiers et d'une grande partie de la documentation concernant les camps d'Auschwitz, du Struthof-Natzwiller et de Ravensbrück* ».

Rappelons que c'est l'envoi du 14 août qui seul a conduit la chambre d'accusation de Lyon à ordonner un supplément d'information (*le Monde* des 11 et 12 septembre).

● *La chancellerie veut encourager les « mariages » entre professions juridiques.* – Des réunions de concertation ont lieu actuellement sous l'égide du ministère de la justice entre les représentants des professions juridiques, avocats, avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, avoués, commissaires-priseurs, conseils juridiques, huissiers, notaires, syndics et administrateurs judiciaires, afin de renforcer les liens entre ces professions. Dans un communiqué publié vendredi 13 septembre, la chancellerie estime qu'« *il serait souvent utile que des spécialistes des divers aspects du droit, réunis dans une structure commune, puissent proposer à leur clientèle, notamment aux entreprises, un service complet, et disposer à cette fin de moyens importants* ».

Médecine

LES ENJEUX FINANCIERS DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA

Le gouvernement américain fait obstacle à l'Institut Pasteur

Rebondissement dans l'affaire qui oppose, à propos des travaux scientifiques sur le SIDA, l'Institut Pasteur de Paris aux autorités américaines : le chef de cabinet de Mme Margaret Heckler, secrétaire d'Etat américain à la santé, vient par lettre de faire connaître la position officielle du gouvernement américain. « *Une réponse fondamentalement négative* », estime le professeur Raymond Dedonder, directeur de l'Institut Pasteur. « *Le gouvernement américain,* confie-t-on à l'Institut, *fait valoir que nous n'aurions pas fourni de documents suffisants. Tout en estimant que le SIDA, problème de santé important, nécessite une collaboration scientifique, il explique que nous devons fournir des documents complémentaires pour notre demande de brevet, documents qu'il se dit prêt à examiner.* »

Cette réponse a pratiquement ruiné les espoirs de ceux qui pensaient qu'une solution à l'amiable pourrait être trouvée entre les deux parties. « *Nous préparons donc actuellement une action judiciaire contre le gouvernement américain,* nous a expliqué le professeur Dedonder, *de manière à faire valoir nos droits. Toutefois nous continuons à vouloir ne laisser passer aucune chance d'accord.* »

Une lettre dans ce sens sera donc prochainement adressée au secrétariat d'Etat américain à la santé. L'Institut Pasteur proposera en particulier l'organisation – rapide – d'une dernière réunion de négociations au cours de laquelle le différend franco-américain pourrait « *être examiné au fond* ». En cas d'un refus américain ou d'échec de cette réunion, l'action judiciaire serait entreprise.

Fait notable, la réponse américaine survient quelques semaines après le changement d'attitude du professeur Robert Gallo, qui dans cette affaire se trouve opposé à l'équipe de l'Institut Pasteur (professeur Luc Montagnier, docteurs Jean-Claude Chermann et Françoise Barré-Sinoussi). Un changement illustré par les deux déclarations que le professeur Gallo faisait récemment au *Monde*. Expliquant d'abord qu'il ne tirait de cette affaire « *aucun bénéfice personnel* » et qu'il ferait tout « *pour que s'apaisent des concurrences et des querelles absurdes* » (*le Monde* du 17 juillet), il avançait ensuite une série d'arguments techniques ayant clairement pour objectif de ruiner la position française (*le Monde* du 14 août). Des arguments qu'à l'Institut Pasteur on continue de tenir pour totalement infondés.

Une avance de cinq mois

On rappelle notamment à Paris que l'équipe pastorienne a découvert la première le LAV, virus du SIDA, et que la demande française du brevet a été déposée en décembre 1983 au Patent Office américain (office des brevets), *soit cinq mois avant* l'équipe américaine. On fait aussi valoir aujourd'hui que dans une lettre datée du 27 septembre 1983 le professeur Gallo écrivait qu'il n'avait « *jamais vu le virus décrit par le professeur Montagnier* ». Une déclaration d'autant plus importante qu'en ce même mois de 1983 l'équipe pastorienne adressait à celle du professeur Gallo un prélèvement biologique contenant le LAV, au titre de collaboration scientifique. Elle possède d'ailleurs un accusé de réception signé par M. Popovic, collaborateur direct du professeur Gallo.

La situation risque de se compliquer rapidement. Genetic Systems, partenaire américain de l'Institut Pasteur, est pour sa part prêt à commercialiser son test de diagnostic du SIDA (actuellement évalué par la Food and Drug Administration) au risque d'être poursuivi pour contrefaçon. D'autre part on a reçu l'assurance à Paris que le Patent Office américain avait en définitive décidé d'accélérer l'examen de la demande de l'Institut Pasteur. Autant d'éléments, suivis de près par le gouvernement français, qui laissent prévoir de prochains rebondissements.

Au-delà de l'importance des sommes en jeu qui, de toute évidence, constitueraient une source inespérée de financement de la recherche française pour les prochaines années, l'enjeu fondamental de cette compétition apparaît de pus en plus net : l'affrontement de la déontologie scientifique et de la puissance politique.

JEAN-YVES NAU.

● *La mort d'un enfant atteint de SIDA.* – Un jeune garçon âgé de dix-huit mois est mort, dimanche 8 septembre à Montpellier, dans le service des maladies infectieuses du Pr Brunel (hôpital Gui-de-Chauliac). *Il* était porteur du virus du SIDA qui lui avait été transmis à la suite d'une transfusion sanguine effectuée à Paris. L'enfant était suivi par le service spécialisé de l'hôpital Necker-Enfants-malades. – (*Corresp.*)

Échecs

Le championnat du monde

KARPOV FINALISTE MAGISTRAL

On dit, aux échecs, d'un joueur qui a perdu le contrôle des cases blanches qu'il est atteint de leucémie. Kasparov, dans la finale de la quatrième partie du championnat du monde jouée vendredi, a été atteint de leucémie foudroyante.

Alors qu'on attendait une longue lutte – et Karpov fit croire pendant quelques coups qu'il n'avait trouvé de plan de gain – le sort du challenger fut pratiquement scellé par trois coups de tour (sur case blanche) et, après 56-Dç8, son abandon n'était plus qu'une question de temps. Sept coups plus tard, menacé de mat ou de perte de matériel, il reconnut sa défaite.

Pour les experts présents à Moscou, cette finale entrera dans les manuels tant sa conception et sa réalisation par Karpov ont été éblouissantes. Elle vaut sa première victoire au champion du monde et lui permet de revenir à deux partout. L'égalité au score, s'il la maintenait jusqu'au bout des vingt-quatre parties, permettrait à Karpov de garder son titre. Pas d'autre solution donc pour Kasparov que de gagner une nouvelle fois. Dès samedi dans la cinquième partie ?

Blancs : KARPOV
Noirs : KASPAROV

Quatrième partie

Position à l'ajournement : BLANCS : Rg1, Df5, Tf1, Fb1, Pa2, b3, f2, g2, et h3 ; NOIRS : Rg8, Dd2, Td8, Fg5, Pa5, b4, d5, g7 et h6.

41. De6+	Rh8	53. Td3	Td6
42. Dg6	Rg8	54. Tf3	Re7
43. De6+	Rh8	55. Dh8	d4
44. Ff5	Dc3	56. Dç8	Tf6
45. Dg6	Rg8	57. Dc5+	Re8
46. Fe6+	Rh8	58. Tf4	Db7+
47. Ff5	Rg8	59. Te4+	Rf7
48. g3	Rf8	60. Dç4+	Rf8
49. Rg2	Df6	61. Fh7	Tf7
50. Dh7	Df7	62. Dd6	Dd7
51. h4	Fd2	63. Dd5	Aband.
52. Td1	Fe3		

Education

● *La FEN : le retour de McCarthy.* – La Fédération de l'éducation nationale (FEN) estime que les déclarations récentes de plusieurs dirigeants de l'opposition, notamment M. François Léotard, secrétaire général du PR, à propos des fonctionnaires, « *sonnent étrangement à l'oreille et rappellent les meilleures années du maccarthysme* ». « *Ainsi,* continue la FEN, *les mêmes, au nom des libertés, qui défendent l'école des privilèges et du dogmatisme, défendent aujourd'hui la* « neutralité » *de l'Etat en ressuscitant le délit d'opinion, la chasse aux sorcières et les interdictions professionnelles* (...) *Près de quatre millions de fonctionnaires* (...) *sont dans le collimateur et à travers eux les services publics dans leur ensemble.* »

Les défis de l'Argentine de Raul Alfonsin

C'est un président argentin conforté et rasséréné qui est attendu, le mercredi 18 septembre, à Paris pour un voyage officiel de quatre jours en France. Sur le plan économique et financier d'abord : depuis juin, l'inflation est stoppée. Les prix n'ont pratiquement pas bougé. L'austral, la nouvelle unité de monnaie, inspire confiance aux Argentins.

Le rééchelonnement de la lourde dette extérieure se déroule dans des conditions satisfaisantes, bien que, au fond, le problème-cauchemar ne soit pas réglé. Mais ce n'est pas seulement le cas de l'Argentine. Le coup de poker de Raul Alfonsin a réussi.

Sur le plan politique ensuite : le parti radical du chef de l'Etat apparaît comme le vainqueur probable des élections du 4 novembre, qui doivent renouveler un tiers de la chambre des députés. Les péronistes, en effet, sont divisés, d'abord dans la province-clé de Buenos-Aires. La gauche, plus présente, reste quand même faible, et la droite libérale est atomisée.

Sur le plan social : la dernière grève générale lancée par la puissante CGT a été un demi-échec, ou un demi-succès. Cent cinquante mille personnes ont défilé dans la célèbre avenue du 9-juillet, mais les syndicats n'arrivent pas vraiment à mobiliser les travailleurs contre les licenciements massifs qu'implique le plan d'austérité du gouvernement. Les rivalités personnelles et les divergences affaiblissent les capacités de manœuvre des leaders ouvriers contre le gouvernement, qui n'est pas vraiment inquiété.

Sur le plan militaire : la phase la plus dure et la plus dangereuse du procès des anciens commandants en chef des trois juntes, qui se sont succédé au pouvoir de 1976 à 1982, est passée. Les plaidoiries doivent avoir lieu en octobre, et la sentence est attendue en décembre. D'ores et déjà, les forces armées sont plus calmes, et les rumeurs de putsch qui circulaient en avril se sont évanouies.

Internationalement, les relations entre l'Argentine et les Etats-Unis sont redevenues bonnes, et Buenos-Aires cherche à attirer les capitaux, dans l'industrie pétrolière en particulier. Un espoir raisonnable. La nouvelle Argentine démocratique, qui secoue son immobilisme et ses rancœurs, peut repartir du bon pied.

Depuis le drame des Malouines, elle se sent beaucoup plus latino-américaine. Et les rapports avec les autres démocraties du continent n'ont jamais été aussi étroits et confiants. Mais elle reste « européenne ». Et c'est dans la France, où Raul Alfonsin a vécu un an, qu'elle espère trouver un allié de prédilection.

MARCEL NIEDERGANG.

ÉCONOMIE

Un coup de poker

LE 15 juin 1985, le président Raul Alfonsin s'adressait à la nation argentine pour déclarer l'économie *« en état de guerre »* et annoncer le déclenchement du « plan austral ».

Cette déclaration survenant en pleine crise avec le Fonds monétaire international fut trop vite interprétée comme l'acte de soumission aux conditions imposées par le Fonds. L'interprétation était fausse. Si le gouvernement cherchait de toute évidence à neutraliser le « front extérieur », la politique annoncée concernait fondamentalement le « front intérieur ».

En effet, à la suite d'une décennie d'inflation ininterrompue à des taux jamais atteints dans l'histoire, les juntes militaires laissaient à la jeune démocratie un héritage redoutable :

- Une économie fonctionnant sans prix et sans monnaie ;
- Une société sans règles du jeu et sans projets ;
- Un Etat ayant perdu toute capacité de contrôle, même sur son propre appareil administratif.

Dans ce contexte, les activités spéculatives s'étendraient à tout le corps social au détriment du système de production. Lors de leur accession au pouvoir, les radicaux, avec une méconnaissance totale de la logique d'une hyperinflation de longue durée, avaient tenté de promouvoir la relance et d'élever le niveau du salaire réel.

La réponse du système fut foudroyante. Le taux d'inflation bondissait de 400 % en 1983 à 800 % en 1984 et se dirigeait allègrement vers les 1 200 % au moment de l'annonce du plan austral.

Après un an et demi d'exercice du pouvoir, ou du moins de ses attributs extérieurs, la situation était devenue tellement critique que le gouvernement se devait de réagir. Mais que faire ? La politique anti-inflationniste classique ayant fait preuve de sa totale inefficacité, l'Argentine se retrouvait sans modèle de référence. Le folklore populiste n'étant plus de mise, le ministre de l'économie, M. Grinspun, est forcé de laisser la place à une jeune équipe d'universitaires qui met en œuvre un programmme d'action immédiate.

MOISES IKONICOFF,
(maître de recherche au CNRS).

(Lire la suite page 10.)

ÉCONOMIE : le coup de poker

(Suite de la page 9.)

Ce programme est en fait un cocktail de mesures variées, les unes relevant de la pure orthodoxie monétaire, les autres du dirigisme étatique traditionnel, mais presque toutes choisies en fonction de l'impact psychologique qu'elles *pouvaient avoir sur la* population. On peut distinguer trois types de dispositions :

● Celles visant à modifier la détestable image que les Argentins se font de leur monnaie : le peso. Le remplacement de ce dernier par l'austral dont le taux de change est arbitrairement fixé légèrement au-dessus du dollar, correspond à cet objectif.

● Celles visant à changer les expectatives *inflationnistes* des agents économiques par le gel provisoire des prix et des salaires.

● Celles destinées à éliminer les sources de propagation de l'inflation dont la responsabilité incombait à l'Etat : déficit budgétaire et émission monétaire.

Dans les conditions où il était lancé, le programme constituait certainement un pari plus qu'audacieux. Au lendemain du discours du président Alfonsin, on sait déjà que le pari est gagné : le gel des prix et des salaires s'applique intégralement.

Au cours des *mois suivants*, la réussite du plan austral se confirme. Le coût de la vie se stabilise. L'émission monétaire est arrêtée. La politique des taux d'intérêt réoriente vers les banques officielles une grande partie des fonds attirés par les circuits parallèles. Enfin, le FMI approuve, le 9 août, l'actualisation de l'accord stand-by en dépit de son hostilité envers certaines mesures particulièrement hétérodoxes : le gel des prix, la fixation arbitraire du taux de change.

Le gouvernement avait donc tous les motifs d'être satisfait et ne s'est pas privé de l'exprimer, mais, en manifestant un triomphalisme débordant, il allait même bien *au-delà de ce qui était* raisonnable. Et pourtant, la situation très fluide devrait plutôt inciter les responsables à la prudence, rien n'indique en effet que l'on puisse maintenir très longtemps l'économie sous la pression de contraintes administratives.

Des réajustements

Nombre de problèmes non résolus resurgissent avec une vigueur croissante. C'est le cas notamment de la distorsion des prix relatifs provoquée par l'hyper-inflation. Si le gel immobilise le système des prix, il ne le rend pas pour autant rationnel. Les responsables, qui n'ont pas suffisamment pris en considération *ce problème, doivent* aujourd'hui faire face à quelques-unes de ses conséquences les plus fâcheuses : *conflits entre secteurs*, rareté de certaines marchandises, qualité très inégale des produits offerts aux consommateurs.

C'est ainsi qu'ils ont été forcés de réaliser, presque en cachette, les réajustements indispensables sur le prix des biens provenant de l'élevage et de la branche textile ainsi que sur les tarifs des services publics. Les entorses aux normes concernant le gel ne règlent cependant pas grand-chose. En l'absence de mécanismes correcteurs autres que l'inflation, on ne voit pas comment atténuer la tension entre prix.

Mais, c'est essentiellement la récession, avec pour séquelles des licenciements massifs, qui menace *la survie même de* l'appareil productif et la paix sociale très précaire depuis l'avènement *de la démocratie. Si le gouvernement* souhaite conserver tous les acquis et surtout la crédibilité obtenue au cours des derniers mois, il est de son intérêt d'annoncer au plus vite le projet d'organisation de l'économie post-inflationniste. Comme il ne *semble pas que ce projet soit* encore élaboré, on en est réduit, pour le moment, à formuler des hypothèses.

En ce qui concerne le thème capital du gel des prix et des salaires, il faudra qu'un jour ou l'autre on y mette un terme au moins sous sa forme actuelle. Alors le gouvernement aura le choix entre maintenir un contrôle important ou *libérer* totalement le marché. La première option présente certainement beaucoup d'avantages *dans la perspective* de la lutte contre l'inflation mais débouche inévitablement sur un *système de prix administrés*.

Or on imagine mal le gouvernement, qui ne dispose pas d'une *structure adéquate pour recueillir* et traiter l'immense flux d'informations nécessaires et moins *encore pour intervenir sur le marché*, se mettre à manipuler le système complexe des prix internes.

La seconde option est certes compatible avec la faible capacité opérationnelle de l'administration *mais infiniment plus risquée* puisque, en l'absence de toute contrainte, l'inflation peut reprendre à tout moment. La concertation avec de grands groupes qui dominent les principales branches de l'activité économique – solution vers laquelle semble s'acheminer le gouvernement – n'élimine pas le risque, d'une part, parce que l'économie n'est pas *suffisamment concentrée, d'autre* part, parce que la concertation en matière économique n'a jamais eu *des effets durables en Argentine*.

En ce qui concerne les moyens de limiter les effets récessifs, le gouvernement semble miser sur l'investissement privé pour se substituer à la dépense publique *bloquée* et *sur* l'exportation pour se substituer au marché interne défaillant. Mais comment parvenir à ce *résultat* alors que de par sa logique même le plan austral tend à élever le coût financier des investissements et que les exportations sont lourdement pénalisées par des *taxes* qui apportent une contribution essentielle aux recettes fiscales.

A défaut d'une solution concrète, l'équipe économique a trouvé deux formules censées exprimer les principales orientations futures de la politique économique : « la privatisation de la croissance » et « l'internationalisation du processus d'accumulation ».

La première formule exprime *une vieille aspiration de la droite* libérale en Argentine : débarrasser l'Etat du fardeau des entreprises publiques. Son application semble cependant se heurter à des difficultés insurmontables, la droite, qui a connu beaucoup d'occasions d'y procéder dans un passé récent, en sait quelque chose. La plupart des entreprises ne sont pas rentables, certaines même sont en faillite et pour celles susceptibles d'être transférées, il est nécessaire de percer un tissu très compact d'entraves bureaucratiques qui a réussi jusqu'à présent à bloquer tout processus de privatisation. La meilleure illustration est le maigre bilan de la commission de pri*vatisation créée par le président* Alfonsin au début de son mandat.

L'autre formule est l'internationalisation du processus d'accumulation. On peut supposer qu'elle vise l'accroissement de la partici*pation du capital* étranger à l'économie nationale. Si l'on examine la stratégie générale des firmes multinationales, on constate que celles-ci peuvent être amenées à *investir à l'étranger* en fonction, *grosso modo*, de deux objectifs : produire pour le marché interne *ou produire pour l'exportation*.

Un avenir incertain

Le premier cas correspond au comportement des firmes en Argentine au cours des années 60 et début 70. Mais, depuis, un renversement de tendance s'est opéré. Non seulement les flux des capitaux se sont arrêtés, mais l'on assiste aussi à un processus de désinvestissement qui se poursuit. *Le second cas ne s'est pas présenté* puisque l'Argentine n'a jamais été un lieu de localisation *de filiales produisant pour l'exportation*. Les projets élaborés dans ce sens à l'époque des militaires ont échoué et l'on ne voit pas, dans les conditions actuelles, de quels avantages comparatifs dispose le pays pour attirer des filiales fonctionnant, par exemple, selon le modèle des industries *« maquiladoras »* au nord du Mexique.

La présence de réserves relativement importantes de gaz et de pétrole dans le sous-sol argentin et d'un nombre considérable d'ingénieurs et techniciens très qualifiés permet toutefois d'envisager raisonnablement l'intervention du capital étranger dans deux secteurs : exploitation d'hydrocarbures et industries de pointe. Les tentatives réalisées depuis quelque temps pour attirer le capital étranger dans ces deux secteurs ont cependant rencontré les mêmes résistances et entraves que les tentatives de privatisation.

En ce qui concerne le pétrole, à la suite d'un laborieux compromis entre tendances, *on a fini par proposer* un contrat-type dont les clauses sont si nombreuses et si *compliquées que les firmes éventuellement* intéressées hésitent beaucoup à prendre un engagement définitif. Quant au secteur de technologies de pointe, un appel d'offres publique portant sur la promotion de l'informatique a tout simplement écarté les *firmes leaders* de la branche au niveau mondial.

Le décalage entre les objectifs proposés par le pouvoir et les pratiques *administratives suscite une* méfiance grandissante chez les opérateurs nationaux et étrangers. *Certes, le gouvernement conserve*, jusqu'à présent, la confiance de l'opinion publique, mais le véritable *enjeu se situe* à l'issue de la période transitoire, dans un, deux, trois mois... ? Les chances de l'expérience actuelle reposent sur la capacité de l'équipe économique à concevoir et à mettre en place des structures permettant une transition satisfaisante vers une économie sans tutelle étatique et sans hyperinflation.

Si la réussite indiscutable du plan austral constitue un départ prometteur, l'avenir de l'économie et de la société argentines reste encore incertain.

MOISES IKONICOFF,
(maître de recherche au CNRS).

de Raul Alfonsin

HISTOIRE : la démocratie enfin bien installée

EN 1515, tandis que François Ier remporte la victoire de Marignan, Diaz de Solis reconnaît le Rio de La Plata. Une vice-royauté espagnole est née. Elle déclare son indépendance le 25 mai 1810 et se dote en 1853 d'une Constitution de type fédéral. Les besoins du développement économique poussent les classes dirigeantes à faire appel à l'étranger pour peupler une nation encore vide. Ils sont six millions à s'installer dans ce nouveau pays de cocagne entre 1870 et 1930.

Leur vote, allié au vote de la petite bourgeoisie urbaine, donne en 1916 la victoire à l'Union civile radicale, qui gouvernera le pays pendant quatorze ans. Le leader populiste, Hipolito Irigoyen sera renversé en 1930 par le premier d'une longue série de coups d'Etat militaires.

Le général Uriburu prend le pouvoir : c'est le règne de l'aristocratie terrienne et le début de la « décennie infâme » au cours de laquelle le pays sera littéralement vendu au plus offrant, en l'occurrence aux capitaux américains. En Europe, le fascisme monte. Mussolini embrase les foules et se trouve un auditeur attentif et admiratif : le colonel Juan Domingo Peron, attaché militaire près l'ambassade argentine à Rome. Lorsque celui-ci revient d'Italie, il trouve les conditions nécessaires à une prise de pouvoir. Entre 1943 et 1952, alors que l'Argentine compte moins de dix millions d'habitants, Buenos-Aires reçoit un million et demi de migrants attirés par la nouvelle industrie dite « de substitution ». Ceux que l'oligarchie appelle bientôt *cabecitas negras*, parqués dans des bidonvilles, se heurtent rapidement au patronat. Le général a trouvé son armée : *les descamisados.*

Dès juin 1943, Peron, désormais à la tête du secrétariat d'Etat au travail, puis vice-président, lance quelques mesures populaires : congés payés, retraites... Sous la poussée des classes possédantes, ses pairs l'emprisonnent. Il est libéré le 17 octobre 1945 par un rassemblement populaire d'une ampleur inouïe. Les descamisados viennent de « donner » pour la première fois. En juin 1946, Peron ayant triomphé lors des élections de février par 46 % des voix d'adversaires aussi divers que désunis, il assume la présidence de la République.

L'Argentine de 1945 est fabuleusement riche : grenier à blé, immense entrepôt de viande, elle peut à elle seule pallier les carences alimentaires des pays occidentaux ruinés par la guerre. Dans ces conditions, tous les atouts semblent réunis pour qu'elle devienne comme Peron la veut : *« économiquement libre, politiquement souveraine, socialement juste »*, champion sur la scène internationale de la troisième voie, un tiers-mondisme avant l'heure. Et pourtant, cela ne sera pas, la plus grande partie de ces bonnes intentions se limitant au discours.

Le glas d'un régime

Les contradictions toutefois n'éclatent pas tout de suite. Car le péronisme a derrière lui une armée qu'il a su s'attacher mais aussi organiser : les descamisados. Ils ne sont pas oubliés : sécurité sociale, logement, congés... Et puis il y a Evita, celle qui apporte une réponse à tous les cas sociaux, celle qui fait octroyer le droit de vote aux femmes, celle qui donne au peuple sa dignité, celle qui clame : *« Le péronisme sera révolutionnaire ou ne sera pas »* ; celle qui dira à la veille de sa mort : *« Je reviendrai et je serai des millions. »*

Cette armée, Peron sait aussi lui donner un encadrement, le mouvement péroniste, dont la principale composante, à côté du Parti justicialiste est la « branche syndicale ». Les syndicats, dans la mesure où ils pallient les déficiences du système d'assistance de l'État, deviennent rapidement une puissance financière énorme, c'est leur puissance et leur souplesse — car ils ne recuļeront devant aucune compromission pour survivre — qui permettront au péronisme de perdurer. La toute-puissante CGT s'accommodera de tous les régimes, sachant rompre, sachant plier, et sachant oublier.

Peron sera réélu en 1951 par plus de 60 % de suffrages. Pourtant la situation se dégrade. Le gouvernement, en proie aux plus graves difficultés, reçoit un coup fatal lorsque, le 26 juillet 1952, Evita meurt. Sa disparition sonne le glas d'un régime qui va se durcir pour survivre. Le clergé, indigné par la légalisation du divorce, abandonne le dictateur. On brûle les églises. Lorsqu'en septembre 1955, l'armée destitue le « premier travailleur », elle bénéficie de la passivité populaire.

Une « révolution libératrice » débute en novembre 1955 avec le général Aramburu qui organise des élections en 1958. Interdit, le péronisme appuie et fait élire l'opportuniste Frondizi, dirigeant du Parti intransigeant, qui est destitué par les forces armées en juillet 1963 : le radical Illia est porté à la tête de l'État avec 23 % des suffrages. En 1966 il est déposé par l'armée. Le général Ongania « roule » pour les conservateurs et pour les financiers internationaux, qui désormais contrôlent la vie économique du pays.

Le terrorisme d'Etat

Les élections de 1973 seront libres, c'est-à-dire ouvertes aux péronistes. Elles voient la victoire du candidat se réclamant du péronisme, Hector Campora, porte-fanion d'une jeunesse bourgeoise socialisante. Le 13 juillet, Campora démissionne et le nouveau couple Peron (Isabel est vice-présidente) remporte triomphalement les élections du 23 septembre avec 62 % des voix. Peron a choisi la « voie centriste ». C'est l'année des dupes, d'où la jeunesse sort perdante.

Les *montoneros* sont exclus du mouvement, et, marginalisés, vont chercher une solution à leurs problèmes dans la lutte armée. Peron meurt le 1er juillet 1974. Isabel, ex-danseuse de cabaret que rien ne prépare à exercer une telle responsabilité, soutenue par son âme damnée, Lopez Rega dit « le sorcier », choisit de s'allier à la faction fascisante du mouvement. Lopez Rega crée l'AAA (Alliance argentine anticommuniste). Le terrorisme d'extrême droite qui, en 1975, assassinera quelque six cents personnes, va affronter celui d'extrême gauche. Les montoneros péronistes se réclamant de l'héritage de gauche d'Evita portent des coups très durs aux forces de l'ordre.

Le 24 mars 1976, le pays se réveille au son de la *Marche de Lorenzo*, qui a déjà accompagné tant de coups d'Etat. La population, soulagée, respire. Elle ignore encore que la junte militaire, présidée par le nouvel homme fort, le général Videla, va plonger le pays dans l'horreur. Face à une redoutable machine de guerre, la guérilla essuie de lourdes pertes. Un an plus tard, faisant état de sept mille à huit mille guérilleros abattus, la junte met fin à la campagne antisubversive.

Pourtant, la répression s'accentue, donnant l'impression que le gouvernement sombre dans l'irrationnel. En février, Videla affirme que *« tout individu dont les idées sont contraires à la civilisaion occidentale et chrétienne »* doit être considéré comme subversif. Partant de là, nul n'est épargné : ouvriers, lycéens et étudiants, avocats, économistes, psychiatres, prêtres tiers-mondistes, vont peupler les trois cent quarante centres de détention clandestins où l'on meurt sous la torture. Pourtant, des voix s'élèvent, celles des mères, que les militaires appelleront « les *folles* » ; à force de tourner tous les jeudis sur la place de Mai, elles font prendre conscience au monde entier du gouffre dans lequel a sombré l'Argentine. L'horreur se résume en chiffres : 8 960 cas de disparitions prouvées et vraisemblablement plus de 10 000.

L'Argentine, dont hérite le général Viola est presque sortie de l'horreur quotidienne. Le tandem Videla-Martinez de Hoz (ministre de l'économie), symbole de l'imbrication de la politique économique et de la répression, cède la place au général Viola, qui, en décembre 1981, est « démissionné » par un soudard, le général Galtieri. Il ne reste plus à l'armée, convaincue que seule une « guerre propre » peut les laver de la « guerre sale », que la fuite en avant : le 2 avril 1982, elle envahit les îles Malouines. Vaincu, Galtieri laisse le fauteuil présidentiel au général Bignone, qui prépare les élections prévues du 30 octobre 1983.

Les divergences péronistes s'accentuent au fil de la campagne, Raul Alfonsin l'emporte avec 52 % des voix. L'attitude des péronistes, unis seulement lorsqu'il s'agit de s'opposer au gouvernement, oblige ce dernier, qui ne parvient pas à faire voter la loi de restructuration syndicale, à changer de cap et à passer d'une politique de confrontation à une politique de dialogue.

L'évolution est également sensible dans le domaine économique. Dans un premier temps, l'Argentine renâcle à passer sous les fourches caudines du FMI. Mais l'échec de la lutte contre l'inflation (685 % en 1984) oblige le président Alfonsin à mettre sur pied un plan d'austérité brutal qui pourtant recueille l'adhésion de la grande majorité de la population.

Les membres des juntes militaires se retrouvent sur le banc de l'infamie : procès exemplaire, inédit en Amérique latine. Au plan extérieur, le ministre Caputo a redonné à son pays l'audience qu'il avait perdue. Il est aussi l'homme qui a trouvé une solution pacifique et définitive au conflit du Beagle, qui opposait depuis plus d'un siècle l'Argentine au Chili. La démocratie paraît aujourd'hui bien installée : les Argentins, qui dans leur grande majorité savent que le choix n'est qu'entre Alfonsin et la démocratie ou le chaos, semblent pour la première fois peut-être de leur histoire disposés à accepter les sacrifices qu'implique le redressement national.

ANDRÉ DEMONTE.

A L'HOTEL DE VIGNY

Le patrimoine sur ordinateur

Une journée par an, des milliers de monuments ouvrent grandes leurs portes. Le Centre national de documentation du patrimoine, lui, est accessible toute l'année. C'est la vitrine de l'Inventaire.

Ils étaient douze en 1964, réunis autour d'André Chastel avec la bénédiction d'André Malraux. Douze *« pionniers »*, selon M. Jack Lang, qui venaient de jeter les bases de l'Inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France. La tâche qu'ils s'étaient fixée semblait une gageure : recenser, étudier, classer tout ce que notre patrimoine renferme d'intéressant, de beau, d'unique. On estime à cinq millions le nombre de bâtiments et d'œuvres dignes de figurer sur les listes de l'Inventaire. La démarche se veut scientifique : il ne s'agit plus de décrire, en d'inoubliables pages telle ou telle merveille, mais de répertorier, numéroter, regrouper, analyser : un travail de chercheur plus que d'esthète.

En vingt ans, l'Inventaire a pris de l'ampleur. Comme c'est un service scientifique, il faut bien parler chiffres : deux cent quarante personnes y sont maintenant employées, qui ont couvert environ un septième du territoire. Cela peut sembler insignifiant, mais ce sont déjà 350 000 dossiers, dont près de *50 000* informatisés, illustrés par plus d'1 million de photographies. En fait, il faut distinguer l'Inventaire du pré-inventaire, construit sur le même principe mais plus « léger », qui permet d'enregistrer sans décrire précisément, en attendant une étude approfondie.

La France, pays pilote

L'informatisation, un des piliers de l'entreprise, autorise la transmission rapide de renseignements d'une région à l'autre. Chacune a son service d'inventaire depuis que la Picardie et la Champagne-Ardenne ont acquis le leur en 1983. Le besoin de créer des banques de données s'était imposé très tôt. Mais, chaque centre ayant imaginé son propre langage informatique, il a fallu uniformiser les codes avant que le circuit ne fonctionne vraiment. La grande *chaîne de recensement du patrimoine* a donc mis vingt ans à se *développer. Certaines bibliothèques* se sont également équipées d'un logiciel pour être reliées au réseau : celle de l'Inventaire, bien sûr, de l'Ecole du Louvre, de l'Institut français de restauration des œuvres d'art. En 1985 s'y joignent les bibliothèques des Monuments historiques de l'Ecole nationale des beaux-arts (ENSBA), de l'Ecole nationale des arts décoratifs (ENSAD).

La structure ainsi mise en place fait de la France un pays pilote. En 1980, un colloque européen a montré que notre pays est le seul à pratiquer une politique nationale et exhaustive. Dans la « base » architecturale – la plus riche actuelle*ment – sont en effet consignées* plus de 40 000 notices microfichées d'accès facile : édifices existants ou ayant existé, et aussi tous les projets dont les plans ont été retrouvés, du château fort au puits de village. Une « base-objets » doit être opérationnelle dès la fin de l'année, élaborée sur ce modèle.



Pour les besoins d'un tournage

Quant aux Etats-Unis, s'ils ont le *souci de connaître leur patrimoine*, ils n'ont pas celui d'étudier systématiquement les objets ou les bâtiments répertoriés. Ils n'utilisent l'ordinateur qu'à des fins de gestion, pour contrôler l'état et le mouvement de leurs richesses – fonction de notre fichier des Monuments historiques.

En 1984, le ministère de la culture a fait un beau cadeau d'anniversaire au Centre national de documentation du patrimoine, le siège de l'Inventaire. C'est en décembre qu'il quitte, à l'occasion de ses vingt ans, ses étroits et sombres locaux du Grand Palais pour prendre possession, dans le *Marais*, de l'*hôtel* de Vigny, spécialement aménagé pour *le recevoir. Le bâtiment* mitoyen, l'hôtel de Croisilles, accueillera fin *1986 la* bibliothèque et les archives des Monuments historiques ; la rue du Parc-Royal deviendra ainsi le cœur du patrimoine français.

Construit au *dix-septième siècle* et complété au dix-huitième, l'hôtel de Vigny *était dans un tel état que* le ministère a dû dépenser 15 millions *de francs pour* le restaurer. Quelques mois après son ouverture, il reçoit beaucoup de visiteurs, bien plus qu'il n'en était prévu, sans avoir eu recours à la publicité. Ce sont des étudiants, français ou étrangers, des chercheurs, des amateurs, comme cet homme qui, venant d'acheter un manoir en Basse-Normandie, voulait en connaître l'histoire. Ou encore des réalisateurs qui, pour les besoins d'un tournage, recherchent un monument précis et localisé : grâce à *l'informatique, ils dénichent en* quelques minutes l'abbaye du qua*torzième* siècle proche de Paris ou le château fort pourvu de douves de la région de Beaune qui leur est imposé par le scénario.

Pour de « petites » investigations, les répertoires et les publications de l'Inventaire (par exemple l'ouvrage consacré aux *Objets civils et domestiques*, par Catherine Arminjon et Nicole Blondel, ou des plaquettes comme *l'Habitat rural en Bourbonnais, etc.*) *suffisent* ; l'accès à la bibliothèque est libre et gratuit. Mais pour des travaux plus poussés – notamment les recherches thématiques souvent complexes – il faut recourir à l'ordinateur par l'intermédiaire d'un opérateur qui connaît son langage. Rapide, la recherche est gratuite ; plus longue, elle sera tarifée en fonction de la durée d'utilisation de la machine et du nombre de *notices imprimées retirées*.

La bibliothèque et les écrans occupent le rez-de-chaussée de l'hôtel de Vigny. Dans les étages sont *répartis les différents services* et l'administration. Tout en haut, sous les toits, se trouve le département de photogrammétrie (dirigé par Jean-Paul Saint-Aubin), procédé qui permet de tirer, à partir de deux clichés différents, les plans de bâtiments sans en déformer les proportions ni fausser les perspectives – défaut de la photographie classique. – et sans occulter le moindre détail architectural. Six cents monuments sont déjà ainsi répertoriés, parmi lesquels de nombreux édifices religieux (cathérales de Toulouse, de Clermont-Ferrand), châteaux forts, ponts (le pont des Arts à Paris, par exemple), etc.

Mariage

Avec l'Inventaire général est apparue une nouvelle façon d'interpréter le patrimoine, de le classer, de le décrire. Depuis cette année, son action s'inscrit dans celle des commissions régionales du patrimoine historique, architectural et ethnologique (COREPHAE) récemment mises en place. Chacune des vingt-deux régions devra, d'ici à 1986, être dotée d'une « maison régionale du patrimoine » organisée sur le modèle de l'hôtel de Vigny. D'autre part, la coopération avec le CNRS va être renforcée, et de nouveaux domaines vont être explorés, en particulier l'architecture industrielle. Pour le ministre de la culture, le succès de l'Hôtel de Vigny est non seulement *« un hommage à la vision prophétique d'André Malraux et d'André Chastel »*, mais aussi la preuve qu'on peut réussir *« le mariage des technologies de pointe avec la recherche la plus classique »*.

S. D.-S.

★ 10, rue du Parc-Royal, 75003 Paris. Ouvert, sauf le samedi, de 12 heures à 17 heures.

Visite des monuments le 22 septembre

Cinq mille monuments historiques privés ou appartenant à l'État, dont beaucoup sont en général interdits à la visite, ouvriront leurs portes au public le 22 septembre. Châteaux, églises, mais aussi bâtiments *industriels ou officiels comme*, par exemple, le ministère de la culture ou l'Hôtel Matignon. En 1984, une opération semblable portant sur trois mille monuments avait attiré près de six cent mille visiteurs.

D'autre part, M. Jack Lang a inauguré le 10 septembre, dans la cour du Palais-Royal, une plaque qui sera apposée sur tous les monuments historiques de France. Le motif (le labyrinthe de la cathédrale de Reims stylisé) *figurera sur la signalisation* autoroutière.

PARIS-PAYS-BAS

Joris Ivens, citoyen d'honneur

Le ministre néerlandais de la culture est venu à Paris, le 11 septembre, remettre une décoration à Joris Ivens : le Veau d'or des Journées du cinéma à Utrecht. En apparence, rien que de très banal. Et pourtant, c'est l'histoire d'un cinéaste de quatre-vingt-six ans, enfin réconcilié avec son pays...

L'auteur de *la Pluie* et de *Borinage* a raconté en détail dans ses souvenirs (*la Mémoire d'un regard*, 1982) comment, au mois de septembre 1944, il fut sollicité à Hollywood par le vice-gouverneur des Indes néerlandaises non encore libérées : celui-ci lui proposait le poste de *film commissioner* de l'ancienne colonie. Dans l'esprit du cinéaste, il s'agissait de mettre immédiatement le cinéma au service de la décolonisation ; il accepte.

Il part en Australie préparer son arrivée à Java, Bornéo. Il découvre que ses compatriotes n'ont qu'une idée en tête, reprendre au plus tôt le contrôle absolu de leur ancienne colonie. Il tourne tambour battant, avec quatre sous et une équipe internationale, le célèbre *Indonesia Calling*, témoignage unique sur la solidarité des dockers de Sydney et des marins de tous les pays qui réussissent à bloquer le transport des troupes « libératrices ». En 1947, Joris Ivens, alors à Prague, où il a échoué, refusant de faire carrière au pays des kangourous, est dénoncé comme traître par l'ensemble de la presse hollandaise. Il se voit retirer son passeport par l'ambassade des Pays-Bas. Il ne redeviendra néerlandais qu'après le succès à Cannes, en 1957, de *la Seine a rencontré Paris*, Palme d'or du court métrage.

Depuis cette date, Joris Ivens avait refusé toute décoration et les honneurs qu'on voulait lui rendre. Réparation officielle vient enfin de lui être accordée, selon un scénario inconcevable chez nous. Le ministre de la culture des Pays-Bas, M. Eelco Brinkman, frète un avion spécial à destination de Paris, où habite Ivens. Mercredi 11 septembre, à l'ambassade des Pays-Bas, devant les caméras de télévision et la presse néerlandaises, il admet, dans son discours officiel, que *« l'histoire vous a donné davantage raison que vos opposants d'alors. En tant que ministre néerlandais de la culture, je propose de vous tendre la main et j'espère que vous l'accepterez. »* Celui qu'on a surnommé « le Hollandais volant » peut enfin rentrer au port et travailler avec toute la sérénité voulue au film-testament qu'il prépare sur *la Chine, sa seconde patrie.*

LOUIS MARCORELLES.

Jeunes chorégraphes néerlandais à Beaubourg

Après Israël, la Grande-Bretagne, l'Ontario, voici, au Centre Georges-Pompidou, un échantillon de la jeune danse néerlandaise.

Marcel Bonnot, programmateur de la danse à Beaubourg, a raison de dire qu'il ne faut pas comparer systématiquement la danse contemporaine de nos voisins à ce qui se crée à Paris. Chaque pays procède selon son tempérament, sa culture, , et les quatre compagnies néerlandaises présentées dans la grande salle du sous-sol n'ont pas grand-chose à voir avec la jeune danse française.

L'intérêt vient de la différence, surtout lorsqu'il s'agit de Vals Bloed (sang impur), groupe de quatre danseuses délurées, passées par New-York. Leur gestuelle, leur occupation de l'espace les apparentent à la chorégraphe belge Teresa de Keersmeaker. Leur exhibition *sophistiquée, style Glamour*, constamment perturbée par le passage sur scène de présumés spectateurs est bien menée. On les reverra sans doute.

La compagnie Dansproduktie se présente sous la forme d'une remarquable danseuse, Pauline Daniëls, qui exécute quatre performances conçues par des chorégraphes différents. Toutes sont axées sur l'utilisation de l'audiovisuel. Hans Van Manen, actuellement préoccupé de photographie (son exposition occupe le hall), a imaginé un portrait vivant de la danseuse. Il la fait évoluer dans la lumière d'un projecteur *de poursuite. Le style évoquerait* plutôt le bodybuilding.

Suit un solo signé Tom Jansen, sur un texte en flamand, qui soumet Pauline Daniëls à une danse dynamique mais surchargée. Elle est plus à son avantage dans la chorégraphie d'Helga Lagens, où elle joue avec sa propre *image filmée par Hans* Menke, passant d'une dimension à l'autre avec décontraction.

C'est enfin le corps à corps avec une musique bizarre, éprouvante, produite par Harry de Witt grâce à des micros de contact répartis sur une salopette spéciale. Cela évoque un condamné à la chaise électrique pris de spasmes. La danseuse résiste bien à cette apocalypse sonore qui lui permet d'inventorier toute une gamme gestuelles depuis la pirouette acrobatique jusqu'au jogging forcené.

MARCELLE MICHEL.

Dansprodaktie : samedi 14, dimanche 15, à 18 h 30 et à 20 h 30. – Deux autres programmes tous les jours jusqu'au 22 septembre.

DÉFERLEMENT DES JEUX TÉLÉVISÉS

Pouce !

Des jeux, il y en avait déjà pas mal l'année dernière : « Les jeux de 20 heures », « l'Académie des neuf », « Anagram », l'inusable « Des chiffres et des lettres », « Les nuits vagabondes » du samedi soir... Puis l'an dernier, TF1 a développé le genre, histoire de fidéliser ses auditeurs, de remonter ses taux d'écoute. La chaîne s'est mise à multiplier les concours à la fin de ses grands feuilletons. Ce n'était pas une nouveauté, c'est devenu un tic.

Et *puis*, là, *brusquement*, *c'est* l'avalanche, le raz de marée. On ne pourra bientôt plus appuyer sur le bouton sans se retrouver concurrent potentiel. Il faut choisir, en même temps que son conjoint, entre un lot de chaussettes en nylon et quatre chaises *assorties, il faut trouver* la bonne définition du mot *écalure*, classer des événements historiques, trouver l'auteur d'une phrase célèbre. On gagne des scies sauteuses, des « kilomètres-voyages », des magnétoscopes, son poids en choucroute, des places de cinéma.

J'exagère ? Depuis le lundi 9 septembre, sur TF1, Yves Mourousi, dans son émission matinale « Challenges 85 », *permet à un téléspectateur* de gagner 5 000 francs offerts par la société dont le PDG est l'invité (à condition qu'il réponde à trois questions concernant l'entreprise). Même jour, 12 heures, même chaîne, on trouve un nouveau jeu quotidien (« Tournez manège »), où deux époux, isolés dans deux lieux différents, doivent choisir le même objet sur un catalogue; ou bien des hommes partent à la découverte de femmes... Même jour encore, on trouve « Anagram » avec une formule renouvelée et à 19 h 40, sur *Antenne 2 cette fois*, *« La Trappe »*, le nouveau jeu destiné à concurrencer « Cocoricocoboy ». Deux candidats, deux vedettes et des gags imaginés par des téléspectateurs.

Vous pensez que c'est fini ? Avant la fin de la semaine, on va découvrir deux nouveaux jeux encore, « Partez gagnant », chaque samedi, *9 h*, sur *TF 1*, une formule plus condensée de l'ancien « Modes *d'emploi* », *avec de nouvelles* séquences dont un... jeu : « Documents secrets », chaque dimanche, 18 h 30, sur FR 3, où il s'agira avec Pierre Bellemare d'identifier des images sorties des archives de l'INA. Et ça continue dans les jours qui suivent, avec « Scoop à la une », un nouveau jeu autour de la presse, « Les trois premières minutes », autour du cinéma (avec Minitel), « *Les génies en herbe* », pour *les* jeunes, « Salut les petits loups ». J'oubliais « Transcontinental », « Les jours heureux » (le troisième âge a *ses folies*). *Même le magazine* économique et social d'Antenne 2 nous promet, à *partir du 26 septembre*, un jeu plus méchant que le Monopoly, « Actions ». Pouce !

CATHERINE HUMBLOT.

LE CONFLIT LIGNEL-HERSANT

Deux cent quinze salariés dans une tourmente juridique

De notre correspondant régional

Lyon. – *Le Progrès* devra refaire sa copie. Ou, plus exactement, sa liste de salariés à transférer vers le groupe concurrent du *Dauphiné libéré*. Ces salariés doivent, à la suite de l'accord signé le 22 août entre les deux quotidiens, réaliser le *Progrès-Dimanche sous la houlette* de la SERP, une société contrôlée par le *Dauphiné libéré*. Cette semaine, deux ordonnances successives de référé du président du tribunal de grandes instance de Lyon tentent, au prix d'une gymnastique juridique complexe, de tracer les grandes lignes d'une procédure *d'intégration de deux* cent quinze salariés du *Progrès* au *Dauphiné libéré*.

En résumé, le tribunal, par la voix *de M. Bourge*, a *considéré que* la première liste des *« transférés »* établie par la direction du *Progrès* était inacceptable au motif principal qu'il s'agissait de *« licenciements déguisés »*. Vendredi 13 septembre, il a assorti ce refus d'une proposition : une réunion tripartite entre les représentants des deux journaux et des salariés *sera* organisée pour tenter d'établir une nouvelle liste de noms.

Face à cette tentative de règlement négocié, les réactions étaient, à chaud, très confuses. On comprend l'embarras de tous les partenaires, au premier rang desquels les représentants de syndicats, qui n'arrivent pas à parler d'une seule voix.

Le chroniqueur pourrait s'amuser *des scènes où l'on voit M. Xavier* Ellie, président du directoire du *Dauphiné libéré*, lancer des appels au dialogue à M. Jean-Charles Lignel, PDG du *Progrès*, ce dernier opposant une sèche fin de non-recevoir à un émissaire chargé de franchir les cinq mètres séparant à la fin d'une audience les deux groupes concurrents. Ainsi la tâche du directeur adjoint de la direction *départementale du travail du Rhône* – qui se voit proposer par la justice *un délai de dix jours* – sera-t-elle une mission quasi impossible : obtenir un accord sur le nom de deux cent quinze salariés.

A ce jour, les premiers *« transférés »*, les premiers *« malgré nous »* d'une drôle de guerre, sont toujours les victimes d'un conflit dont chacun sait que l'épisode en cours n'est qu'une *énième* étape. On attend notamment pour le *15 décembre prochain une sentence* arbitrale « définitive » afin de solder les derniers comptes d'un divorce de presse aussi raté que le mariage antérieur. Les « premiers deux cent quinze », n'ont toujours pas vu leur situation financière modifiée : *depuis* le 15 août, ils *n'ont* perçu aucun salaire. Quant aux lecteurs du *Progrès-Dimanche*, ils devront patienter encore ; le titre ne sera pas en vente ce dimanche, et sa parution semble rester problématique pour *la* semaine prochaine.

CLAUDE REGENT.

LA PHONOTHÈQUE NATIONALE S'INFORMATISE

Leda : la mémoire des disques et des films

Elle s'appelle Leda, elle est née officiellement en mars 1985 : *c'est* une nouvelle base de données audiovisuelles qui recense l'intégralité des documents sonores (depuis 1983) et des vidéogrammes édités en France *et accueillis* (depuis 1984) à la Phonothèque nationale au titre du dépôt légal (1). Il suffit de faire appel à sa gigantesque mémoire (Leda a déjà « ingurgité » plus de 36 000 notices) pour trouver, chaque fois qu'on le souhaite, une référence d'enregistrement ou des renseignements sur tous les auteurs et compositeurs.

Interrogeable aussi bien par Minitel que par terminal classique, Leda a fait souffler un vent de modernité sur les fichiers poussiéreux de la Phonothèque, trésors inestimables patiemment archivés depuis sa création en 1948. Cette base documentaire sera avant tout un outil de travail pour les professionnels qui hantent d'ordinaire ce haut lieu de la culture musicale. Chercheurs, animateurs de centres culturels, réalisateurs de radio, disquaires et producteurs pourront trouver toutes les informations qu'ils désirent sur un document sonore ou visuel, quinze jours seulement après son versement *au dépôt légal. Pour accroître* encore son efficacité, l'équipe qui *travaille actuellement sur Leda* étudie la possibilité de l'articuler avec les services électroniques de messagerie des grossistes et des détaillants.

Mais, et c'est l'ambition avouée de la Phonothèque, Leda aura aussi pour effet d'ouvrir au grand public le patrimoine audiovisuel français. L'originalité de cette base, c'est en effet la possibilité d'accès par Minitel. Un seul obstacle : le coût de la communication. L'utilisateur doit s'adresser à un centre serveur pour obtenir un « mot de passe » et payer ensuite 120 F par heure d'interrogation. Leda pourra toutefois être utilisée gratuitement dans les locaux de la Phonothèque et prochainement au Centre Pompidou.

Leda sera présentée au public dans sa version actuelle, du 15 au 17 septembre prochains, à l'occasion du Salon de la Vidéo et au cours du prochain MIDEM, du 27 au 31 janvier 1986. Elle doit s'enrichir par la suite, notamment avec des films (à partir de fin 1985) et des collections *anciennes de disques* ou de bandes sonores.

N.A.

(1) Lire *le Monde* daté 4-5 décembre 1983. L'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) gère de son côté les archives des chaînes de radio-télévision.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

NORODOM SIHANOUK Théâtre du Soleil (374-24-08), sam. 18 h 30 ; dim. 15 h 30.

LA POUDRE D'INTELLIGENCE : Lucernaire (374-24-08), sam. 21 h 45.

DOJO JI : Lucernaire (374-24-08), sam. 21 h 45.

KATHERINE MANSFIELD : Essaïon (278-46-42), sam. 21 h.

FRAGMENTS : Tourtour (887-82-48), sam. 20 h 30.

COMME DE MAL ENTENDU : sam. 18 h. + 21 h. ; dim. 15 h. : Madeleine (265-07-09).

LA FEMME DU BOULANGER : Mogador (285-45-30), sam. 20 h 30 ; dim. 16 h 30.

PASO DOBLE : Petit-Montparnasse (320-89-90), sam. 18 h 30 + 21 h 30 ; dim. 16 h.

ABYE DJESSIMA : Lierre (586-55-83), sam. 20 h 30.

LE BAISER DE LA VEUVE : Mathurins (265-90-00), dim., 15 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), dim., 14 h 30 : le Misanthrope ; dim., 20 h 30 : Feydeau. Comédies en un acte (Hortense a dit : « Je m'en fous ! » ; Léonie est en avance ; Feu la mère de Madame).

BEAUBOURG (277-12-33) : *Cinéma-Vidéo, nouveaux films BPI* : sam., dim. 16 h : Marcel Marceau, de K. Adamov ; 19 h, Nasa (25e année), de J.-L. Headlee ; *Vidéodisques Opéra*, sam., dim. 16 h : Peter Grimes, de Britten, dir. C. Davis ; 19 h : Falstaff, de Verdi, dir. C.-M. Giulini ; *Cinéma pour J.-M. Alberola* sam., dim. 15 h, Transfiguration, de J.-M. Benech, J.-M. Vecchiet ; la Vie de Manet, de J.-M. Alberola : Soif d'images, de H.-P. Schwerfel : sam., dim. 18 h., Viswanadhan : « Eau/Ganga » ; *Théâtre-Danse : Cie Dansproduktie* : sam. et dim., 18 h 30 : Profiel, chor. H.-V. Manen, T. Jansen, H. Laagen, P. Daniëls ; sam., 20 h 30, Dim., 16 h : En suite, chor. B. Blankert ; 1, etcetera, chor. T. Lutgerink.

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77) : *Festival de Poésie*, sam. à 20 h 30 : Hugo visionnaire ; sam. à 18 h 30 : Hugo, Lieder.

Les autres salles

☞ A DEJAZET (887-97-34), sam. 21 h, dim. 16 h : le Dernier Voyage.

☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30, sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h : Lily et Lily.

☞ ATELIER (606-49-24), sam. 21 h, dim. 15 h : l'Arbre de mai.

☞ BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), sam. 18 h 30 et 21 h 30 : Tailleur pour dames.

☞ BOURVIL (373-47-84), sam. 21 h : Pas deux comme elle ; 22 h 30 : Y'en a marr... ez vous ?

☞ CARTOUCHERIE Théâtre du Soleil (374-24-08), sam. 18 h 30 ; dim. 15 h 30 : l'Histoire terrible mais inachevée de Norodom Sihanouk, roi du Cambodge.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), sam. 18 h, dim. 15 h 30 : l'Age de monsieur est avancé.

☞ COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : les Intrigues d'Arlequin et Colombine.

☞ COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), sam. 20 h 30 : Balise de toi.

DAUNOU (261-69-14), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Au secours, elle me veut.

☞ DIX HEURES (606-07-48), sam. 20 h 30 : Femmes.

☞ EDOUARD VII (742-57-49), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Chapitre II.

☞ FONTAINE (874-74-40), sam. 21 h : Rififoin dans les labours.

☞ ESPACE KIRON (373-50-25), sam. 20 h 30 : Vingt-Huit Moments de la vie d'une femme.

☞ ESSAION (278-46-42), sam., dim. 17 h : Journal de Katherine Mansfield.

☞ GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), sam. 18 h et 21 h 15, dim. 15 h : Love.

☞ GALERIE 55 (326-63-51), sam. 19 h : Sexual Perversity in Chicago.

HUCHETTE (326-38-99), sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

☞ LIERRE-THEATRE (586-55-83), sam. 20 h 30 : Abye-Djessima.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34) : I. sam., 18 h : Simone Weil 1909-1943 ; 20 h. : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : la Poudre d'intelligence ; II. 18 h : Diabolo's 1929-1939 ; 20 h : Chôme qui peut ; 21 h 45 : Dodo-Ji.

☞ LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), sam. 20 h 30 : Rêver, peut-être.

MADELEINE (265-07-09), sam. 18 h, dim. 15 h : Comme de mal entendu.

☞ MARIE STUART (508-17-80), sam. 20 h 15, dim. 15 h 30 : Savage Love.

☞ MATHURINS (265-90-00), Grande Salle dim. 15 h 30 : le Baiser de la veuve ; Grande Salle sam. 21 h : les Mystères du confessionnal.

MICHEL (265-90-00), sam. 18 h 45 et 21 h 40 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), dim. 15 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : le Bluffeur.

☞ MOGADOR (285-45-30), sam. 20 h 30, dim. 16 h 30 : la Femme du boulanger.

☞ MONTPARNASSE (320-89-90), Petite Salle dim. 16 h, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : Paso doble.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Gigi.

☞ PALAIS DES GLACES (607-49-93), sam. 20 h 30, dim. 17 h : le Testament du jour.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Dindon.

☞ POCHE-MONTPARNASSE (548-92-87), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Ma femme.

☞ POTINIÈRE (261-44-16), sam. 21 h, dim. 15 h : Double foyer.

☞ SAINT-GEORGES (878-63-47), dim. 15 h, sam. 19 h et 21 h 30 : On m'appelle Emilie.

☞ THÉATRE D'EDGAR (322-11-02) sam. 18 h 30 : Que faire de ces deux-là ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h, sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ TINTAMARRE (887-33-82), sam. 21 h 30 : Lime crève l'écran.

☞ TOURTOUR (887-82-48), sam. 20 h 30 : Fragments.

☞ VARIÉTÉS (233-09-92), sam. 20 h 45 : N'écoutez pas, mesdames (dern.).

THÉATRE 33 (858-19-63), dim. 20 h 30 ; sam. 18 h 30 : Courteline pas mort ! ; sam. 20 h 30 ; dim. 18 h : J'ai cassé ma tirelire.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), sam. 21 h, dim. 15 h 30, 18 h : la Gauche mal à droite.

La danse

THÉATRE DIX-HUIT (226-47-47), sam. 20 h 30 ; dim. 16 h : Après l'orage, danse (dern.). sam. 22 h., dim. 17 h 30 : Mbela (dern.).

FOLIE MÉRICOURT (700-19-60), sam. 20 h 30 : Idéaux sous la mitraille, Forme froide.

MAIRIE DU IVe (278-60-56), sam., dim. 21 h : Ballets historiques du Marais (dern.).

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), sam., dim. 21 h : Chansons françaises.

ESPACE GAITÉ (327-95-94), sam. 20 h 30 : Ph. Val.

ESPLANADE DE LA DÉFENSE, sam., 22 h : Broadway Hollywood.

MARIGNY, petite salle (225-20-74), sam. 21 h : M. Lagueyrie.

OLYMPIA (742-25-49), sam. 20 h 30 : Amalia Rodriguez.

THÉATRE DE PARIS (874-10-75), sam. à 20 h 30 : le Chant du désert.

Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALÉ (233-37-71), sam., dim. 23 h : Latino Rock.

BERCY, PALAIS OMNISPORTS (341-72-04), sam., dim. 20 h 30 : J. Higelin.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), sam. 21 h 30 : R. Franc Hot Jazz Sextet (dern.), dim. : S. Guerault, B. Vasseur.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 14 - Dimanche 15 septembre

ELDORADO (208-23-50) sam. 21 h : Midnight Oil.

FONDATION ARTAUD (582-66-77), sam. 22 heures : Youthman Unity.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), sam. 22 heures : G. Landon ; 0 h 30 : M. de Carvalho.

MÉRIDIEN (758-12-30), sam., dim. 22 h : M. Saury (dern.).

MONTANA (548-93-08), sam. 22 h : R. Urtreger.

NEW MORNING (523-51-41), sam. 21 h 30 : Fiesta latina.

PETIT JOURNAL (326-28-59), sam. 21 h 30 : Caldonia.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), sam., dim. 23 h : C. Guilhot, G. Arvanitas.

PHIL'ONE (776-44-26), dim. 22 h : soirées Fresh ; sam. Ariel Boss.

SLOW CLUB (233-84-30), sam. 21 h 30 : S. Guerault, B. Vasseur (dern.).

SUNSET (261-46-60), sam., dim. 23 h : C. Escoude, M. Graillier.

STAND BY (633-90-23), sam. 22 h 30 : T. Nighter.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), sam. 22 h 30 : E. Rondo, L. Rizzo (dern.).

XXe Festival estival de Paris

(354-84-96)

La Villette, salle B.-Vian, dim. 12 h : S. Boisson, J.-L. Salique ; à 14 h : Hommage aux compositeurs nés en 1925 (Théodorakis, Delerue, Berio...).

Bateaux-Mouches, sam. 15 h 30 : Quintette à vent de l'Ile-de-France (Haydn, Françaix, Mozart...).

Eglise St-Séverin, dim. 19 h, : la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, dir. : A. Parrott (Bach).

XVIIe Festival de Sceaux

(660-07-79)

ORANGERIE, dim. 11 h : Trio de Cracovie (Brahms, Chopin) ; à 17 h 30 : D. Wayenberg, J. Dieval (de Bach à Gershwin).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (784-24-24)

SAMEDI 14 SEPTEMBRE

Hommage à R. Wise : 17 h, la Malédiction des hommes-chats ; 19 h, Nous avons gagné ce soir ; 21 h, Je veux vivre (en présence de R. Wise).

DIMANCHE 15 SEPTEMBRE

15 h, l'Ecole des journalistes, de Christian-Jaque ; Hommage à R. Wise : 17 h, Récupérateur de cadavres ; 19 h, Mademoiselle Fifi ; 21 h, la Tour des ambitieux.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 14 SEPTEMBRE

17 h, Ouragan sur le Caine, de E. Dmytryk ; 19 h 15, Dix ans de cinéma français : les Fleurs du miel, de C. Faraldo ; 21 h, Cinéma japonais contemporain : Courts métrages de Shuji Terayama.

DIMANCHE 15 SEPTEMBRE

15 h, Gilda, de C. Vidor ; 17 h, l'Enquête de l'inspecteur Morgan, de J. Losey ; 19 h, Dix ans de cinéma français : Family Rock, de J. Pinheiro ; 21 h, Cinéma japonais contemporain : Courts métrages de Shuji Terayama.

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Mayfair, 16e (525-27-06). – V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).

AMAZONIA, LA JUNGLE BLANCHE (It., v.f.) (*) : Maxéville, 9e (770-72-86).

L'AMOUR PROPRE (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BABY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio Cujas, 5e (359-89-22).

BIRDY (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (320-30-19).

CARNÉ, L'HOMME A LA CAMÉRA (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) h. sp.

CHOOSE ME (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Rialto, 19e (607-87-61).

COMMENT CLAQUER 1 MILLION DE DOLLARS PAR JOUR (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94).

CONTES CLANDESTINS (Fr.) : République, 11e (805-51-33)) ; Denfert, 14e (321-41-01).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).

DANCE WITH A STRANGER (Brit., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 5e (575-79-79). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-33-40).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

DEUX HOMMES A LA CAMÉRA (Sov., v.o.) : Olympic, 14e (544-43-14).

EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George V, 8e (562-41-46).

LES ENFANTS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

ESCALIER C (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) : Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE GAFFEUR (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

GOULAG (A., v.o.) : UCG Danton, 6e (225-10-30) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77) ; UGC Boulevard, 9e (343-01-59) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES GUERRIERS DE LA JUNGLE (A., v.f.) (*) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LEGEND (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Tourelles, 19e (364-51-98).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Calypso, 17e (380-30-11).

MASK (A. v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52).

MISHIMA (A.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

NINJA III (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Images, 18e (522-47-94).

NOSTALGHIA (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Calypso, 17e (380-30-11).

NO MAN'S LAND (Fr.-Suisse) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01) ; République, 11e (805-51-33).

PALE RIDER (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) Maxeville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) : Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PAROLE DE FLIC (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) (h. sp.) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

POLICE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (747-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; George V, 8e (562-41-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Olympic-Entrepot, 14e (544-43-14) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé-Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

POLICE ACADEMY 2 : AU BOULOT (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06).

LA PROMISE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

RENDEZ-VOUS (Fr.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Reflet-Balzac, 8e (561-10-60). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

RUNAWAY, L'ÉVADÉ DU FUTUR (A., v.o) : UGC Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

SANG POUR SANG (A., v.o.) (*) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

SHOAH (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic, 14e (544-43-14).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

SPÉCIAL POLICE (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

STRANGERS KISS (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; République Cinéma, 11e (805-51-33) (h. sp.).

STRICTEMENT PERSONNEL (Fr.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

SUBWAY (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82) (h. sp.) ; Rialto, 19e (607-87-61).

TRISTESSE ET BEAUTÉ (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

VISAGES DE FEMMES (Ivoirien, v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

WITNESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Capri, 2e (508-11-69).

Les grandes reprises

AMERIKA/RAPPORTS DE CLASSES (All., v.o.) : République-Cinéma, 11e (805-51-33).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (335-21-21).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; Rialto, 19e (607-87-61).

LA CAGE AUX FOLLES (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16).

LE CHATEAU DU DRAGON (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30)

LES CHEFS-D'ŒUVRE DE WALT DISNEY (A., v.f.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Napoléon, 17e (267-63-42).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-it., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Elysées-Lincoln, 8e (354-36-14).

LES DEUX ANGLAISES ET LE CONTINENT (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61).

DOUX OISEAUX DE JEUNESSE (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Reflet-Logos, 5e (354-42-34).

LA FEMME ET LE PANTIN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

LA FILLE DE RYAN (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

GEORGIA (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

L'HOMME AUX PISTOLETS D'OR (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LA 8e FEMME DE BARBE BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

IL ETAIT UNE FOIS LA REVOLUTION, (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All.) : Rialto, 19e (607-87-61).

METROPOLIS (All.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MOMIE (A., v.o.), St-Germain Studio, 5e (633-63-20).

OPÉRATION JUPONS (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02).

QU'EST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ? (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE ROI LEAR (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

SOLEIL VERT (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

LA VIE PASSIONNÉE DE VINCENT VAN GOGH (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).

LES FILMS NOUVEAUX

BREAKFAST CLUB, film américain de John Hughes (v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; George V, 8e (562-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

CHRONOS, film franco-américain de Ron Fricke : La Géode, 19e (245-66-00).

DANGEREUSEMENT VOTRE, film américain de John Glen (v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

DUST (*), film franco-belge de Marion Hansel : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; UGC Convention, 15e (574-93-40).

NOTRE MARIAGE, film franco-portugais de Valeria Sarmiento : Latina, 4e (278-47-86) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

ORINOKO, film vénézuelien de Diego Risquez : Latina, 4e (278-47-86) ; Utopia-Champollion, 5e (326-84-65).

LE POUVOIR DU MAL, film franco-italien de Krzysztof Zanussi : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; St-Germain-Huchette, 5e (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

RECHERCHE SUSAN, DESESPÉREMENT, film américain de Susan Seidelman (v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

Radio-Télévision

Samedi 14 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF1



20 h 40 Téléfilm : la Petite fille modèle.
De Jean-Louis Roncoroni, réal. J.-J. Lagrange, avec A. Bos, D. Darrieux, E. Curtil...
L'histoire très moderne d'une adolescente qui doit assumer des responsabilités d'adulte après la mort de sa grand-mère. Capucine décide de prendre en main ses affaires, avec des idées de gestion toutes personnelles.

22 h 15 Droit de réponse : revue de presse.
Avec D. Vernet (le Monde), *F.O. Giesbert* (Nouvel Observateur), *N. Copin* (la Croix), *J.-M. Bouguereau* (Libération), *D. Jamet* (Quotidien), *J.-F. Kahn* (l'Evénement du jeudi), *M. Gallo* (Matin de Paris), *G. Picard* (France Inter), *C. Angeli* (Canard enchaîné), *J.-N. Tassez* (la Marseillaise), *J.-J. Bourget* (VSD), *R. Faligot (journaliste et coauteur de* la Piscine). *Et deux... représentants de Greenpeace pour évoquer l'affaire du* Rainbow-Warrior, *M. Griefann et Y. Lenoir.*

0 h Journal.
0 h 15 Ouvert la nuit.

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 35 Variétés : Certains Leeb Show.
Show à l'américaine animé par Michel Leeb. Avec Serge et Charlotte Gainsbourg, J.-J. Goldman, Jeanne Mas, Alain Delon, Bernard Gireaudeau...
21 h 55 Les histoires d'Onc' Willy.
*Willy (William Lemeyrgie) présente dorénavant chaque samedi les « classiques » des feuilletons pour enfants. Cette semaine, le premier épisode d'*Ivanhoé.
22 h 25 Les enfants du rock : spécial Mad Max.
23 h 30 Journal.
23 h 55 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 5 Disney Channel.

21 h 50 Journal.
22 h 15 Feuilleton : Dynastie.
23 h Musiclub.

FR 3-PARIS - ILE-DE-FRANCE

17 h 35, Paris Kiosque, ou sept jour à Paris ; 18 h 55, Dessin animé : Hello, *Moineau !* ; *19 h 5, Atout PIC* ; *19 h 15,* Informations ; 19 h 40, De vous à vous.

CANAL PLUS

20 h 5, Football : Bordeaux-Nantes ; 22 h 30, Hill street blues ; 23 h 15, Le radeau d'Olivier ; 0 h, Le fruit défendu, film de J.L. Brunet ; 1 h 15, Calmos, film de B. Blier ; 2 h 55, Evil Dead, film de S. Raimi ; 4 h 15, Le Corrupteur, film de M. Winner ; 5 h 50, L'homme au katana.

FRANCE-CULTURE

Journée de l'Inde

20 h 30 Votre éléphant joue-t-il de la musique ? Promenade dans les sons du pays tamoul.
22 h 10 Démarches avec... Moumin Latif.
22 h 30 Musique carnatique : le cheikh.
0 h Mon Inde, avec Michel Tournier.
0 h 15 Clair de nuit : rémanences.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 4 août au château de Villevieille pour le Festival international de Radio-France à Montpellier) : *Quatuor à cordes nº 2 en ré mineur*, de Smetana ; *Quatuor à cordes nº 1*, de Janacek ; *Quintette pour piano et cordes en la majeur*, de Dvorak, par le Quatuor Talich, P. Messiereur, J. Kvapil, violon, J. Talich, alto, E. Rattay, violoncelle, et C. Huvé, piano.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : « Brasil 85 », à 23 h 5, Le club des archives ; à 1 h, L'arbre à chansons.

Dimanche 15 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

13 h Journal.
13 h 25 Série : Arnold et Willy.
13 h 55 Sports dimanche.
17 h 30 Les animaux du monde.
18 h Dallas.
19 h Sept sur sept, le magazine de la semaine.
Avec Alain Juppé, conseiller de Paris, secrétaire national du RPR.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : Une histoire simple.
Film français de C. Sautet (1978), avec R. Schneider, B. Cremer, C. Brasseur, A. Bonnard (rediff.).
Une femme de quarante ans s'efforce de mener sa vie en restant indépendante à l'égard des hommes. Belle chronique sociale et psychologique construite à partir d'un personnage conçu pour Romy Schneider.
22 h 20 Sports dimanche soir.
23 h 20 Journal.
23 h 35 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 45 Journal.
13 h 20 Tout le monde le sait.
14 h 30 Série : Les enquêtes de Remington Steele.
15 h 20 L'école des fans.
16 h 10 Dessin animé.
16 h 20 Kiosque à musique.
17 h Le polar du dimanche : Les enquêtes du commissaire Maigret.
18 h 30 Feuilleton : Maguy.
19 h Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Théâtre : l'Aide-Mémoire.
Un célibataire bouleverse ses habitudes, et sa vie, après sa rencontre avec une jeune inconnue. Un duo en finesse entre André Dussolier et Hana Schygulla.
22 h 10 Document : le métier de penser (deuxième partie).
Deuxième émission de cette série.
23 h 5 Journal.
23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Jeu : documents secrets.
Nouveau jeu de Pierre Bellemare.
19 h 10 Emission pour les jeunes.
19 h 30 RFO Hebdo.
20 h Benny Hill.
20 h 35 Documentaire : Angkor, la gloire et l'oubli.
Angkor est l'ancienne capitale des rois khmers, au Cambodge. Des ruines sublimes, qui ont résisté aux nombreuses destructions et que la forêt menace de dévorer.
21 h 30 Aspects du court métrage français.
22 h Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit : Samson.
Film français de M. Tourneur (1936), avec H. Baur, G. Morlay, A. Lefaur, G. Dorziat, A. Luguet (N).
Une jeune femme a épousé un homme d'affaires pour venir en aide à sa famille. Elle prend un amant. Le mari veut ruiner celui-ci.
23 h 50 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

18 h, Les héros n'ont pas froid aux oreilles, film de C. Nemes ; 19 h 45, Club de la presse ; 21 h, Le facteur sonne toujours deux fois, film de B. Rafelson ; d'animation ; 23 h 5, Rue du cinéma : spécial film ; 0 h, La reine des rebelles, film de I. Cummings ; 1 h 25, Et la tendresse, bordel (nº 2), film de P. Schulmann.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Atelier de création radiophonique : concerts manifestes.
22 h 30 Libre-parcours jazz : Jeff Gardner.
0 h Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 29 juin à la Grange-de-Meslay pour les XXIIe Fêtes musicales de Touraine) : *Symphonie pour instruments à vent ; Mouvement pour piano et orchestres, Capriccio pour piano et orchestre, Pulcinella*, de Stravinski, par l'Ensemble intercontemporain, l'Ensemble orchestral de Paris, direction P. Boulez, soliste S. Richter, piano, Z. Gal, soprano, L. Dale, ténor, G. Reinhart, basse.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : « Brasil 85 ».
23 h 5 « Ex Libris ».

LES SOIRÉES DE LUNDI

TF1 20 h 35, Cinéma : *le Coucou*, film de Francesco Massaro ; 22 h 5, Etoiles et toiles ; 23 h 10, Journal ; 23 h 25, C'est à lire.

A2 20 h 35, Série : « *V* » ; 22 h 10, Série documentaire : Le Japon ; 23 h 5, Journal ; 23 h 30, *Bonsoir les clips.*

FR3 20 h 35, Cinéma : *Guy de Maupassant*, film de Michel Drach ; 22 h 45, Journal ; 23 h 15, Thalassa ; 24 h, Animaux, de F. Rossif ; 0 h 5, Prélude à la nuit.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 15 SEPTEMBRE

– *Mme Edith Cresson*, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, est l'invitée du « Forum » de RMC, à 12 h 30.

– *M. Valéry Giscard d'Estaing*, ancien président de la République, participe au « Grand Jury RTL-*le Monde* » sur RTL, à 18 h 15.

– *M. Alain Juppé*, membre du bureau politique du RPR, est le témoin de l'émission « Sept sur sept » sur TF1, à 19 heures.

– *M. Charles Pasqua*, président du groupe *RPR* au Sénat, répond aux questions des journalistes du « Club de la presse » sur Europe 1, à 19 h 15, sur Canal Plus, à 19 h 45.

Sports

ATHLÉTISME

Coupes réglées

L'athlétisme va-t-il connaître une crise comparable à celle du ski en 1973 ? Après la déroute des skieurs français aux Jeux de Sapporo en 1972, le secrétaire d'Etat aux sports, M. Pierre Mazeaud, avait précipité l'éviction des leaders de l'équipe nationale en 1973. Un an après les bons résultats de Los Angeles, l'échec des athlètes lors de la Coupe d'Europe à Moscou a inquiété le ministre des sports, M. Alain Calmat : *« Je veux des garanties pour les prochains championnats d'Europe à Stuttgart en 1986. »*

A l'occasion d'épreuves à Arles, le président et le directeur technique de la Fédération, MM. Michel Bernard et Alain Godard, ont fixé aux 472 athlètes de haut niveau les nouvelles règles : la participation aux championnats de France et à certaines épreuves prédéterminées sera obligatoire et les sélections en équipe nationale ne seront acquises qu'avec deux performances de niveau élevé. Les athlètes qui s'engageront par écrit à respecter ce contrat seront éventuellement retenus en équipe de France. Dans le cas contraire, ils ne recevront plus d'aides financières et n'auront pas l'autorisation de participer à des réunions à l'étranger.

Dix ans pour s'en remettre

« Quelque 25 à 30 % de champions risquent de ne pas signer cet engagement mais ce ne sera pas grave pour l'athlétisme en profondeur », a déclaré M. Michel Bernard. Les responsables du ski tenaient en substance les mêmes propos. Il a fallu attendre dix ans pour retrouver un Français sur la plus haute marche du podium alpin.

Pour que les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets, au moment où plusieurs athlètes ont pris rang dans l'élite internationale, quelques champions, parmi lesquels Thierry Vigneron, Aldo Canti, Olivier Guy, Philippe Houvion, Laurence Elloy, Maryse Ewange Epée, Anne Piquereau et Stéphane Caristan ont demandé, le 12 septembre, un rendez-vous à M. Alain Calmat.

Ils veulent faire valoir à l'ancien champion du monde de patinage artistique que les torts sont sûrement partagés dans les mauvaises performances de Moscou. A leur avis, la nouvelle direction technique de la Fédération, qui n'avait pas d'expérience internationale avant sa mise en place, a commis beaucoup d'erreurs dans l'élaboration du calendrier fédéral et des négligences dans la distribution des réunions internationales.

« Les dirigeants font une grave erreur, nous a dit Laurence Elloy, *les athlètes ne perdent pas une compétition pour embêter les élus fédéraux ; ils ont besoin de la Fédération. En revanche, la Fédération sans athlètes de haut niveau n'a pas raison d'être. »* M. Calmat, qui a longtemps piétiné après le succès, devrait en convenir.

ALAIN GIRAUDO.

● FOOTBALL : *championnat de France.* – Les matches avancés comptant pour la onzième journée du championnat de France de première division, qui ont eu lieu le *13* septembre, ont donné les résultats suivants :

* Nancy b. Lens, 2-1 ; * Laval et Metz, 1-1 ; Rennes b. * Marseille, 2-1 ; * Brest b. Toulon, 2-1 ; * Auxerre b. Strasbourg, 2-0.

En deuxième division (dixième journée) dans le groupe A, les résultats ont été :

* Lyon b. Sète, 1-0 ; * Montpellier b. Thonon, 1-0 ; * Tours et Istres, 0-0.

Et dans le groupe B :

* *Mulhouse et Orléans, reporté* ; * Caen b. Reims, 1-0 ; * Angers b. Niort, *1-0.*

● JUDO : *Cuba absent des championnats du monde de Séoul.* – Deux semaines avant les championnats du monde à Séoul, Cuba, qui a de longue date pris position pour l'organisation des Jeux olympiques de 1988 par les deux Corées, a annoncé *qu'il n'enverrait pas son* équipe – une des meilleures du monde – combattre dans la capitale sud-coréenne.

● JEUX OLYMPIQUES : *pas d'accord sur les droits télévisés pour Séoul.* – Le Comité international olympique (CIO) a suspendu, le 13 septembre, ses négociations avec les trois chaînes de télévisions américaines (ABC, NBC, CBS) sans être parvenu à un accord sur le montant des droits pour l'exclusivité des retransmissions des Jeux de 1988. Les chaînes ont jusqu'au 23 septembre pour soumettre de nouvelles offres. La Corée du Sud compte sur au moins 600 millions de dollars. La proposition la plus élevée n'aurait pas dépassé jusqu'à présent 500 millions de dollars.

● MOTOCYCLISME : *autoroutes gratuites pour le Castellet.* – Le ministère du logement et des transports a annoncé que les motards se rendant au Castellet pour le Bol d'or n'auront pas à acquitter de péages, jusqu'au lundi 16 septembre minuit, sur les axes reliant le circuit varois à Niort, Lyon, Menton, Marseille, Toulon, et à la frontière franco-espagnole.

● DOPAGE : *un décret en préparation.* – M. Alain Calmat, ministre de la jeunesse et des sports, a indiqué le 12 septembre, à Rennes, à l'occasion d'un colloque sur la médecine et la biologie du sport, la publication prochaine d'un décret sur la lutte contre le dopage des sportifs, texte rappelant les devoirs et les obligations des fédérations dans ce domaine et donnant la liste des produits prohibés.

● TENNIS : *Philippe Chatrier battu pour la présidence du Conseil professionnel.* – Le Gallois Mike Davies, quarante-neuf ans, ancien numéro un britannique, directeur exécutif de l'Association des tennismen professionnels (ATP), a été élu président du Conseil professionnel masculin (MIPTC), organe de direction du Grand Prix, doté de 23 millions de dollars, par cinq voix contre quatre à l'ancien président français, Philippe Chatrier, président de la Fédération internationale (FIT). Cette élection témoigne d'un glissement de pouvoir au sein du Conseil professionnel, composé paritairement de trois représentants des joueurs (ATP), de la Fédération internationale (FIT) et des organisateurs de tournois. Ce glissement en faveur des joueurs s'est opéré lors du récent renouvellement des membres du Conseil, avec l'arrivée de l'Américain Charly Pasarell et de l'Italien Franco Bartoni.

Carnet

Fiançailles

– M. et Mme Maurice REIN,
M. et Mme Edgard SPIRA,

sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants

Laurence et Thierry.

Mariages

– Hélène CHANTELOUBE
et
François d'ANDURAIN

sont heureux d'annoncer leur mariage.

Paris, le 14 septembre 1985.

– Angèle SABINA
et
Doulaye-Richard DJIBO

sont heureux de faire part de leur *mariage, qui sera célébré le samedi* 14 septembre 1985, à 15 h 45, en la mairie de Gennevilliers *(92)*.

Décès

– Gilberte CAZIN,
née Mercier,
« Tessa »,

nous a quittés le 2 septembre 1985, à l'âge de quatre-vingts ans.

Elle repose à Simiane-la-Rotonde, dans les Alpes-de-Haute-Provence, où elle avait choisi de vivre ses dernières années.

Son mari Fernand Cazin rappelle son souvenir à ceux qui l'ont connue dans l'enseignement, *ainsi qu'aux anciens des* Auberges de la jeunesse.

– Mlle Jeannine Martin,
M. et Mme Ghislain de Raveton,
ses enfants,
M. Léon Martin,
son frère,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre-Lucien MARTIN,
relieur d'art,

survenu le 13 septembre 1985, à Paris, à l'âge de soixante-douze ans.

La levée du corps aura lieu *le mardi* 17 septembre, à 9 h 15, à l'hôpital Pasteur, 213, *rue de Vaugirard, à Paris-15e,* suivie de l'inhumation au cimetière de Corancy (Nièvre), *à 15 heures.*

9, rue de Mézières,
75006 Paris.
18 et 20, boulevard Edgar-Quinet,
75014 Paris.

– Le gouverneur
et Mme Louis Sanmarco,
Le général
et Mme Max Briand,
ses enfants,
Jean-Louis et Marielle,
Michel et Annick,
Philippe et Stéphanie,
Catherine et Philippe,

Annick et Tom,
Florence et Jean,
Marie-Jeanne et Alexis,
Pierre et Sylvaine,
Elizabeth,
ses petits-enfants,
Frédérique, Marie-Eve et Thomas,
Camille, François-Xavier,
Matthieu, Koy et Etienne,
Jacqueline, Benjamin et Suzanne,
Nicolas, Julie et Marion,
Emmanuel,
Antoine, Pierre-Stéphan et Guillaume,
Julien, Maxime et Adrien,
Paul,
Sébastien,
ses arrière-petits-enfants,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Mme Paul VAZEILLES,
née Camille Côté,

survenu le 12 septembre 1985.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 17 septembre, à 14 heures, en l'église de l'Immaculée-Conception, 63, rue du Dôme, à Boulogne (Hauts-de-Seine).

89, boulevard Murat,
75016 Paris.
15, avenue du Recteur-Poincaré,
75016 Paris.

Anniversaires

– Le 15 septembre 1981,

Georges MAZURELLE
nous quittait.

Ceux qui ont eu le privilège de le *connaître et de l'aimer* gardent vivant son souvenir.

– 15 septembre 1985.

Il y a vingt ans disparaissait

Jean NEPVEU-DEGAS.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient pour lui une fervente pensée.

« L'homme ne prend toute sa taille que face à la mort. »

Andrée Chédid,
Les Nombres.

Avis de messes

– A l'initiative du Bureau international de liaison et de documentation, une messe sera célébrée à l'intention de

M. Aloïs MERTES,
ministre d'Etat aux affaires étrangères de la *République fédérale* d'Allemagne,

le lundi 16 septembre 1985, à 18 heures, en la chapelle de la résidence des Pères Jésuites, 42, rue de Grenelle, à Paris-7e, en présence de Mme Mertes.

Communications diverses

– Communauté juive de France

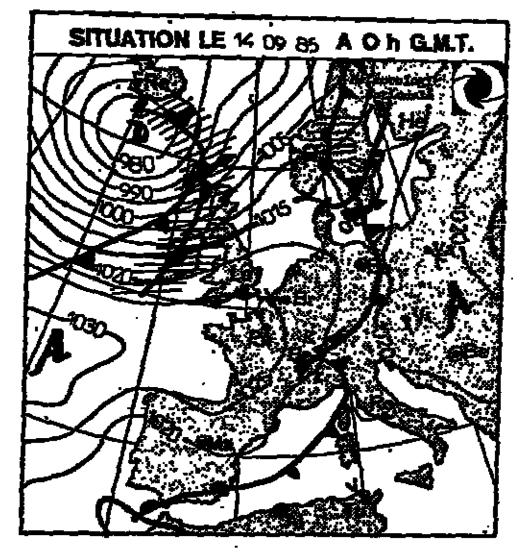
A l'occasion de Rosh Hachana,
Le cercle Bernard Lazare,
Le Michmar,
Les Amis du Mapam,
Le groupe Haviva Rajk,
Le mouvement de jeunesse Hachomer Hatzaïr,

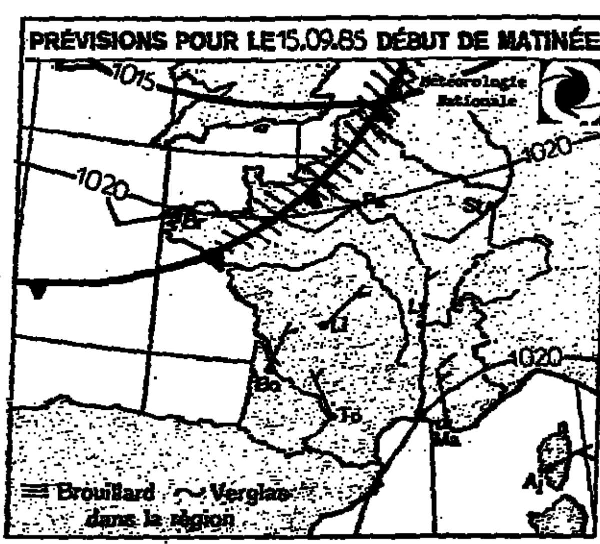
adressent à tous leurs vœux les meilleurs de bonheur et de paix, les invitent à visiter leur nouveau local et à participer à leurs nombreuses activités durant l'année.

Tsavta Bernard Lazare,
10, rue Saint-Claude,
75003 Paris,
Tél. : 271-68-19.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France, entre le samedi 14 septembre à 0 heure et le dimanche 15 septembre à 24 heures.

Un front froid traversera la France au cours de la journée de dimanche mais dans un champ de pressions élevées.

Dimanche : Le matin, le temps sera couvert et pluvieux sur les régions proches de la Manche. Cette bande nuageuse et pluvieuse s'enfoncera au cours de la journée vers le Sud-Est pour se trouver le soir du golfe du Lion aux Alpes. A l'avant de cette zone, le temps sera bien ensoleillé après dissipation des brumes matinales qui se formeront dans les vallées de la moitié sud du pays. Au fur et à mesure que cette zone de mauvais temps se décalera, elle perdra d'abord de son activité et les pluies deviendront sporadiques sur la moitié sud de la France ne donnant qu'un passage nuageux. Mais en fin de journée et en soirée elle se réactivera du Massif Central aux Alpes en donnant à nouveau des pluies et même des orages, notamment sur le relief.

A l'arrière de cette zone, un temps à nouveau ensoleillé se rétablira rapidement sauf près des frontières du nord et du nord-est, où il pourra se produire quelques averses.

Le mistral tombera dimanche. Mais les vents d'ouest à nord-ouest seront modérés à assez forts près de la Manche.

Le beau temps ensoleillé régnera sur le sud-est du pays.

Les températures maximales seront en baisse de 2 à 3 degrés sur la moitié nord du pays, stationnaires sur la moitié sud.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 13 septembre, le second, le minimum de la nuit du 13 au 14 septembre) : Ajaccio, 27 et 16 degrés ; Biarritz, 22 et 13 ; Bordeaux, 25 et 9 ; Bréhat, 18 et 11 ; Brest, 17 et 8 ; Cannes, 26 et 20; Cherbourg, 16 et 8 ; Clermont-Ferrand, 29 et 9 ; Dijon, 26 et 12 ; Dinard, 18 et 8 ; Embrun, 27 et 10 ; Grenoble-St-M.-H., 28 et 16 ; Grenoble-St-Geoirs, 28 et 12 ; La Rochelle, 24 et 11 ; Lille, 18 et 6 ; Limoges, 22 et 10 ; Lorient, 20 et 6 ; Lyon, 28 et 12 ; Marseille-Marignane, 27 et 17 ; Nancy, 24 et 12 ; Nantes, 22 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 19 ; Nice-Ville, 24 (maxi) ; Paris-Montsouris, 20 et 10 ; Paris-Orly, 20 et 7 ; Pau, 25 et 12 ; Perpignan, 32 et 19 ; Rennes, 19 et 7 ; Rouen, 18 et 6 ; Saint-Etienne, 28 et 11 ; Strasbourg, 25 et 15 ; Toulouse, 28 et 14 ; Tours, 22 et 5.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 15 degrés ; Genève, 28 et 15 ; Lisbonne, 32 et 20 ; Londres, 19 et 10 ; Madrid, 35 et 15 ; Rome, 27 et 15 ; Stockholm, 18 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4053

HORIZONTALEMENT

I. Scie musicale. Se gagne et puis finit par se perdre. – II. Va et vient dans les bois. Sont encore dépourvus de barbe. – III. Fait peut-être des ronds, mais certes pas dans l'eau. A l'origine d'une certaine prolifération de limaces. Il en est qui sentent le sapin. – IV. Quelque chose en plus. Avant de s'enfoncer. S'élargit en cheminant. – V. Susceptible de faire reprendre vie malgré un manque total d'aspiration. Est plutôt trouble dans le fond. Symbole chimique. – VI. Sens commun. Permettent d'avoir beau jeu. Ne saurait décevoir. – VII. N'empêche pas de s'offrir les bons services d'un moine. Est toujours de mauvais poil ! – VIII. Un peu de rouge. A une certaine allure. – IX. Mis en filets avant d'être mis en filets. Telle la bouche lorsqu'on est assis. Conjonction. – X. Fait prendre rang. Fait suite à un irrémédiable déclin. – XI. Ont les « bras » dans l'eau. A trop fait parler de lui. – XII. Intéressent certains scientifiques. Démontre. Jeux d'enfants. – XIII. Gardé pour soi. Espèce nordique. – XIV. Ne s'occupe pas forcément de ses oignons. Tape violemment sur l'enclume. – XV. Habille des senoritas. Personnel. Des femmes qui ont certainement vu le « loup ».

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I												■			
II							■								
III					■	■				■					
IV				■									■		
V															
VI					■	■			■						
VII								■						■	
VIII			■		■		■								
IX								■	■			■			
X		■									■				
XI		■													
XII			■			■	■								
XIII							■				■		■		■
XIV	■									■					
XV					■			■							

VERTICALEMENT

1. L'occasion nous est souvent donnée d'y voir le gratin et la crème de l'humanité. – 2. N'a plus les pieds sur terre. D'un auxiliaire. – 3. Son charme n'est pas de bois ! Pied à terre. – 4. Bête dans les deux sens du terme. Se retrouve souvent devant une cage. – 5. Article. *Epelé* : dans l'entourage d'un bambin. Pousse en même temps qu'une plante. – 6. Note. Article. Poète. Donnait quotidiennement des coups de « marteaux ». – 7. Rend service à des gens qui sont parfois dans les nuages. Parole d'honneur. Adverbe. – 8. De quoi avoir la goutte. Son argent est parti en fumée. – 9. Souvent très proche d'une tête de mule. Conjonction. Sont hors d'atteinte. – 10. Participe. Peut être soulevé ou tout simplement posé. – 11. Avait toujours la bouche grande ouverte. Personnel. Se fait toujours désiré. – 12. Donnent à entendre. Permet une situation dans le temps. – 13. Fait parfois verser des larmes. Circulent à Brasov. Agrément. Préfixe. – 14. Certes pas en pleine évolution. Compte souvent pour du beurre. – 15. Ne sert pas seulement à avoir les « pieds » propres. Préposition.

Solution du problème n° 4052

Horizontalement

I. Camelot. – II. Avidité. – III. Méli. Rat. – IV. Oratoire. – V. Usnée. Ire. – VI. FE. Unités. – VII. Bravo. – VIII. Eta. Neige. – IX. Taret. R.E.R. – X. Pythie. – XI. Pièces. Il.

Verticalement

1. Camouflet. – 2. Averse. Tapi. – 3. Milan. Barye. – 4. Editeur. Etc. – 5. Li. Œnanthe. – 6. OT. Ive. Is. – 7. Territoire. – 8. Aère. Gê. – 9. Dot. Esterel.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

LUNDI 16 SEPTEMBRE

« Le village de Saint-Germain », 14 h 15, devant l'église (S. Rojon).

« Le Marais », 14 h 30, 71, rue du Temple (Mlle Leblanc), ou 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (S. Rojon).

« L'Opéra », 13 h 15, hall d'entrée (M. Romann).

« Tombes célèbres du cimetière du Père-Lachaise », 15 heures, entrée principale (P.-Y. Jaslet).

« Le Palais de justice et la vie sous Saint-Louis. La Conciergerie et la Sainte Chapelle », 15 heures (I. Hauller).

« Un quartier de roture : Charonne et son cimetière », 14 h 15, métro Alexandre-Dumas (V. de Langlade).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, entrée sur la place.

« Notre-Dame : lumières théologiques sur les cinq portails, lumières techniques sur le gros bourdon », 15 heures, portail central (Paris et son histoire).

« Le faste du Second Empire dans les salons de l'Opéra, le salon Garnier », 13 heures et 15 h 30, hall d'entrée (C.-A. Messer).

« Cités d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (M. Ragueneau).

« Le vieux village Saint-Roch, la butte aux Moulins », 14 h 30, sortie métro Tuileries (Résurrection du passé).

« Le Marais illuminé », 21 heures, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« L'Auvergne, foyer d'art roman au Musée des monuments français », 15 heures, entrée (M. Boulo).

MARDI 17 SEPTEMBRE

« La cathédrale Notre-Dame-de-Paris », 14 h 30, portail central (Hauts lieux et découvertes).

« Versailles, quartier Saint-Louis », 14 h 30 devant façade cathédrale Saint-Louis.

« Les hôtels de la rue du Bac, la fontaine des Quatre-Saisons, le jardin des missions étrangères », 15 heures, place Saint-Thomas-d'Aquin (A. Ferrand).

« Symbolisme et iconographie dans la sculpture de Notre-Dame », 14 h 30, façade, portail de droite (D. Bouchard).

« Les galeries hautes de l'Oratoire (l'ancienne église des oratoriens, montée dans les combles, en sous-sol vestiges d'une tour de Philippe Auguste) », 14 h 30, métro Louvre (lampes de poche) (M. Banassat).

« Les sculptures royales de la basilique Saint-Denis », 15 heures, portail basilique.

« La maison de M. Thiers », 15 heures, 27, place Saint-Georges (Paris et son histoire).

« Le vieux Belleville », 15 heures, métro Place-des-Fêtes (sortie Crimée) (G. Botteau).

Économie

REPÈRES

Blé : vente officielle américaine à l'Egypte

L'Egypte a commandé 175 000 tonnes de farine de blé aux Etats-Unis à un prix bonifié de 180 dollars la tonne, devenant ainsi le premier pays à profiter du programme américain de subventions en nature aux exportations agricoles de 2 milliards de dollars lancé en mai dernier, a annoncé, le 13 septembre, le secrétaire à l'agriculture, M. John Block. Sans cette prime, représentée en réalité par des tonnes supplémentaires de farine, l'Egypte aurait dû payer 246 dollars la tonne. Ce programme promotionnel, surnommé BICEP – Bonus Incentive Commodity Export Program – vise principalement, explique Washington, les marchés où la CEE *exporte du blé et des produits dérivés à des prix fortement* subventionnés, faisant ainsi *« une concurrence déloyale »* aux exportateurs américains. *Outre l'Egypte, les Etats-Unis ont déjà fait* des offres de vente comparables, avec bonification du prix, à l'Algérie et au Yémen du Nord. Jusqu'à présent, ces deux pays n'y ont pas encore répondu. – *(AFP.)*

Financement : l'Etat lance un nouvel emprunt de 15 milliards de francs

L'Etat a lancé, le 13 septembre, son troisième emprunt d'Etat de l'année 1985. Il est d'un montant de 15 milliards de francs en deux tranches. *L'une est assortie d'un taux fixe nominal de 9,90 %* correspondant à un taux actuariel de 10,61 % pour une durée de neuf ans. L'autre, à taux révisable, est d'une durée de treize ans, avec options d'échanges pour des titres à taux fixe au bout de trois et quatre ans. Le taux d'intérêt sera de 0,9 %, en dessous du taux moyen des emprunts d'Etat. Le Crédit agricole et le CCF sont les chefs de file de l'opération.

Cette émission portera à 67 milliards de francs environ le montant total des appels de l'Etat à l'épargne publique. Ces emprunts sont *destinés à financer le déficit budgétaire pour 1985* (140,2 milliards de francs prévus) et témoignent, par leurs taux, de la baisse de l'inflation. Au moins un autre emprunt sera levé d'ici à la fin de l'année.

Sidérurgie : perte de 55 000 emplois dans les pays de l'OCDE en 1984

Pour la dixième année consécutive, l'industrie sidérurgique dans les pays de l'OCDE a vu ses effectifs se réduire en 1984. La perte a été de 4 %, ce qui représente 55 000 emplois. Depuis 1974, 720 000 emplois ont été perdus, soit 37 % des effectifs. Parallèlement, les capacités de production auront été réduites, à la fin de 1985, de 56 millions de tonnes par rapport au niveau maximal atteint en 1980 (soit 10 %), les pays développés – ceux *de la CEE et les Etats-Unis – ayant perdu 17 % de leurs capacités.* Pour ce qui est de l'emploi, la chute a été de 7 % en 1984 dans la *CEE et de 13 % aux Etats-Unis. Mais tous les pays ont souffert.* Seuls, le Portugal, la Finlande et la Turquie échappent à la règle générale, avec un niveau d'emploi actuellement supérieur à ce qu'il était il y dix ans. En France, les effectifs ont été réduits de 6,2 % en 1984.

La CFDT ne devrait pas appeler à voter pour la gauche en 1986

La CFDT ne devrait pas appeler explicitement à voter pour la gauche, c'est-à-dire principalement pour le PS, aux élections législatives de *1986*, franchissant ainsi une nouvelle étape dans la « resyndicalisation » de son action amorcée depuis 1978. Si cette orientation devait être confirmée au bureau national de décembre de la centrale, ce serait la première *fois depuis 1970, date où* elle a opté pour le socialisme autogestionnaire, *que l'organisation de* M. Edmond Maire *se tiendrait* en retrait lors d'une *échéance politique* décisive. Quel changement !

Voilà plusieurs mois que M. Edmond Maire pose des banderilles pour préparer sa Confédération à cette nouvelle attitude. Il avait commencé à Bordeaux, en juin dernier, lors du quarantième congrès confédéral. Puis le 20 août, dans *le Monde*, il avait souligné, au risque d'irriter le ministre du travail, que *« rien d'essentiel, du moins dans leur attitude face au chômage grandissant, n'apparaît distinguer la gauche rassembleuse et modernisatrice de la droite démocratique et intelligente »*. Le 13 septembre, lors d'une conférence de presse de « rentrée », M. Jean-François Troglic, secrétaire national, s'est contenté de déclarer : *« Nous dirons à chaque fois ce que la CFDT préconise sur tel et tel dossier. Nous dirons aux forces politiques les points sur lesquels elles trouveront la CFDT sur leur passage. »*

Indéniablement, la direction de la CFDT prépare le terrain pour une absence de prise de position partisane. M. Maire a non seulement rencontré M. Jacques Chirac, le 9 septembre, mais il s'est également entretenu au cours de ces dernières semaines avec M. Raymond Barre et avec M. François Léotard, l'étoile montante de l'opposition. Une rencontre avec M. Giscard d'Estaing n'est pas exclue et une discussion avec le PS est prévue. Aucune entrevue n'a été demandée au PC et, bien entendu, au Front national... Mais l'évolution est là : M. Maire a élargi le champ de ses interlocuteurs politiques. La gauche n'est plus son partenaire politique exclusif. Il a désormais les mêmes contacts que M. André Bergeron.

Cette nouvelle attitude de la CFDT vient d'un triple constat et d'une volonté stratégique. En premier lieu, subordonner l'action syndicale à un changement politique apparaît dangereux – la CFDT a payé électoralement depuis 1981 son flirt avec le pouvoir – et décevant : *« Le patronat*, a ironisé M. Maire, *est saisi à son tour par le mirage politique. Il espère que tout lui sera donné plus 10 %. Nous, nous savons par expérience quelle désillusion il y a au bout de ce chemin. »* En second lieu, M. Maire estime que le PS, en acceptant le retour au scrutin proportionnel, a pris son parti d'être minoritaire en 1986. Un pari d'échec.

Enfin, il est clair que l'évolution *actuelle du PS ne correspond pas à* ce qu'attend la direction de la *CFDT. Cette position ne manquera* pas de nourrir le procès qui lui est *fait sur ses relations avec* M. Rocard.

La logique de la « resyndicalisation »

Mais si la CFDT évite de prendre explicitement position pour le PS aux élections législatives, c'est aussi et surtout parce qu'elle veut montrer qu'elle donne la priorité absolue à l'action syndicale et contractuelle. Les syndicats doivent compter d'abord et avant tout sur eux-mêmes. C'est la logique de la *« resyndicalisation »*.

Une telle attitude risque de provoquer des remous au sein de l'organisation. L'opposition à M. Maire critique aussi le gouvernement mais *imagine mal que la CFDT ne le sou*tienne pas en mars 1986. Même dans le camp majoritaire, les *« pesanteurs culturelles »* vont jouer. Déjà, dans une récente interview à *Libération*, M. Georges Granger, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie, s'est situé *« viscéralement »* à gauche en ajoutant : *« Pour ma part, j'aimerais autant ne pas voir arriver au pouvoir la droite dite « démocratique et intelligente »...*

M. Maire est conscient de ce risque. Déjà, il a pris soin de récuser *« un prétendu apolitisme »*. *« L'apolitisme et la CFDT* a-t-il dit, *cela n'a jamais fait bon ménage. »* Quant à M. Mercier, secrétaire national, faisant allusion à la mise en cause du *« monopole syndical »*, à la suppression de l'autorisation administrative préalable, aux *attaques* contre la protection sociale et le SMIC, il a lancé : *« Outre le fait qu'à nos yeux, sur le problème important de l'heure, l'emploi, le libéralisme new look mis en œuvre en Angleterre donne des résultats plus mauvais que la politique actuelle dans notre pays, les forces de droite mènent bataille sur des thèmes qui rencontreront notre opposition. »* Si la CFDT, dont les options fondamentales demeurent « de gauche », s'apprête indéniablement à prendre *ses distances vis-à-vis du* « politique », ce qui sera en jeu en décembre ce sera la plus ou moins grande vigueur avec laquelle elle dénoncera certaines propositions très libérales de l'opposition...

Priorité à l'emploi

Pour l'heure, la cassure entre la *CFDT et M. Fabius ne fait que se* confirmer. M. Maire a de nouveau *fustigé* le *« vide du contenu »* de la récente prestation télévisée du premier ministre en s'interrogeant pour savoir si la politique actuelle ne *consistait pas seulement à « donner l'impression »* qu'on agit, en particulier sur l'emploi où' dit-il, il y a eu *« volte-face »*. M. Pierre Héritier, secrétaire national, a *dénoncé* dans le projet de budget 1986 un document qui *« va tirer vers le bas l'activité économique »*. Or la CFDT a tenu à réaffirmer pour sa *« rentrée »* que sa priorité majeure était toujours l'emploi, en partant du constat, dressé par M. Mercier, que *« pendant plusieurs années encore, nous allons avoir un volant de chômeurs supérieur à 2 millions »*. *« Le luxe, aujourd'hui, ce n'est pas de réduire le temps de travail, c'est d'envisager de se payer un volant de chômeurs de 2 500 000 pendant les dix ans qui viennent »*, a affirmé M. Mercier. Répliquant à M. Barre, il a souligné que la CFDT voulait *« tout à la fois travailler moins à travers la réduction du temps de travail et travailler plus en permettant aux chômeurs d'accéder à un travail »*.

Par des campagnes d'information et une *« stratégie d'action contractuelle »*, la CFDT entend agir principalement dans les branches et les entreprises pour réduire le temps de travail et favoriser la création d'emplois, avec des dispositions spécifiques dans les petites entreprises. Si elle entend *« développer l'action »*, elle ne résume pas celle-ci à la grève. Pour M. Mercier, *« l'action syndicale réelle »* porte sur *« la mise en œuvre des accords négociés concernant l'emploi, la formation professionnelle, les droits des travailleurs, l'insertion des jeunes »*. Une démarche très éloignée de celle de la CGT, qu'elle veut relier à l'effort de syndicalisation en se déclarant prête aux *« adaptations utiles et nécessaires »* dès lors qu'elles se feront par la négociation. Contractuel d'abord.

MICHEL NOBLECOURT.

SMIC : M. CHOTARD PRÉCONISE LA NON-INTERVENTION DE L'ÉTAT

Le CNPF s'interroge sur sa politique salariale et notamment sur le rôle du SMIC. Il a pour cela entamé une consultation de ses instances qui a donné lieu à une délibération, le jeudi 12 septembre, de sa commission sociale. *Le sujet sera examiné* lundi lors d'un conseil exécutif. *Dans une interview publiée par le Figaro* de samedi, M. Yvon Chotard vice-président du CNPF, préconise trois axes quant à une modification de la détermination du SMIC : la non intervention de l'Etat, le recours à la politique contractuelle, le refus de l'indexation du SMIC. Dans cette même interview, M. Chotard suggère une intervention législative sur la flexibilité, notamment à partir du rapport que doit remettre prochainement M. Taddei sur l'aménagement du temps de travail.

AUX CHANTIERS NAVALS DE NANTES

Les syndicats empêchent l'accès de l'entreprise à la direction

De notre correspondant

Nantes. – Du jamais vu au chantier naval Dubigeon. Depuis le 11 septembre, le directeur, M. Patrick Person, et les principaux cadres de l'entreprise sont « interdits de bureaux » par les délégués syndicaux qui, chaque matin, s'opposent à leur entrée *dans l'entreprise*. Et ils ne pourront sans doute pas les regagner avant *mardi matin* 17 septembre, lorsque M[me] Edith Cresson aura donné sa réponse – à Nantes on l'espère positive – à une des conditions posées par les syndicats : l'organisation d'une réunion tripartite mettant face à face la direction, les syndicats et les représentants du ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur.

Pendant ce temps, les salariés sont à l'ouvrage sous la responsabilité des cadres qui ont reçu une délégation de pouvoir de la direction pour diriger le chantier.

Cette situation peu commune constitue le dernier épisode de la *lutte* des ouvriers du chantier pour maintenir une activité de construction navale à Nantes. *La dernière* menace, toute récente, est grave dans la mesure où le chantier est amputé de ses principaux bureaux d'études par un transfert vers Saint-Nazaire, c'est-à-dire les Chantiers de l'Atlantique, qui font partie du même groupe, Alsthom. Une mesure qui a pour conséquence de supprimer 350 emplois et qui ramène Dubigeon au statut d'atelier de sous-*traitance. L'effectif de 900* personnes prévu dans le plan Lengagne du début 1984 serait, *dans* ces conditions, réduit à 550.

Les travailleurs du chantier n'ont pas voulu laisser passer les premiers départ d'ingénieurs vers Saint-Nazaire sans réagir. Aussi, il y a quelques jours, décidaient-ils une action à l'occasion d'un comité d'entreprise. La direction annulait alors la *réunion* et *quittait* les lieux. Depuis elle n'a pu y remettre les pieds.

Dubigeon est confronté à des difficultés particulières. Il faut se rappeler qu'en 1983 on lui assignait une vocation tournée vers la construction de navires militaires et de petites unités sophistiquées comme des dragues ou des transporteurs de produits chimiques, à part un navire logistique. Malheureusement pour la marine nationale, les commandes de sous-marins, qui *ne* peuvent être prises qu'à l'exportation, ne sont pas *venues. L'Australie s'est adressée à* un pays nordique et le Pakistan n'a pas obtenu les crédits *nécessaires* à la commande qu'il envisageait. Alsthom a donc adopté une position de repli pour le site de Nantes.

YVES ROCHCONGAR

[Dubigeon souffre du retard – imputable aux services du secrétariat d'Etat à la mer – dans la commande du phare d'Ouessant. D'autre part, le chantier attend avec impatience la commande de deux dragues pour le Mexique.]

● ***Formation en alternance* : réunion le 27 septembre.** – Les partenaires *sociaux* dresseront un *premier* bilan de la formation en alternance au cours d'une réunion le 27 septembre. Selon le CNPF, 50 000 jeunes bénéficient actuellement d'un contrat de formation en alternance. Ils seront *100 000* fin octobre. Le CNPF s'est fixé l'objectif de *300 000* contrats pour le 1[er] avril 1986.

● **La CSL réclame un *« aménagement technique »* de la législation syndicale.** – *« Le syndicalisme français a depuis quarante-cinq ans une chape de plomb autour de la ceinture »*, a déclaré M. Auguste Blanc, secrétaire général de la CSL, au cours d'une conférence de presse, le vendredi 13 septembre. Faisant ainsi allusion à l'existence du *« monopole syndical »*, responsable, à ses yeux, de l'échec actuel des grandes centrales. M. Blanc a insisté sur la nécessité d'ouvrir les élections professionnelles à toutes les organisations syndicales légalement constituées dans les entreprises et pouvant faire valoir six mois d'ancienneté avant de présenter des candidats.

Économie

Morose anniversaire pour les vingt-cinq ans de l'OPEP

« L'Arabie saoudite ne veut et ne peut plus porter seule le fardeau que constitue la défense des prix officiels », a déclaré le 13 septembre Cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, lors d'un séminaire tenu à Oxford. Le royaume, dont la production est tombée à son niveau de 1965, envisage même une forte baisse des prix, de 10 dollars par baril. Venant après l'annonce officieuse d'un accord signé par Ryad avec quatre compagnies américaines et Shell, et qui fixerait les prix du brut saoudien en fonction de la valorisation des produits tirés de ce pétrole (ce qui entraînerait une baisse des prix), cette déclaration apparaît comme une pression sur l'OPEP — mais aussi sur les pays producteurs non membres de l'Organisation — avant la conférence extraordinaire du 3 octobre.

M. Subroto, président en exercice de l'OPEP et ministre indonésien, n'a pas fait autre chose en envisageant *« l'abandon du plafond global de production de l'Organisation en raison des sacrifices trop lourds ainsi demandés à ses treize pays membres »*. Toujours est-il que, malgré une période un peu plus faste à venir — les exportations de l'OPEP devraient passer de 14 millions de barils par jour en août à 16 millions en moyenne au dernier trimestre, — l'Organisation fête bien mal son quart de siècle.

Il y a vingt-cinq ans en effet (le 14 septembre 1960) qu'à Bagdad — dans le Château blanc — des représentants de l'Irak, de l'Arabie saoudite, de l'Iran, du Koweït et du Venezuela décidaient de créer l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. Il leur avait fallu quatre jours de discussions pour vaincre les réticences du chah d'Iran et pour répondre aux compagnies, qui, en août, avaient baissé les prix de 10 à 15 cents par baril, les ramenant. en

Il faudra une décennie aux pays membres, rejoints au fil des ans par le Qatar, l'Indonésie, la Libye, Abou-Dhabi, l'Algérie, puis, après 1970, par le Nigéria, l'Equateur et le Gabon, pour obtenir un succès après que l'Algérie et la Libye auront ouvert la voie aux hausses de prix. En février 1971, lors de la conférence de Téhéran, les compagnies sont en effet contraintes d'accepter une augmentation générale de 33 cents de tous les prix du Golfe, à compter du 15 février 1971, de s'engager à relever les prix les années suivantes et de subir un relèvement général du taux de l'impôt sur les revenus des sociétés à 55 %.

Victime de ses excès

Dès l'année suivante, en 1972, débute le mouvement de nationalisations par les producteurs de leurs richesses pétrolières, première grande victoire des « pauvres » du Sud face aux « riches » du Nord. Mais c'est après la guerre du Kippour, dans le dernier trimestre de 1973, que la rupture sera consommée avec les compagnies. L'OPEP produit alors 55 % du pétrole mondial et réalise les deux tiers des exportations.

Quadruplés à cette époque. les prix de l' « or noir » seront pratiquement triplés à la fin de la décennie à l'occasion de la révolution iranienne et du conflit entre l'Iran et l'Irak (deux pays membres de l'Organisation) ce qui empêchera la célébration du 20e anniversaire prévue pour la fin de 1980 à Bagdad. Mais autant l'augmentation de 1973 était justifiée — la consommation dépassait à cette époque-là les découvertes — autant celle de 1979-1980 fut artificielle, provoquée par la panique des consommateurs (notamment japonais) et par la volonté politique d'en profiter de trois pays principalement (Algérie, Libye, Iran).

L'OPEP est aujourd'hui victime de ses propres excès. Les prix élevés ont accéléré la diversification énergétique des pays consommateurs et rendu rentables des gisements à l'exploitation difficile (mer du Nord, Afrique). En outre, la volonté légitime des pays membres de l'Organisation de valoriser leurs ressources, et donc de raffiner eux-mêmes leur pétrole, a affaibli l'OPEP qui contrôle les prix du brut mais pas ceux des produits raffinés (ce qui permet à de nombreux membres de tricher).

De ce fait, alors que les pays membres ont renoncé à fêter ce 25e anniversaire, l'Organisation ne produit plus que le tiers du pétrole mondiale. Enfin les contradictions s'accroissent entre pays à faible population et fortes réserves de pétrole (dans le Golfe principalement et les autres).

Nul ne sait si l'Organisation résistera aux pressions qu'elle supporte (au prix d'une réduction de la production elle tient seule les cours sur le marché). Mais certains pays membres n'en retrouveront pas moins de beaux jours. La production d'autres pays restés hors de l'OPEP va stagner puis décroître : les réserves découvertes depuis dix ans malgré les sommes considérables qui y ont été consacrées ont été inférieures à celles trouvées au cours des dix années précédentes. Enfin l'OPEP détient encore près des deux tiers des réserves prouvées dans le monde et nul n'imagine que l'on puisse se priver complètement de pétrole.

B. D.

(1) *L'Étonnante Histoire de l'OPEP*, par Pierre Terzian — collection « Le sens de l'histoire », éditions Jeune Afrique.

Une initiative de la Banque mondiale : la couverture du risque politique

La Banque mondiale essaie de créer une Agence multilatérale garantie des investissements — MIGA d'après les initiales anglaises — au capital d'environ 1 milliard de dollars. Proposé le 18 avril dernier (*le Monde* du 20 avril), le projet a été approuvé en comité exécutif, le 12 septembre, mais doit être soumis au conseil des gouverneurs de la Banque début octobre, à Séoul. Cette agence garantirait quatre catégories de risques non commerciaux en ce qui concerne les nouveaux investissements dans les pays en développement : les modifications législatives ou administratives privant l'investisseur de son contrôle ou de ses bénéfices : la dénonciation du contrat ; la conflit armé ; les troubles civils.

Selon M. Ibrahim Shishata, vice-président de la Banque mondiale, son entrée en vigueur dépend de la ratification de cinq importants pays exportateurs et de quinze importants pays importateurs, le total de leurs souscriptions atteignant au moins le tiers du capital. Le montant des garanties ne dépassera pas au départ une fois et demie le montant de ce capital et des réserves. Les habitants du pays d'accueil pourront faire appel à l'agence, s'ils investissent des capitaux de provenance extérieure. La MIGA administrerait aussi un Fonds spécial d'assurances, le Sponsorship, afin de permettre aux gouvernements de joindre leur garantie.

ENTREPRISES

General Dynamics rachète Cessna

General Dynamics, premier fournisseur américain de matériel militaire (avions de combat, missiles, chars), a lancé le 13 septembre, une offre publique d'achat (OPA) « amicale » sur le spécialiste de l'aviation légère, Cessna Aircraft. General Dynamics réalise 7,8 milliards de dollars (70 milliards de francs) de chiffre d'affaires et Cessna 693,5 millions de dollars (6,2 milliards de francs). Aux termes de l'accord intervenu entre les deux sociétés, General Dynamics propose de racheter au prix de 30 dollars l'action, un minumum de 11,1 millions de titres de Cessna. Ce rachat donnerait à General Dynamics une majorité de 50,1 %. Cessna traverse, comme les autres constructeurs d'avions légers, une grave crise due à la mévente de ses appareils. La production annuelle est tombée de 9 000 avions à 1 000 et les effectifs salariés ont été ramenés de 15 200 en 1979 à 5 500 aujourd'hui.

Grands Moulins de Paris : importante augmentation de capital

Pour la première fois depuis quarante ans, les Grands Moulins de Paris, premier meunier de France et sixième mondial (3,9 milliards de francs de chiffre d'affaires), vont procéder à une augmentation de capital : 160 millions de francs, répartis entre 60 millions d'actions nouvelles (350 F la part) et une émission d'obligations de 100 millions de francs donnant droit à l'achat de deux actions nouvelles à 450 F par actions jusqu'à fin 1989. Les GMP, dont les résultats consolidés ont fortement progressé en 1984, passant de 34,9 millions à 50,2 millions de francs, cherchent à développer des activités nouvelles. Ils réalisent près de 72 % de leur chiffre dans la meunerie, 28 % dans la filière viande et 0,1 % dans la restauration (notamment en association avec Nestlé). Parmi les acquisitions possibles, il y a la société d'aliments pour le bétail, Sanders, filiale d'EMC, au sujet de laquelle des conversations se poursuivent.

Matra adopte l'intelligence artificielle de Racal-Norsk

Le groupe Matra a signé un accord avec Racal-Norsk qui lui permettra de distribuer en France et en Italie les ordinateurs KPS (Knowledge Processing System) de la société anglo-norvégienne. Racal-Norsk a été créée en mai dernier par le britannique Racal spécialiste de l'électronique militaire et le constructeur norvégien de mini-ordinateurs Norsk-Data, dont Matra distribue déjà les machines en France. KPS est un ordinateur spécialisé pour les programmes d'intelligence artificielle. L'association des trois constructeurs européens devrait participer aux programmes Esprit et Eurêka.

LA CEE VEUT CONTINGENTER SES IMPORTATIONS DE TEXTILES TURCS

Les négociations entre la CEE et la Turquie sur les exportations textiles de celle-ci vers la Communauté européenne ont échoué. La Turquie demandait, par exemple, à pouvoir vendre 54 millions de T-shirts en 1985, alors que les Dix ne voulaient pas lui en accorder plus de 30 millions, les ventes de 1984 ayant porté sur 26 millions de pièces. De même, la CEE proposait 9 millions de pantalons quand les Turcs désiraient un quota de 20 millions.

La Turquie, qui a développé son industrie textile en fonction du marché européen, estime que le contingentement de ses exportations est contraire à l'accord d'association de 1963. Celui-ci prévoyait, à terme, une libéralisation totale des échanges.

Les Dix vont se consulter afin de limiter unilatéralement leurs importations de textiles turcs.

● **Libération des taux d'intérêt sur les gros dépôts au Japon.** — La Banque du Japon a notifié officiellement le jeudi 12 septembre la libération des taux d'intérêt sur les dépôts à terme égaux ou supérieurs à 1 milliard de yens (37 millions de francs) à partir du 1er octobre prochain. Cette libération avait été annoncée dans le « programme d'action » pour l'ouverture des marchés rendu public le 30 juillet dernier. En outre, le ministère des finances japonais a indiqué son intention d'avancer de six mois la libération des taux pour les dépôts égaux ou supérieurs à 100 millions de yens, initialement prévue pour le printemps 1987. Les banques estiment cependant que les vrais problèmes ne se poseront qu'avec la libération des taux sur les dépôts égaux ou supérieurs à 10 millions de yens (370 000 francs), qui, en principe, ne sera pas mise à l'étude avant 1987.

Faits et chiffres

Étranger

● **Corée du Sud : niveau record des investissements étrangers.** — En dépit des signes de ralentissement de la croissance, le ministère des finances sud-coréen estime que les investissements étrangers devraient atteindre 500 millions de dollars en 1985, dépassant à la fois l'objectif — de 450 millions — et le précédent record — de 419 millions de dollars en 1984. Un responsable du ministère a précisé que déjà 200 millions de dollars d'investissements ont été approuvés au cours des huit premiers mois de l'année (contre 322 millions au cours de la période correspondante de l'an dernier) et que 300 millions sont actuellement en suspens.

On attribue l'augmentation des demandes aux efforts du gouvernement pour attirer les investisseurs étrangers en simplifiant la réglementation et en réduisant les délais. Initialement, a rappelé le ministère, la Corée dépendait uniquement des emprunts à l'étranger pour son développement. Elle tente aujourd'hui de réduire un endettement extérieur estimé à 45,3 milliards de dollars à fin juillet. — *(Agefi.)*

● **Pêche : accord entre le Maroc et le Japon.** — Le Maroc, dont les eaux sont très poissonneuse, vient de signer avec le Japon — l'un des premiers producteurs du monde — un accord autorisant trente bateaux nippons à pêcher le thon au large des côtes atlantiques du royaume. Le Japon s'engage en échange à coopérer avec l'industrie marocaine de la pêche, notamment pour la formation professionnelle et les transferts de technologie. — *(Reuter.)*

● **Prix : + 0,3 % en août en Grande-Bretagne.** — Les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 % en août, ce qui correspond à une hausse annuelle de 6,2 %, contre 6,9 % en juillet et 7 % en juin comme en mai. En juillet dernier, le coût de la vie avait baissé de 0,2 %. L'objectif gouvernemental est de parvenir à un rythme de 5 % à la fin de 1985.

Social

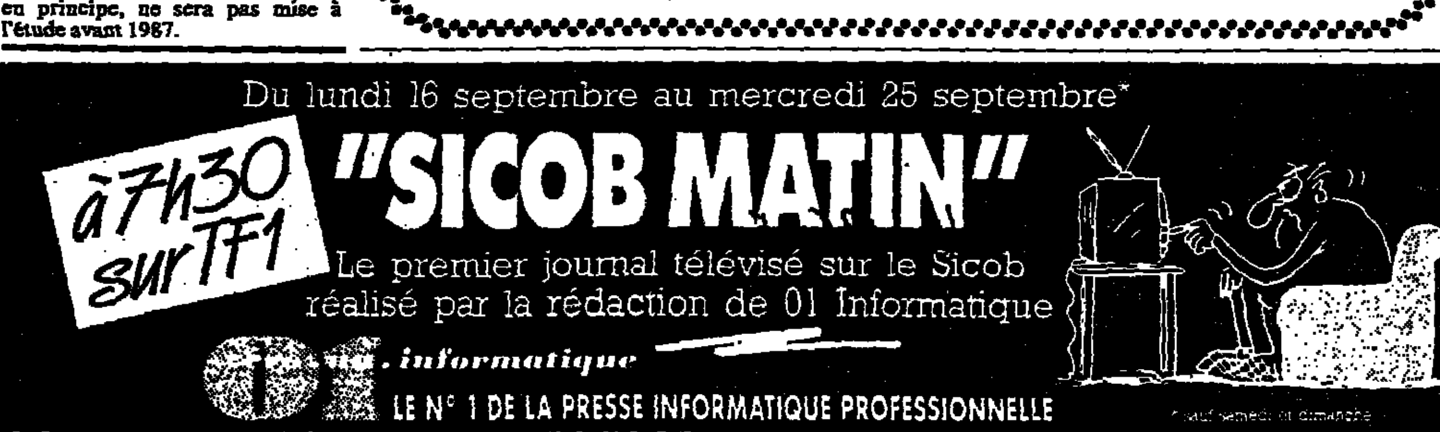
● **Accidents de travail plus nombreux chez les jeunes.** — La fréquence des accidents du travail est supérieure à la moyenne chez les moins de trente ans. Selon les *Statistiques technologiques d'accidents du travail* publiées par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés. En revanche, la gravité des accidents augmente sensiblement et régulièrement avec l'âge des salariés, la capacité de récupération de l'organisme diminuant. La durée moyenne de l'incapacité temporaire et le taux moyen de l'incapacité permanente augmente avec l'âge.

● **La CGT fait le bilan des TUC.** — La CGT organise une quinzaine d'action jusqu'au 20 septembre *« contre la précarité, contre les TUC, pour un véritable emploi »* et, fin octobre, *« une grande journée de témoignages sur les TUC dont la création a été décidée par le gouvernement il y a un an »* (les TUC ont fait l'objet d'un décret et d'une circulaire publiés au *Journal officiel* du 17 octobre 1984). La CGT affirme que la quasi-totalité des jeunes tucistes se retrouvent au chômage à la fin de leur contrat.

● **Journée d'action CGT aux PTT le 27 septembre.** — La fédération CGT des PTT a appelé, le jeudi 12 septembre, tous les personnels du service général des postes et télécommunications à une journée nationale d'action avec arrêts de travail le 27 septembre. Par ce mouvement, la CGT entend *« exiger un budget de 1986 qui satisfasse les revendications »*. Elle demande aussi *« 1 000 F et deux jours de congés supplémentaires pour tous dans le cadre de la nouvelle numérotation téléphonique qui doit voir le jour le 25 octobre »*.

Transports

● **Accord entre Le Havre et les ports américains de Caroline du Nord.** — Un accord de coopération a été signé, le 11 septembre, entre le port autonome du Havre et la direction des ports de la Caroline du Nord (Etats-Unis) afin de développer les activités commerciales de ces ports et de leurs zones franches respectives, qui bénéficient d'un régime douanier particulier. Cet accord s'inscrit dans le cadre d'une politique de promotion des « magasins francs » du Havre, pour offrir aux opérateurs internationaux, situés des deux côtés de l'Atlantique, des services commerciaux comparables de bout en bout.



Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 9 au 13 septembre 1985

Cactus

« *DANS mon portefeuille, il y a des cactus...* » Les mains dans les poches et son éternel cigare vissé aux lèvres, Jacques Dutronc déambulait cette semaine autour de la corbeille, à la recherche de quelques repérages pour les besoins d'un film, et la tentation était trop grande de lui faire fredonner l'un de ses meilleurs *tubes*, avec arrangement musical approprié au palais Brongniart. « *Cactus, nom donné à diverses plantes de la famille des cactacées, à savoir des dicotylédones dialypétales, originaires du Mexique, adaptées à la sécheresse par leurs tiges charnues...* », précise doctement le Larousse.

Sécheresse..., c'est bien le mot qui convient actuellement au marché parisien, asséché d'initiatives et de liquidités, si l'on en juge par le peu d'enthousiasme à décoller vraiment que manifestent les valeurs françaises et, ce qui est encore plus significatif, par la nette contraction du volume des échanges, seul facteur susceptible d'animer la cote. Au mois d'août – les dernières statistiques officielles viennent de tomber, – les transactions ont représenté 50,23 milliards de francs, contre 77,23 milliards le mois précédent, soit une chute de 30 %. Rien que de très *normal*, il *est vrai*, pour cette période estivale, mais on se souviendra tout de même que le « cru » août 1984 avait été assez actif. *Depuis le début du mois de* septembre, aucun gonflement significatif des échanges n'a cependant été constaté, et cette semaine, exception faite de la séance de mercredi, le volume d'affaires s'est généralement maintenu entre 300 et 350 millions de francs sur les valeurs françaises négociées au RM, c'est-à-dire sur le marché à règlement mensuel, lesquelles ont reculé de 1,2 %.

« *Ce calme général, caractérisé par une baisse du volume traité, est sensible sur la plupart des grandes places boursières, exception faite de Francfort, qui continue à connaître un fort courant d'affaires en provenance de l'étranger* », commente un habitué de la rue Vivienne. « *On a le sentiment que nous nous trouvons à un tournant des marchés et que les investisseurs, après une période de « boum » historique, ne savent plus très bien quel cheval de bataille enfourcher : à nouveau les actions, ou les obligations, l'or, l'immobilier, qui n'en finit pas de frémir...* » C'est ce qui explique notamment le peu d'*empressement du marché parisien, sur lequel* pèsent deux incertitudes : l'abondance du « papier », c'est-à-dire des titres de toute sorte que chacun s'efforce de placer auprès de la clientèle institutionnelle et privée, qui n'en peut mais, et une échéance électorale qui, sans traumatiser autrement la Bourse (elle a toujours eu le cœur à droite même si elle convient bien volontiers que les socialistes ont fait davantage en quatre ans pour défendre ses intérêts que le précédent régime pendant deux décennies...), l'incite à *prendre quelque réserve*.

Sur le premier point, on conviendra que le lancement lundi 16 septembre du troisième emprunt d'État de l'année, à hauteur de 15 milliards de francs, va contribuer a assécher un peu le marché même si ses conditions en font un produit très « ciblé ». D'ici à la fin de l'année, les pouvoirs publics, qui auront recueilli avec cette émission *67 milliards de francs, devraient à nouveau passer la sébile* dans les rangs des épargnants. Or cette ponction interviendra au moment où ces mêmes apporteurs d'argent frais seront tirés par la manche pour souscrire aux augmentations de capital. La plus représentative, cette semaine, aura été celle des Grands Moulins de Paris. Les investisseurs sont toutefois décidés à jouer des coudes pour glaner quelques titres jetés en pâture aux *groupies* du second marché.

Feu vert pour Olida-Caby

On notera à ce *sujet que l'engouement des épargnants* à l'égard de cet « *aspirateur pour PME* » est tel que certaines instances boursières commencent à s'émouvoir. Non pas du succès mérité de la formule mais des déviations qui ont pu en résulter. Certains petits malins, en effet, ont su, semble-t-il, distiller quelque indiscrétion calculée au sujet d'une hypothétique introduction en Bourse, et *valoriser* le *press book* ainsi constitué après coup auprès d'un partenaire sensible au « plus » que constitue la présence en Bourse, au plus fort d'un contrat ou d'une négociation ardue. Sans avoir le moins du monde *l'intention d'y mettre les pieds.*

Pour ce qui est des sociétés cotées qui ont, elles, pignon sur rue, cette semaine aura surtout été marquée une fois de plus par des opérations au coup par coup. « *On revient à la qualité sur des valeurs comme BSN, Air Liquide ou encore Moët-Hennessy* », confirme un spécialiste, citant par ailleurs les bons résultats semestriels *qui ont permis à Cit-Alcatel ou l'Oréal, par exemple*, de faire quelques galops d'essai. Matra a également tiré profit des succès remportés par son produit VAL (véhicule automatique léger) aux États-Unis (*le Monde* du 14 septembre), et le secteur du bâtiment, emmené par SGE-SB (plus 14 % pour l'ensemble de la semaine), a tenu à se faire remarquer. Pour le reste, ce sont surtout les mines d'or sud-africaines (President Steyn, Randfontein, Free State) qui ont discrètement refait surface. Sur le marché au comptant, les Piles Wonder ont cédé 14 % environ en cinq séances dans un marché tenu à bras le corps, et certains observateurs n'hésitent pas à prévoir d'ores et déjà un redémarrage du titre, compte tenu de la nouvelle « offensive médias » lancée par Bernard Tapie, le manager tous azimuts.

Par ailleurs, la nouvelle que l'on attendait sur *Olida-Caby est « tombée » vendredi soir. Le groupe* Minran, qui avait présenté sa candidature pour prendre en main le numéro un français de la charcuterie-salaisons, a obtenu le feu vert des pouvoirs publics pour procéder à l'achat de la participation des actionnaires familiaux détenue dans la société Olida-Caby, soit environ 30 % du capital de cette dernière. A l'issue du conseil d'administration qui s'est tenu le 14 septembre, Bernard Treizenem, un ancien de chez BSN, Jacques Borel et *Bongrain, a été nommé* à la présidence d'Olida-Caby. Pour ne pas oublier « les petits porteurs », précisons qu'ils se verront offrir la possibilité de céder leurs actions au prix de 160 francs « *dans le cadre d'une procédure de maintien de cours* ». Le dernier cours coté s'élevait toutefois à 174,50 francs le 13 septembre sur le marché officiel...

SERGE MARTI.

Banques, assurances sociétés d'investissement

	13-9-85	Diff.
Bail Équipement	349	– 0,90
Bancaire (Cie)	*637*	– 12
Cetelem	640	– 5
Chargeurs SA	693	+ 3
CFF	825	– 1
CFI	285	– 5
Eurafrance	1 598	– 7
Hénin (La)	475	– 6
Imm. Pl.-Monceau	443	+ 1
Locafrance	432	+ 4
Locindus	820	– 10
Midi	3 070	– 3
Midland Bank	294	– 11
O F P (Omn. Fin. Paris)	*1 095*	+ 45
Parisienne de réesc.	1 073	– 44
Prétabail	*1 190*	+ 20
Schneider	225	– 3,10
UCB	*316*	– 1

Filatures, textiles, magasins

	13-9-85	Diff.
André Roudière	285	+ 3
BHV	301	– 2
CFAO	1 035	– 5
Dumart-Serviposte	1 835	– 123
Darty	1 420	– 5
DMC	233	– 1,90
Galeries Lafayette	708	– 31
La Redoute	1 501	– 20
Nouvelles Galeries	*166*	– 7,5
Printemps	287	– 9
SCOA	*109,50*	– 3

Mines d'or, diamants

	13-9-85	Diff.
Amgold	615	– 10
Anglo-American	105,90	+ 5,10
Buf. Gold M.	247,50	+ 1,40
De Beers	40	+ 1,05
Drief. Cons.	*169,10*	inch.
Free State	190,20	+ 17,2
Gencor	92	– 1,20
Gold Field	50,90	+ 1,80
Harmony	95,70	+ 2,70
President Brand	173	+ 9
Randfontein	706	+ 44
Saint-Helena	114,60	+ 0,80
Western Deep (1)	292,50	– 1,90
Western Holding	225,30	+ 5,30

(1) *Compte tenu d'un coupon de 7,60 F.*

Bâtiment, travaux publics

	13-9-85	Diff.
Auxil. d'entreprises	1 035	– 20
Bouygues (1)	740	– 10
Ciments Français	320	– 3,50
Dumez (2)	794	– 35
GTM	287	– 2
J. Lefebvre	324	+ 1
Lafarge	519	– 5
Maisons Phénix	156	+ 8
Poliet et Chausson	595	– 1
SCREG	116	– 1
SGE-SB	58	+ 7,15

Métallurgie construction mécanique

	13-9-85	Diff.
Alspi	134	– 5
Avions Dassault-B.	1 101	– 39
Chiers-Châtillon	58,40	– 0,80
De Dietrich	560	– 25
FACOM	1 182	+ 33
Fives-Lille	351	– 11
Fonderie (Générale)	61,90	– 1,20
Marine Wendel	293	+ 5,10
Penhoët	891	– 20
Peugeot SA	396	– 11
Poclain	70,70	– 2,5
Pompey	188	+ 6
Sagem	*1 833*	+ *1*
Valéo	249,40	+ 1,40
Vallourec	121	inch.

Alimentation

	13-9-85	Diff.
Béghin-Say	253,90	– 15,1
Bongrain	1 595	– 55
BSN G.-Danone	2 225	– 15
Carrefour	2 325	+ 70
Casino	895	+ 25
Cédis	700	+ 5
Euromarché	1 075	– 30
Guyenne et Gasc.	383	– 1,90
Lesieur	605	– 24
Martell	1 620	– 25
Moët-Hennessy	1 941	– 23
Occident	721	– 25
Olida-Caby	174,50	– 0,5
Pernod-Ricard	*704*	– *19*
Promodès	1 150	– 19
Source Perrier	*474*	– *10*
St-Louis-Bouchon	305	inch.
C.S. Saupiquet	535	– 1
Veuve Clicquot	2 735	– 85
Nestlé	28 050	+ 50

Matériel électrique services publics

	13-9-85	Diff.
Alsthom-Atlantique	308,10	+ 5,10
CIT-Alcatel	1 210	+ 45
Crouzet	231	– 6,5
Générale des Eaux	*634*	– *16*
IBM (1)	1 152	– 7,90
Intertechnique	2 130	– 15
ITT	294	– 7,30
Legrand	2 085	– 72
Lyonnaise des Eaux	825	+ 3
Matra	1 718	+ 58
Merlin-Gérin	2 070	– 105
Moteurs Leroy-Somer	661	+ 3
Moulinex	77,20	+ 0,40
Philips	135	– 4,70
PM Labinal	455	– 0,29
Radiotechnique	301	– 8
SEB	390	– 13
Signaux	562	– 13
Téléméc. Électrique	2 525	– 115
Thomson-CSF	530	– 28
Schlumberger	*314*	– *11,10*
Siemens	1 785	+ 32

(1) Compte tenu d'un coupon de 8,10 F.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	13-9-85	Diff.
4 1/2 % 1973	1 601	+ 1
7 % 1973	*8 390*	– 32
10,30 % 1975	97,60	– 0,20
PME 10,6 % 1976	98	+ 0,10
8,80 % 1977	122	+ 0,15
10 % 1978	98,30	+ 0,25
9,80 % 1978	96,90	+ 0,15
8,80 % 1978	98,45	inch.
9 % 1979	94,35	– 0,35
10,80 % 1979	100,05	+ 0,25
12 % 1980	100,55	– 0,01
13,80 % 1980	105,61	– 0,09
16,75 % 1981 (1)	110,77	+ 0,24
16,20 % 1982	117,41	+ 0,26
16 % 1982	118,23	+ 0,33
15,75 % 1982	115,09	+ 0,29
CNE 3 %	*4 158*	+ 43
CNB bq. 5 000 F.	102,15	inch.
CNB Paribas 5 000 F	*103,05*	– 0,10
CNB Suez 5 000 F	102,90	– 0,05
CNI 5 000 F	102,15	– 0,05

(1) Compte tenu d'un coupon de 335 F.

Produits chimiques

	13-9-85	Diff.
BASF	684	– 1
Bayer	690	– 9
Hoechst	684	+ 4
Imp. Chemical	82,50	+ 0,5
Institut Mérieux	1 895	+ 35
Laboratoire Bellon	1 303	+ 23
Norsk Hydro	124,30	+ 9,50
Roussel-Uclaf	1 498	– 12

Valeurs diverses

	13-9-85	Diff.
Accor	270	– 1
Agence Havas	780	– 15
Appl. Gaz	203	– 11
Arjomari	936	– 14
Bic	518	– 2
Bis	603	+ 8
CGIP	738	– 3
Club Méditerranée	511	+ 4
Essilor	2 280	– 99
Europe 1	744	– 19
Hachette	1 430	inch.
L'Air Liquide	580	– 14
L'Oréal	2 355	+ 3
Navigation Mixte	425,80	– 0,20
Nord-Est	*101,60*	+ 4,40
Presses de la Cité	1 825	– 55
Sanofi (1)	634	– 19
Skis Rossignol	1 400	– 64

(1) Compte tenu d'un droit de 18 F.

Pétroles

	13-9-85	Diff.
Elf-Aquitaine	199,90	– 1,10
Esso	486,90	+ 6,80
Exxon (1)	461	– 5,70
Francarep	331	+ 7
Petrofina	911	– 9
Pétroles B.P.	98,50	– 1,5
Primagaz	325	– 9,5
Raffinage	77,90	+ 1,40
Royal Dutch	537	– 4
Sogerap	455	– 10
Total	229,10	– 1,10

(1) Compte tenu d'un coupon de 6,30 F.

Mines, caoutchouc, outre-mer

	13-9-85	Diff.
Charter	22,20	– 0,25
Géophysique	643	+ 18
Imétal	85,20	– 0,70
INCO	*119,70*	– 1,30
Michelin	1 175	– 9
Min. Penarroya	75,50	– 1,5
RTZ	69,50	– 1
Zambia	1,63	– 0,02

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	9 sept.	10 sept.	11 sept.	12 sept.	13 sept.
Terme	418 087	701 096	305 078	358 973	387 064
Comptant					
R. et obl.	2 767 573	3 095 805	1 645 845	2 238 881	2 638 354
Actions	57 830	107 889	72 913	133 616	92 082
Total	3 243 490	3 904 793	2 023 836	2 731 470	3 117 500
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1982)					
Françaises	119,3	118,7	117,8	117,5	–
Étrangères	95,6	96,0	95,9	96,0	–
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1982)					
Tendance	126,4	125,8	124,3	123,8	124,2
(base 100, 31 décembre 1982)					
Indice gén.		125,6	220,5	219,8	219,9

Dans la boule de cristal...

L'astrologie au service des opérations financières plutôt que des peines de cœur est une affaire sérieuse et florissante pour l'Allemand de l'Ouest Gerhrard Lenz, qui s'intitule « *unique astrologue d'Europe expert en placements de capitaux* ».

Pour cela, il a opéré une sorte de révolution de la divination, en prenant comme sujet d'analyse astrologique non seulement les individus mais d'abord les firmes, la monnaie, les titres boursiers et *autres objets de richesse. Pour* ces derniers aussi, les astres déterminent le destin dès leur naissance, selon cet oracle.

Pour M. Lenz, la force du *deutschemark était prévisible* : né le 18 juin 1948, à 20 heures, à *Francfort-sur-le-Main*, tout le promettait à devenir une des plus fortes devises et notamment la conjonction du Soleil et d'Uranus dans la maison des Gémeaux. Pour les gros *entrepreneurs*, les « cosmogrammes » permettant de tout prévoir coûtent au minimum 1 000 DM (3 000 F). Aux petits épargnants, l'astrologue offre une *Lettre astro-boursière* mensuelle à un prix d'abonnement de 360 DM annuels. L'*évolution de la pupart des places* boursières de la terre, des *actions et des taux d'intérêt*, y est prévue conformément aux mouvements des astres. *M. Lenz* déplore évidemment de ne pas disposer des dates de naissance de l'or, de l'argent et du pétrole, données essentielles pour des horoscopes visant à l'enrichissement.

Les astres ont souvent trompé l'augure, *qui avait prévu pour* cette année une forte hausse des prix de l'or et des taux d'intérêt, qui se font toujours attendre, ainsi qu'un dollar entre 2,60 et 2,85 DM, alors qu'il s'est presque toujours situé au-dessus de *ces seuils. Mais il revendique* de nombreux et beaux succès, notamment un bon pronostic sur l'augmentation des actions américaines, et prétend que ses *résultats n'ont pas à pâlir de la* comparaison avec les pronostics des experts institutionnels. L'hebdomadaire *Der Spiegel* lui donne d'ailleurs raison sur ce *dernier point... – (AFP.)*

Bloc-notes

● **17 septembre.** – En *lever de rideau sur le second* marché, c'est la société Change de la Bourse, située à Marseille, qui fera son entrée sur cette même place boursière. Cette entreprise, présidée par M. Daniel Luciani, est spécialisée dans la Loterie nationale et le Loto (sous forme de « *dixièmes* », le change manuel et une activité titres. L'opération, *conduite* par le *Crédit commercial de France et la charge Ducatel-Duval*, s'effectuera sous la forme de 40 000 actions, soit 10 % du capital, mises à la disposition du public à 260 F par titre.

● **19 septembre.** – *Introduction de la société Clayeux SA*, à l'initiative de la Société lyonnaise de banque et de la charge locale Delore, sur le second marché de Lyon au prix de 325 F par action. Cette société, dont le *siège se trouve à Montceau-les-Mines* (Saône-et-Loire), a *réalisé un chiffre d'affaires* de 130 millions de francs en 1984, dont 16 % à l'exportation. Elle couvre la moitié du marché français de la layette moyen-haut de gamme et s'appuie sur un réseau de commercialisation de deux mille détaillants.

● **20 septembre.** – Première entreprise française à avoir appliqué le système de vente par catalogue à la distribution de petits matériels d'équipement industriel destinés aux entreprises et aux collectivités locales, la société Manutan va être intro*duite au second marché de Paris*, au prix d'offre de 250 F par action. *Une opération menée par* les banques Lazard Frères, BNP et Veuve Morin Pons et la charge X. Dupont et F. Denant. Au 30 septembre de l'exercice en cours, Manutan devrait avoir réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 390 millions de francs.

9 octobre. – Présentation au second marché de Lyon de la société Devernois, fabricant de prêt-à-porter en jersey, sous la forme d'une introduction portant *sur 10 % du capital et dont les* modalités exactes seront prochainement arrêtées. Cette société de Coteaux, près de Roanne (Loire), prévoit un chiffre d'affaires de 122 millions de francs en 1985, dont 30 % *réalisés à l'exportation.*

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 6 sept.	Cours 13 sept.
Or fin (kilo en barre)	81 000	82 050
– (kilo en lingot)	81 300	81 850
Pièce française (20 fr.)	550	547
Pièce française (10 fr.)	410	405
Pièce suisse (20 fr.)	563	566
Pièce latine (20 fr.)	531	536
● Pièce tunisienne (20 fr.)	530	576
Souverain	671	675
Souverain Elizabeth II	605	605
● *Demi-souverain*	376	376
Pièce de 20 dollars	3 725	3 705
– 10 dollars	1 980	2 000
● – 5 dollars	1 300	1 300
– 50 pesos	3 400	3 435
● – 20 marks	660	660
– 10 florins	555	556
● – 5 roubles	390	405

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
BSN	44 726	100 931 690
Michelin B	71 839	85 685 917
Cie Midi	24 824	75 999 798
Cetelem	77 348	49 746 141
Pernod Ricard	56 839	40 721 180
Navigation mixte	93 240	40 241 707
Moët-Hennessy	18 648	36 595 427
Peugeot	88 158	38 825 668
Thomson CSF	99 891	32 916 216
Agence Havas	38 305	30 210 279

(*) *Du 5 au 12 septembre.*

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

En baisse

Les investisseurs ont cédé au découragement la semaine passée à Wall Street, cependant que l'activité enregistrait un fort accroissement. L'indice des valeurs industrielles a terminé avec un recul de 28,01 points par rapport à la clôture de vendredi dernier, à 1 307,07. Les pertes ont en partie émané d'opérations ponctuelles reliées à certains indices boursiers et de matières premières (vente des premiers par les firmes de courtage contre achats des seconds dans le but de profiter de leur différentiel). Mais une fois ces transactions absorbées, le marché est resté faible, ce qui a été attribué par les observateurs aux inquiétudes des milieux boursiers sur la croissance économique et une éventuelle remontée des taux d'intérêt. Selon les analystes, les statistiques d'août publiées vendredi n'ont pas apporté les éclaircissements que les investisseurs espéraient au sujet de la conjoncture économique.

	Cours 6 sept.	Cours 13 sept.
Alcoa	34 7/8	33 3/4
ATT	21 1/4	21
Boeing	48 5/8	46 1/2
Chase Man. Bank	54 3/4	51 7/8
Du Pont de Nemours	56 7/8	56 1/8
Eastman Kodak	44 5/8	43 1/4
Exxon	52 1/2	51 1/4
Ford	44 5/8	44 1/4
General Electric	61 1/8	60
General Foods	80 3/8	83 3/8
General Motors	69	68 1/4
Goodyear	28 1/2	27 1/4
IBM	129 1/4	127 1/2
ITT	33 7/8	32 3/4
Mobil Oil	29 3/8	29
Pfizer	48 5/8	45 5/8
Schlumberger	36 5/8	34
Texaco	36 3/4	35 3/8
UAL Inc.	53 1/4	52 1/8
Union Carbide	55 1/4	53
US Steel	30	29 7/8
Westinghouse	38 1/2	38 3/8
Xerox Corp	53 1/8	50 1/2

LONDRES

Effritement

L'attention est demeurée concentrée cette semaine au Stock Exchange sur les compagnies faisant l'objet d'OPA ou de rumeurs d'OPA ainsi que sur celles publiant leurs résultats semestriels.

L'échec de l'OPA de Hanson Trust sur le conglomérat américain SCM Corporation a favorisé le groupe de papier Bowater, malgré ses résultats décevants, et d'autres sociétés vers lesquelles Hanson pourrait maintenant se tourner, parmi lesquelles Reed International, *Thorn-EMI, Courtaulds, Coats Paton* et Imperial Group.

Indices « F.T. » : industrielles : 1 011,9 contre 1 020,8 ; mines d'or : 317,3 contre 314,2 ; fonds d'État : 82,94 contre 83,25.

	Cours 6 sept.	Cours 13 sept.
Beecham	340	331
Bowater	358	341
Brit. Petroleum	573	543
Charter	185	185
Courtaulds	152	147
De Beers (*)	428	440
Dunlop	–	–
Free State Ged. (*)	19 7/8	21 3/8
Glaxo	13 5/8	13 17/64
Gt. Univ. Stores	870	858
Imp. Chemical	689	664
Shell	723	706
Unilever	10 19/32	10 45/64
Vickers	283	280
War Loan	36 1/8	36

(*) En dollars.

FRANCFORT

En hausse

Le marché des actions de Francfort a été très actif cette semaine, alimenté par d'importants achats de la clientèle étrangère. La Bourse a ainsi atteint un niveau historique, jeudi, à Francfort, où l'indice de la Commerzbank s'est élevé à 1 522,3 points, lequel s'est finalement établi à 1 507,6 vendredi, contre 1 499,70 le vendredi précédent.

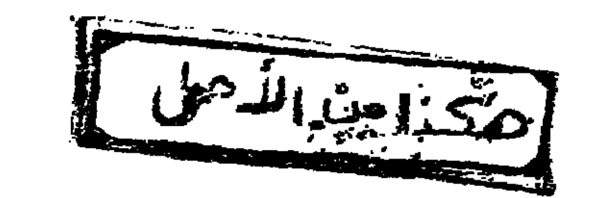
	Cours 6 sept.	Cours 13 sept.
AEG	140,50	141,50
BASF	225,30	223,80
Bayer	222,30	222
Commerzbank	207	214
Deutschebank	577	586,50
Hoechst	220,40	219
Karstadt	263,50	262,50
Mannesman	217	219,50
Siemens	560	573,50
Volkswagen	333,80	342

TOKYO

Des gains

Les valeurs *ont enregistré* un gain appréciable cette semaine à la Bourse de Tokyo. La hausse a surtout bénéficié aux valeurs vedettes, aux électriques et *instruments de précision*, qui ont marqué une forte avance jeudi et vendredi. L'indice Dow Jones a clôturé la semaine à 12 585,70 yen vendredi, avec un gain de *131,85*. L'indice général *de Bourse*, pour sa part, clôture la semaine à 1 009,39 points, en hausse de 7,66.

	Cours 6 sept.	Cours 13 sept.
Akaï	348	390
Bridgestone	532	548
Canon	914	1 010
Fuji Bank	1 600	1 590
Honda Motors	n.c.	1 350
Matsushita Electric	1 200	1 250
Mitsubishi Heavy	385	419
Sony Corp.	3 490	3 720
Toyota Motors	1 120	1 150



Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

Nouvelles venues, les actions internationales

L'année 1985 aura *décidément* été riche en développements nouveaux. On a pu, par exemple, assister à l'envol définitif du marché de l'europapier commercial, qui a commencé à se substituer partiellement aux émissions d'euronotes à court terme cautionnées par des lignes de crédit sous-jacentes. Il y a toutefois une autre expansion tout aussi importante qui a eu lieu cette année mais qui, à ce jour, est passée plus inaperçue parce que les eurobanques actives dans ce domaine voulaient *s'en* garder la primeur : c'est celle du marché des actions internationales. Dans la foulée du grand mouvement de libéralisation qui a vu tous les marchés obligataires du monde se rapprocher pour donner naissance à un immense espace d'emprunts internationaux en toutes devises, un nombre croissant d'émissions d'actions simultanément destinées aux investisseurs de tous les pays ont vu le jour. Cette semaine, deux sociétés de calibre international y ont eu recours.

Le Pacific Telesis Group, société née du démantèlement de l'américaine ATT, est venue offrir 1 million d'actions ordinaires sur la scène internationale, en même temps que 6 millions de titres sur le marché intérieur américain. Toutes ces actions d'une valeur nominale unitaire de 10 cents seront dotées des mêmes droits que celles actuellement en circulation. Le placement international, qui, à lui seul, devrait permettre à Pacific Telesis de lever quelque 73,5 millions de dollars lorsque le prix en sera fixé aux alentours du 23 septembre, aura l'avantage d'être coté tout à la fois sur les Bourses de New-York, du Pacifique, du Middle-West, de Londres et de l'Helvétie.

Nestlé, qui, en juin dernier, avait placé avec succès 300 000 certificats de participation au porteur à un prix de 1 245 francs suisses le titre, est revenu à la charge mardi en proposant 200 000 certificats supplémentaires. Ceux-ci, qui jouiront des mêmes droits que les certificats en circulation, seront cotés sur toutes les principales Bourses helvétiques. Le Crédit suisse-First Boston est encore la banque chef de file de cette opération internationale au terme de laquelle le syndicat bancaire se partagera 3,25 % de commissions grassouillettes.

Au cours des quatre dernières années, une succession de placements de ce type a permis l'accès aux euro-investisseurs de Bourses comme celle de la Corée du Sud, de Malaisie et autres places, auparavant peu connues du public.

Les émissions d'actions internationales sont appelées à se développer énormément au cours des années à venir. Tout comme l'euro-obligation, l'action internationale est condamnée à se transformer pour s'adapter aux goûts et aux couleurs d'une clientèle venue de tous les horizons. Nous verrons, certainement dans un proche avenir, des actions multi devises dotées de coupons différents selon la monnaie de libération choisie par l'acquéreur. Un point est certain : de plus en plus de sociétés seront tentées d'alléger le fardeau de leur endettement à moyen et long terme en augmentant leur capital social au travers d'une diversification de leur actionnariat couvrant l'ensemble du globe. Si, demain, un pays comme la France veut dénationaliser une partie de son secteur public, l'émission d'actions internationales sera, peut-être, le seul moyen de réunir l'énorme montant de capitaux nécessaires pour parvenir à cette fin.

Le rayon de soleil du CCF

Dans un climat obscurci par les yo-yo incessants du dollar reflétant l'incertitude sur l'évolution de l'activité économique américaine, le marché international des capitaux a bénéficié d'une belle éclaircie avec le lancement jeudi par le Crédit commercial de France (CCF) d'une euro-émission avec option de change. La banque des Champs-Elysées est venue simultanément offrir 100 millions de dollars d'euro-obligations à taux variable et 100 000 warrants permettant l'acquisition ultérieure de notes libellées en ECU à taux d'intérêt fixe.

Les euro-obligations à taux flottant d'une durée de sept ans se présentent sous forme de coupures unitaires de 10 000 dollars. Elles porteront un intérêt semestriel qui sera l'addition de cinq points de base au taux du Libor à six mois. En outre, les banques dirigeant l'opération recevront une commission totalisant dix points de base dont deux reviendront à titre de préciput à l'établissement chef de file qui n'est autre que le CCF lui-même.

Les warrants sont, pour leur part, offerts à un prix unitaire de 36 dollars. Ils permettront, jusqu'au 25 septembre 1986, d'acquérir des notes en ECU d'une durée également de sept ans, dont le taux d'intérêt annuel sera de 8,75 %. Dans la pratique, le porteur de dix warrants aura deux possibilités : il pourra soit échanger au pair une euro-obligation à taux variable contre l'équivalent de 10 000 dollars de notes en ECU sur la base d'un taux de change fixe, soit acheter contre paiement en espèces un montant de papier en ECU à taux fixe représentant l'équivalent de 10 000 dollars, à partir d'un taux de change fixe. Ce dernier sera la moyenne, diminuée de 3 %, des cours de change au comptant dollar/ECU dès lundi 16 et mardi 17 septembre.

Prenons l'exemple suivant : si à l'issue des deux journées considérées, la moyenne est de 1,32 ECU pour 1 dollar, le taux de change retenu sera de 1,280 ECU pour 1 dollar, et le porteur de 10 warrants pourra soit échanger une euro-obligation à taux variable de 10 000 dollars contre douze notes de 1 000 ECU chacune et le remboursement de 625 dollars, soit acheter directement douze notes de 1 000 ECU en versant 9 375 dollars.

Alors que de nombreux investisseurs cherchent à se protéger contre toute chute brutale du dollar sur les marchés des changes, la proposition du CCF est venue à point. Les euro-obligations à taux variable qui seront émises au pair se traitaient vendredi à 100,03-100,05. Les warrants, qui la veille étaient montés jusqu'à près de 50 dollars après la hausse jeudi de la devise américaine, sont revenus à leur prix d'émission avec le repli ultérieur du dollar, en attendant de s'envoler à nouveau au moindre signe de reprise de ce dernier.

Finalement, la partie peut-être la plus intéressante de la transaction du CCF est celle qui n'apparaît pas. Il s'agit du montage d'un « *swap contingent* », c'est-à-dire dont le dénouement entre deux contreparties dépendra de la conversion des warrants. Si celle-ci se réalise entièrement, le CCF se retrouvera avec des dollars à taux variable, dont le coût sera inférieur au Libor, et sera entièrement dégagé du risque que comporte pour une banque des obligations à taux d'intérêt fixe, c'est-à-dire celles en ECU. La contrepartie absorbant ces dernières y trouvera également son compte, le taux d'intérêt fixe se situant *in fine* en dessous de 8 % par an.

Pour enrayer la paralysie qu'engendrent les doutes sur l'évolution du dollar et des taux d'intérêt aux Etats-Unis, un emprunteur français s'est carrément tourné vers la partie inférieure du marché à moyen terme. Thomson SA a lancé vendredi matin un euro-emprunt de 100 millions de dollars à sept ans qui pourra, à l'option des porteurs, être remboursé au pair après seulement deux ans. Il sera émis à un prix de 100,875 et portera un intérêt annuel de 10 %. La commission de 1,125 % reflète également la courte durée de deux années. L'ensemble est dirigé par Paribas et est bâti sur une série de swaps qui permettra à Thomson d'obtenir des capitaux à taux variable dont le coût sera très fortement inférieur au Libor, en fait le plus bas jamais obtenu par un débiteur de l'Hexagone.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Un dollar vraiment très agité

Décidément, les congés d'été sont bien finis, sur les marchés des changes comme ailleurs. La deuxième semaine de septembre a été passablement mouvementée, avec un dollar tout à fait agité : la stabilité du mois d'août ne pouvait durer !

Amorcée à la veille du week-end précédent sur l'annonce d'un recul du taux de chômage aux Etats-Unis en août, ramené de 7,3 % à 7 % de la population active, la hausse du billet vert se poursuivait gaillardement le premier jour de la semaine, les cours passant de 8,88 F à près de 9 F et de 2,93 DM à 2,94 DM. Cette nouvelle progression déclenchait des recommandations d'achat chez les spécialistes travaillant sur graphiques (chartistes).

Les jours suivants, toutefois, un léger reflux se produisait sur des ventes bénéficiaires. Mais, dès le mercredi soir à New-York et, surtout le jeudi en Europe, les « haussiers » se déchaînaient sur le dollar, qui bondissait à nouveau, dépassant franchement la barre des 9 F à 9,04 F après 9,07 F, et passant au-dessus du seuil, jugé important, des 2,95 DM pour atteindre plus de 2,97 DM, en route vers une autre barre, celle des 3 DM.

Le motif ? Les pronostics très optimistes formulés à New-York par une firme spécialisée ; celle-ci a laissé prévoir que les chiffres qui devaient être publiés en fin de semaine aux Etats-Unis sur les principaux indicateurs de l'économie seraient « *très bons* ». Ainsi, la progression, en volume, des ventes de détail américaines pour le mois d'août, estimée initialement à 1,5 %, se voyait portée à 2,3 % par les opérateurs, celle de la production industrielle à 0,5 %, contre rien le mois précédent, les prix à la production devant augmenter de 0,1 %. On voyait déjà le dollar à plus de 3 DM, et les achats de billet vert allaient bon train. Ajoutons, pour donner un peu de piment, que l'impulsion initiale à la hausse du dollar avait été donnée à Londres dans la journée de mercredi, par des rumeurs suivant lesquelles Cheikh Yamani, ministre du pétrole d'Arabie saoudite, était mort et qu'un coup d'Etat avait éclaté dans ce pays. En fait, Cheikh Yamani prenait tranquillement le thé à Genève dans l'après-midi de ce jour et le calme régnait à Riyad.

Dès le jeudi après-midi, toutefois, le bel enthousiasme faiblissait un peu : les spécialistes des graphiques jugeaient le dollar « *suracheté* » (trop tôt, trop vite), les banques soviétiques revendaient et, dit-on, les banques centrales intervenant discrètement, histoire de calmer un peu les marchés. Surtout, tout le monde attendait la publication des fameux chiffres à New-York à 14 h 30 (heure d'Europe).

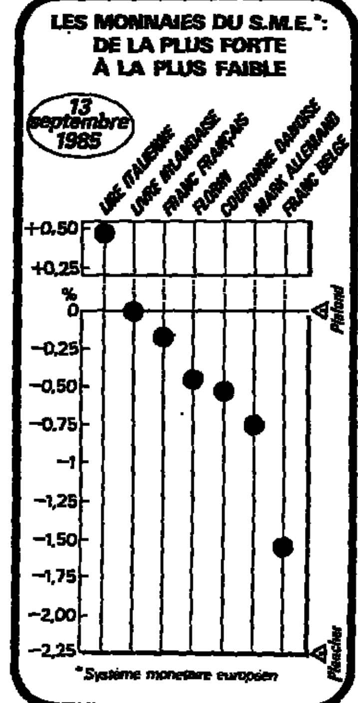
Vendredi matin, dans une atmosphère assez nerveuse, le dollar revenait d'abord à 8,988 F et 2,9450 DM, puis à 8,89 F et 2,92 DM ; si jamais les chiffres étaient « moins bons » ?

Ils le furent : + 1,9 % pour les ventes au détail, + 0,3 % pour la production industrielle, et, tout de même, une diminution de 0,3 % des prix des produits industriels. Vive déception : « *De bons chiffres quand même, mais pas assez bons* ».

Certes, la croissance de l'économie américaine est un peu repartie, mais ce n'est pas le boom. Ainsi pense M. Preston Martin, vice-président de la Réserve fédérale, pour lequel on ne peut pas réellement considérer que les indications actuellement disponibles permettent d'obtenir une croissance de 4 %, comme on l'espère encore à la Maison Blanche. Il faudrait, pour cela, une accélération des dépenses des ménages, des constructions de logements et des exportations bien plus considérable, mais, sans doute, peu probable. En tout cas, les opérateurs, toujours extrêmes, ont réagi en revendant encore du dollar, revenu, vendredi soir, à 8,88 F et à 2,90 DM, cours considérés, graphiquement, comme un seuil de résistance.

A Paris, le franc a profité, d'abord, de la montée du dollar aux dépens du deutschemark, dont le cours est retombé au-dessous de 3,05 F pour la première fois depuis le début du mois d'août, glissant à 3,0470 F environ. L'annonce d'une hausse des prix en France, ramenée à 0,1 % en août, a fait bon effet, même si les prix ouest-allemands ont diminué de 0,3 % pendant le même mois. Il est vrai que les taux d'intérêt à Paris et sur l'eurofranc sont supérieurs de 5 points aux taux ouest-allemands (9,5 % contre 4,5 %), ce qui rend très avantageux les placements sur les marchés français.

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 9 SEPTEMBRE AU 13 SEPTEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres ...	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York ..	1,3400	–	11,2866	41,6666	34,3878	1,7864	30,6748	0,0514
	1,3260	–	11,1607	41,3907	34,0715	1,6860	30,3030	0,0511
Paris	11,8724	8,8600	–	369,16	304,68	15,1194	271,77	4,5599
	11,8810	8,9600	–	370,86	305,28	15,1871	271,52	4,5831
Zurich	3,2160	2,4000	27,0885	–	82,5389	4,0955	73,6196	1,2352
	3,2036	2,4160	26,9643	–	82,32	4,0735	73,2121	1,2358
Francfort ..	3,8967	2,9080	32,8213	121,16	–	4,9624	89,2024	1,4966
	3,8918	2,9350	32,7567	121,48	–	4,9486	88,9394	1,5013
Bruxelles ..	78,5240	58,60	6,6140	24,4166	20,1513	–	17,9754	3,0159
	78,6451	59,31	6,6194	24,5488	20,2078	–	17,9727	3,0338
Amsterdam .	4,3684	3,2600	36,7958	135,83	112,10	5,5631	–	1,6778
	4,5758	3,3000	36,8305	136,59	112,44	5,5640	–	1,6880
Milan	2603,62	1943,00	219,30	809,58	668,15	33,1569	596,01	–
	2592,33	1955,00	218,19	809,19	666,10	32,9624	592,42	–
Tokyo	324,95	242,50	27,37032	101,04	83,3906	4,1382	74,3865	0,1248
	322,75	243,40	27,1652	100,75	82,9301	4,1039	73,7576	0,1245

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 13 septembre, 3,6536 F, contre 3,6812 F le vendredi 6 septembre.

Les matières premières

Reprise de l'aluminium - baisse du sucre

Les sautes d'humeur du dollar ont encore exercé une certaine influence sur les places commerciales. Les prévisions optimistes relatives à une expansion satisfaisante de l'activité économique aux Etats-Unis ont laissé entrevoir la possibilité d'une reprise des prix de certaines matières premières.

METAUX. – *Au Metal Exchange de Londres, les cours du cuivre ont enregistré une légère progression malgré le gonflement persistant des stocks britanniques, qui atteignent 213 350 tonnes (+ 6 700 tonnes). Selon les prévisions formulées par le CIPEC (Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre), la consommation mondiale de métal rouge devrait surpasser de 215 000 tonnes à 500 000 tonnes l'offre mondiale en 1985. Mais d'autres experts prévoient, au contraire, une augmentation annuelle de 4 % de l'offre mondiale, difficilement absorbée par la hausse de la consommation au cours des prochaines années.*

L'amélioration s'est confirmée sur les cours de l'aluminium, à Londres, en corrélation avec la diminution de 23 000 tonnes des stocks mondiaux de métal à fin juillet par rapport à ceux du mois précédent.

Le zinc a consolidé sa reprise de la semaine précédente, à Londres, bien que l'utilisation mondiale de métal durant les sept premiers mois ait fléchi de 2 % par rapport à la période correspondante de 1984.

Les cours du plomb ont été soutenus à Londres. L'utilisation mondiale de métal a également diminué de 2 % durant les sept premiers mois de l'année, sauf au Japon.

L'étain s'est maintenu pratiquement à ses niveaux de la semaine précédente. Les représentants des pays producteurs vont se réunir la semaine prochaine en Australie afin de s'efforcer de revigorer le marché, déprimé par les ventes en progression constante des pays non membres de l'accord international. Les pays membres ne représentent plus que 57 % des parts du marché au lieu de 71 % en 1981.

DENREES. – *L'Organisation internationale du café se réunira la semaine prochaine, ce qui a tendu à paralyser les initiatives sur le marché du café. L'Allemagne de l'Ouest demandera une augmentation du quota global d'exportation.*

La réduction envisagée du quota d'importation de sucre aux Etats-Unis a jeté un froid sur les marchés. En effet, ce quota pourrait être ramené de 2,4 millions de tonnes à 1 million de tonnes pour 1985-1986, d'où les protestations de nombreux pays fournisseurs, en raison d'une diminution de près de 35 % de la consommation de sucre aux Etats-Unis entre 1975 et 1985. Le quota alloué aux îles Fidji, par exemple, serait réduit de 60 %, ce qui a provoqué une protestation officielle de ce pays.

LES COURS DU 13 SEPTEMBRE 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 1 051 (1 028,50) ; à trois mois, 1 068 (1 053,50) ; étain comptant, 9 145 (9 137) ; à trois mois, 9 165 (9 100) ; plomb, 301 (300); zinc, inch. (525) ; aluminium, 767 (742,50) ; nickel, 3 550 (3 506) ; argent (en pence par once troy), 465 (449,50). – New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 59,70 (60,95) ; argent (en dollars par once), 6,02 (6,05) ; platine (en dollars par once), 312,8 (310,6). – Penang : étain (en ringgit par kilo), 29,67 (30,43).

TEXTILES. – New-York (en cents par livre) : coton, oct., 58,63 (58,42) ; déc., 58,45 (58,38). – Sidney (en cents par kilo), laine (peignée à sec), oct., 615 (606). – Roubaix (en francs par kilo), laine, 53,70 (54,50).

CAOUTCHOUC. – Kuala Lumpur (en cents par kilo) : R.S.S. (comptant), 183 (180,75).

DENRÉES. – New-York (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, déc., 2 158 (2 223) ; mars, 2 206 (2 280) ; sucre, oct., 5,17 (5,29) ; janvier, 5,34 (5,43) ; café, déc., 133,70 (136,75) ; mars, 135,70 (138). – Londres (en livres par tonne, sauf pour le sucre en dollars) : sucre, oct., 134,80 (136) ; déc., 138,80 (139,80) ; café, nov., 1 647 (1 668) ; janvier, 1 684 (1 700) ; cacao, déc., 1785 (1794) ; mars, 1804 (1815). – Paris (en francs par quintal) : cacao, déc., 2 085 (2 128)) ; mars, 2 115 (2 150) ; café, nov., 1 895 (1 810) ; janvier, 1 960 (1 920) ; sucre (en francs par tonne), oct., 1 585 (1 520) ; déc., 1 555 (1 510). Tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne), déc., 133,5 (132,6) ; janvier, 135,1 (134,4). – Londres (en livres par tonne), oct., 122 (119) ; déc., 122,1 (121,4).

CÉRÉALES. – Chicago (en cents par boisseau) : blé, déc., 293 (292) ; mars, 301 (299,4) ; maïs, déc., 218,75 (221) ; mars, 229 (230,6).

INDICES. – Moody's, 879,60 (886,70) ; Reuter, 1 740,70 (1 708,90).

Marché monétaire et obligataire

Des taux trop élevés en France

Le quatrième emprunt d'Etat de l'année (une quinzaine de milliards de francs) va être lancé, la semaine prochaine, sous la conduite du Crédit agricole et du Crédit commercial de France, dans une atmosphère assez morose et, donc, dans une certaine confusion, sur le marché secondaire tout au moins.

Sur le marché primaire, celui des émissions, le sentiment est meilleur. L'emprunt d'Etat devrait se placer sans problème particulier. Il est vrai que ce marché, plutôt saturé fin juillet (on était sur un rythme de 300 milliards de francs en année pleine, contre 250 milliards de francs en 1984), a été depuis lors dûment « asséché » : 7 milliards de francs d'émissions nouvelles au mois d'août. A la rentrée de septembre, il a été peu alimenté : 1,4 milliard de francs par la RATP (absorbé très facilement), 700 millions de francs pour le Crédit coopératif (11 % à dix ans) et 2 milliards de francs pour les fonds propres de la BNP sous forme de titres participatifs (TMO – 0,25) à durée indéterminée avec bons de souscription à exercer en 1986, 1987 et 1988, avec choix en obligations à taux variable (TRA) ou à taux fixe (10 1/2 %), le tout placé essentiellement dans les guichets de la banque.

C'est dire que le Trésor peut légitimement penser qu'il lui serait aisé de caser son emprunt, d'autant qu'après les 45 milliards de francs levés au 31 juillet, il lui en fallait une quarantaine (ou peut-être moins) pour boucler ses échéances d'ici à la fin de l'année. La tranche à taux variable est émise à 96,90 % au pair. Le coupon annuel est égal au taux moyen des emprunts d'Etat à plus de sept ans (TME) moins 0,90 %, ce qui correspond à un taux actuariel égal au TME diminué de 0,46 %. Une faculté d'échange sera ouverte aux souscripteurs contre des obligations de la première tranche à taux fixe (9,90 %) entre le 20 juin et le 31 août de 1988 et 1989. Cette tranche sera appréciée par les SICAV court terme, notamment pour les facultés d'échange. Mais il n'est pas dit que la première tranche (5 milliards de francs minimum), émise à 96 % d'un taux nominal de 9,90 %, soit 10,61 % de rendement actuariel, soit aussi prisée.

Le réseau de placement et les SICAV trouvent ce taux un peu « tiré », puisque sur le marché secondaire on trouve de l'emprunt d'Etat de plus de sept ans à des rendements s'étageant entre 10,84 % et 10,90 % ou même davantage.

A cette occasion, bien des problèmes se posent. Tout d'abord, les rendements sur le marché secondaire restent élevés, plus élevés qu'à la mi-juillet. En outre, on notera qu'ils se retrouvent au niveau et même un peu au-dessus de ceux constatés... à la fin d'octobre de l'année dernière : 10,90 % pour les emprunts à plus de sept ans et 12,10 % pour le secteur public, à l'heure actuelle, contre respectivement 10,67 %, 10,30 % et 12,10 % il y a onze mois. Entre-temps, le rythme de l'inflation a fortement fléchi. On dira qu'à la fin d'octobre 1984 des excès à la baisse des rendements avaient été commis, provoquant les « accidents » que l'on sait en novembre et décembre. Mais, tout de même... Ensuite, les taux du court terme sur le marché monétaire sont identiques à ce qu'ils étaient le 18 juillet (9 5/8 %) après la diminution du taux d'intervention de la Banque de France, et cela malgré un nouveau ralentissement de la hausse des prix, notamment en août, où le 0,1 % de hausse a agréablement surpris le gouvernement : il attendait 0,2 % ou 0,3 %.

La Banque fédérale d'Allemagne, en août, a diminué d'un demi-point son taux d'escompte et son taux Lombard, point de mire de la Banque centrale de Paris. La conséquence est que, au début de septembre, l'écart entre les taux d'intérêt « réels », hors inflation, s'est élargi entre la France et l'Allemagne. Il est d'au moins 2 points pour 5 points d'écart entre les taux nominaux. Maintenir les mêmes taux réels, soit, mais les augmenter ainsi, c'est hors de prix ! Voilà qui explique pourquoi les capitaux étrangers viennent encore s'investir à Paris sous forme d'eurofrancs, et pour une durée réduite il est vrai : c'est très avantageux pour eux, mais malsain... et si coûteux pour nous. *Il* faut bien défendre le franc, qui se porte bien à nouveau *(voir ci-dessus)*, mais pas dans n'importes quelles conditions.

Le marché, déjà perturbé par les projets de création de nouveaux instruments (papier commercial et bons du Trésor en compte courant accessibles à tous), attend un signe. Mercredi, l'annonce du 0,1 % d'inflation en août l'a fait réagir vivement : en Bourse, les rendements ont fléchi de 0,10 % à 0,14 %, mais pour remonter un peu le lendemain.

Certes, la Banque de France a, mardi, maintenu à 10 5/8 % son taux d'intervention, inchangé depuis le 18 juillet dernier. Mais il n'est pas interdit de penser qu'un jour, peut-être très prochain, elle l'abaissera à nouveau « *pour suivre le rythme d'inflation* », comme l'avait affirmé son gouverneur, et d'un bon quart de point, pas davantage : il ne faut pas rêver. « *La tension actuelle des taux ne va pas durer* », murmure-t-on en haut lieu. C'est fort probable et presque souhaitable.

F. R.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LA CAMPAGNE DE M. LE PEN

M. Jean-Marie Le Pen a communiqué, au cours d'une conférence de presse le vendredi 13 septembre, dans les nouveaux locaux du Front national (1), le calendrier des activités de son parti, qui commenceront samedi 21 septembre par *« une Journée d'étude sur l'immigration »*.

Le lendemain, M. Le Pen se rendra en Nouvelle-Calédonie pour préparer la campagne électorale dans deux des quatre circonscriptions de l'archipel où son parti présente des candidats. Il participera, le 26, à un grand meeting à Nouméa, qui devrait, selon lui, rencontrer un grand succès, M. Le Pen estimant que son parti est le seul à voir *« la réalité »* en Nouvelle-Calédonie.

Le 16 octobre il sera l'invité d'Antenne 2 à « L'heure de vérité ». M. Le Pen a annoncé qu'il proposera l'institution d'un référendum d'initiative populaire sur les grands problèmes de société. *« Il n'y aura de redressement national qu'avec une participation active du peuple »* a-t-il affirmé. C'est dans cet esprit qu'il invitera les Français à participer, les 19 et 20 octobre au Bourget, à la fête Bleu, blanc, rouge qui devrait être le véritable lancement de la campagne électorale du Front national. Enfin, les 1er, 2 et 3 novembre, le Front national se réunira en congrès — le septième — et proposera alors les grandes lignes de son programme.

Au cours de cette conférence de presse, M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du parti, a annoncé le ralliement au Front national d'élus locaux et d'anciens responsables départementaux des partis d'opposition, tels MM. Bruno Chauvierre, dans le Nord *(lire page 7)* ; Jean-Yves Le Gallou, adjoint au maire d'Antony (Hauts-de-Seine), ancien membre du comité directeur du PR et ancien secrétaire général du Club de l'Horloge ; Alfred Morin (ex-RPR), adjoint au maire de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) ; Gérard Prioux (ex-RPR), conseiller municipal de Vence (Alpes-Maritimes) et ancien président de l'Office national de l'immigration et Veysse Tempe, adjoint au maire de Toulouse.

(1) 8, rue du Général-Clergerie, 75116 Paris, tél. : 727-56-66.

M. ANTOINE DE TARLÉ QUITTE TF 1

M. Antoine de Tarlé, directeur général adjoint de TF 1, va quitter la chaîne publique pour rejoindre le groupe Ouest-France où il s'occupera de diversification audiovisuelle. M. de Tarlé était chargé des affaires administratives de TF 1 depuis 1982.

[Né en 1939, diplômé de HEC et de l'Institut des sciences politiques, Antoine de Tarlé a commencé sa carrière en 1965 à l'Assemblée nationale au secrétariat de la commission des lois puis comme administrateur chargé des budgets de la culture et de la radio-télévision. Nommé secrétaire général de l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) en 1981, il rejoint TF 1 en 1982. M. Antoine de Tarlé est l'auteur de *Une aide privée à la culture est-elle possible en France ?* et *Television and political life*.]

SI L'OPPOSITION L'EMPORTE

M. Toubon promet un référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie dès mars 1986

De notre envoyé spécial

La Foa. — *« L'indépendance-association n'existe pas. L'association c'est la vaseline qui fait passer le suppositoire de l'indépendance. »* Devant un auditoire de broussards réunis à la mairie de La Foa, sur la côte ouest, et après avoir visité un ranch des environs sous une pluie torrentielle, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a ouvert, samedi 14 septembre, dans le plus pur style du pays, la campagne des anti-indépendantistes. Il est vrai que M. Jacques Lafleur, député RPR de Nouvelle-Calédonie, venait de le présenter à l'assistance comme *« un sacré mec »*.

Si l'opposition remporte les élections législatives de mars 1986, *« la première chose que nous ferons sera de voter une loi qui organisera un vote d'autodétermination dans ce territoire »*, a promis M. Toubon. A partir de ce vote, dont M. Toubon espère, bien entendu, qu'il démontrera la volonté du territoire de demeurer dans la République, *« la nouvelle majorité votera une loi qui organisera un nouveau statut (...) inspiré du plan présenté au Sénat par M. Dick Ukeiwé, un statut d'autonomie interne évoluée, avec une large décentralisation »*.

M. Toubon a longuement insisté sur la relation entre les élections calédoniennes du 29 septembre et l'échéance législative en métropole : *« Les bulletins que vous mettrez dans l'urne sont autant de jalons sur le chemin de la victoire d'une nouvelle majorité en métropole. »* *« La présence de la France dans le Pacifique est un enjeu vital si elle veut rester une grande puissance »*, a ensuite expliqué le secrétaire général du RPR, prédisant que l'océan Pacifique jouerait *« le même rôle que la Méditerranée depuis mille ans ou l'Atlantique depuis cent ans »*. A cet égard, la visite du chef de l'Etat à Mururoa *« est indiscutablement un geste positif en soi »*, a reconnu M. Toubon, tout en estimant que *« ce geste vient comme un cheveu sur la soupe »*. Il aurait été plus parlant, plus efficace, si dans le même temps la politique de la gauche n'avait concouru à créer *« un trou mortel dans cette présence française en tentant d'accorder l'indépendance à la Nouvelle-Calédonie »*. Au passage, M. Toubon a condamné *« les activités subversives de Greenpeace »*, laissant de marbre un auditoire qui préfère, et de loin, siffler M. Edgard Pisani que les militants écologistes.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

M. ROCARD DANS OU HORS DU PS ?

La délicate question des alliances

Il est des tactiques plus délicates à mettre en œuvre que d'autres. C'est le cas de celle qu'ont choisie M. Michel Rocard et ses amis, et cela explique le « dérapage » de M. Claude Evin, député rocardien de Loire-Atlantique, qui écrit dans *l'Express* que M. Rocard doit être candidat à la présidence de la République, même s'il n'est pas désigné par le PS, *« si c'est la seule manière pour la France d'avoir un président de gauche »* (*le Monde* du 14 septembre).

Cette déclaration a suscité une vive émotion au PS, et a conduit son auteur à préciser qu'il ne souhaite pas que M. Rocard suive une démarche présidentielle en dehors de ce parti. Il s'agit, pour lui comme pour les autres rocardiens, de créer un rapport de forces, de déclencher une dynamique qui oblige les socialistes à choisir entre être *« suicidaires »* et désigner l'ancien ministre comme candidat.

De fait, M. Rocard peut compter sur le souci d'efficacité de certains socialistes, non rocardiens, qui préféreraient voter pour lui, à l'intérieur du parti, plutôt que soutenir une candidature de « témoignage » assurée de l'échec.

L'inconvénient de cette démarche est qu'elle implique une part de double langage, paradoxale pour l'inventeur du « parler vrai » : M. Rocard, qui doit en partie sa popularité à sa sévérité à l'égard des partis politiques, ne peut échapper au jeu politicien à l'intérieur du PS, point de passage obligé de sa stratégie présidentielle.

A l'inverse, dans le débat sur les alliances post-électorales, M. Rocard — il souhaite que les socialistes définissent les conditions d'un *« contrat de législature »* qu'ils pourraient passer avec d'autres — fait-il autre chose que dire tout haut, dès maintenant, ce que les mitterrandistes finiront un jour par admettre ?

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a voulu, au mois d'avril, clarifier devant les députés ses positions sur la cohabitation (1) pour couper court à diverses interprétations sur une dérive centriste du PS.

De son côté, pourtant, M. Marcel Debarge, mitterrandiste et membre du secrétariat national du PS, n'a pas craint d'affirmer dans *Paris-Match* du 13 septembre : *« Nous restons disponibles pour une pratique nouvelle de l'union des gauches. On a vu, dans d'autres pays, le PC préconiser un compromis historique. Pourquoi ne parviendrions-nous pas à mettre sur pied un pacte social auquel pourraient adhérer différentes forces politiques, économiques et sociales et qui constitueraient une majorité ? »* Interrogé sur la défection du PC, M. Debarge ajoutait : *« Oui, il faudra d'autres alliances. »*

Pour sa part, le rocardien Claude Evin affirme, lui, que les socialistes devraient participer, après 1986, à un gouvernement de coalition, car *« ce sera absolument nécessaire si le Front national est en position d'arbitre »*.

A l'évidence, tout est question de seuil. MM. Jospin et Rocard ne mettent probablement pas la barre à la même hauteur pour juger si la limite est franchie, au-delà de laquelle le PS ne peut plus *« gouverner sur ses positions, à partir de ses valeurs, sur une politique de gauche »*.

J.-L. A.

(1) Le 25 avril, dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, M. Jospin affirmait : *« Si le Parti socialiste n'avait pas, en 1986, assez de sièges ni assez d'alliés pour gouverner sur ses positions, à partir de ses valeurs, sur une politique de gauche, le président de la République aurait à apprécier les décisions qu'il devrait prendre, notamment pour ce qui concerne la nomination d'un premier ministre, mais le Parti socialiste, eh bien, il serait dans l'opposition ! »* (*le Monde* du 27 avril). Le texte définitif de la motion majoritaire pour le congrès de Toulouse reprend cette formulation. Le texte initial du projet de motion était : *« Si nous n'avions pas la majorité, nous serions dans l'opposition. Nous ne ferions pas l'alliance avec la droite que certains craignent et dont d'autres rêvent. »*

M. GISCARD D'ESTAING invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « le Grand Jury RTL-*le Monde* », dimanche *15 septembre, de 18 h 15 à* 19 h 30.

Le député UDF du Puy-de-Dôme répondra aux questions d'André Passeron et de Jacques Amalric, du *Monde*, et de Paul-Jacques Truffaut et de Gilles Leclerc, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

Désormais, pendant le « Grand Jury » et jusqu'à 20 heures, les lecteurs du *Monde* et les auditeurs de RTL pourront téléphoner leurs réactions et commentaires au 290-20-20.

Une sélection de ces arguments sera diffusée dans les bulletins d'information du lundi matin à 6 h 40, 7 h 15 et 8 h 25.

● *M. Mitterrand en Bourgogne le 17 septembre.* — M. Mitterrand se rendra le 17 septembre au mont Beuvray, sur le site archéologique de l'ancienne Bibracte (capitale des Eduens, au premier siècle avant notre ère). Il y rencontrera environ trois cents collégiens de différents établissements. Ce site est considéré comme le lieu de naissance de la nation gauloise, puisque Vercingétorix y prit le commandement de l'armée pour affronter César.

Le numéro du « Monde » daté 14 septembre 1985 a été tiré à 457 532 exemplaires

A B C D F G H

Au Liban

LES NÉGOCIATIONS AMAL-HEZBOLLAH AURAIENT ABOUTI A UN ACCORD SUR LA LIBÉRATION DE MM. SEURAT ET KAUFFMANN

Beyrouth *(AFP.)*. — Les négociations secrètes entre le mouvement chiite Amal et le Hezbollah (Parti de Dieu, intégriste musulman) semblent avoir abouti à un accord de principe sur la libération de MM. Michel Seurat et Jean-Paul Kauffmann, détenus au Liban depuis le 22 mai dernier, a-t-on appris le vendredi 13 septembre de source bien informée à Beyrouth.

Les négociations sont désormais closes. Les modalités et le jour de la libération des deux Français seront décidés par leurs ravisseurs, a-t-on ajouté de même source. Elle pourrait intervenir entre le dimanche, premier jour de l'hégire (nouvel an musulman), et l'Achoura, dix jours plus tard, l'une des plus importantes fêtes de la communauté chiite, commémorant le martyre de l'imam Hussein à Kerbala.

Le principe de la libération a été décidé mercredi lors de la réunion qui a regroupé M. Nabih Berri, chef du mouvement Amal, et trois importants responsables du Hezbollah. Les contacts intensifs entre Amal et les intégristes musulmans ont permis de convaincre les ravisseurs de dissocier les cas de MM. Kauffmann et Seurat de ceux des deux diplomates français enlevés le 22 mars dernier, MM. Marcel Carton et Marcel Fontaine, précise-t-on de source bien informée. Les ravisseurs n'exigeraient plus en échange du chercheur et du journaliste les cinq membres du commando qui avaient attaqué le 18 juillet 1980 le domicile de l'ancien premier ministre iranien, M. Chapour Bakhtiar.

● *Rencontre Moubarak-Hussein.* — Le roi Hussein de Jordanie est attendu le samedi 14 septembre au Caire pour des entretiens avec le président Hosni Moubarak qui devraient porter sur les efforts de paix au Proche-Orient. L'Egypte et la Jordanie ont rétabli leurs relations diplomatiques l'an dernier, après les avoir suspendues près de cinq ans. — *(Reuter.)*

● *La guerre du Golfe.* — Un remorqueur grec, le *Smit. Matsas I*, a pris feu vendredi 13 septembre dans l'après-midi après avoir été touché par un missile Exocet, à environ 55 milles des côtes saoudiennes, rapporte ce samedi la compagnie d'assurances londonienne Lloyd's.

Les dix-huit hommes d'équipage, dont aucun n'a été blessé, ont été évacués, avant de revenir sur place combattre l'incendie.

L'Irak avait annoncé que son aviation avait touché *« un important objectif naval »* vendredi après-midi dans le Golfe, près des côtes iraniennes.

DEVANT LA COUR INTERNATIONALE DE LA HAYE

Le Nicaragua accuse le Conseil de sécurité américain de diriger la Contra

La Haye *(Reuter)*. — Devant la Cour internationale de La Haye, le Nicaragua a accusé jeudi le Conseil national de sécurité des Etats-Unis de contrôler la direction des forces mercenaires opérant au Nicaragua.

Cette accusation a été formulée par M. Carlos Arguello, ambassadeur du Nicaragua aux Pays-Bas, à l'ouverture des auditions consécutives à la plainte introduite par Managua contre l'agression américaine. Les Etats-Unis ne sont pas représentés à la Cour. Ils s'étaient retirés en janvier, affirmant que le Nicaragua utilisait sa plainte dans des buts politiques et de propagande.

« De récentes révélations prouvent que le Conseil national de sécurité des Etats-Unis est responsable de la direction des forces mercenaires. Ce Conseil, avec le président américain à sa tête, dirige la stratégie et va jusqu'à choisir les objectifs à faire détruire », a déclaré M. Arguello. *« En effet, le commandant en chef des forces armées américaines est également commandant en chef de la Contra »*, a-t-il ajouté.

Un ancien agent de la CIA, sous contrat à l'agence américaine entre mars 1981 et avril 1983, M. David Macmichael, a affirmé, devant la Cour de La Haye, qu'un plan ayant pour objectif l'envoi de mille cinq cents hommes armés au Nicaragua avait été envisagé en 1981. Ce plan, approuvé par M. Reagan, avait pour but de déstabiliser le gouvernement de Managua. On espérait, à Washington, que l'envoi de ces hommes contraindrait les sandinistes à une réaction violente qui aurait permis aux Etats-Unis de dénoncer le caractère totalitaire du régime de Managua.

Des communautés indiennes forment un front de lutte unifié contre le régime de Managua

Une assemblée de huit cent quatre-vingt-quinze personnes — exilés et combattants indigènes, — qui s'est tenue à la frontière honduro-nicaraguayenne au début du mois de septembre, a décidé de procéder à la réunification de mouvements de lutte des Indiens Miskitos. Un « front de lutte », composé de deux mille trois cents combattants, a ainsi été créé sous le nom de KISAN, un sigle indien qui signifie Union des peuples indiens de la côte atlantique nicaraguayenne.

Le KISAN est dirigé par un comité de sept membres présidé par M. Diego Wykliffe, un organe de coordination politique dirigé par M. Herman et un état-major dont le chef est M. Adan Artola, auparavant porte-parole du mouvement Misura à Tegucigalpa. Les anciens membres de la commission politique de ce mouvement, MM. Brooklyn Rivera et Steadman Fagoth, ont été exclus du KISAN.

La création de ce mouvement est interprétée comme une réaffirmation de la vocation antisandiniste du gros des combattants Miskitos et des liens avec la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) en lutte contre le gouvernement de Managua. Le KISAN ainsi formé prétend éliminer le courant favorable au dialogue avec les sandinistes, dont M. Rivera est le défenseur. Elle permet aussi à ce mouvement de réclamer sa part de l'aide humanitaire américaine de 27 millions de dollars, qui était liée à l'unification des groupes combattants sur la côte atlantique du Nicaragua. La création du KISAN est ainsi à rapprocher de celle de l'UNO (l'Union nicaraguayenne de l'opposition), un regroupement de la contra qui avait les mêmes objectifs face à la distribution de l'aide américaine.

Cette unification des Indiens Miskitos, dont l'ancien dirigeant Brooklyn Rivera assure qu'elle n'est pas complète puisque ses troupes lui restent fidèles, intervient au moment où le régime de Managua poursuit son ouverture en direction des Indiens en leur permettant de retourner dans leur région du rio Coco, d'où ils furent expulsés il y a moins de quatre ans, et en leur offrant la négociation d'une autonomie limitée à l'intérieur de leur territoire.

UN HÉLICOPTÈRE MILITAIRE NICARAGUAYEN EST ABATTU PAR L'ARMÉE DE L'AIR HONDURIENNE

Tegucigalpa *(AFP, Reuter)*. — L'armée hondurienne a été placée, vendredi 13 septembre, en état d'alerte à la frontière du Nicaragua à la suite d'affrontements avec les troupes sandinistes au cours desquels un hélicoptère militaire nicaraguayen a été abattu.

Le Honduras a indiqué qu'une attaque des troupes sandinistes dans le secteur frontalier d'El Espanolito (sud du pays) avait fait un mort et huit blessés parmi les soldats honduriens. Peu après, un communiqué militaire annonçait que le Honduras, usant du *« droit naturel de légitime défense »* avait déclaré *« une alerte militaire aérienne, terrestre et navale à sa frontière avec le Nicaragua »* longue de plus de 700 kilomètres. Le président Roberto Suazo, qui a rappelé d'*« urgence »* à Tegucigalpa l'ambassadeur du Honduras au Nicaragua, a d'autre part adressé au Congrès un message déclarant que des instructions précises avaient été données aux forces armées pour qu'elles repoussent l'*« agression perverse »* de l'armée sandiniste.

A Managua, le ministère de la défense a formellement démenti pour sa part que l'armée sandiniste ait attaqué le territoire du Honduras.

SÉRIE D'EXÉCUTIONS CAPITALES A PÉKIN

Les exécutions sommaires de meurtriers, violeurs, voleurs et autres criminels se poursuivent en Chine. Selon le quotidien de Pékin du 13 septembre elles auraient le « chaleureux soutien des masses ». *D'autre part, selon l'agence Reuter,* « des diplomates occidentaux estiment que le gouvernement *(dans le cadre de sa campagne anti-crime)* a fait exécuter de 10000 à 20000 personnes d'une balle dans la nuque ».

De notre correspondant

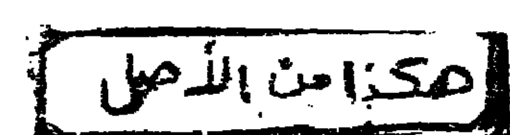
Pékin. — Quinze affiches placardées devant le tribunal de Pékin ont annoncé ces jours-ci à la population la récente exécution de quinze *« criminels »*. En fait, et pour autant qu'on puisse le savoir, ce sont dix-huit personnes qui ont été passées par les armes pour crimes de droit commun à Pékin depuis le 27 août.

Mardi 10 septembre, un placard annonçait également deux « réunions publiques » pour la proclamation de verdicts pour *« vols »* et *« assassinats »*. La *gravité des crimes annoncés rend* probables de nouvelles exécutions.

S'agit-il d'une nouvelle vague de peines capitales, comme cela se produit de temps en temps depuis le lancement, il y a deux ans, par M. Deng Xiaoping, de la campagne contre la criminalité, ou, tout simplement, de routine ? Il est difficile de le dire. Ce qui est sûr, c'est que les exécutions n'ont pas cessé, et que les affiches blanches appelées *« informations éducatives sur le système légal »* continuent à être placardées dans les quartiers populaires.

On peut aussi noter que cette série de punitions précède de peu la réunion, le 20 septembre, d'une *conférence nationale* du parti. Et l'on sait que les *« conservateurs »* reprochent à M. Deng et à ses partisans les *« bavures »* de la politique d'ouverture et de libéralisation.

P. de B.





Le Monde

AUJOURD'HUI



VIOLLARD/GAMMA

PUB POLITIQUE : LA BATAILLE COMMENCE

Slogans : de la langue de bois à l'incantation (page III).

Jacques Chirac, parti le premier, parti le plus fort.
Les belles images du gouvernement.
Un commercial sur le poil des politiques (page IV).

François Léotard et la communication libérale.
Où l'on reparle de Le Pen (page V).

Rencontre avec un pro ès-médias.
Affiches pour jeunes giscardiens (page VI).

Les tréteaux de La Courneuve (page VII).

SAISON AMÉRICAINE AU THÉATRE DE MARSEILLE



PHOTO KIPA

Irrépressible au cinéma, la fascination américaine touche aussi les gens de théâtre.
Pays des stars, mais aussi des inégalités sociales les plus frappantes, patrie du spectacle qui nourrit les rêves du monde entier, l'Amérique a captivé aussi Marcel Maréchal. Patron du théâtre national de Marseille, il lui dédie sa prochaine saison en présentant plusieurs pièces venues d'outre-Atlantique.
(Pages IX à XI.)

Supplément au n° 12637. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 15- Lundi 16 septembre 1985.

LES CHEMINOTS, ENJEU POLITIQUE

Il me peine de lire dans un quotidien aussi traditionnellement objectif que le vôtre des points de vue simplistes sur la situation à la SNCF, présentée à l'opinion publique comme une foire où la lutte des classes occupe tout le monde.

Entre les directions techniques et les agents, dont vous présentez des exemples choisis, il existe un personnel d'encadrement dont la tâche est d'autant plus lourde qu'il est sollicité en sens contraire par les revendicateurs que vous choyez ; en effet, les mêmes demandent un accroissement de la formation et du contrôle en même temps qu'ils menacent de défenestrer les formateurs et les contrôleurs.

Les cheminots ont perdu, depuis peu, des pans entiers de leur statut, passé au « droit commun » pour bénéficier (?) particulièrement des lois Auroux. Les systèmes traditionnels de mesure de prévention et de traitement des infractions au « code conduite » ont donc fait place à la paix sociale... à quel prix ?

Des mesures sont imposées à la hâte par des politiciens préoccupés de leur image de marque, des manipulateurs de piquets menacent et provoquent, le président du conseil d'administration démissionne dans des conditions inquiétantes, et les médias amplifient les déraisons, se font l'écho des n'importe quoi... Croyez-vous que ce climat soit propice à des études sérieuses, à un travail dans de bonnes conditions ? C'est quelquefois justement en triplant d'attention qu'on commet la boulette qu'on voulait éviter. Les médias n'y sont pas pour rien.

Ne croyez-vous pas qu'un peu de compréhension des problèmes des uns et des autres, un peu de respect pour le travail d'autrui, y compris celui des formateurs et des contrôleurs, aideraient le personnel d'encadrement à trouver des solutions à ce qui va ressembler de plus en plus à la quadrature du cercle... compte tenu des contraintes politiques et budgétaires que vous exposez par ailleurs ?

Les cheminots se seraient bien passés d'être promus enjeu politique.

J. F. DUBUS,
secrétaire général du syndicat CGC-SNCF.



S'ÉCHAPPER D'UN AVION...

Pourquoi ne pas utiliser les longues attentes que tout voyageur aérien connaît tôt ou tard dans les aérodromes pour les familiariser avec les dispositifs de sécurité et d'évacuation rapide des avions qu'ils vont utiliser ? Il suffirait de construire dans les salles d'attente des maquettes de grande taille, d'une portion de fuselage, et d'y déposer des masques, ceintures de sauvetage, etc. Les futurs passagers pourraient s'y exercer à mettre ces appareils et ces équipements et ouvrir les portes de secours. Les petites démonstrations et instructions que donnent les hôtesses au début des vols sont tout à fait insuffisantes. Beaucoup trop rapides, pas répétées deux fois, bien trop abstraites, pas de démonstrations d'ouverture d'une porte, de désignation de la sortie de secours en se plaçant devant chacune, ton machinal, mauvaise qualité du son, inattention de la plupart.

Combien de passagers seraient capables de mettre à exécution rapidement ce qu'ils viennent d'entendre ? A bord des transatlantiques les passagers étaient réunis à l'endroit où se trouvait leur bateau de sauvetage, apprenaient à mettre leur ceinture et devaient répéter en pratique le chemin qu'ils devraient suivre depuis leur cabine. C'était le seul moyen d'entraîner réellement les passagers à utiliser les moyens de sauvetage mis à leur disposition relativement rapidement. Or à bord des avions — le récent incendie de la British Airways à Manchester l'a encore démontré, — les minutes et même les secondes comptent. Elles peuvent sauver des vies.

Si vous ne me croyez pas, envoyez vos reporters avec une maquette dans un salon d'attente d'Orly. Donnez un signal et demandez à un groupe de passagers de s'échapper, munis de leur ceinture de sécurité, après avoir mis leur masque. Je parie à coup sûr que bien des passagers fréquents seront incapables de se sauver en moins de 90 secondes.

HENRI CHABERT,
(Charlottesville, Virginie).



HENRY

Boite aux lettres italienne (1985).

UNE SNCF MIEUX GÉRÉE

La démission de M. André Chadeau était attendue. Elle est venue. Mais le gouvernement, dont les ministres successifs — MM. Fiterman, Quilès, Auroux — ont favorisé la désorganisation de la SNCF et laissé le personnel et les cadres de l'entreprise se démobiliser, ne peut pas s'en tirer par le choix d'un bouc émissaire et d'une démission-sanction.

Depuis 1981, la SNCF a été abîmée : déficit considérable d'exploitation et accroissement de l'endettement marquent ces années noires. La CGT a imposé des embauches inutiles et failli prendre en main le budget des œuvres sociales de l'entreprise. Le dernier contrat de plan — si les objectifs en sont louables — repose sur des hypothèses irréalisables de progression du trafic. Voilà le bilan.

Mais le plus préoccupant est que pour la première fois depuis des decennies le problème de la sécurité est posé. Les quatre-vingt-quatre malheureuses victimes de l'été sont gravées dans l'inconscient des usagers, et j'entends encore, il y a quelques jours sur le quai de la gare d'Austerlitz, une mère de famille inquiète enjoindre à ses enfants de monter dans les voitures du milieu, « les moins dangereuses » à ses dires.

La majorité libérale d'après mars 1986 devra mettre en œuvre un plan de redressement de la SNCF dans lequel accroissement de la productivité et amélioration des conditions de sécurité devront aller de pair.

Chacun connaît les maux dont souffre l'entreprise : démagogie et irresponsabilité totale de certains syndicats, système de formation archaïque et suranné, absence de responsabilité des agents de maîtrise, tiraillés entre les exigences de la base dont ils sont issus et celles d'un encadrement, certes de qualité, parfois gêné par des procédures bureaucratiques lourdes et dépassées.

Comme toute entreprise, la SNCF doit pouvoir se restructurer, couper des branches mortes, licencier mais aussi embaucher à l'extérieur l'encadrement dont elle peut avoir besoin et ne pas refuser frileusement les apports non issus du sacro-saint sérail.

Plus compétitive, plus moderne, mieux gérée, la SNCF sera, du même coup, plus sûre. L'abandon d'activités non rentables permettra d'investir plus et mieux dans les domaines qui le sont. Quand certains syndicats demandent l'accroissement des liaisons radio sol-train, réfléchissent-ils au coût de la réouverture « politique » de certaines lignes imposée par M. Fiterman? Oublient-ils la charge de la construction prématurée du TGV-Atlantique aux dépens de la liaison plus rentable avec le nord de la France ? Comme dans d'autres domaines, la majorité libérale aura en matière de transports un difficile et coûteux héritage. Dans l'intérêt des usagers mais aussi des cheminots, nous devrons prendre nos responsabilités.

DOMINIQUE BUSSEREAU,
conseiller général de Charente-Maritime, président de la Commission transports du Parti républicain.

FINANCER LA SÉCURITÉ

Après la série noire de cet été, le public s'interroge : la sécurité ferroviaire se dégrade-t-elle subitement ? Peut-on l'améliorer ? Les récents accidents prouvent que malgré les efforts de la SNCF la sécurité ferroviaire est encore imparfaite et doit être renforcée impérativement.

Comment y parvenir ? On peut jouer sur trois paramètres : les effectifs, la formation du personnel, les équipements de sécurité. Les arguments des syndicats, qui préconisent un renforcement des effectifs des cheminots ne sont pas convaincants. Aucune corrélation entre le nombre des accidents et le niveau des effectifs n'a pu être établie dans le passé et on voit mal comment des responsabilités de sécurité pourraient être partagées : si on manque de cheminots, c'est dans le secteur commercial.

La sécurité ferroviaire repose sur des bases très spécifiques. Le site propre, le guidage par les rails, la signalisation d'espacement, les automatismes de conduite, le respect des consignes. Jamais l'intervention humaine ne pourra être éliminée totalement, qu'il s'agisse d'entretenir un équipement, d'observer un signal ou d'interpréter un message radio. La formation du personnel est donc essentielle. Elle est sans doute perfectible mais elle est déjà très poussée : la SNCF attribuera cette année plus de 3 milliards de francs à la formation, soit 8 % de la masse salariale, dont la moitié pour la sécurité.

C'est donc d'abord en modernisant les équipements qu'on fera progresser la sécurité ferroviaire : en supprimant les passages à niveau, en installant des blocs manuels ou lumineux des contrôles de vitesse ou des liaisons radio sol-train. La SNCF est à la pointe du progrès technique. Si elle modernise si lentement ses installations, c'est faute de moyens financiers et rien de décisif ne pourra être entrepris dans le cadre de l'actuel contrat de plan : les deux tiers du budget d'investissement sont déjà consacrés au maintien de la qualité des services et à la sécurité.

Selon M. Quilès, toutes les conséquences des accidents doivent être tirées, mais quelle sera la portée de cette déclaration si elle ne s'accompagne pas de ressources nouvelles pour la SNCF ? La sécurité ferroviaire n'est pas à inventer, elle est à financer.

JEAN SIVARDIÈRE,
Fédération nationale des associations d'usagers des transports, administrateur de la SNCF.

Chronique

LE VOYAGEUR DISPARU

par Bruno Frappat

POUR l'instant, il a seulement « disparu », avec six compagnons d'équipée, sur les rapides du Zaïre. Philippe de Dieuleveult, qui, mort ou vivant, reste introuvable, était devenu en peu d'années un des héros familiers des Français. Il était de ceux qui voyagent pour les autres, en leur nom, leur épargnant les affres et les fatigues de l'aventure mais pour mieux leur en rapporter les plaisirs filmés, à consommer sans risque, dans son salon, avant de s'endormir.

Qui ne l'a vu, entre 1980 et 1984, revêtu de sa combinaison rouge, les oreilles couvertes de gros écouteurs, sorte de coléoptère agité et à deux pattes, surgissant à l'heure du potage un dimanche à Bali, l'autre au Pérou, puis en Yougoslavie ? Le héros venant à domicile sur les ailes de l'électronique pour les émissions de « La chasse aux trésors » avait été sélectionné sur le « profil » suivant, résumé aujourd'hui par Jean-Jacques Pasquier, l'homme qui présidait à cette sélection : *« Il fallait un personnage sympathique, débrouillard et sportif. »*

Débrouillard

Grave question : comment devient-on tout cela ? Comment cumuler autant de qualités qu'on rencontre souvent isolées ? Il y a tant de débrouillards antipathiques, de sympathiques balourds, etc. Il y faut, assurément, de la transparence.

Philippe de Dieuleveult est — était ? — de cette race d'hommes que l'anxiété ne ronge pas, que le souci du lendemain n'obsède pas, que les effrois métaphysiques n'atteignent pas. Beaucoup d'enfants sont ainsi, capables de dévorer l'instant sans jamais être rassasiés, capables de découvrir et d'animer le mouvement perpétuel. On dit d'eux qu'ils ne tiennent pas en place. Cet enfant-là était resté enfant, et, à trente-quatre ans, il allait encore dans la vie comme un héros de bande dessinée, infatigable, enthousiaste, jamais lassé, jamais posé. Un agité professionnel. L'homme de passage.

Au cours de sa vie (faut-il dire « courte », désormais ?), Philippe de Dieuleveult a visité quatre-vingt-quinze pays à l'occasion de dizaines d'aventures, de reportages, de balades de cameraman pigiste, d'enquêtes de vedette du petit écran, ou en qualité d'associé d'organisations humanitaires ou d'individu aux semelles de vent. Marié, père de deux enfants jusqu'à cet été (un troisième est né il y a une dizaine de jours, peu de temps après sa disparition), il aura consacré à ses voyages les deux tiers de son temps depuis son mariage.

Comment devient-on aventurier, ou plutôt « aventureur », comme le dit à son propos un ami de Philippe de Dieuleveult, Marc Gurnaud, compagnon de beaucoup d'équipées, y compris de la dernière, au moins à son début ? Il n'y a pas d'école pour l'aventure, de filière de formation, de cursus. Si l'on en croit Dieuleveult, c'est d'abord un état d'esprit, comme une vocation religieuse (sans obligation de célibat...). Il l'a expliqué, en 1984, dans une autobiographie intitulée joliment *J'ai du ciel bleu dans mon passeport* (Editions Grasset). Certains, à l'époque, lui avaient gentiment fait remarquer qu'on ne publie pas ses Mémoires quand on a trente-trois ans. La suite, tragique, montrerait qu'il avait au contraire bien fait de fixer les étapes d'une vie-fusée, d'un destin fugitif.

Ils étaient sept garçons

D'abord une famille comme on n'en fait plus guère : bretonne, catholique et nombreuse. Ils étaient sept garçons, les Dieuleveult (ce n'est pas un pseudonyme). Philippe, le petit dernier, était un garnement de choc. Papa employé d'assurances dans la région parisienne, maman mère de famille poussant l'énergie et le souci du maintien de l'ordre jusqu'à leurs limites : les châtiments corporels à l'aide d'une *« ceinture de cuir »* qu'elle portait *« du matin au soir suspendue à sa taille »*.

Enfant de chœur à Versailles, aussi turbulent qu'on peut l'être, il découvrira seulement à l'âge d'homme l'intérêt des *« traditions et valeurs morales »* enseignées par sa famille : *« Avec le recul du temps, j'ai pu mesurer l'utilité et la solidité des grands principes que ma mère tentait de m'inculquer, parfois à l'aide de la ceinture de cuir. »* Pour ses frères — aux prénoms fleurant la famille catholique et française : Yves, Jacques, Guy, Jean, Hugues et Eric, — il était à l'époque *« le voyou de la famille »*. Certains, pourtant, finiront par le comprendre et par admettre que sa bougeotte correspondait à un besoin profond, en somme à sa vérité à lui. Enfant de chœur — on l'a dit, — scout aussi, forcément. Vers quatorze ans, il écrit sur son *« carnet de bord »* cette citation du cardinal Mercier : *« Vivre, c'est agir ; agir, c'est vibrer et faire vibrer les autres, c'est vaincre. »* On devine déjà le regard bleu posé sur l'horizon, le goût du baroud et le sens de l'honneur.

Il fera son service dans les paras. Sans révolte, au contraire : *« J'acceptais de donner un an de ma vie à la nation, mais je souhaitais, en contrepartie, en retirer un avantage. Et j'ai pris à l'armée tout ce qu'elle pouvait donner à un gamin de vingt ans. Elle ne m'a pas déçu. »* Il ne la décevrait jamais.

Officier de réserve dans les parachutistes, il contribuera à former de nouvelles générations de paras. *« Quand il était en tournée quelque part pour une émission de « La chasse aux trésors »,* raconte Jean-Jacques Pasquier, *s'il m'arrivait de vouloir lui présenter un historien local et qu'un gendarme ou un sportif passait par là, mon historien local, je pouvais me le garder pour moi tout seul ! Il était le héros des légionnaires : je l'ai entendu ovationné par eux en Guyane ! Il était mondain comme je suis pape ! »*

Vivre c'est agir

Le sport, l'action, le voyage. C'est à vingt ans qu'il fait sa première randonnée au Sahara, avec des copains. Tant d'autres y rêvaient. Lui le fit. C'était la seule différence. *« Le Sahara,* disait-il, *c'est* mon *désert. »* Goût du vide, du rien ? *« J'étais né un jour sur une planète,* a-t-il écrit dans son livre. *Je la quitterai un autre jour. Entre ces deux jours, il me fallait remplir le vide. »* Philippe de Dieuleveult n'est pas, on l'aura compris, un intellectuel de gauche. Ni de droite. Sa philosophie se satisfait d'une certaine grandiloquence, dont témoigne son livre, et sa vie aura été guidée par la mise en pratique d'une envie de gosse. En 1977, à vingt-six ans, il était candidat d'une émission-bourse de voyage intitulée « La course autour du monde ». Chacun devait expliquer ses motivations. Il écrivit : *« Pour moi, la vie c'est l'action, et pour cela il faut être prêt avant même que le soleil ne se lève et foncer vers lui en cueillant tout ce qu'il nous offre. Mais il se lève sur tous les points du globe. Alors, je veux y être pour voir ce qui s'y passe. »*

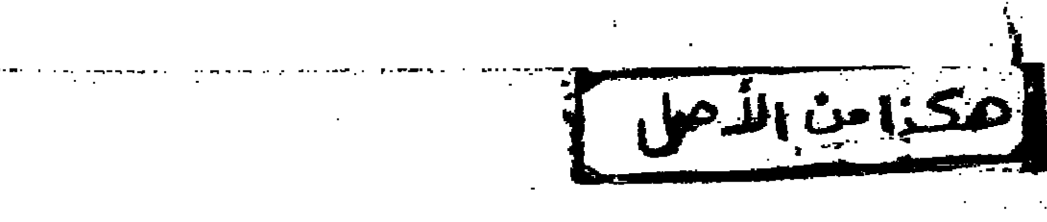
Cet homme qui ne tenait pas en place était fébrile pendant les émissions de « La chasse aux trésors ». Il se le reprochait. On le lui reprochait. Il criait trop, courait en tous sens. C'est qu'il vivait ainsi tout le temps.

« On avait un projet de reportage sur le GIGN, dit Marc Gurnaud. *Il avait aussi prévu la descente du Gange à la nage et celle du Yang-Tsé Kiang avec les bateaux de l'expédition sur le Zaïre... »* Il était question aussi d'un film tourné par Claude Lelouch et dans lequel il devait jouer un rôle d'aventurier. Pour 1987, une idée de raid en ballon était dans l'air.

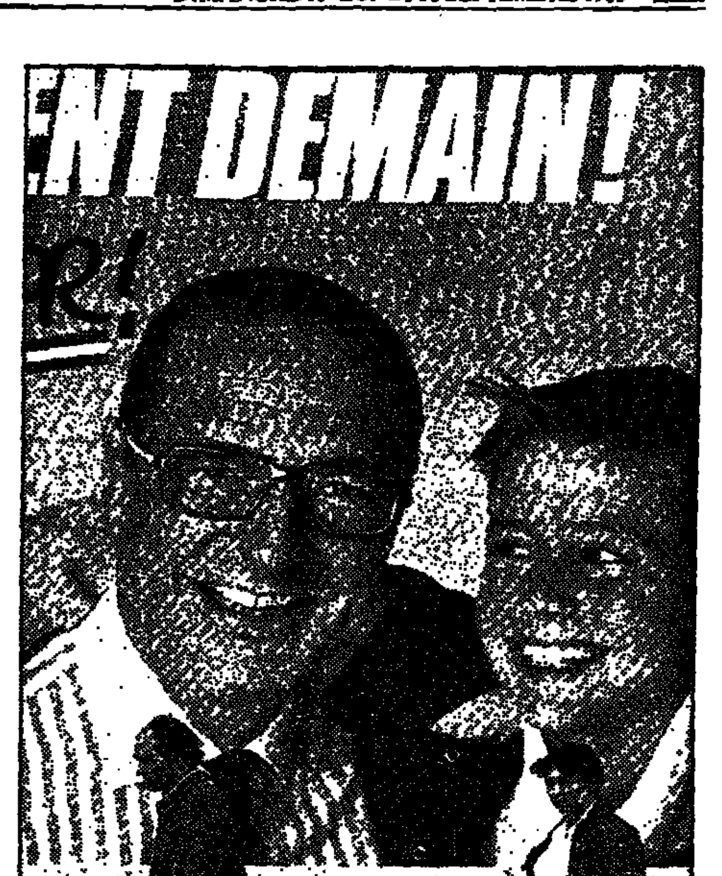
Qu'est devenu l'ancien boy-scout, para, colleur d'affiches de Giscard d'Estaing en 1974 (sans beaucoup de conviction), admirateur de Médecins sans frontières *(« Ils sont des saints »)* ? Qu'est devenu cet homme que Bob Denard en personne tenta (vainement) de recruter comme mercenaire ? Qu'est devenu ce fonceur gentil, ce coursier planétaire, fils de famille et fils du vent ?

Il y a quelques années, il s'était déjà rendu au Zaïre. Il y avait rencontré le fils du boy de Stanley, le journaliste qui explora le Congo à la recherche de Samuel Livingstone et le retrouva. Voyager, c'est aussi disparaître. ■

P.S. — Mme Joëlle Kauffmann nous précise, à propos de la campagne d'affichage en faveur de son mari, Jean-Pierre (*le Monde Aujourd'hui* daté 8-9 septembre), que la ville de Lyon a, en définitive, accepté de s'y associer.



PUB POLITIQUE : LA BATAILLE COMMENCE



Les noces entre la politique et la publicité ne sont pas si anciennes que l'on ne puisse, campagne après campagne, en suivre les progrès. Il doit sans doute s'agir de franche passion si l'on en croit les dernières démonstrations, celles qui ouvrent en fanfare la présaison électorale des législatives de mars 1986. A un Jacques Chirac qui a ouvert le feu commencent à répondre, chacun dans son style, ses concurrents de l'opposition tandis que les tenants de la majorité n'ont pas encore dévoilé leur stratégie de réplique. L'heure n'est plus à la seule « force tranquille ». Le ton monte dans les slogans, et ces premières phrases lancées au cœur de l'été augurent de la virulence que ne manquera pas de prendre, dans les mois qui viennent, la bataille politique de la « pub ».

SLOGANS : DE LA LANGUE DE BOIS A L'INCANTATION

propos recueillis par Michel Kajman

CHRISTIAN BACHMANN, maître de conférences à l'université de Paris-XIII-Villetaneuse, spécialiste des sciences de l'expression et de la communication, s'intéresse tout particulièrement au discours politique saisi à travers les relations quotidiennes.

« L'arrivée du marketing et des techniques dites de communication sur la scène politique française a-t-elle, selon vous, modifié pratiques et discours de la vie publique ?

– Il ne s'agit pas seulement de l'introduction de techniques nouvelles dans un domaine tel que la politique. Il faut reprendre à la fois ce double aspect et le réinsérer dans l'évolution de la société française et de la société en général.

» Deux éléments au moins peuvent être mis en évidence. L'un est spécifiquement français. C'est ce qu'on pourrait appeler la fin du « tout politique », qui a aussi été nommé « déclin des passions politiques ». On ne croit plus que la politique peut changer le monde. La vie politique s'en trouve relativisée, et en même temps fragilisée.

» Deuxième point, qui affecte beaucoup plus l'ensemble des sociétés occidentales, lié, dit-on, au développement de l'Etat-providence et à ses problèmes : les circuits de décision et les modes de prise de décision sont de plus en plus complexes et ne relèvent pas de manière stricte du politique.

XAVIER LAMBOURS

» Toute l'articulation de la politique et de la société civile est donc remise en cause. Cela entraîne l'émergence d'un vaste no man's land constitué, par exemple, de toute une relation très sentimentale, très affective – avec les catégories un peu niaises que cela peut de temps en temps induire – à la dimension collective : *Live Aid*, certaines formes de luttes antiracistes, humanitaires...

» C'est toute la montée du narcissisme, de l'hédonisme, toute une série de formes nouvelles de socialité qui ont complètement modifié le rapport au politique. L'intrusion de la publicité (qui est d'ailleurs elle-même gagnée depuis plusieurs années par un état d'esprit ludique) s'inscrit dans cet ensemble de modifications.

– Quelques exemples...

– La manière dont la rhétorique de la publicité commence à déteindre ou a déteint sur la scène politique, avec les configurations de compromis fragile que nous avons en ce moment sous les yeux. Ce sont aussi bien les jeunes giscardiens qui tentent de récupérer les slogans en vogue que l'utilisation par les stylos Conté de symboles et de jeux de mots « politiques ».

» Je vois là la tentation de récupérer un style fait de dérision et d'humour, propre aux évolutions de la société civile et de le réinsérer à l'intérieur du politique. Avec en même temps l'aspect très périlleux, très fragile, comme je l'ai déjà signalé, de ce genre de phénomène.

» A jouer à cela, on peut très bien avoir : un jeune giscardien ça va ; trois jeunes giscardiens, bonjour les dégâts... On s'inscrit dans un processus où les politiques jouent avec leur crédibilité. D'où une crise permanente du côté des hommes politiques qui tentent de s'adapter à ce genre d'évolution.

– Publicité et politique peuvent-elles tendre à se confondre en tant que rhétoriques efficaces ?

– Publicité et politique : là aussi une petite mise au point s'impose. Toute une tradition de réflexion voyait l'articulation des deux comme une sorte de stratégie de manipulation : les politiques peuvent utiliser la publicité, les médias en général dans une perspective de manipulation des masses.

» C'est plus compliqué. D'une part, on voit apparaître un marketing des causes sociales, autour de l'abbé Pierre, de la faim dans le monde, de Médecins sans frontières, etc. De grandes campagnes tentent de modifier les comportements sociaux et non seulement de convaincre les gens de voter pour tel ou tel. Ces entreprises visent à modifier le rapport des gens à la charité, au tiers-monde...

– Y a-t-il une théorie unique du slogan qui pourrait s'appliquer indifféremment à la politique et à la publicité ?

– Je ne crois pas. Ne serait-ce que parce qu'il y a toute une gamme. Le slogan peut très bien être la langue de bois ou l'incantation. Ces formes différentes, on peut les repérer d'un point de vue linguistique. Le slogan, en tout cas, ce n'est plus la propagande des années 30.

» Là encore, il y a en permanence dans cette crise du politique une sénescence et une menace du slogan qui risque de déraper, soit par le haut, soit par le bas. C'est très caractéristique de toutes les campagnes qui se sont « plantées » – généralement on ne s'en souvient pas, – par exemple, les campagnes du SID sur « Les yeux ouverts » et autres. Le slogan devient alors une forme vide, creuse. On dit : tiens, tiens... et on rigole.

– « Vivement demain », « Vivement la France », proclament des affiches toutes fraîches du RPR. Pensez-vous que la publicité politique peut contribuer à libérer le non-dit, y compris sous ses formes les plus dures, de ou prêté à certains mouvements politiques ?

– On a pas mal parlé de tous ces slogans avec tout leur implicite ; « Vivement la France », on n'est plus en France, voire : chassons les étrangers. Bref, toute l'ambiguïté des rapports du RPR avec des forces de la droite dure. Bien sûr, il existe une théorie du slogan comme concentré, comme révélateur, dans certains cas. Est-ce toujours un révélateur ? Honnêtement, je n'en sais rien.

– Une publicité politique cultivant au contraire le non-spectaculaire, l'absence de connotations et la grisaille – par exemple les dernières affiches pour la publication « Faits et arguments », de Raymond Barre – peut-elle avoir une efficacité spécifique ?

– Les milieux politiques réagissent à ce nouveau positionnement du politique avec deux types de stratégie. Premier cas de figure : celle que je rappelais tout à l'heure, jouer des petits coups symboliques, multiplier ces coups. C'est le management à coups de symbolique. C'est Reagan, Thatcher, la mise en scène, une sorte d'essai pour trouver des éléments extrêmements forts, « parleurs ».

» Cela peut aller dans certains cas jusqu'à des politiques de marionnettes. Fabius ou l'architecte Roland Castro ont un côté marionnettes du président. Castro, c'est : on va donner la pêche aux banlieues ; elles vont être aussi belles que les villes. On crée un petit symbole qui va permettre de mettre ça en scène.

» Fabius, c'est un peu la même chose : « Je crée d'un seul coup un fils de famille somptueux et je le donne à la France. »

» Certains agissent ainsi pour leur propre compte (Reagan). Ce type de stratégie est très important : ce n'est plus le chef charismatique. On sait que Reagan n'est pas un génie qui donnerait à l'Amérique son souffle nouveau. Mais il représente le symbole de l'Amérique, qui dit : « J'ai la pêche, ça va bien pour moi. »

» Je le redis encore une fois, il y a là en permanence un jeu très périlleux, lié au risque de décrédibilisation. Chirac va dire : « Je suis vif, je fais rigoler les petits enfants. » Mais on ne pourra jamais s'empêcher de penser : pour faire rigoler les petits enfants, mieux vaut Coluche que Chirac.

» Face à ce premier positionnement, à la stratégie du magicien, il en est une autre : celle du technicien, créneau qu'utilisent davantage Barre ou Rocard, ce dernier de manière souvent explicite. Eux jouent le sérieux, le professionnel de la politique, jusques et y compris dans la grisaille.

» C'est ainsi, on ne demande pas à un notaire de nous faire rigoler mais au contraire d'être sérieux, compétent, voire de temps en temps un peu ennuyeux : ça donne confiance. Mais si on dit : on voudrait l'avoir dans son lit, non, ce n'est pas cela.

– Que pensez-vous du français de base tel que le cultive avec constance Laurent Fabius ?

– Là aussi on assiste à une mutation des rhétoriques politiques. Si on écoute Blum ou de Gaulle, on se rend compte que les rhétoriques sur lesquelles ils se modelaient étaient des rhétoriques empruntées soit à l'Eglise (périodes à la Bossuet, etc.) ou à des traditions juridiques, ou encore à l'art oratoire révolutionnaire.

» Désormais, le paradigme est différent. On a vu en quelques années s'effondrer les grandes rhétoriques de référence du politique. Ce que découvre Fabius, c'est tout simplement que les nouvelles rhétoriques politiques seront davantage empruntées à Mourousi qu'à la tradition littéraire française dont étaient issus de Gaulle, Pompidou et autres. Cela nous émerveille, mais on découvre un bon élève qui parle aussi bien que Mourousi ou Jean-Claude Bourret.

– Revenons pour finir au phénomène que vous mentionnez tout à l'heure : la publicité tout court emprunte désormais ses argumentaires à la politique (stylos Conté), et la publicité politique plagie les formules de la publicité commerciale. Quelles réflexions vous inspire cette circularité ?

– C'est une décomposition, un éclatement des formes politiques traditionnelles que l'on a beaucoup de mal en ce moment à gérer. Je dis parfois de manière un peu polémique : Mitterrand éclate en Montand d'un côté, Rocard de l'autre. Je crois qu'avec l'émergence du local, de nouveaux rapports entre citoyens et administration, apparaissent d'autres types de rapports au politique. Avec, en particulier, le surgissement d'un univers politique non politicien. Le comportement quotidien, qui y joue un grand rôle, n'est pas nécessairement soumis à la logique d'une politique. On voit apparaître des zones nouvelles dont les systèmes de fonctionnement, du point de vue de l'information, de la communication, de la persuasion, relèveront de logiques que l'on n'avait pas l'habitude de voir à l'œuvre. » ■

PUBLICITÉ EN POLITIQUE

ICI LA FRANCE

par André Passeron

Après « la France qui ose » et « la France qui gagne », slogans des élections législatives de 1978, le RPR, sous les traits réjouis et bienveillants de Jacques Chirac, remet en selle sa grande idée de bataille : la France. Il engage le pays à sortir de l'ombre et à se draper de tricolore pour la victoire. Sans complexes.

VIVEMENT DEMAIN...

D.R.

COMME avant chaque élection, les murs prennent la parole. La publicité politique y donne déjà libre cours à son imagination. L'affichage développe ses trésors d'invention et ses trouvailles techniques qui veulent – non sans quelque prétention – prouver que la communication est une science. C'est surtout pour les partis l'occasion de ravaler leur façade et pour les hommes politiques de se donner un nouveau « look », comme il convient de dire aujourd'hui.

Le RPR a voulu être le premier à se lancer dans cette campagne. Une première vague a recouvert six mille neuf cents panneaux dans les villes de plus de vingt mille habitants pendant la deuxième quinzaine du mois d'août. Elle est relayée par un affichage « militant » d'un million de petits formats (60 × 40) dont la pose se poursuit et par l'insertion dans la presse écrite d'encarts plus explicatifs, comme ceux parus dans *le Monde* des 3 et 7 septembre. Une deuxième vague sera lancée fin octobre et une autre suivra peut-être au début de l'année prochaine.

Le coût de chaque « vague » est estimé à 3 millions de francs, qui ne concernent que la location des espaces et la fabrication du matériel. En effet, la conception de la campagne est, affirme-t-on, gratuite. Cela constitue un don de bénévoles.

Des bénévoles qui ne sont cependant pas des amateurs. Au sein même de l'état-major du RPR, M. François Ferrus, délégué national à la communication, qui est un professionnel en la matière, coordonne le tout. L'équipe des concepteurs compte notamment Bernard Brochant, vice-président d'Eurocom du groupe Havas et Alain Mahieu, directeur de la création de l'agence Fusion, filiale d'Eurocom. Cette équipe est animée par Jean-Michel Goudard, l'un des associés de l'agence Roux, Séguéla, Cayzac, Goudard. Aucun, précisent-ils, n'engage son entreprise dans cette aventure.

Tout ceux-là avaient déjà participé à la campagne du RPR pour les élections législatives de 1978 et ils avaient notamment inventé les slogans : *« La France qui gagne »*, *« La France qui ose »*. Le RPR ayant à l'époque sauvé la majorité face à la montée de la gauche, ils ont volontiers accepté de reprendre du service pour cette nouvelle offensive. Ils se substituent ainsi, en fait, et au niveau opérationnel, à Elie Crespy, secrétaire national chargé de la communication, qui fut plutôt un conseiller en image pour les temps calmes, mais dont l'action n'a, semble-t-il, pas été très bénéfique à M. Chirac, si l'on en juge par les résultats des récents sondages d'opinion.

En voulant donner par trop et trop tôt au maire de Paris l'allure d'un présumé présidentiable, en lui conseillant de gommer les aspérités de sa nature, en bridant son dynamisme spontané, on prenait le risque d'affadir sa personnalité sans attirer à lui des sympathies nouvelles.

Avenir radieux

La nouvelle équipe de communication du RPR veut donc faire retrouver au maire de Paris les valeurs de sa réalité qui naguère ont fait son succès. Celles-ci, selon ses concepteurs, s'expriment dans les notions de vitalité, de caractère, de volonté, de détermination.

Il convenait, au préalable, de rappeler aux électeurs – ou de les persuader – qu'ils attendaient quelque chose de différent. D'où les toutes premières affiches ménageant un effet d'annonce : sous le titre *« Vivement demain »*, un jeune garçon et une petite fille pensifs, les yeux au ciel dans l'attente de quelque chose. Ce quelque chose est en réalité quelqu'un ; et ce quelqu'un n'est autre que Jacques Chirac en personne.

Sur la deuxième série d'affiches, voilà les bambins souriant au leader – lui-même souriant à ceux qui le regardent – et lui passant affectueusement le bras sur l'épaule. Jeune, gai, net, propre, sage. Rafraîchissant, non ?

On devrait avoir envie d'être un père aussi relax, aussi bronzé, aussi heureux avec d'aussi beaux enfants ! L'image, non pas d'une force tranquille, mais d'un bonheur joyeux et de l'optimisme devant un avenir radieux. Ah, oui *« vivement demain »*, car demain ce sera enfin le retour de la vraie France ! Les affichistes du RPR – mais leurs slogans ont été approuvés par M. Chirac lui-même – n'hésitent pas à franchir un degré supplémentaire en proclamant aussi *« vivement la France »*, suivi, il est vrai, d'un restrictif *« avec le RPR »*.

Recherchant un effet-choc, ils ont totalement négligé le caractère quelque peu choquant de cette proposition qui peut faire se demander où est aujourd'hui cette France dont le retour est tant souhaité. Ils reconnaissent qu'ils se sont plutôt replacés dans la synergie de la campagne de 1978, où il s'agissait de défendre *« une certaine idée de la France »* – formule gaullienne – contre une gauche alors fortement teintée de communisme.

Mais la profession de foi patriotique ainsi exprimée n'est-elle pas aussi destinée à montrer à certains électeurs troublés que le Front national de M. Le Pen n'est pas le seul à évoquer la patrie, ni M. Fabius le seul à *« parler France »* ? Pour les auteurs de ces formules,, l'important est l'adverbe *« vivement »*. Mot-clé de leur campagne, il est, disent-ils, *« le contraire du ron-ron »*, et il doit donner le ton.

Ainsi, le ton est donné : la volonté et l'espoir incarnés par M. Jacques Chirac. Mais cela ne suffit pas. La prochaine campagne n'est pas encore celle de la présidentielle, bien qu'elle en soit le prélude. Ce n'est pas pour un homme seul que l'on votera en 1986. Mais pour un leader. Celui-ci étant désormais présenté et bien présent, le RPR va prochainement développer ses deux autres éléments d'accompagnement : un projet politique et une équipe d'hommes nouveaux.

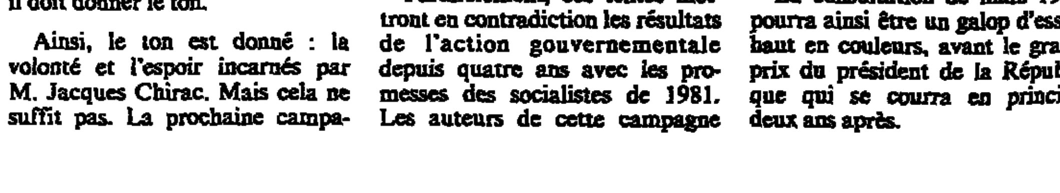
Promesses et résultats

La deuxième vague de la campagne de communication illustrera donc les propositions politiques du RPR. Après la valeur d'image, dit-on, ce sera la valeur d'usage. En quelque sorte *« Chirac, bien sûr ! Mais pour quoi faire ? »* Des affiches et des pages publicitaires dans la presse écrite schématiseront les dix principales propositions économiques et politiques que le RPR a développées dans une plaquette publiée avant l'été sous le titre *« le Renouveau ; pacte RPR pour la France »*.

Parallèlement, ces textes mettront en contradiction les résultats de l'action gouvernementale depuis quatre ans avec les promesses des socialistes de 1981. Les auteurs de cette campagne assurent qu'ils instruiront ce procès sans concession mais sans hargne. Ils comptent même y placer quelques doses d'ironie, afin, disent-ils, de lutter contre la résignation et même la « sinistrose » ambiante. Enfin, des images montreront l'équipe des hommes et des femmes récemment venus à la politique qui entoureront M. Chirac. Le RPR veut illustrer sa revendication d'être le parti politique à la base sociologique la plus diverse et la plus large, *« le métro à 6 heures du soir »*, comme disait André Malraux des gaullistes.

Tout cela sera naturellement relayé au plan local par les sections de militants, par les élus locaux que le parti de M. Jacques Chirac a pu multiplier lors des élections cantonales et municipales, et par les candidats investis par lui, dont on sait qu'il souhaite les voir les plus nombreux possible à ne porter que ses seules couleurs dans la prochaine campagne.

La consultation de mars 1986 pourra ainsi être un galop d'essai, haut en couleurs, avant le grand prix du président de la République qui se courra en principe deux ans après. ■



TRAVAIL A LA MINE

En publicité, le détournement de slogans, *« c'est facile, c'est pas cher et ça peut rapporter gros »*. La société Conté, en lançant son nouveau portemine, « celui de tous les Français », s'est intéressé à l'effet que pourrait produire la présentation de l'engin agrémenté d'astuces avec connotations politiques.

Sur une faucille, voici posé le fameux crayon avec cet avertissement : *« Un portemine bon marché, c'est un scandaaale ! »* Une manière de rappeler au secrétaire général du PC que ce mot qu'il a tué en l'usant jusqu'à la corde, n'est pas près de disparaître du patrimoine populaire.



Plus facétieux, vertical et enchâssé dans une croix de Lorraine à l'envers, l'objet, sur fond de bonnet phrygien, proclame : *« Un portemine moins cher, c'est tout bon ! »* Et là, dit-on, le RPR a failli mal le prendre...

Comment réagira le Parti socialiste, auquel le malin publicitaire – l'agence « Z » – réserve ses épines en faisant tenir le modèle à vendre par le poing à la rose ? On ne sait encore.

La phrase *« Un portemine pas cher : enfin un résultat ! »*, pour désobligeante qu'elle soit, ne devrait guère porter à conséquences et a au moins le mérite de remettre dans l'œil du passant l'emblème des vainqueurs de 1981.

LES BELLES IMAGES DU GOUVERNEMENT

A chacun sa pub. Le public assiste, en cette fin d'été, à une véritable mise en jambes des hommes et des partis, qui trépignent sur place à l'idée des scores qu'ils espèrent atteindre en fin de course, dans six mois.

A l'agressivité bien compréhensible de l'opposition qui montre les dents et s'affiche, en grand, sur les murs de la rentrée répond, côté gouvernement, une opération qui, si elle est plus discrète, s'insère toutefois, elle aussi, dans le processus banalisé de la « réclame ».

Préparée au printemps dernier, choisie le 24 juillet par un comité que présidait Laurent Fabius, lancée sur les écrans de télévision le dimanche 8 septembre, la campagne d'information interministérielle comprend deux cent quatre-vingts spots de quinze secondes (en deux passages rapprochés) répartis sur les trois chaînes. Elle durera jusqu'au 12 décembre.

Thèmes : des radios enfin libres, une police plus moderne, la lutte contre l'inflation, des ordinateurs à l'école, la retraite à soixante ans, la décentralisation, les travaux d'utilité collective, les jumelages école-entreprise.

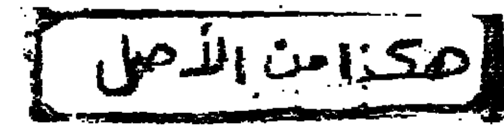
Forme : des petits films assez vifs réalisés par Pierre Willemin, l'auteur de *l'Eau et les Hommes*, présenté à la Géode de La Villette. En conclusion, une silhouette de l'Hexagone sourit du côté de la Gironde, et une voix affirme : *« Pour nous la France avance. »*

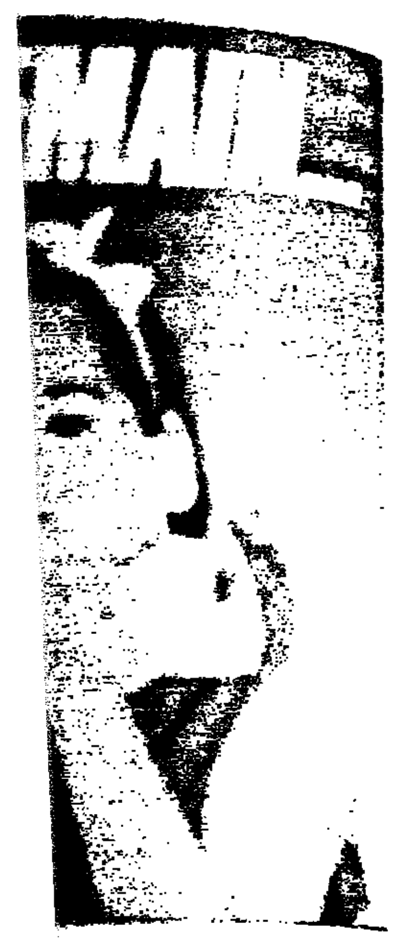
Rien de très novateur, pas de coup de poing publicitaire, aucune de ces idées-chocs qui font parler de la publicité comme d'un art. L'agence BCRC (Benchetrit, Calligari, Rebois Communication) retenue à la suite d'un appel d'offres, a joué le convenable, une proclamation raisonnable et mesurée des décisions les moins contestées (les nationalisations et la suppression de la peine de mort ne sont pas au programme) prises depuis trois ans.

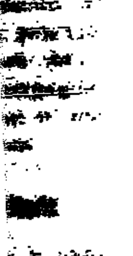
Plutôt que de laisser chaque ministère vanter de son côté ses réussites, le Service d'information et de diffusion (SID), qui coordonne, sous la responsabilité du premier ministre, les campagnes gouvernementales, a retenu la formule d'une opération harmonisée, unifiée. Elle concerne six ministères, mais en fait bénéficier le gouvernement tout entier. Et au-delà, espèrent ses auteurs, le pays tout entier, comme en témoigne le choix des mots « nous » et « la France ». Mais la France est particulièrement sollicitée, de-ci de-là, en ce moment...

Le coût de cette campagne s'élève à 9,2 millions de francs hors taxes (10,9 millions TTC) prélevés sur les budgets des ministères concernés. C'est l'une des trente-cinq opérations d'information et de publicité lancées par le SID cette année. Son budget, en 1984, s'élevait à 105 millions de francs ; 103 millions de francs ont été dépensés au premier semestre de 1985, sans compter la campagne pour la nouvelle numérotation téléphonique qui coûtera, à elle seule, en 1985, 60 millions de francs.

Ceinture de sécurité, lutte contre l'alcoolisme, vote aux élections de la Sécurité sociale, sont les thèmes habituels de travail du SID. Mais ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement « vend » son action par les voies de la publicité à l'approche d'une échéance électorale : *« Le gouvernement a pris dix-huit mesures pour aider les Français »*, nous disait-on en 1977. Ce gouvernement-là était dirigé par un certain Raymond Barre. ■







PUBLICITÉ EN POLITIQUE

LIBÉRAUX NOUVEAUX, NOUS VOILA !

par Christine Fauvet-Mycia

Nouveaux libéraux, nouvelles affiches. Ce qu'il y a de plus nouveau chez François Léotard, secrétaire général du parti républicain, c'est qu'il appartient à cette génération d'hommes politiques qui n'ont pas eu à s'accoutumer aux techniques modernes de la communication. Ils sont nés avec. Et savent faire le partage entre les exigences du « métier » et la conviction de l'acteur.

PERRIN/GAMMA

ARTHUR CONTE, dans un livre à paraître prochainement, le qualifie d'« *homme politique du troisième type* ». Un OVNI en quelque sorte, objet volant non identifié, dont le look, le discours, les attitudes n'en finissent pas de susciter commentaires et interrogations. La classe politique, les médias, l'opinion se sont emparés de ce « phénomène » qui, en deux ans, a réussi une percée étonnante, laissant loin derrière lui les hommes de sa génération et même, dans les sondages, son « illustre » aîné, M. Giscard d'Estaing.

Objet... de curiosité, et d'intérêt, donc. Volant... vers les sommets des sondages de popularité. Non identifié, dans la mesure où le message ne semble pas toujours aussi cadré que la silhouette et ne lui correspond pas toujours. « *Sa personnalité politique paraît plus droitière que son tempérament ne le laissait prévoir* », remarquait déjà, en 1983, Alain Duhamel (1). Réflexion reprise récemment, sur un autre mode, par Michel Charzat, secrétaire national du PS, qui constatait au retour de François Léotard de la Nouvelle-Calédonie : « *Le lifting moderniste vient de craquer.* »

D'habiles plasticiens auraient-ils réussi à donner de François Léotard une image qui ne correspondait pas à la réalité ?

« *On ne peut pas me reprocher, dans le monde de 1985, d'utiliser la photo, l'image télévisée, l'affiche* », proteste François Léotard, que les réflexions sur son « look » agacent prodigieusement. « *C'est à pleurer, tellement c'est affligeant*, dit-il. *C'est le fait de censeurs prudes enfermés dans un monde de grisaille, ou de tartufes hypocrites. Pourquoi ne parlerait-on que de mon look, et pas de celui de M. Barre ? C'est aussi important pour lui que pour moi. C'est une liaison indispensable entre le fond et la forme.* »

Le secrétaire général du Parti républicain, qui se dit passionné par les problèmes de communication et d'information, juge nécessaire le recours à « *toutes les techniques modernes de communication qui ont fait leurs preuves sur le marché commercial* », même si « *la stratégie de pouvoir n'est pas exactement la même chose que la conquête de marchés* ». « *Ce serait tout à fait stupide*, ajoute-t-il, *de vouloir vendre un homme politique comme une savonnette. Cette idée est dépassée.* »

Choisir sa cravate

Utiliser les techniques modernes de communication, soit, mais ne pas s'en remettre pour autant à un quelconque gourou. François Léotard ne supporterait pas d'avoir en permanence à ses côtés un « conseiller » qui lui dicterait ses attitudes, le choix des mots qu'il emploierait, les tenues vestimentaires qu'il porterait. « *Je n'ai jamais porté une cravate que je n'aie pas choisie.* »

« *Mon système de communication*, explique-t-il, *est fondé sur la pluralité. Je sollicite des instituts de sondage, des agences de pub, mais je n'ai jamais eu recours à un cabinet de conseil en communication.* »

Au printemps, quand François Léotard a entamé une tournée dans toute la France — « *le mai des républicains* » — en tentant de dépoussiérer la présentation du discours politique — utilisation de lasers, de vidéo, etc., — on l'a vu sur tous les murs en blouson et cravate fantaisie. « *C'était mon choix* », insiste-t-il.

Le slogan — « *La passion de vos libertés* », — il l'avait choisi aussi. Enfin, pas tout à fait. Il aurait préféré « *Franchement libéral* », mais voilà, les prétests effectués à sa demande donnaient « *La passion de vos libertés* » gagnant. Il s'est incliné. « *Les analyses d'opinion sont devenues très pertinentes*, remarque-t-il ; *alors, pourquoi les politiques ne les utiliseraient-ils pas ? Sans être obligés de les suivre. J'ai peut-être commis une erreur en les suivant.* »

Après cette affiche-portrait et cette tournée, destinées à asseoir la popularité de François Léotard, le PR est passé à une deuxième étape : vendre « l'équipe des libéraux ». C'est ainsi que fin août, sur plus de trois mille panneaux publicitaires, sont apparus, sur fond de verdure, François Léotard et, à ses côtés, Alain Madelin, numéro deux du PR, Gérard Longuet, trésorier, et Jacques Douffiagues, maire d'Orléans, décontractés, devisant joyeusement pour annoncer l'avènement futur du « *temps des libéraux* » ! Fiche explicative jointe : « *Ils sont jeunes, dynamiques, déterminés et même souriants. Ils ont la volonté de construire ensemble une France nouvelle, plus forte et compétitive, plus libre et responsable. La politique, demain, ne sera pas l'affaire d'un homme seul. La force et la réussite viendront de l'alliance des compétences et de la complicité des hommes.* » Des couleurs chaudes pour cette affiche, un éclat de rire et trois sourires, une complicité suggérée entre des hommes de la même génération qui se sont connus à l'ENA, quand ils ne se sont pas croisés — tous sauf Léotard — au groupe Occident.

« *De la communication douce* », explique Michel Mouillot, directeur de la communication dans une entreprise privée, qui met ses compétences au service de François Léotard « *à titre amical, militant et bénévole* ». Le plus difficile, selon lui, a été de trouver un créneau dans les emplois du temps pour réunir les quatre hommes. Pour le reste, à l'en croire, chacun a trouvé sa place naturellement. Les trois « lieutenants » en costume, le visage tourné vers la « vedette » de l'affiche, en chemise claire, la veste nonchalamment jetée sur l'épaule, de face en pleine lumière. « *C'est très difficile de visualiser l'idée d'équipe* », note François Léotard, qui se souvient que François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle de 1981, s'y est essayé avant lui.

La troisième étape de ce plan médiatique sera-t-elle un vidéo-clip ? Pourquoi pas ? Mais le secrétaire général du PR ne veut rien révéler « *pour des raisons de concurrence* ».

Dignité et démocratie

La publicité politique, en tout cas, ne le choque pas, à partir du moment où, précise-t-il, « *la politique ne devient pas uniquement publicitaire, car la chose publique est plus grave : c'est le débat sur la vie en commun des gens* ». La pub, d'accord, mais « *en réduisant l'apport publicitaire à l'utilisation des techniques. Le marché n'est pas le même, ni les objets, ni le produit, ni la dignité...* »

« *Il faut garder à la politique son caractère digne et tragique*, poursuit François Léotard. *La politique transformée en jeu conduirait à un affadissement de la démocratie. Je l'ai vécu, lors de mes deux passages rapprochés à la télévision* » (à « l'Heure de vérité », d'une part, et chantant l'Ajaccienne, d'autre part). Le Léotard chantant a eu beaucoup plus d'impact. Le secrétaire général du PR s'en attriste. « *Il faudrait*, songe-t-il, *avoir une réflexion plus philosophique sur l'essence de la politique.* » « *La notoriété*, explique-t-il encore, *c'est le degré zéro de la politique. Il faut tenir ce marché mais il faut aller au-delà, réfléchir au message.* »

Là commencent les difficultés. Il n'y a pas toujours adéquation entre le message et l'image. François Léotard le reconnaît, mais « *la communication est difficile. Les mots cheminent d'eux-mêmes et vous êtes en permanence victime d'une injustice, car on ne dit jamais ce que l'on veut dire. C'est Aragon qui écrivait : « Les mots français gardent l'espoir d'un double sens.* » ■

(1) « *Les Prétendants* ». Gallimard.

TRAVAILLE TA DROITE !

DE complexion fragile, et fébriles par nature, les graffiti à vocation électorale ne s'imposent vraiment que maniés d'une main ferme et nourris par une pensée sans reproche.

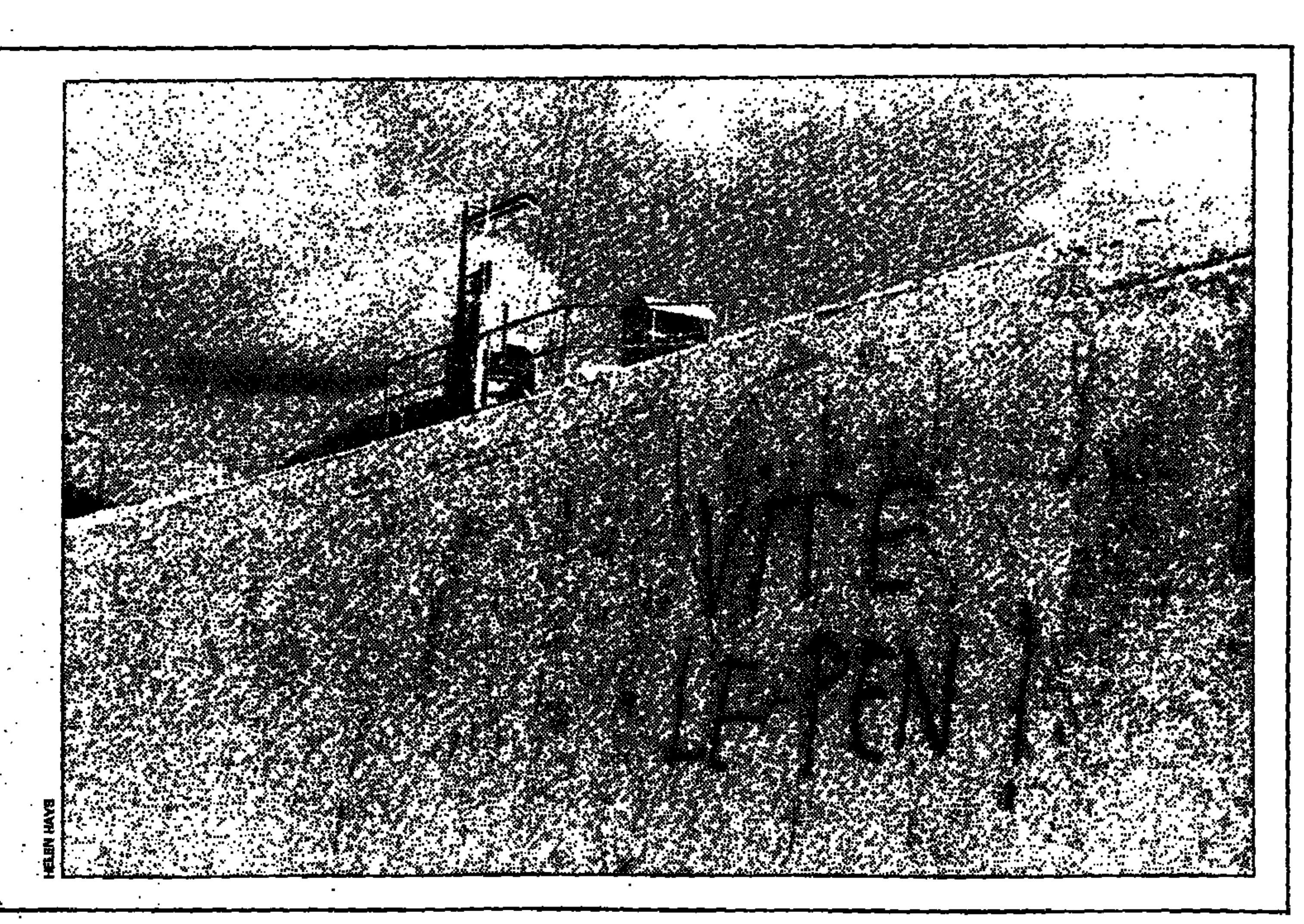
Les *rupestres* du Front national, dont on a pu craindre un moment qu'ils ne s'enlisent dans le très sinistre « *La France aux Français !* » ou ne s'accrochent sans gloire aux calicots des autres (« *Touche pas à mon pays !* »), apportent en ce moment la preuve qu'ils sont moins niais qu'on ne pouvait l'imaginer, et que leurs ateliers de création fonctionnent au même rythme que ceux des autres engagés dans les législatives de 1986.

Ce « *Vite le Pen !* » qu'on commence à signaler un peu partout sur les murs de l'Hexagone entre en compétition directe avec l'autre heureuse formule qu'on doit cette fois au gentleman Jim de la mairie de Paris, qui, en balançant sa droite alourdie d'un « *Vivement la France !* », croyait avoir tapé suffisamment bas sous la ceinture pour ne pas être rejoint dans le décompte aux points.

On dira qu'il ne s'agit que d'un premier round d'observation — parti largement avant le coup de gong — et que ces deux furieux ont encore du savoir-faire dans leurs gants plombés.

Mais ils auront intérêt à travailler leur allonge pour différencier leur swing. Car, entre « *Vivement le Pen !* » et « *Vite la France !* », ou le contraire, l'amateur de jolies joutes peut déjà ne pas très bien saisir la nuance.

J.-P. Q.



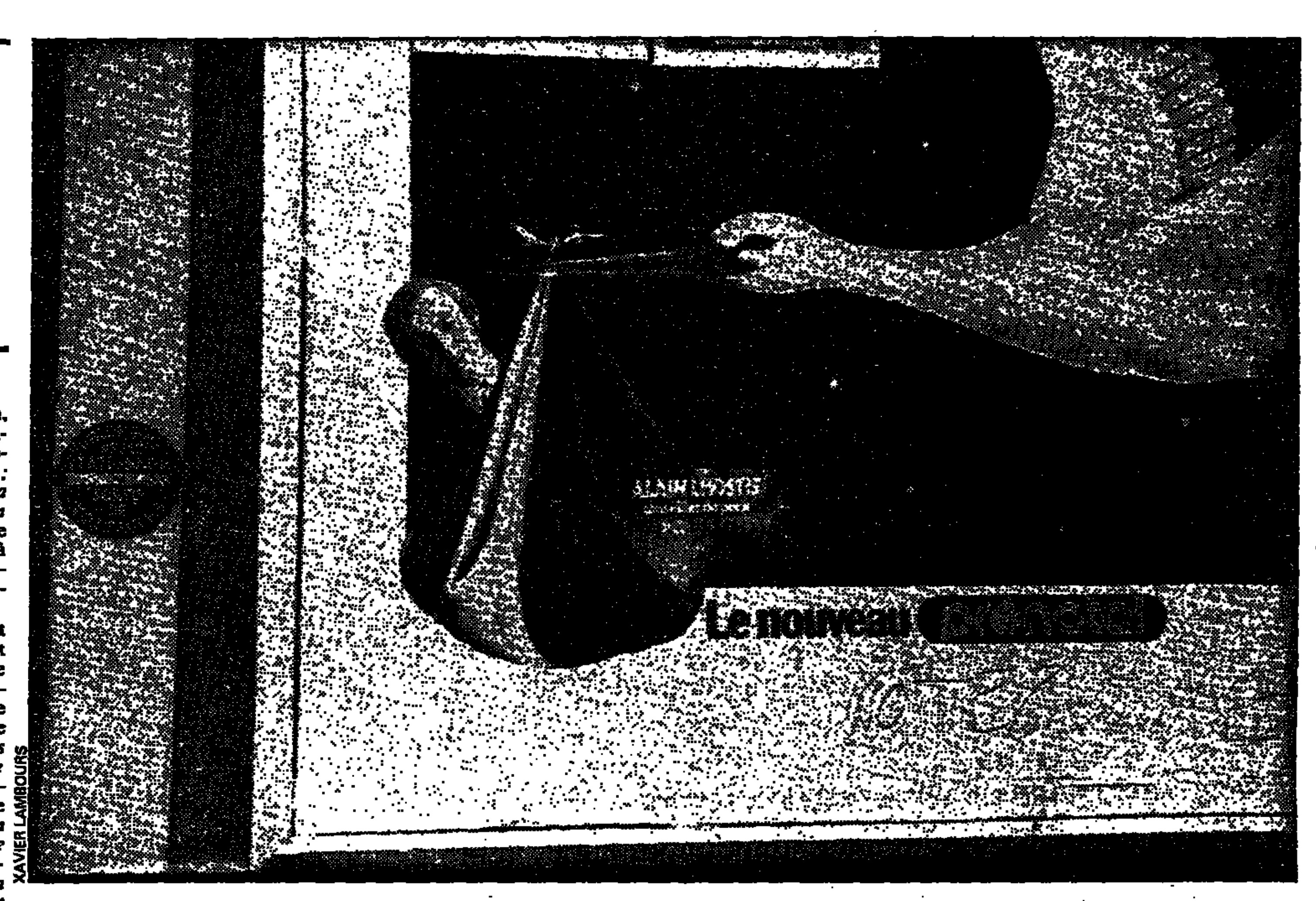
HELEN HAYS

PUBLICITÉ EN POLITIQUE

COMMENT BIEN ROULER LA PRESSE DANS LA FARINE

par Mathilde La Bardonnie

« La presse, c'est simple, coco », peut dire Claude Fitoussi, maître ès médias, patron de Fitoussi conseil et expert en relations publiques. Du chef d'entreprise, qu'il traite depuis plus de dix ans, aux « timides » de la politique, cet homme-là sait ce que message médiatique veut dire. Il vend la mèche.



XAVIER LAMBOURS

ÇA s'est trouvé un peu par hasard, ma présence, ce vendredi de la semaine passée, à un déjeuner autour de MM. Michel Junot et Philippe Malaud, responsables du Centre national des indépendants et paysans. J'étais là à la place d'un autre, qui lui-même aurait dû remplacer un camarade à la dernière minute. Je vous passe. On fait un drôle de métier. Vous recevez un coup de téléphone : *« Ici le cabinet Claude Fitoussi Conseil. Voulez-vous participer à la réunion de travail que nous organisons pour le CNI et son comité contre le neutralisme et pour la paix, en vue d'une manifestation lors de la prochaine visite de M. Gorbatchev en France ? »* Et moi : *« Comment, quoi ? Vous dites CNI, réfugiés ? Non, ce n'est pas bien mon secteur : je serais plutôt versée dans les questions de spectacles, le théâtre si vous voulez, la musique aussi, le cinéma parfois ; enfin, le show biz quoi.*

» Mais on vous a peut-être donné mon nom à cause d'une enquête sur le marketing politique, toute cette mise en scène, ces mises en boîte. Le business du show pour la cause publique. Alors ça m'intéresse. » Une voix charmante précise le lieu, restaurant de l'Assemblée nationale, huitième étage, et ajoute : *« Bien sûr nous avons prévu un budget pour votre participation à l'après-midi qui suivra, en présence de réfugiés afghans, polonais et vietnamiens. »* J'avale ma salive de travers : *« Comment, quoi ? Mais je viens pour voir. »* Embarras à l'autre bout du fil, puis la dame dit très vite : *« Je comprends, oui. »* Entre-temps, il semblerait qu'elle — ou son patron — ait convaincu ces messieurs du CNI, hôtes du repas et clients de l'agence, qu'il fallait *« jouer la transparence »*.

Pour le coup, c'est la journaliste qui a essayé de se faire transparente au long de ce repas plutôt sympathique, où, dans le registre café du Commerce, on commença par rappeler que les radicaux, en 1936, avaient déclaré : *« Nous n'avons pas d'ennemis à gauche. »* Sans devenir communistes pour autant. La question étant de savoir si, dans leur souci de *« parler à tout le monde »*, les Indépendants devaient ou non rallier les troupes de M. Le Pen à leur meeting anti-goulag. Puis la conversation a roulé son train bonhomme sur l'affaire Greenpeace. Enfin, on est arrivé au vif du sujet : comment obtenir la caution de Soljenitsyne. *« Il ne se déplacera pas ; mais un duplex avec lui depuis sa maison du Vermont serait un coup spectaculaire »*, a assuré le journaliste de télévision, présent à la table en tant, lui, que « consultant », et dont il ne faut pas donner le nom.

« Ce serait gênant », nous a dit plus tard M. Fitoussi, avenant patron de la maison Claude Fitoussi Conseil, dont la principale recommandation pour cette opération précise a consisté à dire à M. Malaud : *« Ne mêlez pas d'arrière-pensées de politique intérieure à votre projet de manifestation. »* Et il a conclu, entre le fromage et la poire : *« Question droits de l'homme, il y a en ce moment des pays plus « porteurs » que l'Afghanistan. Il y a l'Afrique du Sud, évidemment, et aussi le Chili où ça fasye. Il est toujours bon de montrer que l'on dénonce le régime de M. Pinochet comme celui de M. Gorbatchev. »*

Le bon sens ! En somme, ces politiques-là se sont fait dire ce jour-là des choses qu'ils auraient probablement pu se dire à eux-mêmes, s'ils avaient su comment...

Voilà comment une agence spécialisée dans la communication d'entreprises depuis bientôt treize ans se met, ces derniers temps, à répondre également aux demandes de politiciens. Elle leur propose *« une formation à la communication médias »*, *« nécessité vitale, car il faut savoir utiliser la relation presse, de préférence à la publicité, chaque fois que le produit apporte un potentiel d'innovations ou qu'il se pose un problème de crédibilité du véhicule du message »* (sic).

M. Fitoussi forme donc les politiciens, par le biais notamment de *« séminaires de très haut niveau » (resic)*. Nous lui avons demandé si c'était l'usage de rémunérer des journalistes pour leurs avis et contributions lors de tels séminaires et s'il s'en trouvait beaucoup qui... Il a répondu le plus clairement du monde : *« J'en ai un noyau de soixante-dix, et certains de très prestigieux qui interviennent de façon fréquente, voire régulière. Ils enlèvent leur casquette de journalistes pour devenir consultants. Le plus souvent, les problèmes posés par une entreprise ou un homme politique sont des problèmes de stratégie. Mes clients — cela va de Philips à Pechiney — ont le souci d'être davantage présents dans les médias. J'invite donc les journalistes au fait des secteurs en question. Ils connaissent parfaitement les erreurs de ceux qui s'adressent aux médias. C'est l'intérêt du journaliste aussi d'avoir affaire à des gens communicant, de faire comprendre aux dirigeants et hommes politiques que la transparence est un risque, mais qu'en général on y gagne. »*

Soixante-dix journalistes en coulisse

« Mais ces soixante-dix journalistes que vous employez ici et là, et payez, ne risquent-ils pas ensuite d'être un peu gênés aux entournures pour critiquer vos clients, leurs « sujets » ?

— *« Je m'arrange*, explique M. Fitoussi, *pour ne pas choisir exactement les mêmes qui seraient amenés à devoir parler des cas évoqués. Si, par exemple, j'ai besoin de Mourousi, je ne dois pas chercher à lui vendre quoi que ce soit pour son journal de 13 heures. C'est aux gens de presse de savoir ne pas mélanger les genres. Bien sûr, il arrive qu'il y ait une ambiguïté, certains acceptent d'aliéner leur indépendance. Mais les choses qu'on leur fait faire sont intéressantes. Nous opérons discrètement. Vous savez, dans les télévisions, on ne gagne pas gros... »*

Dans le temps, ceux de la presse dont les fins de mois étaient acrobatiques donnaient des cours, ou multipliaient les piges. Aujourd'hui, donc, ils « consultent » autour de « tables rondes », au coude à coude avec des « dirigeants ». Encore une question : Par exemple, pour ce déjeuner et l'après-midi jusqu'à 18 heures avec les réfugiés, c'était quoi, le budget prévu pour le journaliste ? Réponse : *« 4 000, 5 000 francs, mais cela peut être, et c'est souvent, beaucoup plus. »*

Le cabinet Fitoussi fait payer à ses clients 45 000 francs en moyenne les séminaires qu'il leur propose. Soit deux fois deux jours — des journées de seize heures — à réfléchir avec le concours de huit personnes. Chaque fois, il établit un devis. *« On se réunit dans un grand hôtel des Champs-Elysées. Ce sont des sessions d'exercices intensifs. On entraîne les hommes politiques en abordant avec une vidéo tous les thèmes sur lesquels ils pourraient être interviewés en trente secondes, ou bien plus. Ensuite, à l'image, on critique leur bouille. On leur suggère de modifier leur coiffure, de choisir des cravates plus gaies. La gaieté...*

» On leur fait aussi visiter des studios de télévision ; ils assistent à des conférences de rédaction. On leur montre l'envers du décor, en somme. On leur explique qu'il y a des choses à ne pas faire avec un journaliste, comme de lui demander de relire sa copie avant publication, cela agace. On essaie de leur donner idée d'une stragégie médias, qu'un contact avec un seul vaut mieux que le même papier envoyé à tous les journaux ou même qu'une conférence de presse. L'exclusivité est efficace, le reste des journaux reprennent. »

Quoi encore ? *« On les aide à définir quelle image d'eux-mêmes ils entendent véhiculer. Appelons ça le positionnement personnel. Soit l'on apparaît comme un chef d'entreprise, soit avant tout comme un homme politique, il faut choisir. »*

C'est en effet par le biais des patrons qu'il avait conseillés pour leurs affaires que cet ex-mathématicien converti à la statistique et averti en matière de psychologie a vu son agence passer du marketing tout court au marketing politique : *« Grand nombre de responsables économiques ont des activités publiques, sont soit maires, soit députés, ou aspirent même à la présidence de la République »*, dit-il, évoquant son rôle « informel » auprès de Bernard Tapie : *« C'est un ami. Il a une possibilité de carrière ; il a commis l'erreur de croire que les journalites qui lui sourient sont ses amis... »*

Qui d'autre Claude Fitoussi « aide »-t-il sur le plan de la communication ? Il n'a pas le droit de dévoiler les noms de ceux qui ont exigé sa réserve. Il peut citer Jean-Maxime Lévêque, ancien président du Crédit commercial de France. Il rappelle, à ce sujet, une enquête-sondage effectuée par les soins de son agence et publiée dans *l'Evénement du Jeudi* en janvier dernier sur le thème *« Les hommes politiques nouveaux que les Français désirent »* : *« Les personnages classiques sont éculés*, dit-il. *Si on fait le tour, à part Léotard, Fabius et Baudis, il n'y a guère de relève. Le public aimerait que des non-politiques fassent de la politique ; il demande un peu de fraîcheur, de sincérité. Cette tendance se traduit aujourd'hui par la montée des divers droite, de même qu'il y avait les divers gauche il y a quatre ans. Les lassés du régime ne vont pas voter pour Giscard, qu'ils ont rejeté en 1981, mais pour tout ce qui ressemble à autre chose.*

» La première réaction de ce type a été le Front national (qui déjà se banalise et va se dégonfler). Alors, on se tournera vers des candidats style Lévêque — ou Tapie, s'il se présente ; des patrons d'entreprise de région ; des gens du CNI. C'est un parti qui en ce moment cherche à redéfinir ses stratégies d'image, cherche à se démarquer des autres formations et à se montrer plutôt comme un groupement de gens de bonne volonté, défenseurs de l'entreprise et de ses salariés, ayant le sens du dialogue avec tout le monde... »

« Vous en parlez comme si vous vous identifiiez un peu avec leur plate-forme. Avez-vous le sentiment en prenant leurs intérêts en charge de vous marquer en l'occurrence à droite, autrement dit selon quels critères acceptez-vous tel ou tel pour clients.

— *Les clivages ont changé. Fabius, Chevènement, Rocard me plaisent comme Léotard me plaît. La coupure est plutôt entre centralisateurs et décentralisateurs. Je ne saurais me situer sur l'échiquier, il y a d'abord le bon sens, le raisonnable, et surtout la capacité de sincérité. Chaque fois qu'un homme politique vient me voir (j'en conseille environ une douzaine), je commence par l'interviewer, et je montre à mes collaborateurs la vidéo. Si la parole ne nous semble pas authentique on laisse tomber. »*

Sur-mesure et sincérité

Pour ces sincères, Claude Fitoussi Conseil propose aussi du « sur-mesure ». Formule évidemment beaucoup plus onéreuse que celle des séminaires. Prise en charge d'opérations précises incluse, cela peut s'élever à des « centaines de milliers de francs » (au moins 100 000, parfois 1 million). Claude Fitoussi ne conseillerait ni Marchais ni Le Pen, mais « garde sa liberté ». Il croit à l'entreprise, à la vente. D'ailleurs, il va travailler pour M. Chevènement à la revalorisation de la fonction commerciale dans l'éducation nationale. *« Tandis que chez Bongrand ou Krieff ils sont spécialisés à droite, ou chez Séguéla on assure le marketing exclusif de la gauche. Il faut voir comment fonctionnent les partis. Par exemple, Raymond Barre impose Bongrand à ses troupes, parce que Bongrand lui réussit à lui : Bongrand alors embauche des jeunes et fait du chiffre... »*

Si l'on demande encore à M. Fitoussi s'il recourt lors de ses séminaires ou séances à certaines méthodes de créativité, il répond que non, pas tellement, sauf pour *« certaines actions à mener »* : *« Le rire*, dit-il, *le retour à l'état d'enfant, ont du bon, mais c'est parfois limite. Il faut penser à la fragilité humaine des clients. Je ne peux pas lancer par exemple tout de go aux responsables du CNI qu'ils doivent rajeunir leurs états-majors, autrement dit se faire hara-kiri. Nous jouons aussi un peu un rôle de confidents prêts à écouter. Je ne prends jamais d'argent si je n'apporte pas une rentabilité.*

— Vous arrive-t-il d'échouer avec certains ?

— *Jamais complètement. Même des petites choses simples sont précieuses. J'ai ainsi eu affaire à quelqu'un qui avait de graves difficultés pour passer à la télévision. Pas seulement une histoire de look, mais c'était le genre à faire appeler un directeur de rédaction par sa secrétaire. Ça ne plaît pas. N'importe qui, même s'il est très important, doit avoir le temps de décrocher son téléphone. On lui a juste expliqué cela : il a cassé sa carapace.*

— Aimeriez-vous ne plus faire autre chose que du conseil en politique ?

— *Surtout pas, cela m'amuse, mais en plus du reste. Ce qui m'intéresse, c'est de changer de métier tous les deux ans, d'évoluer avec les changements de société. Hier, je m'occupais de radios libres ; demain je m'intéresserai aux télévisions privées. »*

C'est sur une chaîne privée, en l'occurrence RTL, *« numéro 1 dans la région de l'Est »*, que M. Fitoussi entend faire passer en temps utile le spot publicitaire de trente secondes qu'il va aider M. Jean Kieffer à réaliser. L'ancien député de la Moselle, à nouveau candidat, sera ainsi le premier à faire sa publicité sous forme de « pub » pure. *« En étudiant les textes, nous avons vu que c'était possible. Kieffer, en bon débateur qu'il est, fera des propositions concrètes, dira des choses du genre « je bâtirai un lycée à tel endroit avant telle date » et non pas « je ferai des efforts pour l'éducation dans notre région ». Les gens sont lassés de ces promesses vagues qu'on leur ressert, car le marketing politique a vieilli avec le système. Il y a d'abord une question de sincérité, d'affectivité.*

» Je vais vous dire ma recette, un secret formidable : j'arrive dans une salle où il y a trois cents personnes, je me dis que je les aime. Ces gens sont là pour m'écouter, je les regarde, je repère des visages, cela dure vingt secondes, et alors je suis bon, parce que je les aime, d'amour. La grande erreur de bien des hommes politiques est de mépriser ceux qui se sont déplacés pour eux, et qui ne sont point si bêtes qu'ils croient. Cela commence dans n'importe quel studio de télévision, il est préférable d'avoir d'emblée de la considération pour les techniciens, les journalistes. C'est concret. Les écoles oublient d'enseigner ce savoir-là : le savoir être soi-même, et se comporter. » ■

... BONJOUR LES DÉGATS !

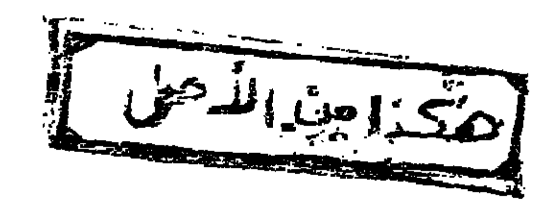
LES jeunes giscardiens n'en sont pas à leur première campagne d'affichage. De *« C'était pas si mal avec Giscard »* jusqu'à *« Giscard-Léotard, le ticket choc ! »*, ils ont voulu *« mêler publicité et politique »* et *« rompre totalement avec les formules traditionnelles des affiches politiques »*. Cela donne aujourd'hui dix slogans sur fond rose, orange, vert, jaune ou bleu fluorescent : *« Un jeune giscardien, sinon rien »* ; *« Les jeunes giscardiens, ça décoiffe »* ; *« Du pain, du vin, des jeunes giscardiens »* ou encore : *« Jeunes giscardiens, secouez-moi, secouez-moi »* ; *« La vie est trop courte pour ne pas être jeune giscardien »* ; *« Les jeunes giscardiens, ça fait du bien là où ça fait mal »*. Et même : *« A quoi ça sert que les jeunes giscardiens, y se décarcassent ? »*, *« Si les jeunes giscardiens n'existaient pas il faudrait les inventer »* ; *« Sur sa peau était marqué : jeune giscardien »* et, enfin, *« Des jeunes, des jeunes, oui, mais des giscardiens ! »*

Ça se chante, ça se danse, ça se veut *« jeune, marrant et décontracté »*. Tirées à un million d'exemplaires, ces affiches placardées dans toute la France depuis une semaine devraient inciter les jeunes qui vont voter pour la première fois en 1986 à rejoindre les rangs de l'*« opposition libérale »*, celle-là même qui lutterait contre la *« morosité »* de la vie politique.

On les disait « BC-BG », et même quelquefois un peu « out ». Aujourd'hui, les jeunes giscardiens se veulent « branchés » ou « câblés », c'est selon. En tout cas place à une « nouvelle race de militants » et attention, « ça décoiffe »...

Pas de concours, pas de récompense pour qui rétablira les slogans originaux, ni pour qui complétera la série. Pourtant, bien d'autres combinaisons étaient possibles, et tout aussi « marrantes ». Ne serait-ce que « Un jeune giscardien ça va, trois jeunes giscardiens... ? » Intellectuel, non ?

C. F.-M.



PUBLICITÉ EN POLITIQUE

P C : L'AFFICHE HÉROIQUE

par Patrick Jarreau

Une fois par an, et depuis cinquante ans, les communistes dressent leurs tréteaux et installent leurs fanfares pour proclamer les espoirs et célébrer les victoires de la classe ouvrière. Sur le ton agreste. C'est l'occasion pour le parti de recalibrer son image et de lancer quelques slogans bien frappés. En un mot, de faire sa pub.

LE pays de Cocagne a une frontière : dans l'espace, la moitié du parc paysager de La Courneuve, propriété du département de la Seine-Saint-Denis ; dans le temps, les deuxièmes samedi et dimanche de chaque mois de septembre.

Cet étroit et éphémère Liechtenstein « PCF », petite principauté du *« bonheur communiste français »* (1), paradis fiscal des investissements militants, c'est la fête de *l'Humanité*. Et le quotidien du Parti communiste n'hésite pas : malgré l'Afrique du Sud et le Liban, Renault, Greenpeace et la « guerre des étoiles », *« l'événement c'est la fête »*.

C'est que dans cet « événement-là », tous les autres ont leur place, à travers stands, calicots, affiches, expositions ou concerts. L'Afrique du Sud ? On s'associe à la campagne pour la libération de Nelson Mandela, le dirigeant du Congrès national africain (ANC), emprisonné depuis bientôt vingt-deux ans au pays de l'apartheid. Comme les autres journaux des partis communistes ou « amis », celui du PC sud-africain a, cette année, son stand à la Cité internationale, où l'on chante la révolution dans toutes les langues.

Renault ? Les sections communistes de la Régie nationale illustrent leur combat contre le plan Besse en exposant l'« autocar de l'an 2000 », le FR 1, preuve de la compétence professionnelle du personnel, opposée à l'impéritie financière de la direction.

Choisir des symboles

« La fête ne se contente pas de dire qu'une autre politique est possible, elle en fait la démonstration vivante et dynamique », a déclaré Roland Leroy, directeur de *l'Humanité*. Le rassemblement de La Courneuve offre un terrain au marketing politique tel que le conçoivent les communistes, moins publicitaire que militant, faisant la part principale au témoignage, mettant en scène d'emblématiques acteurs des luttes sociales et politiques et des conflits internationaux.

Les choix principaux, dans le répertoire des symboles, appartiennent à la direction. Cette année, quatre thèmes ont été retenus : *« L'action contre les fauteurs de crise et pour une autre politique, la défense des droits de l'homme et des libertés en France et dans le monde, la lutte pour la paix et le désarmement, le renforcement du Parti communiste. »* Ces deux derniers thèmes sont, évidemment, permanents, encore que la « lutte pour la paix » ait pris davantage d'importance que par le passé depuis l'affaire des euromissiles et que la nécessité de renforcer le parti soit d'une acuité particulière depuis quatre ans.

L'accent est mis depuis 1983 sur les droits de l'homme, version communiste, c'est-à-dire sur les violations de ces droits dans le monde occidental et dans les pays du tiers-monde où son influence est prédominante. Il s'agit de riposter à la mise en cause des pays socialistes sur ce chapitre, à l'Ouest, et, après la rencontre Marchais-Gorbatchev, de tenir son rang dans la défense de l'Union soviétique. La priorité, cette année, est à la dénonciation des responsables de la crise – le patronat et le gouvernement – et à la revendication d'une « autre politique », celle que préconise le PCF, sans qu'il soit plus question des « acquis » de la gauche, ni des trois années durant lesquelles les communistes ont eu leur part du pouvoir. *« Faire du neuf avec les communistes »* est le slogan qui résume le discours du PCF sur cette question.

A l'appui de cette proposition, la fête de *l'Humanité* apporte son habituelle exaltation des réussites technologiques de l'industrie française. Après le TGV et les robots de l'usine Renault de Douai, les nouveaux moyens de communication sont, cette année, en vedette, avec, notamment, des expériences de télévision par câble. La réussite technique est placée haut dans l'échelle des valeurs des communistes, à la fois fidèles à l'idéologie des forces matérielles et admiratifs de la belle ouvrage. *« Faire du neuf »*, c'est faire passer le travail avant le capital, les hommes avant l'argent, l'emploi avant la rentabilité financière, et c'est possible ; le visiteur se l'entend dire à chaque coin des rues de cette petite ville de deux jours.

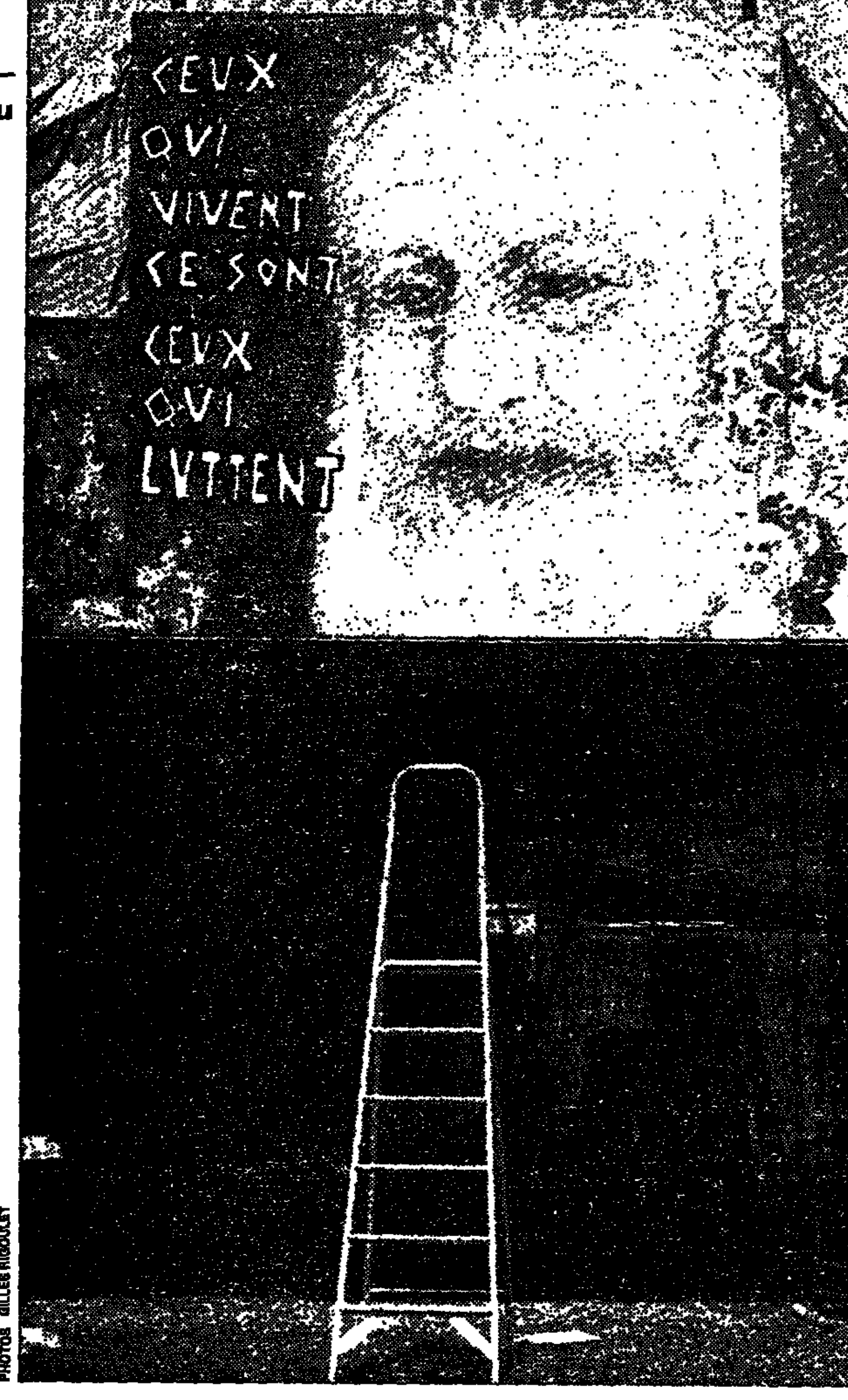
Victor et Johnny

Les subdivisions du parti – fédérations de province réunies en espaces régionaux, fédérations d'Ile-de-France, sections locales ou d'entreprise – décident des formes et du programme de leur participation. Chacune est maîtresse de son emplacement. La direction du journal a son propre stand, de même que le comité central du parti. La première a choisi de célébrer en Victor Hugo *« la bouche du peuple »* ; le second consacre une exposition aux communistes dans la Résistance : double illustration de l'enracinement national du PCF, avec, en outre, s'agissant des années de guerre, la volonté de répliquer aux questions soulevées par l'affaire Manouchian sur la politique propre du parti et sur ses méthodes dans cette période.

Au long des avenues – qui ne portent plus, depuis plusieurs années, les noms de fondateurs ou de héros du communisme, mais ceux, paisibles, de fleuves et de rivières français, – les buvettes, les restaurants et les guinguettes des fédérations et des sections proposent leurs décors de déjeuner sur l'herbe ou de dimanche au bord de l'eau. Au centre, une vaste pelouse accueille les spectateurs du programme de la grande scène.

Le clou en est, cette année, Johnny Hallyday, après le discours de Georges Marchais et entre le ballet Macehualt du Nicaragua pour la « solidarité internationale » et le *Requiem*, de Mozart (direction Malgoire) pour la culture. Le rock, un temps banni des fêtes communistes, y a retrouvé sa place depuis quelques années, malgré son odeur de soufre et d'individualisme petit-bourgeois, parce qu'il est populaire chez les militants et parce qu'on ne fait pas des entrées sur la seule bonne mine du parti (sans compter que les chanteurs communistes se font rares).

« Depuis des mois, les militants communistes se préparent à la fête », disait Roland Leroy. La fête n'emploie, toute l'année, que cinq personnes, mais les journalistes de *l'Humanité* et sa direction (qui préparent aussi, cette année, une nouvelle formule du quotidien, *« la rénovation d'octobre »*, dit leur badge) y consacrent, avec la collaboration de deux entreprises du PCF, l'Agence centrale de publicité (ACP) et l'Agence littéraire et artistique parisienne (ALAP), une part de leur temps, croissante à mesure qu'approche l'échéance.



PHOTOS GILLES RIGOULET

Dès avant l'été, les militants entreprennent de vendre le bon de soutien à *l'Humanité*, la « vignette » qui, au prix de 25 F, donne droit d'entrée à la fête. Ils collent l'affiche de celle-ci, tandis que ceux d'entre eux qui sont désignés pour cette tâche préparent le stand de leur section ou de leur fédération.

C'est, cette année, la cinquantième édition du grand Jamboree des communistes français, inauguré en 1930, et interrompu seulement pendant la guerre. Le parti se met en vitrine. Le secrétaire général, à six mois des élections législatives, occupe la première place. Les militants, qui sont ici chez eux, s'y persuadent qu'ils sont en symbiose avec la société qu'attirent, autour d'eux, les spectacles, la musique, la fête. Mais, parmi ceux devant lesquels Georges Marchais parle dimanche, combien gardent seulement une bonne place pour entendre, ensuite, Johnny Hallyday ? ■

(1) Jacqueline Mer, *le Parti de Maurice Thorez, ou le Bonheur communiste français*, Paris, Payot, 1977.



NOUVELLE

DANS L'ÉGLISE DU PORT

par Anna-Maria Ortese

PARMI les vierges les plus tranquilles et peut-être les moins populaires de cette ville, il y avait cette madone de Montemayor dont la statue noire, *disait-on, avait été débarquée* dans notre port, un matin du mois de mai 1840, d'un très gros navire qui battait pavillon espagnol, jaune et rouge. En même temps que cette adolescente muette et noire, étendue dans une châsse de cristal, étaient descendus des moines au visage déformé par les pénitences, les yeux desséchés comme ceux de la lune, de saints *hommes qui, comme l'avaient dé*montré les plus hautes autorités religieuses, s'en étaient allés, *chantant des psaumes, par* les ruelles mystérieuses de la partie basse de la ville, vers celle qui devait devenir la maison, résonnante de pas et de chants célestes, de leur reine bien-aimée. Nombreux sont ceux qui se souviennent encore de cette petite église et comme elle se présentait un siècle plus tard, c'est-à-dire jusqu'à ces dernières années, avant que la *guerre ne la touche irrémédiable*ment ; peut-être n'ont-ils pas oublié la petite majesté noire qui l'*habitait*.

La rue était étroite et sombre, une des petites rues les plus misérables de Naples, mais étrangement silencieuse, et la façade de l'église, où elle était enfermée, ne se distinguait pas de prime abord des autres façades blafardes et rongées par le temps, si ce n'est par une *petite* grille *verte*, dressée devant la porte, et qui semblait monter la garde pour que le soleil *et la lumière*, le tumulte et la perversité du monde, ne puissent pas accéder à ce lieu saint.

Une fois à l'intérieur, les yeux accoutumés à l'obscurité incertaine des arcs, aux trônes noirs des confessionnaux *tendus* de rideaux violets, à l'or des cadres qui entouraient mille visages de saints *béats, et à la blancheur* des cierges sur lesquels de petites flammes orange tremblaient et brillaient *toujours, on apercevait* en haut, un peu au-dessus et en retrait du maître-autel, la grotte artificielle où vivait l'antique infante.

Je dis *vivait*, et le cœur serré par *une émotion faite d'étonne*ment et de pitié, je dois reconnaître mon incapacité à substituer aucun autre mot à celui-ci.

Figée dans une robe de soie bleu foncé, dont la jupe ample retombait *sur ses pieds recouverts* d'or, le front et les épaules enveloppés d'un manteau de soie légèrement plus pâle que la robe, et scintillant de lunes et de soleils d'or, elle était assise sur un siège noir, tenant sur le bras droit une espèce de tube de satin blanc – *son fils – royalement vêtu*, sa petite tête noire, toute petite, émergeant de ce tube comme morte.

Mais l'infante, elle, au contraire, vivait !

Noir son visage aux contours âpres et gentiment allongés, noires ses mains semblables à des petites pattes d'oiseau, noires ses nattes et noirs étaient *ses yeux qui* brûlaient sous son front bombé. Une douleur et un ravissement funestes les animaient. *C'étaient* des yeux qui pensaient, qui se souvenaient, qui imploraient, des yeux *souvent voilés par les souvenirs*, détruits par un désir mystérieux, éblouis par des chants lointains, *par des cris de joie, qu'elle seule*, l'infante, pouvait entendre. Une indifférence totale pour l'enfant qu'elle *portait* dans ses bras, mort avant même d'avoir vu le jour ; une impression de dégoût, d'hor*reur poliment* contenus pour ce lieu fermé, halluciné, où sa jeunesse d'idole se consumait ; une attention *prudente*, avide et dispersées, tremblante, occupée à recueillir le moindre pas, un cri, une voix chantante qui résonneraient *au-delà de cette porte* et ne seraient pas ceux de moines qu'elle connaissait, ni ceux de quelques vieilles implorantes : voilà ce qui rendait abstrait et pénible, équivoque et tourmenté, animé de vie *humaine, le visage sombre de* cette statue.

Tout cela et bien d'autres choses encore, le peuple les avait *observés, lui qui sait bien*, de par son instinct naturel, où finit le ciel et où commence la terre. Ainsi, cette statue noire et ensorcelée ne plaisait à personne ; on lui préférait de loin l'autre madone de Porto-Sole, belle et maternelle, au sourire pur et satisfait sur un visage *calme, qui* accordait toutes sortes de grâces, aimablement, et à qui, au retour de leurs longs et *lointains* voyages, *les marins*, sortis saufs des tempêtes et des dangers pendant lesquels ils avaient invoqué *son saint* nom, offraient des photographies, des cœurs et des petites mains en argent.

En l'honneur de cette reine, on faisait aussi, chaque année, pendant l'été, des promenades en mer – *la belle* madone était posée dans une barque sur un trône d'herbe et de fleurs, sous la lumière merveilleuse du soleil couchant et de la lune naissante au-dessus de la montagne. Entourée et suivie par d'autres embarcations remplies de prêtres noirs et de gens colorés qui chantaient, elle semblait admirer calmement la splendeur de la Lune et la comparer à sa propre gloire.

Ces jours-là, les *cloches* et l'écho des chants qui s'éloignaient au-dessus de la mer, au-delà du silence de la rue désolée, rendaient encore plus cruelle la solitude de l'infante, plus lucide et plus creusé son regard de créature prisonnière. Il semblait que les hon*neurs et les fêtes que l'on rendait* à l'autre madone, au lieu de séduire son esprit, blessaient son cœur vivant, par l'écho d'autres fêtes et de joies très chères, desquelles on l'avait toujours tenue à l'écart. On en avait fait une reine de la douleur, une majesté noire. *On lui avait mis dans les bras un* enfant mort, on l'avait enfermée dans un tombeau comme le sym*bole des vertus surbumaines qu'il* fallait adorer, elle, l'infante, dont le cœur battait vraiment, tendre*ment, comme celui d'un animal* prisonnier, tantôt abattu, tantôt agité, désirant ardemment la sainte vie de la *terre*, la chaleur des vents, les regards doux et éternels de la nature.

Peut-être tout cela n'était-il que le *fruit* de mon imagination, suppositions agitées d'un cœur qui, hier comme aujourd'hui, est enclin à voir *partout* des prisonniers, à reconnaître dans chaque arbre une prison d'esprits ardents, dans chaque pierre une cellule infâme où quelqu'un brûle et se lamente.

Une fois pourtant, le doute me vint que ces suppositions n'étaient pas *seulement* nées de mon imagination et qu'une vérité aussi horrible existait indépendamment de *ma pensée*.

J'entrais souvent dans cette église pour satisfaire ma mère, qui *voulait que je récite* des prières. Agenouillée devant le maître-autel, dans le froid et l'obscurité qui faisaient naître de pénibles pensées, je levais parfois les yeux, avec une curiosité, ni indifférente, ni religieuse, vers cette statue de jeune fille : depuis quelque temps, j'avais des raisons de soupçonner, en elle, une vie semblable à la mienne, du sang humain semblait même couler dans ses veines.

Un soir, donc, que j'étais là, et comme il m'arrivait *souvent* d'oublier de prier pour regarder l'infante, il me sembla que, dans un soudain affaiblissement de la volonté, dans l'écroulement de toute mémoire, ses yeux lançaient une supplication.

Je me levai et, presque en courant (l'église était déserte), je *passai derrière* l'autel et grimpai le petit escalier de fer qui menait à la grotte.

Le cri s'était éteint, *les yeux* ne disaient plus rien. C'étaient les yeux fixes et brillants d'une statue.

« *Peut-être me suis-je trompée*, me dis-je en moi-même. *La lumière des cierges joue de ces tours quelquefois quand le soir tombe sur les images sacrées.* »

Mais j'eus un doute. Alors je pris une de ses mains.

Elle était chaude, chaude de chaleur humaine.

J'aurais voulu l'écarter, mais elle remuait dans la mienne, cette main si semblable à la petite patte d'un oiseau. Elle remuait si faiblement que je crus comprendre dans ses mouvements la fatigue d'un enfant qui meurt. C'était horrible et *c'était vrai. Elle bou*geait. Elle parlait comme le font parfois, presque mécaniquement, *la main*, le pied des pauvres êtres massacrés dont la vie sursaute encore. Elle me disait que oui, c'était vrai, elle vivait et ne savait pas depuis combien de temps. *Elle* était une femme et pas une statue. Parfois elle pensait que ce supplice (que les moines connaissaient et qu'ils acceptaient comme inéluctable) était raisonnable, saint. Parfois, elle sentait qu'il n'y avait *aucune raison, que c'était l'enfer*. Parfois elle était calme, parfois effrayée comme les eaux *de la mer, quand le soir* se penche pour les embrasser. Elle mourait et ressuscitait à chaque *fois pour s'apercevoir que rien* n'avait changé, que sa peine inhumaine continuait, qu'elle était *éternelle*.

Je tremblais, et cette main parlait encore. Elle me demandait des nouvelles du printemps, de la terre sauvage, quand le vent caresse les *jardins* et les *plantes qui* s'inclinent et semblent mourir de joie. Des nouvelles de la jeunesse. Des nouvelles *pressantes* de la nuit, si amère et si douce, si profonde quand on se promène en compagnie d'un être aimé.

Elle balbutiait d'autres choses.

Tout à coup, avec une cruauté rare, je lâchai cette main, je descendis les escaliers en gémissant, je traversai, en m'y cognant, les *deux travées de bancs noirs – qui* pendant ce temps s'étaient transformés en une foule pensive de sorcières – et je sortis dans la rue.

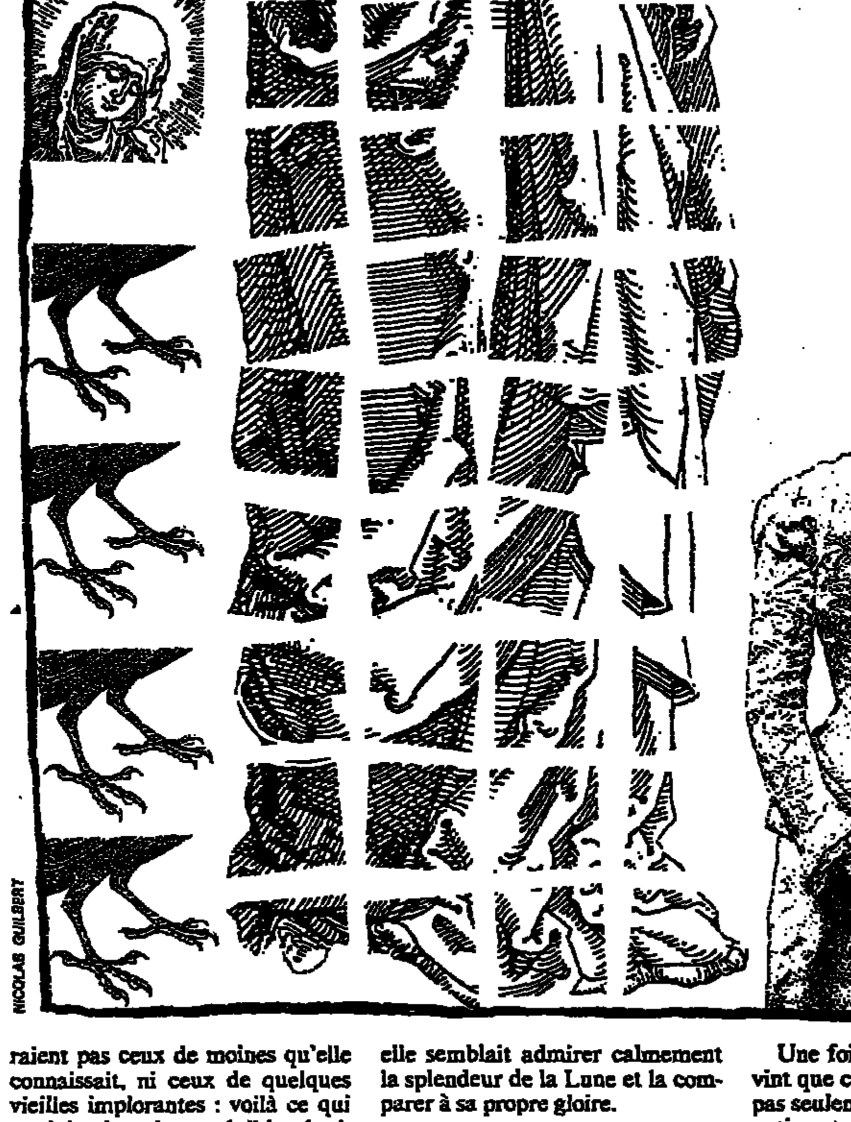
Aujourd'hui, la prison est tombée, la statue de l'infante, renversée. Ses membres noirs si *délicats* sont perdus ; sa tête qui pensait est cassée ; ses petites pattes d'oiseau, *écrasées*, on ne sait où, *ni* sous quelle pierre.

Il y a des malheurs que l'on évoque avec tendresse, des tristesses qui donnent la paix.

Moi, je souris quand je pense que soleil, vent, pluie, les choses et les années, se succèdent sur ces ruines.

(Traduit de l'italien par PATRICK MÉGEVAND.)

[Née à Rome en 1915, Anna-Maria Ortese a écrit de nombreux romans et des *recueils de nouvelles*, dont aucun n'a été traduit en français.]



NICOLAS GUILBERT



L'AMÉRIQUE AU THÉATRE NATIONAL DE MARSEILLE



MORAW/ENGUERAND.

Tous les émigrants de ce monde se sont retrouvés à Hollywood — l'usine à rêves — ils ont inventé un cinéma universel, fabriqué des dieux et des déesses qui règnent sur les écrans, le ondes et les clips des cinq continents. Pays des stars et de l'impérialisme au cigare entre les dents, l'Amérique est la passion — amour et haine — en tout cas la fascination. Une fascination qui n'a pas épargné Marcel Maréchal, acteur, metteur en scène (Audiberti, Vauthier, Brecht, Shakespeare, et aussi les Trois Mousquetaires actuellement joués par des Chinois en Chine) et directeur du Théâtre national de Marseille-La Criée. Il a donc décidé de faire connaître le théâtre américain, d'y consacrer la majeure partie de sa saison 1985-86 avec notamment deux créations : Glengarry Glen Ross, de David Mamet (Prix Pulitzer) et Californie, paradis des morts-de-faim, de Sam Shepard, toutes deux adaptées par Pierre Laville.

MARCEL MARÉCHAL ET SES MÉMOIRES D'OUTRE-ATLANTIQUE

propos recueillis par Colette Godard

« MON premier souvenir américain date de la Libération. J'étais en vacances chez mon grand-père, à Mâcon. J'ai vu arriver les chars. On courait autour avec les mômes de mon âge. Les soldats nous jetaient des chewing-gums. Ma première image de l'Amérique, c'est l'étoile sur les chars... Avant, non.

— Même les Mickey, les bandes dessinées ?

— Pour la BD j'étais plutôt belge. J'avais une lanterne magique, je projetais Tintin, Patapouf. Ensuite, il y a eu le cinéma. Je voulais en faire, devenir metteur en scène. Je ne pensais pas au théâtre, que je trouvais dépassé. La décentralisation n'était pas encore répandue. En province, le théâtre se bornait aux tournées miteuses de boulevard. Entre seize et vingt et un ans, je voyais bien vingt films par semaine. Américains, bien sûr. A l'exception de *Lola Montès*, d'Ophüls, qui m'a foudroyé. Hitchcock, je n'accrochais pas, je le trouvais facile et bourgeois. Ensuite, j'ai su qu'on a écrit des thèses sur lui, je les ai lues. Mais, à l'époque, j'étais pour l'action pure et dure : Anthony Mann, Hawkes, Aldrich. J'avais une passion pour James Cagney, et comme tout le monde pour le romantisme de James Dean. J'étais très cinéphile, je voyais les films plusieurs fois, je les analysais, je les décortiquais. J'aimais l'ambiance des salles, la musique d'entracte, les esquimaux... Eddy Mitchell, qui est de ma génération d'ailleurs, a très bien compris, il a reproduit ça dans son émission « La dernière séance ». Maintenant, mon trip cinématographique américain, c'est John Cassavetes. C'est l'illumination. Si je tourne un jour, ce sera en pensant beaucoup à lui.

— Nous avons tous une connaissance des Etats-Unis, même si nous n'y sommes jamais allés.

— Avant même d'y aller, j'en avais une connaissance culturelle, à travers le cinéma et la littérature. J'avais eu la révélation des écrivains du Sud, de Faulkner... Et puis, j'avais commencé à m'intéresser à leur théâtre. Arthur Miller. Son destin, son mariage avec Marilyn. Ses pièces. Il est une sorte de Brecht américain, si tant est que ce soit possible. O'Neill, je l'ai découvert plus tard, et j'ai beaucoup fantasmé sur son existence de fils d'acteur, d'enfant de la balle. Quand je suis allé pour la première fois aux Etats-Unis (tard !, en 1982), je me suis arrêté dans les endroits où il avait écrit, vécu.

— Même en désaccord avec l'idéologie américaine, on reste fasciné.

— C'est l'objet de ma saison. La terre entière, la Chine elle-même, regardent vers là-bas. Plus ou moins consciemment, on fait de cette nation grandiose un modèle. Tout se passe comme si, de l'autre côté de l'Atlantique, se trouvait l'idéal du bonheur. Entre la splendide mythologie des stars et les obèses qui se gavent de glaces, entre le rêve du western et le cauchemar du Vietnam, ce pays a quelque chose de diabolique. Je suis envoûté, tout le monde est envoûté. C'est pourquoi je pense que le moment est arrivé de laisser parler les artistes américains. Ils ne sont pas tellement ravis de l'image dans laquelle chacun veut se reconnaître. Image brute, brutale, d'une société partagée entre les gagnants et les perdants. Ils nous disent que ce n'est pas si simple, que ça ne fonctionne pas si bien. Mais leur critique n'a rien de socio-éducatif. Ils dénoncent sans faire la leçon.

— Votre position est plus morale que politique.

— Elle n'est pas politique. Leur système a du bon. Il est bon dans la mesure où il s'avère capable d'absorber les contradictions de la société sans la figer. Et quel est le système que l'on pourrait défendre en bloc ! Le problème n'est pas là, il est dans les excès du pragmatisme, de l'efficacité, dans la perte de la spiritualité.

— C'est pourtant là qu'est né le mouvement hippy.

— Justement. Les David Mamet, les Sam Shepard, appartiennent à la génération qui croyait à la paix et à l'amour, à la contestation non violente. Il s'agit d'un mouvement idéaliste, qui n'a pas su peser sur la société, c'est dommage. Les hippys de l'époque sont rentrés dans le rang ou on été broyés. Le réveil a été dur, c'est pourquoi le discours de ces hommes est si violent. David Mamet, dans *Glengarry Glen Ross*, décrit des perdants, des types complètement à la masse. Arrive le gars bronzé qui va les virer, et ils s'écrasent, morts de peur. C'est une parabole tout à fait américaine, alors que Shepard, à mon sens, a un point de vue plus européen. Sa pièce est une métaphore sur la famille. Les parents démissionnent, la fille doit prendre le rôle de la mère. Elle s'appelle Emma — Mamma... Shepard s'explique là-dessus. Le titre original est *Curse of the Starving Class*. C'est intraduisible. *Starving class*, signifie la classe des morts-de-faim, et en même temps des esprits vides. Shepard montre des gens démunis, affamés de quelque chose d'autre : de spiritualité. Un manque, un vide très actuel. Alors que *Reviens James Dean, reviens*, c'est le discours des années 70, l'époque des mythologies de remplacement, et que Arthur Miller représente la mentalité des années 50.



JEAN HARLOW PHOTOGRAPHIÉE PAR GEORGE HURRELL (COLL. JOHN KOBAL)

» Mais *Je me souviens de deux lundis* est plus que la nostalgie d'un passé révolu. C'est un peu, pour moi, le modèle d'un genre dramaturgique qui n'a jamais été dépassé, et n'a pas fait école. En tout cas en Europe. Comment, en effet, parler du quotidien, du métro, du dodo, du boulot, du patron, de l'ouvrier, des petits lundis frileux, du travailleur lambda, comment parler de ça et rester universel ? Miller y est arrivé.

» Autre chose encore : à travers son héros, le jeune Bert, Miller raconte la naissance irrépressible d'une vocation d'artiste. Si, par la suite, on se construit dans le labeur une carrière, à l'origine cela vous est donné. C'est ce que dit la pièce : on naît artiste, ensuite il faut le mériter. Et c'est douloureux, ça vous coupe des autres. Le jeune prolétaire, Bert, est coupé de sa classe. Pourtant, l'artiste ne peut vivre qu'« entier ».

— Est-ce que, dans l'histoire du théâtre américain, on peut parler d'une évolution des formes.

— C'est du théâtre. Du théâtre comme on y revient après avoir exploré les possibilités de l'image, puis des textes non dramatiques. En tant que metteur en scène, je peux faire un spectacle avec la *Recherche du temps perdu*. Mais je trouve préférable de laisser le public lire un chef-d'œuvre dont je n'atteindrai pas la perfection. Je peux porter sur le plateau n'importe quel roman, n'importe quel poème, et en donner une vision spécifique. Mais est-ce que les comédiens y trouveront leur pâture ? Je ne sais pas. En tant que comédien, je sais une chose : je ne peux servir bien qu'un texte écrit pour être parlé. A la limite, mieux vaut monter un vaudeville qu'adapter Rimbaud.

(Suite page X.)

PROGRAMME

Salle Louis-Guilloux :

Mille francs de récompense, de Victor Hugo, par la compagnie Tephany-Meyrand (15 au 26 octobre).

Letters Home, avec Delphine et Coralie Seyrig (8 au 12 octobre).

Glengarry Glen Ross, de David Mamet, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Jacques Fabbri, Francis Perrin (19 novembre au 21 décembre).

Californie, paradis des morts-de-faim, de Shepard, mise en scène de Marcel Maréchal (21 janvier au 22 février. Une soirée d'avant-première sera offerte aux lecteurs du *Monde*)..

Roméo et Juliette, par Daniel Mesguich (4 au 15 mars).

Samedi, dimanche et lundi, d'Eduardo de Filippo, par le Théâtre de Carouge/Atelier de Genève (20 au 27 mars).

Les Justes, de Camus, par le JTN, mise en scène de Jean-Pierre Miquel (du 14 au 30 avril).

Question de géographie, de John Berger et Nella Bielski (27 au 31 mai).

Salle Audiberti :

Les Contemplations, de Victor Hugo, par François Bourgeat (26 novembre au 14 décembre)..

Reviens James Dean, reviens, d'E. Graczyk, par Andreas Voutsinas (28 janvier au 1er février)..

Je me souviens de deux lundis, d'Arthur Miller, par les élèves du TNP (5 au 22 mars).

Compagnie, de Beckett, avec Pierre Dux (25 au 28 mars).

Les Mille et Une Nuits, spectacle pour enfants (14 au 30 avril).

« Entre la splendide mythologie des stars et les obèses qui se gavent de glace, ce pays a quelque chose de diabolique. »



WEGEE : CHEZ SAMMY A LA BOWERY

L'AMÉRIQUE A LA « CRIÉE »

UNE VÉRITÉ NOMMÉE RÉALISME

par John-G. Strand

Dans le théâtre américain, le réalisme règne en maître. Des années 20, avec Eugene O'Neill, jusqu'aux années 80, avec l'écriture de Sam Shepard et de David Mamet, la grande entreprise des auteurs dramatiques américains (et la mesure de leur succès) a été le réalisme sur scène.

PENDANT que le théâtre européen connaissait, durant tout ce siècle, différents mouvements en -ismes (symbolisme et expressionnisme, dadaisme et surréalisme, existentialisme et théâtre de « l'absurdisme », etc.), de l'autre côté de l'Atlantique, les « dramatistes » américains restaient pour la plupart dans leur -isme préféré en *présentant leur héros-de-quotidien* dans une situation dramatique jugée vraisemblable, reconnaissable *et émouvante* : Hickey dans *Le marchand de glace est passé*, de O'Neill, Stanley dans *Un tramway nommé Désir*, de Tennessee Williams, Willie Loman dans *Mort d'un commis voyageur*, de Arthur Miller, George dans *Qui a peur de Virginia Woolf ?* d'Edward Albee. C'était un théâtre d'émotion, presque « un théâtre des tripes », dont la condition première et dernière était l'inévitable agonie du personnage, qui devait être, avant toute chose, la plus « réelle » possible.

Malgré quelques rares tentatives *depuis les années 60* pour briser les frontières de ce territoire théâtral aux strictes et rigoureuses *limites*, le réalisme reste cependant, tant pour l'auteur que pour le public américain, le *sine qua non* d'un théâtre à succès. A cela, plusieurs raisons. Tout d'abord, les auteurs dramatiques et metteurs en scène américains résistent aux influences européennes (par exemple, si le théâtre de l'absurde résonne bien en Europe avec ses siècles de traditions, ses systèmes socio-culturels très structurés, *et* les résidus plus ou moins permanents de ses systèmes hiérarchiques de classes, il *sonne faux dans la société américaine*, qui est moins rigide, plus individualiste). Ensuite, il y a l'effet *Hollywood sur l'écriture* dramatique et l'opinion du public. Hollywood détermine « ce qui marche » – ce qui semble réel – dans un drame. Par ailleurs, il y a la grande popularité du style de jeu Actors' Studio. Cette approche très *stanislavskienne a été* promue par Lee Strasberg et les autres à partir de 1947. Enfin, et c'est peut-être *le plus difficile* à exprimer concrètement, bien que ce soit fondamental, l'intime conviction américaine que les qualités du Réel et du Vrai existent, et qu'on doit pouvoir les reconnaître : plus le théâtre est réel, *plus il est vrai, donc plus il est* réussi. D'autre part, si l'on désire de la fantaisie et de « l'irréalisme », on les trouve à *Broadway* avec ses comédies musicales hyper-irréalistes, tant sur scène que pour leur financement.

Après les trois grands – O'Neill, Williams, Miller – les Américains les plus joués des années 60 et 70 ont eux aussi suivi fidèlement la voie du réalisme : Edward Albee, Lanford Wilson, David Rabe, David Mamet. Une *seule exception pour confirmer* la règle : Sam Shepard. Dans les premières pièces de Shepard, souvent *très* courtes et très rudes, il y a quelque chose de presque surréaliste. Dans ce monde d'off-*off-Broadway où il a fait son nom* dans les années 60, Shepard – sans aucune formation théâtrale – *a dû inventer. Ce qu'il a fait et* a continué à faire avec des pièces comme *Operation Sidewinder, Action, Mag Dog Blues, Angel City*, etc. Il a développé un style particulier avec des dialogues fantastiques et très imagés : ces « éjaculations lyriques » placées dans des situations scéniques dignes de la *BD*. Ainsi, la maladie mystérieuse qui transforme la population de Los Angeles en lézards dans *Angel City*.



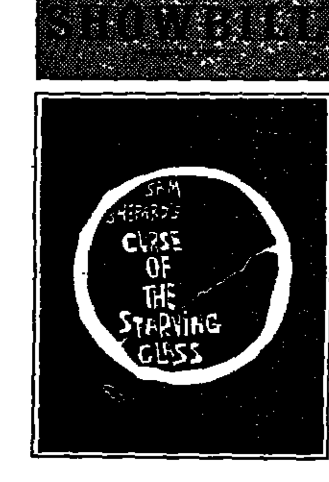
Death of a Sales man (Mort d'un commis voyageur).
A droite : programme du Promenade Theatre.

A cette époque-là, Shepard déclare que, pour lui, l'important c'est « *la capacité à évoquer des visions aux yeux des spectateurs* ». Mais son opinion a vite changé. Ses pièces suivantes, dramatiquement plus classiques et plus solides, centrées sur des relations familiales à la O'Neill et Tennessee Williams, s'avèrent de plus en plus réalistes : *l'Ouest, le vrai, The Curse of the Starving Class* (très probablement la meilleure), et *l'Enfant enfoui*. Cette dernière lui a valu le très prestigieux Prix Pulitzer et une place aux côtés des grands : Tennessee Williams et Arthur Miller. Sa toute dernière pièce, *Fool For Love*, un des grands succès de *1984*, est *encore plus réaliste* et classique.

David Mamet, de la même génération que Shepard, bien que moins prolifique et moins imaginatif, a connu quelques grands succès avec des pièces solidement réalistes : *American Buffalo*, une sorte de « huis clos » du milieu criminel de Chicago, sa ville natale, et *plus récemment*, *Glengarry Glen Ross* (prix Pulitzer 1984), axée sur l'effet néfaste du *capitalisme sauvage* – très proche en cela d'Arthur Miller.

Certes, il existe un contrepoids *au théâtre réaliste*. A un autre niveau, généralement moins grand public et avec une réussite financière plus limitée (bien que cela commence à changer, et vite, comme c'est souvent le cas aux Etats-Unis), on trouve un groupe de metteurs en scène – auteurs new-yorkais, dont certains sont très appréciés en Europe, qui continuent à rejeter le réalisme et les drames narratifs et traditionnels : *Richard Foreman* (dont les nombreux textes, riches et bien écrits, sont trop souvent négligés par la critique) ; Robert Wilson, *magicien pur de l'image* ; Lee Bruer, cofondateur de Mabou Mines ; Elizabeth Le Compte et son *Wooster Group* ; et le cinéaste devenu metteur en scène, John Jesurun. C'est à New-York, dans les quartiers *naguère semi-déserts* et peu sûrs du Lower Manhattan que s'amorce un nouveau mouvement de *jeunes* chercheurs, le Club Scene – dit Pop Performance et Dada Cabaret. Ces chercheurs présentent dans les bars et les galeries des spectacles parfois extravagants, scandaleux, outrageux et agressifs, qui n'ont *strictement* rien à voir avec le réalisme américain de O'Neill ou de Tennessee Williams. Il reste à découvrir ce *qui en résultera*. *Mais* déjà les textes de Jesurun, sculptures complexes de rythmes verbaux, signalent la présence d'un auteur important, et franchement non traditionnel.

Bien que contesté par différents groupes ou mouvements naissants, les forces du réalisme américain, soutenues par un large public et le poids considérable des « trois grands », qui dominent le répertoire dit classique, n'ont rien à craindre. Même là où se trouve un peu *d'innovation*, *la tradition* réaliste tient toujours. Les pièces qui font courir tout New-York ces derniers mois présentent une version, plutôt mélo-romantique, d'une réalité tragique et très actuelle. Leurs sujets : le SIDA, la *mort*, *l'exclusion*. *Drame familial* toujours, mais nouvelle conception de la famille. ■



TRADUIRE, ADAPTER LE RYTHME

ON connaît mal le théâtre américain à cause du théâtre allemand. La *venue du Berliner Ensemble en* 1956 a imprimé pour longtemps la marque de Brecht sur notre *théâtre*, nos metteurs en scène. En toute logique, ils ont regardé de l'autre côté du Rhin, vers les dramaturges d'Ouest et d'Est. Ils *sont nombreux, novateurs, traitent* de thèmes qui nous touchent de près, et l'Etat allemand finance la traduction de leurs œuvres. Avec l'*effet d'entraînement, on* les connaît tous, en tout cas les principaux. Ils représentent le *théâtre ambitieux, alors que* les Américains – qui ignorent les subventions – sont réservés au boulevard. Mais le boulevard ne monte ni Shepard ni David Mamet.

J'ai connu David Mamet par hasard, il y a quatre ans. J'avais écrit *le Fleuve rouge*, dont les Américains avaient acheté les droits. Le contrat précisait que je devais participer au choix des comédiens et que l'adaptation *devait être faite par David Mamet*. J'entendais ce nom pour la première fois. Je pensais avoir affaire à un professionnel anonyme de la traduction, *et je me suis trouvé* face à une star. Sa première pièce avait obtenu un Tony Award, il avait à l'affiche *American Buffalo, avec Al Pacino, et, pour Glengarry Glen Ross*, il est prix Pulitzer...

Il était directeur artistique du Goodman Theater de Chicago avec Gregory Mosher, qui a mis en scène *le Fleuve rouge*. Je venais *régulièrement aux* Etats-Unis. Nous sommes devenus amis. Il m'a fait connaître tout le monde. Je me suis rendu compte que nous avions des préjugés, des idées très fausses. Je me suis dit qu'il *fallait absolument faire* connaître ces gens. Je veux traduire les treize pièces de David Mamet. Je me suis lancé avec *passion, je n'aime pas faire les* choses à moitié.

Le travail est fascinant. Je n'ai pas rencontré Shepard, mais j'ai vu David Mamet écrire. Il dédie *Glengarry Glen Ross* à Pinter. Leur style est différent, et pourtant, d'une certaine manière, ils *se ressemblent*. *Leur écriture* n'est pas formelle...

« L'angoisse non écrite »

Les Américains travaillent sur les sons, le tempo, les doubles sens et les faux-sens. Sur une parole qui s'invente pour coller au discours. Une parole immédiate, mais qu'on ne peut pas traduire *en argot branché*. Elle *ne fonctionne* pas de cette manière. Elle joue sur le rythme. Elle est d'autant plus difficile à transposer que le *français* est une *langue étirée* et que l'américain est bref. Les mots se cassent, les phrases *s'entrechoquent*. *S'attacher à* l'exactitude des mots serait absurde. On doit faire reconnaître une musique.

David Mamet écrit certaines expressions en italique. Non pas *pour en accentuer l'importance*, mais pour indiquer aux acteurs le moment à l'intérieur d'une phrase *où ils* doivent trouver en eux « *l'angoisse non écrite* », dit-il. Il est d'une violence incroyable. C'est un bélier qui fonce. Un rebelle. Shepard est désespéré. Ses personnages sont des agneaux, des victimes sans innocence. Il écrit un *théâtre de la* faute, du manque, de la blessure. Mamet serait plutôt une sorte d'« athéiste mormon »... Il n'y a pas chez lui de rédemption. Il veut seulement savoir son désespoir et y faire face.

Shepard et lui ont en commun de se montrer *impitoyables* et tendres. Ils ne détestent pas leurs personnages. Ils les montrent sans haine ni mépris, sans indulgence *ni compassion*. *Avec un* humour glaçant. Leur violence est spécifiquement américaine, pourtant on *la reçoit de plein fouet*. Ce qui n'a rien d'étonnant : nous intégrons de plus en plus rapidement les éclats de la civilisation *américaine*.

J'ai été frappé par ce phénomène. Un exemple : *Glengarry Glen Ross* – un nom comme Party-2 – parle de spéculation *immobilière. C'est une satire burlesque*. Mamet emploie un mot, « *lead* », intraduisible. J'ai *demandé* à tous les Américains *que je connais, ils n'ont pas su me* dire ce que ça signifie. David Mamet explique que c'est un code *utilisé par les* agents pour désigner le pigeon *à piéger*. Quelle équivalence lui trouver en français ? Je me suis renseigné près de chez moi. Effectivement, les agents *français ont eux aussi* un mot : « cli ». Abréviation de client. Même système, mêmes pratiques.

Les Américains sont forts parce qu'*ils* vont droit au but et qu'ils *parlent du présent*. Leur dramaturgie nationale date d'à peine un siècle. Elle date d'O'Neill. En Europe, notre théâtre est enchaîné au passé. Tout auteur est conscient de ce qui a été dit avant lui et qui demeure vivant sur scène. Il doit batailler avec tous les génies qui l'ont précédé. *De plus, en France, la mise* en scène est dominante, les auteurs sont juste utilisés. Les grandes mises en scène sont, il est vrai, des objets artistiques parfaits. La question est : « *Comment les dépasser ?* », car écrire, c'est forcément dépasser l'*éphémère* de la représentation.

Les auteurs encouragés

Aux Etats-Unis, la mise en scène ne prend pas *la même* importance, ce dont les auteurs bénéficient. Un auteur, c'est évident, a besoin d'un point de vue différent du sien, et même contradictoire. Mais il a besoin d'estime. *Rien n'est plus déprimant qu'un* spectacle qui va contre votre texte. Les Américains ne subissent pas ce type de traitement, ou rarement. Ce serait plutôt l'excès contraire. Pour nous, spectateurs, le *résultat* n'est pas forcément *satisfaisant*. *Mais les auteurs se* sentent encouragés, ils prennent confiance, ça leur permet d'avancer.

Je me passionne pour ce théâtre. *Un théâtre voué au contemporain*. Je me remets dans mon temps. Comme j'écris mes propres pièces, je ne suis pas tenté *de me projeter, de me substituer* aux auteurs. Les servir, entrer à l'intérieur de leur monde, est tellement *plus* exaltant.

PIERRE LAVILLE.

MARCEL MARÉCHAL

(Suite de la page IX.)

– Pourtant, vous avez joué *les Lettres d'une mère à son fils*, la correspondance de Léautaud avec sa mère.

– C'était un dialogue. Je dialoguais avec la voix de Madeleine Renaud. Il me semblait entendre ma mère. Si j'ai fait ce spectacle, c'est par nécessité personnelle. Mais, à *présent*, je veux revenir à des pièces fortement construites et écrites. Le théâtre d'images avec et après Bob Wilson *a été un moment riche*. Un moment. Mais *Bada, les Paravents, Fin de partie* resteront, donc sont plus importants.

– Quelles sont les qualités du théâtre américain ?

– Chez David Mamet, c'est le langage. L'économie d'un langage hargneux. Il écrit un théâtre de rythmes. Shepard est un lyrique. Il procède, je l'ai dit, par métaphores. Il faut jouer ces métaphores, et surtout ne pas monter ses pièces au ras des pâquerettes. La matière est *réaliste*, le *lyrisme* ne se tient pas dans les mots, mais dans les idées. Quoique, par moments, les personnages déraillent *en de longues* tirades, ils décollent.

» Le théâtre américain, en général, est bien fait, bien construit, immédiatement efficace. Si on s'arrête à cette efficacité, *on tire vers le boulevard*. *Le* danger est là. Ce n'est pas un théâtre qui permet les mises en scène flamboyantes, c'est vrai. Les répliques sont des tremplins pour les acteurs, qui doivent les prolonger.

– L'an dernier, vous pensiez monter Claudel, la trilogie des *Coûfontaines*.

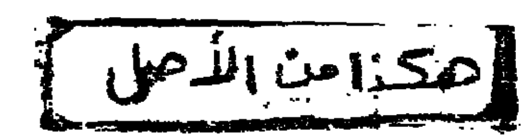
– Le projet Claudel n'est pas abandonné. Il est vaste. Maintenant, je pense aussi à d'autres œuvres, *à l'Annonce faite à Marie*, entre autres. Seulement, je suis retourné aux Etats-Unis et j'ai ressenti une urgence. Claudel peut attendre deux ans, et, à *mon avis, il faut monter ce* théâtre-là aujourd'hui.

– Vous avez abandonné Brecht.

– Il reste pour moi une *référence*. Son œuvre a *souvent été* mal comprise, abîmée. J'aime l'homme : malicieux, sensuel. J'aime le poète. Claudel l'admirait, et *tous deux* étaient passionnés par le théâtre asiatique traditionnel. Avec leurs premières pièces, ils ne sont pas tellement *éloignés de* Shepard, *tout au* moins dans leurs propos violemment subversifs : *Tête d'or, Baal*, Shepard, même combat !

» Je n'ai jamais cessé de lire Brecht et d'en apprendre quelque *chose, mais, pour l'heure*, *sa* vision critique apparaît figée, inadaptée à nos besoins. Ce n'est pas qu'il soit dépassé, mais on a besoin d'une plus grande liberté.

» On a besoin d'écriture théâtrale. La génération d'après *1968* *a connu* le théâtre à *travers* l'écriture scénique. Elle découvre l'écrit. Elle découvre les surréalistes, cinquante ans après, mais c'est bien. *La* vedette du Festival *d'Avignon a été* Francis *Ponge*, et j'ai été heureux de voir qu'un acteur comme André Marcon a monté Valère Novarina, que je connais depuis longtemps, depuis *l'Atelier volant*, et *à qui* j'ai commandé un *Falstaff*, c'était en 1975.



L'AMÉRIQUE A LA « CRIÉE »

CES VOIX QUI NOUS REVIENNENT DE LOIN

par Michel Cournot

Les auteurs européens restent sous l'empire de Beckett, que les Américains observent avec circonspection. A l'exception sans doute du groupe d'avant-garde Mabou Mines, qui ne craint pas de se dire intellectuel. Et parmi eux le beckettien David Warrilow. Beckett reste pour tout homme de théâtre un modèle et un mystère. Alors, Marcel Maréchal a invité une production du Théâtre du Rond-Point,* Compagnie, *avec Pierre Dux.

CHAQUE matin, les jeunes appelés du service militaire ratissent, en ville, les chambres, des étages d'en haut et les petits logements, pour faire le ramassage des corps des personnes âgées qui sont mortes, seules, la nuit précédente. C'est l'une des mesures d'utilité municipale que proposait Emile Ajar dans *la Vie devant soi.*

Compagnie, de Samuel Beckett, est la description d'un homme qui meurt seul dans sa chambre, une nuit, mais il pourrait être aussi bien une femme, c'est la même chose, comme si chez Beckett le masculin souvent était un neutre qui est ouvert sur les deux sexes.

L'isolement de cet être qui meurt, sa solitude dans ces heures-là, Beckett les nomme « *compagnie* ». Tantôt cet être est « *couché sur le dos dans le noir* », il est par terre, Beckett ne précise pas s'il est tombé du lit, s'il y a un lit. Tantôt il avance lentement, en ligne droite, sur ses genoux et ses mains.

Il est « *en compagnie* », la chose va de soi, parce qu'il est entouré de voix. Sa voix à lui : il parle, il se parle. Et les voix qu'il « se parle », qui lui parlent, à travers lui. Dans les minutes qui lui restent, il va à la pêche des voix capables de lui tenir compagnie, à la pêche des paroles de sa vie qu'il a retenues, qui sont restées. Paroles qui ne faisaient qu'une substance avec sa solitude, ou parfois silences. C'est là que Samuel Beckett, l'une des rares fois, raconte des choses de son enfance.

Dans cette « *palpation* » par les mots qu'aventure Beckett, ici cette palpation des secondes de passage entre vie et non-vie, se détache le besoin sauvage, instinctif, d'isolement, de silence, du père au moment de la naissance de son enfant. « *Tu vis le jour*, se rappelle Beckett, *dans la chambre où vraisemblablement tu fus conçu... ton père quitta la maison muni d'un quart de scotch et d'un paquet de ses sandwichs préférés au jaune d'œuf.* » Beckett précise la raison de ce départ : « *l'aversion que lui inspiraient les douleurs et autres aspects peu ragoûtants du travail de la mise au monde* ».

Dans la mémoire de l'être de *Compagnie,* qui est en train de passer de l'autre côté, de quitter la vie, la haute stature du père, avec son chapeau cabossé et ses « *brodequins assortis* », est sans cesse présente. Mais ce père s'était donc absenté, il avait fait défaut, à l'heure où l'enfant était né, et, c'est le premier « *manque de compagnie* », que l'enfant, qui meurt cette nuit, n'a pas « digéré ».


LEROUX/GAMMA.

Parenthèse comparative : la page du *Journal* de Thomas Mann, le 21 avril 1919. C'est la naissance du troisième fils de Thomas Mann, Michael. Dès que les douleurs de sa femme apparaissent, Thomas Mann se sauve dans le jardin. Panique. Pour lui, cette fuite va de soi. Il ne peut qu'être seul, à trembler. Plus tard, il note : « *C'est passé, un garçon en bonne santé est venu au monde. Le déroulement a été très dur, des heures terribles* », et là vous vous dites qu'enfin Thomas Mann a un mot d'affection pour la mère, mais non, c'est presque comique, c'est de lui qu'il parle : « *le déroulement a été très dur, des heures terribles, énervante surtout l'attente, dans l'allée, du taxi qui devait amener l'assistant avec ses instruments* ».

Revenons à Samuel Beckett. Son mourant n'a pas eu droit à la « *compagnie* » de son père, lorsqu'il est né, et là, au moment de quitter la vie, il lui faut réentendre la voix de sa mère. Il ne l'entend pas quand elle lui parle, à lui. Elle n'est pas là. Il est seul déjà, ou une fois de plus. Il est un enfant, il a grimpé à un arbre quoique ce lui fût défendu, il est tombé, il s'est fait mal, il remonte en haut de l'arbre, à travers les branches il entend la voix de sa mère, en bas dans le jardin, qui dit à une voisine : « *Il a été odieux.* »

Autre parenthèse comparative : Franz Kafka. Il est petit garçon, il est dans sa chambre, seul. Par la fenêtre ouverte, il entend la voix de sa mère, dans le jardin. Elle bavarde avec une voisine, par-dessus la haie mitoyenne. La voisine demande à la mère ce qu'elle fait dans le jardin, à cette heure avancée de l'après-midi, si elle prend le soleil, et la mère répond : « *Non, je déjeune.* »

Ces mots, « *je déjeune* », sont demeurés dans la mémoire de Kafka, il les note beaucoup plus tard, et dans ces mots, il y avait une indication d'isolement, de manque de « *compagnie* », la mère déjeune seule, à une heure et dans un lieu inhabituels, et c'est aussi peut-être que ses paroles renvoient à la solitude de Kafka, elle déjeune sans lui, pour une fois il ne partage pas.

Revenons au Beckett de *Compagnie :* il raconte, ou plutôt il évoque très vite une fugue quand il était enfant. La fugue, cet acte fondamental de l'enfance, ce sursaut, besoin irrépressible d'échapper, de fausser compagnie à tous, aux voix du père et de la mère. « *Pour la troisième ou quatrième fois de ta vie* », note Beckett. « *Retour à la tombée de la nuit et au lit sans souper.* »

Sur le point de n'être plus, de n'avoir plus même sa propre compagnie, se taisent peu à peu ces voix fragmentaires, lointaines, des êtres les plus proches, ces voix dont le mourant se dit à présent qu'elles ne l'atteignaient, claires, nettes, que s'il était seul, que s'il les surprenait à distance, dans sa solitude. Comme s'il n'y avait eu « *compagnie* », la vie entière durant, que dans le manque de compagnie. « *Jusqu'à ce qu'enfin tu entendes comme quoi les mots touchent à leur fin* », dit Beckett, et ici la vie cesse.

Compagnie est un texte très beau, comme tant de textes de Samuel Beckett, et il est intéressant d'entendre cela sur le théâtre, car l'une des infirmités du théâtre, étrangement, est que les êtres, sur la scène, n'y surprennent jamais les paroles qui leur parviennent d'ailleurs, à travers les branches de l'arbre ou par la fenêtre ouverte – seules paroles, selon Beckett, présentes quand vient la fin. ■



– Y a-t-il une ligne qui relie vos spectacles, par exemple *Question de géographie*, Feydeau, les Américains ?

– Sans doute. Tout homme de théâtre le dira. Les choix se font en grande partie intuitivement. Mais, à la fin, ils forment un tout. On voudrait que les spectacles se répondent, qu'ils traduisent les questions que l'on porte en soi. Les doutes du philosophe Cripure, que j'ai créé en 1967, prolongent ceux du docteur Ernst Maiessevitch de *Question de géographie,* qui date de l'an dernier. La passion de Sir John Falstaff pour le jeune prince est très proche de celle de Weston le père pour son fils Wesley, dans la pièce de Shepard : le mal de vivre de ces paumés est celui-là même d'Argan, le malade de Molière, et aussi le vide ontologique de Chandebise, le bourgeois de *la Puce à l'oreille.* La malice populaire et naïve du valet Poche, du même Feydeau, n'étant pas si éloignée de la gourmandise, de la naïveté très élaborée du savant Galilée...

» Vous voyez, tout se répond. Et la ligne ? Ces personnages sont des enfants peureux, frileux, fatigués d'être nés, ayant tout compris d'emblée, sachant tout de la vie, sans illusion sur cette charogne de vie, et en même temps ces connards congénitaux se secouent, et, illuminés, dansent leur vie pour mieux vivre, ou rêver. Depuis *la Moscheta, Bada, Cripure* et les autres, c'est la quête du paradis perdu.

» En fait, depuis que je suis acteur et metteur en scène, sueur et joie mélangées, c'est vers ce paradis que je cours et que je veux raconter, comme la plupart des artistes, voir Orson Welles ou Cassavetes. On pourrait croire, puisqu'on dit toujours la même chose, qu'on « ressasse ». Mais non. Il faut être comme ça et assumer. J'espère posséder les peurs et les joies enfantines de mes personnages jusqu'à ce que je crève. Si on prolonge indéfiniment Bada et Cripure, on ne vieillit pas.

Propos recueillis par
COLETTE GODARD.

VOUTSINAS : JOUER EN OUBLIANT BRANDO

LE TNM coproduit *Reviens James Dean, reviens,* la pièce d'Ed Graczyk, dont Robert Altman a tiré un film, histoire de frustrations et de mythologies frelatées. Le spectacle est mis en scène par Andreas Voutsinas, Grec américain très parisien, bien connu des acteurs français, à qui, depuis 1967, il transmet la méthode Strassberg, l'enseignement de l'Actors' Studio, auprès de qui il exerce une fonction jusqu'alors ignorée en France : celle de *coach,* sorte de répétiteur particulier. Il ne se substitue pas aux metteurs en scène, il aide le comédien à entrer dans un rôle particulièrement complexe. En France, Andreas Voutsinas a ses fidèles, de Delphine Seyrig à Pierre Arditi, en passant par Brigitte Fossey. En fait, la plupart des noms qui cherchent la qualité sans tenir compte des catégories. Andreas Voutsinas néglige la hiérarchie des genres.

Travaillant avec des acteurs français sur une pièce qui parle d'illusions et de désillusions spécifiquement américaines, il doit les empêcher de copier le jeu de ces monstres lointains, éblouissants, les Brando, De Niro, Pacino, Redford, James Dean... « *Ils sont*, dit-il, *inimitables. Leur qualité est justement d'imposer leur point de vue intime sur le personnage. D'imposer cette intériorité de l'acteur pour qui la pensée est plus importante que la parole. Chez les Français, c'est difficile. Le théâtre français est un théâtre d'amphétamine, on parle, on parle... Et pourtant, quand on pense aux silences lourds des réunions familiales de la bourgeoisie...*

» Les acteurs français jouent ce que dit le texte, en cherchent les implications. Leur langage est grammatical, celui des Américains est une juxtaposition de mots. Je monte bientôt une pièce de Shepard, Fool of Love. *Traduire par fou d'amour serait un contresens. C'est fou de l'amour, amoureux de l'amour et, pourtant* fool of love *pourrait signifier fou d'amour. C'est une nuance imperceptible et elle est toute la pièce.*

» Chez les Américains, le mot est un camouflage. L'acteur doit aller vers ce que dissimule la boulimie de langage chez O'Neill, par exemple, ou Tennessee Williams, ou Shepard. Si vous lisez les pièces à plat, vous pouvez voir seulement un stupide mélo victorien, un spot publicitaire. On a souvent l'impression qu'il ne se passe rien. C'est le quotidien le plus plat. Il faut le traverser, trouver l'émotion, l'angoisse qui se cachent... A mon avis, l'exemple français qui se rapproche de ça, c'est Loin d'Hagondange, *de Wenzel. Derrière le dialogue sans importance, entre les répliques banales, la désagrégation de deux vies désespérantes.*

» Mais rien n'est plus difficile à traduire que la banalité. Et comment trouver le moment où en français vous faites passer le you *du vouvoiement au tutoiement? Ce n'est pas un moment écrit, il se ressent. La simplicité est terrible. La première fois que j'ai lu* En attendant Godot, *je l'avoue, je croyais que c'était une blague tellement c'est simple, précis. Je ne voyais pas ce que des comédiens pouvaient en tirer. En Amérique, on commence seulement à rejoindre cette forme d'absurde... Vous savez, le mauvais théâtre est international, on trouve partout le même, il ne dépayse pas. Mais le bon théâtre, c'est quelque chose d'absolument personnel. On ne peut pas faire comme si. On peut seulement trouver son propre chemin pour y pénétrer.*

» La première question que se pose un acteur américain est : « Comment se comporter pour dire ? » Les phrases comptent moins que l'émotion qu'elles ont emmagasinée. Quelqu'un peut dire : « Je t'aime », et c'est la dernière chose à laquelle il pense. Pourtant il le dit. Il a une raison immédiate. Une pulsion. Et si c'est Pierre Mondy ou Delon qui le dit, ça n'a pas le même effet sur la personne qui écoute, sur ce qui se passe en elle, sur les questions qu'elle se pose. Ce n'est pas une affaire de « physique de l'emploi », c'est une affaire physique. Les Américains y sont très attentifs.

» Les Français ont à leur disposition toute une culture, un passé, des références, des stéréotypes qui leur appartiennent en même temps qu'au public. Les Américains n'ont pas ce back ground. Ils sont leur propre référence. Ils ne sont pas spécialement branchés sur la psychologie ou la psychanalyse, ils ont appris à s'en servir, comme ils se servent de ce qu'ils voient, de ce qu'ils observent en eux et autour d'eux. Les comportements.

» Les Français aussi peuvent comprendre cette méthode : vous commencez avec vous-même, et vous allez vers le personnage. Vous êtes la levure qui fait gonfler le pain et lui donne sa forme. Vous êtes votre propre instrument. Imiter le comportement des Américains, même et surtout celui des immenses acteurs, c'est le désastre. Avec leurs gestes, leurs rythmes, leurs habitudes, les Français, comme les Américains, doivent trouver comment se comporter pour dire. »

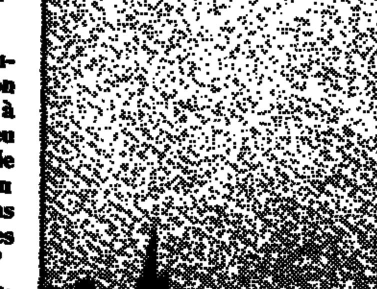
C. G.

RENCONTRE

LES JUIFS TANCÉS PAR LEUR RABBIN

entretien avec Théo Klein

A l'occasion du nouvel an juif, Roch Hachana, fêté ce 15 septembre, M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), nous donne son sentiment sur le débat provoqué par le grand rabbin de France, M. René Samuel Sirat, au sujet des mariages entre juifs et non juifs et des conversions. M. Klein évoque, aussi, ses rapports avec le pouvoir actuel et la situation en Israël.





XAVIER LAMBOURS

« Je préfère un couple mixte qui donne une éducation juive à ses enfants à un couple de deux époux juifs qui ne fait connaître aux enfants aucun élément susceptible de les rapprocher du judaïsme. »

« QUE pensez-vous du rappel à l'ordre adressé récemment par le grand rabbin Sirat au Consistoire central et, sans doute, plus généralement, à la communauté juive dans son ensemble ?

– Je crois qu'il s'agit avant tout, pour le grand rabbin de France, de se situer par rapport aux dirigeants laïcs du Consistoire. Le fond du débat, c'est la *question des pouvoirs respectifs* des rabbins et des dirigeants laïcs de la communauté, question qui s'est déjà posée dans les communautés juives au cours des âges. Il *faut rappeler qu'il n'existe* pas de clergé juif; le rabbin est, en principe, celui qui est le plus savant pour expliquer et commenter la Torah, le tribunal rabbinique ayant, quant à lui, des pouvoirs définis par les textes et par la tradition.

» Chemin faisant, dans sa déclaration, le grand rabbin a abordé des questions qui, effecti*vement, intéressent plus large*ment la communauté, notamment le problème des conversions et celui des mariages mixtes. Pour ma part, ce qui me paraît le plus important, à cet égard, reste le niveau de connaissance juive et d'appartenance à la communauté juive. Ce qui est important dans une famille juive, quelle que soit sa composition, c'est la volonté de vivre sa vie familiale en tant que juif et de donner aux enfants une éducation juive.

– Vous vous exprimez souvent, à ce sujet, en termes de connaissance. Le rabbin Sirat, lui, parle de pratique religieuse.

– Le judaïsme traditionnel et orthodoxe place, effectivement, le respect des six cent treize mitsvot *en tête des obligations* et considère que c'est par l'accomplissement de ces commandements que l'homme juif peut, en quelque sorte, s'unir à Dieu, s'élever spirituellement. *Je suis beaucoup plus* terre à terre en constatant la situation des communautés juives, à savoir que la très grande majo*rité des juifs ne respectent pas* les six cent treize mitsvot. Or ils se veulent juifs malgré tout. Donc, ce qui est important, à ce niveau-là, c'est le combat pour le maintien du patrimoine et de la connaissance, à travers lesquels, en outre, des pas supplémentaires peuvent être faits par ceux qui ont la foi.

– Le rabbin Sirat s'est référé, pour le rejeter, au « judaïsme d'avant guerre ».

– C'est peut-être plutôt à un Consistoire d'avant guerre que le *grand rabbin voulait faire réfé*rence; mais, par exemple, mon père et mon grand-père ont été membres du Consistoire, et ils y représentaient une forme d'ortho*doxie aussi absolue que* peut l'être celle de M. Sirat. Opposer un Consistoire d'avant-guerre, caractérisé par son libéralisme, et un Consistoire d'après la guerre, plus orthodoxe, *ne me paraît pas correspondre à la réalité historique.* Je regretterais aussi que la référence faite par le grand rabbin à l'année 1962 puisse être interprétée comme désignant une modification qui serait liée à l'*arrivée* de nos frères d'Afrique du Nord, parmi lesquels il y a, certainement, des traditionalistes, mais certainement *aussi* des *non*-traditionalistes.

– L'étude publiée au printemps dernier sur la population juive de France – évaluée à 535 000 individus, dont très peu de pratiquants et beaucoup de personnes ayant choisi un conjoint non juif – n'a-t-elle pas éveillé ou ravivé l'inquiétude des responsables communautaires ?

– Je ne crois pas que le fait qu'il y aurait moins de juifs que ce qu'on supposait soit de nature à *inquiéter la communauté.* Pour ce qui est des autres constatations, si on a attendu cette étude pour s'en préoccuper, on a eu bien tort. Ce sont des phénomènes qui existent dans toutes les communautés juives. Mon souci, en tant que dirigeant laïc de la communauté, c'est que ces problèmes soient examinés et affrontés tels qu'ils se posent, et dans des termes *non* de condamnation, mais de recherche de solutions. Si on met l'enjeu trop haut, on aura des résultats nuls.

» J'ai eu l'occasion d'exprimer au *grand rabbin Sirat, avec lequel* j'entretiens des relations excellentes et permanentes, qu'il est, à mon sens, du devoir du rabbinat de se pencher sur ces problèmes *avec les dirigeants laïcs, dans le* respect des normes des uns et des préoccupations des autres, en évitant de polémiquer et de se lancer à la tête je ne sais quels interdits *ou condamnations.*

– Pensez-vous que les organisations *communautaires* doivent, sinon mener campagne, du moins inviter les juifs à choisir leur conjoint parmi les juifs, ou bien est-il davantage souhaitable, à vos yeux, de faciliter l'intégration des conjoints non juifs ?

– D'un point de vue tout à fait personnel, ce qui m'importe, c'est ce qui se passe dans la cellule familiale et l'éducation qui est donnée aux enfants. Je considère comme infiniment plus positif un couple mixte qui, dans la *vie familiale, fait régner une* atmosphère juive et donne une éducation juive à ses enfants, plutôt que deux époux juifs qui ne donnent aucune éducation juive à leurs enfants et ne leur font connaître aucun élément qui puisse les rapprocher du judaïsme.

» Ce point de vue n'est évidem*ment* pas admissible, *a priori*, par les rabbins, mais il correspond à une réalité. On parle de la forte proportion des mariages mixtes, *mais pas de tous les* enfants, issus de ces mariages, *qui* participent à la vie de la communauté, ni de tous ceux qui, issus de mariages entre juifs, ne reçoivent aucune *éducation juive, se* convertissent parfois, ou, *le plus souvent, sont* simplement indifférents au judaïsme. Il faut confronter les exigences de la Halakha avec la vie communautaire quotidienne. *Je suis intimement persuadé que* les rabbins feront, un jour, l'effort nécessaire de compréhension, de générosité et d'amour pour affronter ce problème et essayer de le *résoudre dans* le respect de la tradition juive, d'une tradition vivante et tournée vers l'avenir. Il faut refuser ce qui divise, et je *voudrais mettre en garde contre* une conception de la vie communautaire qui, sous les prétextes même les plus nobles, romprait notre unité.

– Autre conflit interne aux organismes communautaires, celui qui vous a *opposé*, il y a trois mois, M. Emile Touati, président du Consistoire de Paris, qui a dénoncé le style « monarchique » de votre présidence.

– Vice-président du CRIF jusqu'au dernier renouvellement des instances dirigeantes, Emile Touati a décidé de ne pas demander à être reconduit *dans ses fonc*tions. Il a expliqué publiquement qu'il me reprochait mon style « monarchique ». En fait, le débat tourne autour des conditions dans *lesquelles on peut mener une* organisation comme le CRIF, compte tenu du rôle des médias et de la nécessité d'une communication rapide et efficace. *J'ai*, à cet égard, une conception *peut-être* différente de celle de mes prédécesseurs, mais qui paraît, dans l'ensemble, rencontrer l'approba*tion* de la communauté.

– *Certains vous reprochent* d'avoir de trop bons rapports avec le pouvoir actuel. Que leur répondez-vous ? Quelle est votre *ligne* de conduite à six mois des élections législatives ?

– Je *ne crois pas avoir* avec le pouvoir actuel des relations plus intimes que celles que mes prédécesseurs ont eues avec les pou*voirs antérieurs.* Il est arrivé à des présidents du CRIF d'être invités à déjeuner à l'Elysée, alors que je ne l'ai jamais été. Je n'ai eu, jusqu'à présent, avec les diri*geants de l'Etat, à quelque niveau* que ce soit, que des rapports fonctionnels. J'ai rencontré le président de la République, en tant que président du CRIF, lorsque *j'avais un sujet à lui soumettre et*, aussi, à l'occasion de l'invitation qu'il m'avait faite de l'accompagner à Moscou. Je ne pense pas qu'un autre président du CRIF *aurait agi autrement. J'ai*, en outre, rencontré une fois M. Mauroy et deux fois M. Fabius, deux fois M. Dumas. La tâche du président du CRIF est d'avoir avec le gouvernement, quel qu'il soit, les rapports les plus *utiles pour* la défense des idées et des intérêts qui peuvent être ceux de la com*munauté juive.*

» Je sais que mes idées politi*ques personnelles avaient fait* l'objet de questions lorsque j'avais – le premier – été élu président du CRIF. J'avais confirmé alors que j'ai personnellement une *sensibilité politique plutôt* à gauche, mais que, en tant que président du CRIF, je n'en avais aucune. J'ai un rôle politique à jouer pour le service d'une com*munauté composée d'individus* qui ont des opinions extrêmement divergentes. On peut trouver des juifs dans tous les partis politiques, y compris, hélas ! au Front national. Nous avons des *relations* avec tous les partis qui sont, à nos yeux, démocratiques.

» Je n'ai pas à parier sur le résultat des élections de mars prochain. J'avais dit, avant que le *nouveau système électoral* soit adopté, pourquoi nous craignions qu'il n'ouvre l'accès du Parlement à des éléments antisémites. J'essaie de défendre la communauté et, en l'occurrence, l'*ensem*ble des citoyens français épris de liberté, parce que je considère que, dès l'instant où l'idée de dis*crimination s'inscrit dans* la vie politique, aucune partie de la population n'est à l'abri d'une discrimination possible. Pour la même raison, j'avais émis, à l'adresse de l'opposition, le souhait qu'il n'y ait, avec le Front national, ni alliance nationale ni *alliance locale*, notamment au niveau municipal.

» Au lendemain de la *forma*tion d'un nouveau gouvernement, si je suis toujours président du CRIF, je m'efforcerai d'avoir avec celui-ci les meilleures rela*tions possibles. J'ajoute cependant* que, des différentes démarches que j'ai été amené à faire auprès du président de la République et du gouvernement actuels, il est *résulté, jusqu'à présent*, des réponses ou des actes positifs, et je m'en félicite.

– *Comment ressentez-vous* la montée, en Israël, du parti raciste Kach, dirigé par le rabbin Kahane ?

– Je regrette infiniment ce phénomène, dû à une crise économique, peut-être aussi à une crise *morale, qui ont pour corollaire* la montée des extrêmes politiques. Ce phénomène est amplifié par la force de la *vie démocratique*, en Israël, où les sentiments du « ras-le-bol » s'expriment avec encore plus de vigueur qu'ailleurs. Je pense que les sondages traduisent *une inquiétude face* à une *situa*tion économique et politique insaisissable – la guerre du Liban a apporté plus de problèmes que de succès, – et alors que tous les autres partis, ou presque, sont au gouvernement. Je pense que la montée du parti Kach est passagère, et je crains, d'ailleurs, que l'union nationale ne le soit aussi. Le *CRIF* a eu récemment l'occasion de faire savoir au président Herzog que les dirigeants de notre mouvement approuvaient pleinement sa condamnation vigoureuse *du phénomène Kahane. Il est* indispensable de se démarquer d'un homme et d'un système qui sont fondamentalement contraires à notre éthique et à notre concep*tion du droit et de la justice.*

– *Que pensez-vous de l'éven*tuelle intégration de représentants palestiniens dans une délégation jordanienne avec laquelle *négocierait Israël* ?

– *Je crois qu'il* y a un consensus, au sein du gouvernement israélien, pour une négociation avec les Jordaniens, mais il n'y en a *pas sur les limites* de l'accord qui pourrait être passé avec eux ; d'où, peut-être, les exigences du Likoud quant à la composition de la délégation jordanienne. Ce qui est sûr, c'est que l'OLP continue de faire tout ce qu'il faut pour s'exclure d'une délégation qui devrait négocier la paix. *L'interception de com*mandos du Fatah par les Israéliens montre qu'il y a, au sein de cette organisation, avec ou contre la volonté d'Arafat, une résistance *à toute perspective de négocia*tion. Un journal koweïtien a annoncé récemment que des commandos terroristes auraient été envoyés dans diverses capitales *européennes par le Fatah, sous* le commandement d'un homme que M. Joxe a reçu récemment. Les objectifs visés seraient principalement jordaniens. Mais je voudrais *le rappeler : si le terroriste* choisit son objectif, il ne choisit pas ses victimes. On peut, il est vrai, trouver des représentants palestiniens, sympathisants ou non de l'OLP, *qui soient des leaders* locaux importants et que les Israéliens finiraient par accepter dans une *négociation.*

– Que comptez-vous faire, lors de la visite de M. Gorbatchev à Paris, au sujet de la situation des juifs en Union soviétique ?

– Le *CRIF* appelle à manifes*ter, le 29 septembre*, pour les droits de l'homme et la liberté des citoyens en Union soviétique, et non contre la venue de M. Gorbatchev en France, ni contre le régime *soviétique. Nous* avons aussi pris des initiatives pour permettre qu'une politique soviétique nouvelle, si elle devait exister, puisse se manifester à l'occasion *de cette visite : nous avons* demandé à être reçus par le dirigeant soviétique. Nous attendons la réponse de M. Gorbatchev. J'ai eu l'occasion de dire pourquoi à *l'ambassadeur soviétique*, M. Vorontsof, qui m'a écouté, me semble-t-il, avec intérêt.

– Vous avez récemment rappelé que, en dehors des quatre otages français et de quelques otages *américains*, il y a, à Beyrouth, six otages juifs libanais. Qu'espérez-vous ?

– J'ai pris, en effet, l'initiative d'alerter le président Gemayel sur la situation de six de ses compatriotes et de nos coreligionnaires détenus en otages. Il m'a fait savoir rapidement qu'ils étaient *en vie et qu'il demandait* aux « organes compétents » d'agir pour leur libération.

» Ayant posé une nouvelle question, sur les résultats obtenus par ces « organes compétents », il m'a été précisé que les otages étaient détenus par le Hezbollah (Parti de Dieu) et recommandé de m'adresser *auprès de deux* pays et de deux personnalités susceptibles d'appuyer notre demande.

» J'ai immédiatement alerté le docteur Selim Hoss, l'une de ces *personnalités, par ailleurs minis*tre de l'éducation nationale dans le gouvernement libanais, en lui demandant d'user de ses fonctions et de son influence pour obtenir la libération de ces *otages à l'occa*sion de Rosh-Hashana. Je rappelle qu'il s'agit de juifs libanais, vivant ordinairement à Beyrouth-Ouest. »

Propos recueillis par
PATRICK JARREAU.

